QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12279 – 4 F

– JEUDI 19 JUILLET 1984

EN POLOGNE

L'amnistie pourrait inclure les dirigeants du KOR dont le procès a été ajourné « sine die »

LIRE PAGE 24



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 13 à 18

Une semaine à Bahia

par CLAUDE FLÉOUTER

M. Duarte par la petite porte

Le gouvernement français affirme que sa position sur le Salvador n'a pas changé. Il continue de préconiser une solution négociée entre les « forces politiques responsables », et même si le gouvernement, lui, change, il y a de fortes chances pour que la politique réaffirmée le mardi 17 juillet dans un communiqué du Quai d'Orsay ne varie pas pour autant, car c'est d'abord à l'Elysée qu'elle s'élabore.

Pourquoi un tel rappel aujourd'hui ? Parce que le président salvadorien, M. Napoleon Duarte, est attendu jeudi à Paris. M. Duarte est en fonction depuis le 1er juin, mais il a déjà occupé le même poste jusqu'au printemps de 1982, et ni lui ni son successeur n'ont jamais été reçus en France. En revanche, M. Mitterrand a déjà accueilli à l'Elysée le représentant politique de la guérilla, M. Guillermo Ungo. Qu'il ouvre ses portes à M. Duarte n'est donc pas sans signification.

Le ministre salvadorien des affaires étrangères, qui accompagne son président dans sa tournée européenne, s'est empressé de conclure que la politique française à l'égard de son pays avait évolué. Or il y a moins de trois ans qu'était signée la fameuse déclaration franco-mexicaine qui accordait à la guérilla le label de « force politique représentative », une initiative qui a coûté cher à la diplomatie élyséenne dans la région.

Le communiqué du Quai d'Orsay est donc destiné à rassurer ceux qui pourraient craindre un abandon des positions prises à ses débuts par le pouvoir socialiste, au nom de la morale et de ce qu'il juge le vrai réalisme dans cette partie du monde. Il rappelle les entretiens accordés à Paris à M. Ungo ; précise que la visite de M. Duarte « vient à son heure » – c'est-à-dire une fois l'homme consacré par le suffrage universel, – et il la présente d'ailleurs comme une simple « escale » : il n'y sera vraisemblablement pas question de l'aide économique que M. Duarte demande à l'Europe occidentale pour compléter celle des Etats-Unis.

Bref, une visite à la sauvette, alors que le président salvadorien aura passé deux jours à Bonn et qu'il aura obtenu la promesse du chancelier Kohl d'une reprise de l'aide économique accordée autrefois à son pays par l'Allemagne fédérale. Il est vrai que M. Duarte, qui est démocrate-chrétien, était, là, avec un gouvernement où domine cette tendance, en territoire ami.

On notera néanmoins quelques nuances. Le communiqué du Quai d'Orsay ne mentionne plus la guérilla et inscrit le problème du Salvador dans la situation générale en Amérique centrale, où les solutions sont à négocier entre les « forces politiques responsables ». Qui ne souscrirait à un tel vœu ?

Reste à s'interroger sur le sens d'une telle expression. Au Salvador, la guérilla a sans doute obligé M. Duarte à préciser son réformisme, mais sa représentativité suscite bien des doutes : elle recrute beaucoup de ses éléments par la force, pratique un sabotage économique qui lèse forcément la majorité de gens démunis qui forment la population, et elle a été désavouée à deux reprises dans les urnes. Et puis, le qualificatif s'applique-t-il aux opposants qui luttent dans le Nicaragua voisin contre le régime sandiniste, du moins à ceux qui ont participé à l'insurrection contre Somoza et critiquent aujourd'hui le manque de libertés dans leur pays ? Ce régime dont l'ambassadeur itinérant de M. Mauroy en Amérique latine disait naguère, au mépris de l'évidence, qu'il était « démocratique, pluraliste et non aligné ».

M. Laurent Fabius constitue son gouvernement

M. Laurent Fabius nommé premier ministre, mardi 17 juillet, après que le président de la République eut accepté la démission de M. Pierre Mauroy, a commencé de constituer son gouvernement. Celui-ci se réunira en conseil avant la fin de la semaine.

Les deux questions les plus délicates à résoudre étaient la participation des ministres communistes et le sort réservé à M. Jacques Delors. Le ministre de l'économie et des finances de l'équipe sortante pourrait quitter le gouvernement. Il est candidat à la succession de M. Gaston Thorn à la présidence de la Commission européenne de Bruxelles.

M. Charles Fiterman, ministre des transports, qui n'attendait que l'occasion de partir sans que cela apparaisse comme une rupture, ne devrait pas appartenir à l'équipe de M. Fabius. Cette décision ne préjugerait en rien de la participation du PCF, auquel des postes autres que ceux qu'il occupait jusqu'alors seraient offerts.

Le bureau politique du PCF s'est réuni mardi après-midi, avant l'annonce du changement de gouvernement, puis mardi soir, exceptionnellement. Il a rendu publique, au terme de sa première réunion, une analyse critique de la politique économique et sociale du pouvoir et ses inquiétudes après le retrait du projet Savary sur l'enseignement privé. Certaines des initiatives annoncées par le gouvernement, ses projets pour le budget de 1985, lui paraissent aller « à l'encontre » de l'avertissement adressé à la gauche par les Français lors des élections européennes du 17 juin. M. Georges Marchais a interrompu ses vacances pour participer, mercredi soir, à la réunion du comité central.

Sur les marchés des changes, la tenue du franc restait satisfaisante mardi en fin de matinée. Les milieux financiers internationaux ne sont pas inquiétés, au contraire, par l'arrivée de M. Fabius, considéré comme un socialiste modéré.

La double surprise

Ils étaient quatre, mardi soir, dans le bureau du ministre des transports : le ministre, M. Charles Fiterman et ses trois collègues communistes du gouvernement, MM. Jack Ralite, Marcel Rigout et Anicet Le Pors. Objet de la réunion : il se passe « des choses ». « Des journalistes » les avaient, paraît-il, prévenus. Et c'est là, et ainsi, que plantés devant la télévision, ils ont formellement appris que M. Pierre Mauroy avait présenté au président de la République la démission du gouvernement.

Le bureau politique du PCF venait de s'inquiéter publiquement de l'attitude du pouvoir qui, selon lui, n'a pas tenu *compte de l'avertissement* que lui ont adressé les Français le 17 juin. Le pouvoir – taxe *sur l'essence, projet de budget pour* 1985 – aurait même aggravé son cas.

La télévision ayant rempli son office, M. Jack Ralite plaide pour le départ du gouvernement. MM. Le Pors et Rigout en tiennent toujours pour la participation. M. Charles Fiterman – partant à la première occasion – s'efforce, comme toujours, à la synthèse. M. Georges Marchais, comme toujours dans ces cas-là, prend ses vacances. En Roumanie, cette fois.

A la même heure, M. Jacques Delors regardait, lui aussi, la télévision, à son ministère, en compagnie de son épouse et de ses collaborateurs. La télévision confirme ce qu'il savait, semble-t-il, depuis peu. Beaucoup ont été prévenus un peu avant 20 heures.

« *La France qui gagne* » : ce pari *engagé par le président de la République* – démontrer aux Français que la gauche agit pour cela – *n'aurait en aucun sens s'il avait été* lancé par un homme qui perd, entouré d'une équipe qui perd.

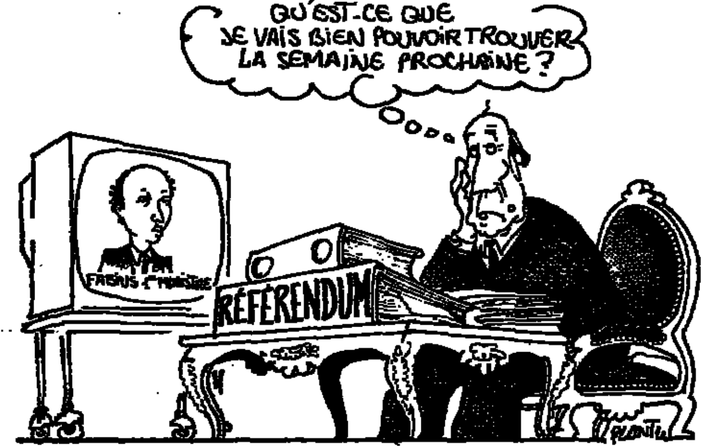
Or le gouvernement de M. Pierre Mauroy, à bout de souffle, perdait. Non pas sur le fond de son action, mais sur la manière dont elle était perçue par les Français. M. François Mitterrand, inspirateur de cette politique, premier responsable au regard du pays, perdait aussi.

Déjà, au début de l'année 1984, le président de la République craignait que l'arme de sa fonction – la durée garantie par les institutions – ne soit finalement qu'un leurre. Lui, si bon gestionnaire de son temps, redoutait que la gestion de celui du mandat de sa majorité ne lui échappe. Disposerait-il du temps nécessaire afin de convaincre les Français que l'action de la gauche – économique notamment – est bonne et suffisante pour que le pays lui accorde les moyens de la continuer au-delà des élections législatives de 1986 ?

La question, que M. Mitterrand se posait à haute voix, était née du constat que la politique de rigueur – pourtant admise comme une douloureuse nécessité – provoquait plus de déboires, en termes d'opinion, que de bénéfices. Le crédit gestionnaire de la gauche, dont l'acquisition devait être une victoire historique, faisait aux Français plus froid que chaud. Convaincu que « *le moment venu* » les Français reconnaîtraient les mérites de la gauche, le président de la République mesurait bien que ce moment ne coïnciderait pas forcément avec celui des échéances électorales décisives. Plus tard, et à propos du projet de loi Savary, M. Lionel Jospin résumera parfaitement le dilemme en ces termes : « *A quoi servirait-il d'avoir raison dans dix ans puisque nous aurions eu tort dans deux ans ?* »

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 5.)



Conserver

La crise, selon sa définition la plus neutre, est une situation dans laquelle le vieux se meurt, tandis que le neuf ne parvient pas à naître. M. Mitterrand avait sollicité, et obtenu, les suffrages des Français sur un mot d'ordre simple : sortir de la crise. Plongé dans celle-ci, bien que parvenu presque à mi-chemin de son septennat, et surtout à moins de deux ans de l'échéance législative, M. Mitterrand s'efforce de faire apparaître le neuf, incarné par un jeune homme. En espérant que ses trente-sept ans rendront crédible et perceptible la modernité d'une politique dont seule l'austérité, pour le moment, s'impose. La promotion de M. Fabius est d'abord ce symbole-là.

Il frappe d'autant plus les esprits qu'il contraste avec le symbole qu'avait été lui-même M. Mauroy. D'extraction et de tradition populaires, socialiste jusqu'au bout des ongles, le premier chef de gouvernement de la gauche de la Ve République fustigeait « *les gens du château* », et s'en délectait. Il voyait dans la condescendance qu'il inspirait dans certains cercles dirigeants (y compris socialistes) la marque d'un comportement « élitiste ».

M. Fabius appartient à l'élite, loge avec « *les gens du château* », même si ce ne sont plus ceux de M. Giscard d'Estaing et s'il lui arrive de s'y rendre dans une vieille 2 CV.

Au-delà, il s'agit de passer d'une majorité de conquête à une majorité de conservation. Conquête, puis conservation du pouvoir. En 1981, une majorité « *sociologique* », selon M. Mitterrand, avait « *enfin rejoint la majorité politique* ». M. Mauroy incarnait la réussite d'une stratégie politique – l'union – et l'espoir du « peuple de gauche » de voir « changer la vie ».

Ces espoirs, qui avaient été *dûment entretenus avant 1981, sont* devenus, avec le temps, « *les illusions lyriques* » (l'expression est de *M. Jospin*). *L'homme qui les portait* dans sa langue rituelle et codée pouvait-il éviter de paraître, malgré *une courageuse* pratique, *archaïque* ?

M. Fabius représente au contraire une phase du septennat consacrée à la reconquête du terrain perdu pour préserver le pouvoir de la gauche et celui du président, après 1986. *Il* s'agit donc de conserver les acquis et, comme l'a dit M. Fabius, de « *rassembler* ».

Une nouvelle politique, d'où disparaît la réforme la plus contestée ; un nouveau gouvernement pour la mettre en œuvre : voilà en outre de quoi effacer l'aspect malin, trop habile de l'opération référendum, et qui renforce le sérieux de la démarche présidentielle. Comment douter désormais de sa volonté d'écouter « *ceux qui ne pensent pas comme lui* » ?

Se pose alors la question d'une nouvelle majorité, pour parfaire le dispositif. M. Fabius, par son profil plus modéré, moins militant, plus technicien, peut sans doute être sinon l'homme d'un élargissement de cette majorité, du moins celui qui donne des signes d'ouverture, en introduisant au gouvernement des hommes peu marqués par un engagement politique.

Mais avant cela, la seule question qui vaille est celle de la participation des communistes. L'occasion est là, si l'un ou l'autre veut la saisir.

Le coup de balai politique donné, s'ouvrait l'opportunité pour M. Mitterrand de se passer des communistes, et pour les communistes de quitter le gouvernement.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 2.)

L'engagement personnel

LA campagne électorale est ouverte par anticipation. Elle concerne moins l'objet du référendum prévu pour septembre – mais dont on ne sait rien, ni même s'il pourra se dérouler – que la suite du septennat. Elle précède une consultation attendue (et parfois exigée), nécessaire et promise, qui, de toute façon, aura lieu. Le rendez-vous est pris devant les électeurs ; il faudra, tôt ou tard, s'y rendre. Pour réviser la Constitution ou sous un autre prétexte, mais, en réalité, pour lever un doute : le pouvoir s'appuie-t-il encore sur une majorité ?

Le changement de gouvernement s'inscrit à la fois dans la perspective d'une mise à l'épreuve électorale et dans la logique présidentialiste du régime.

En proposant, à la faveur d'une révision constitutionnelle et d'une consultation référendaire, d'étendre la possibilité de recours au référendum, M. Mitterrand a choisi son terrain. C'est celui des libertés, où la gauche se trouve mise en difficulté par l'opposition. Ce terrain, le président de la République l'a, en quelque sorte, dégagé en retirant le projet de loi sur l'enseignement privé, mais il n'est pas assuré de pouvoir y manœuvrer à sa guise. Il lui fallait, aussi, trouver les généraux de cette bataille-là, qui ne pouvait être menée ni par un gouvernement usé ni par le *seul Parti socialiste dès lors* qu'il s'agit de reconstituer la base électorale la plus large.

C'était une première raison de remplacer M. Mauroy. Tout le monde en est convaincu, même l'intéressé, et on aurait pu commencer par là. S'il n'en a pas été ainsi, c'est, vraisemblablement, parce que M. Mitterrand s'est d'abord préoccupé de définir le terrain et les moyens de sa riposte avant d'en désigner les exécutants. *Ne serait-ce pas, surtout, parce* qu'il entend prendre lui-même les choses en main ?

Plusieurs signes accréditent cette hypothèse. Le président de la République, qui dirige déjà la diplomatie et la défense, comme ses prédécesseurs, en est venu à définir les orientations du budget de 1985 et à ajourner, au grand dam de certains de ses partisans, une réforme qui leur paraissait acquise, sinon tout à fait satisfaisante.

A. L.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

L. F.

D'autres ont des talents ; il les a tous. D'autres plaisent ; il fascine. D'autres sont doués ; c'est un surdoué. Intelligent plutôt qu'intellectuel. Mieux que de l'allure : la classe. Une classe terrible.

Jeune, il va de soi ; et plutôt à son aise financièrement. En tout cas, à l'aise dans l'épreuve. Un grand technicien du succès. Irrésistible.

Ses admiratrices l'appellent le beau Laurent ; ses admirateurs Laurent le magnifique ; ses intimes L. F. F., c'est pour son nom de famille. Fignon, bien sûr.

JACQUES CELLARD.

Israël en mal d'Israël...

I. – *Les « amants éperdus de Sion »*

A cinq jours des élections, la « guerre des sondages » fait rage en Israël, rendant aléatoire un pronostic sur les résultats du scrutin du 23 juillet. L'avance présumée de l'opposition travailliste varie, selon les estimations, de quatre à seize mandats sur cent vingt députés.

De notre correspondant
JEAN-PIERRE LANGELLIER

Jérusalem. – « *Où va Israël ?* » La question inquiète que Nahum Goldman lançait, voici bientôt dix ans, s'impose avec une vigueur nouvelle à la veille d'élections peut-être cruciales. Nation anxieuse et vulnérable à l'extrême, l'État juif, en trente-six ans d'épreuves, s'est accoutumé vaille que vaille à cette « *précarité existentielle* » qui est son mal de vivre. La paix et la sécurité ne sont toujours pas au rendez-vous de l'histoire.

Mais l'Israël de 1984, aux prises avec lui-même, connaît des conflits plus intimes. Le pays traverse une profonde crise d'identité qui intéresse tout ensemble économie et politique, morale et religion, qui met à nu certaines contradictions du sionisme, ébranle les valeurs millénaires du judaïsme, menace l'unité nationale. Meurtri par l'aventure libanaise et enfiévré par une folle inflation, Israël a aussi quelques gros « *bleus à l'âme* ».

Où va l'État hébreu ? Au-delà des piètres joutes électorales du moment, peu propices à l'introspection collective, cette question gigogne en contient beaucoup d'autres. Pour M. Alouph Hareven, directeur de l'institut Van Leer à Jérusalem, les Israéliens affronteront d'ici à la fin du siècle quatre interrogations fondamentales : quel contenu donner à l'identité juive de l'État ? *Comment conserver* à la société son caractère démocratique et multiculturel ? Comment préserver l'indépendance économique nationale, notamment à l'égard des États-Unis ? A quoi doit servir la puissance militaire ?

Ces inconnues majeures hantent les grands dilemmes d'Israël. Être un État juif ou binational ? Laïque ou religieux ? Occidental ou levantin ? Autoritaire ou pluraliste ? Un État conquérant à jamais ou réconcilié avec ses voisins arabes ? Être une société ouverte, créative, juste et tolérante ou devenir à l'inverse un peuple arrogant et rigide, idolâtrant ses rites et sa terre ? La récente découverte d'un réseau clandestin juif en Cisjordanie et l'arrestation de vingt-cinq terroristes – *dont le* procès à partir de septembre tiendra sans doute longtemps l'affiche – *donnent à ces débats une fulgurante* actualité.

(Lire la suite page 10.)

LIRE EN PAGES INTÉRIEURES

LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

La lettre de M. Mauroy...

Voici le texte de la lettre adressée par M. Pierre Mauroy au président de la République :

Monsieur le Président,

Comme nous en avons constaté la nécessité lors des différentes conversations que nous avons eues ces dernières semaines quant à l'avenir du gouvernement, une phase nouvelle s'engage.

La décision que vous avez annoncée le 12 juillet de consulter le peuple français s'inscrit dans cette perspective. J'estime, comme vous, que le moment est venu de changer le gouvernement.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir confirmer la fin de mes fonctions de premier ministre et celles du gouvernement.

En cet instant, comme aux premiers jours de mai 1981, je garde la fierté et la joie qui ont été miennes tout au long de ces trois années passées à vos côtés au service de la République et de nos idéaux communs. Je forme des vœux ardents pour votre succès qui sera aussi celui de la France.

Veuillez recevoir, monsieur le président de la République, avec l'assurance de mon entier dévouement, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments respectueux.

... et la réponse de M. Mitterrand

Voici le texte intégral de la réponse de M. François Mitterrand :

Monsieur le premier ministre,

Depuis le 21 mai 1981, vous êtes à la tête du gouvernement de la France. Sous votre égide, une œuvre de réforme considérable, *sans précédent* depuis la Libération, a été accomplie dans tous les domaines. Une action vigoureuse et persévérante a été menée pour assurer le redressement de notre économie. La lutte a été engagée contre toutes les injustices.

Comme nous en sommes convenus au cours de nos récents entretiens, l'évolution de la situation politique appelle maintenant la formation d'un nouveau gouvernement. J'accède, en conséquence, à la demande que vous m'avez présentée de mettre fin à vos fonctions.

Plus que tout autre, j'ai été en mesure, depuis trois ans, d'apprécier le courage, la détermination et la loyauté avec lesquels vous avez rempli votre charge. La marque de votre action restera dans l'histoire de notre temps. Elle précédera d'autres services que, j'en suis sûr, vous rendrez au pays.

Je vous prie de croire, monsieur le premier ministre, à l'expression de mes remerciements et à mes amicales pensées.

Le nouveau premier ministre : « Moderniser le pays et rassembler les Français »

M. Laurent Fabius a fait la déclaration suivante peu après 22 heures, sur le perron du ministère de l'industrie et de la recherche :

« Le président de la République vient de me faire l'honneur de me nommer comme premier ministre. C'est une tâche rude et c'est une tâche très exaltante.

» On comprendra que, au moment où je m'y engage, je pense d'abord à mon prédécesseur, Pierre Mauroy, et au travail considérable qu'il a accompli.

» Et puis je pense aussi à l'avenir. Il faudra beaucoup de calme, beaucoup de détermination, et la volonté, que j'ai de moderniser le pays et de rassembler les Français. Et maintenant, je vais retourner travailler. Merci. »

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 56 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1983

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne ; tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Réhabiliter l'« archaïsme »

Les européennes passées et plus gravement manquées qu'il ne le croyait, M. Pierre Mauroy a rejoint son prédécesseur, M. Raymond Barre, au plus haut niveau d'impopularité de la Ve République. Si la baisse du pouvoir d'achat, le chômage et, d'une façon générale, l'austérité sont une cause commune de ce triste record, il en est d'autres, plus personnelles et parfaitement contradictoires : M. Barre payait sa suffisance. M. Mauroy a-t-il payé son insuffisance ?

M. Mauroy était-il, comme on le croit aujourd'hui, insuffisant ? L'image qu'il a donnée, notamment dans ses prestations télévisées, le laissait penser. Car M. Mauroy n'est à l'aise qu'à l'Assemblée nationale, lorsqu'il lui faut affronter l'opposition, ou mieux, à la tribune d'un congrès socialiste. Sa recette y est, le plus souvent – sa prestation à Bourg-en-Bresse, en octobre 1983, l'avait confirmé – efficace : un style de tribun chaleureux, un appel à l'émotion plus qu'à la raison, à l'histoire de la gauche et à ses espoirs plus qu'aux contraintes du réel et à l'idéologie.

Face à l'opinion, les élans du tribun devenaient, ou plutôt étaient perçus comme du verbiage, ses références historiques comme autant d'archaïsmes, son militantisme comme une provocation, dans une période qui appelle une gestion serrée et sérieuse des dossiers. A ce sombre tableau s'ajoute une contestation permanente de son autorité devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale par le responsable dudit groupe, et au sein de son gouvernement par des ministres bien en cour.

Le voilà qui quitte aujourd'hui l'Hôtel Matignon avec trois « casseroles » : le désaveu que lui inflige le président sur la loi Savary, laquelle lui a valu d'être désigné, devant le pays (dans nos colonnes) par le cardinal archevêque de Paris, comme un homme ayant *« manqué à sa parole »* alors qu'il s'était autodésigné comme celui qui annonçait aux Français, avant le second plan de rigueur de mars 1983, que *« les clignotants passaient au vert »*. Quel homme pourrait se relever d'un tel énoncé ? Et surtout, comment a-t-il pu rester trois ans à l'Hôtel Matignon ?

Poser cette question, c'est rappeler qu'il fut le premier ministre le plus populaire de la Ve République et qu'il cessa de l'être lorsque la gauche chagea de politique économique. C'est donc rappeler qu'il fut à l'origine de ce changement de cap. Et c'est, par là-même, commencer à le réhabiliter.

C'est lui qui, à l'été 1982, à Latche, sut convaincre le président qu'une politique de « rigueur », d'autérité, était désormais nécessaire. Avant que M. Delors n'obtienne la paternité de ce nouveau cours économique, M. Mauroy se battit, seul, sur son schéma conçu alors par M. Jean Peyrelevade, aujourd'hui patron de la Compagnie financière de Suez. Plus tard, il pèsera, cette fois en appuyant M. Delors, contre l'aventure protectionniste. Le « courage » de M. Mauroy, qu'on lui concède en général parce qu'il « encaisse » bien les coups, ce fut d'abord celui de tourner le dos à ce que la gauche avait promis qu'elle ferait : vaincre la crise par la relance. Ce fut ensuite d'assumer ces choix, jusqu'à accepter d'être celui que le président userait jusqu'à la corde, pour faire place nette à un nouveau premier ministre ; jusqu'à cet aveu, en forme de reniement : oui, a-t-il dit le 3 juillet dernier à TF1, la montée du chômage est *« le prix à payer »* pour l'assainissement de l'économie.

Evoquer sa longévité à l'Hôtel Matignon, c'est aussi souligner le confort qu'il a procuré au président. Certes, à l'Elysée, ceux-là même qui s'étaient promptement inquiétés d'un premier ministre trop haut dans les sondages pour ne pas faire ombrage à M. Mitterrand, avaient tout aussi promptement désigné le même homme comme un boulet empêchant le président de prendre vraiment son envol. M. Mitterrand, pourtant, l'avait gardé, parce que M. Mauroy avait épousé les nécessités du parcours présidentiel. Il se fit donc discret sans jamais rechigner à la tâche, alors même que son intérêt personnel lui eût commandé de partir au plus tôt.

Le jeu de la « Ve »

Le jeu de la Ve République consiste d'ailleurs, pour un président, à pouvoir sacrifier ainsi son premier ministre. Ce président-là excellait en outre à suggérer que, s'il n'avait tenu qu'à lui... Il a aujourd'hui abandonné ce terrain pour expliquer qu'il partage la responsabilité des choix, et donc des erreurs, de son premier ministre. Ce n'est que justice. Car il est impossible à quiconque de dire de quoi était fait le dialogue des deux hommes, sinon que ce dialogue était devenu permanent.

Personne ne peut, avec précision, faire le départ entre ce qui, dans le succès, reviendrait au président et ce qui, dans l'erreur, incomberait à son premier ministre. Ainsi de l'erreur politique qu'est devenu le texte de M. Savary : c'est à la rentrée de 1983 qu'il fut décidé de lancer une contre-offensive idéologique. *« Il faut faire de la politique »* : telle était la consigne. On explique aujourd'hui que le président n'avait pas en tête cette manière-là de faire de la politique. Mais qui peut dire, ou croire, qu'il se laissa imposer les offensives sur la presse et l'école privée ? Mieux vaut donc considérer qu'il revint à M. Mauroy de porter le poids des contradictions de la gauche avec son temps.

Pour juger de son possible destin, au sein de cette gauche, et peut-être dans le pays, il n'est pas inutile de revenir sur sa prestation devant le congrès de Bourg-en-Bresse. Celle-ci contenait un rappel historique : je suis de ceux qui furent à l'origine du renouveau socialiste, en 1971, expliqua-t-il.

Au reste, M. Mitterrand, avec qui il ne rompit jamais, même lors de l'affrontement avec M. Rocard, dont M. Mauroy fut l'allié de 1979 à 1981, sut s'en souvenir. Ancré dans cette légitimité de parti, suffisamment à gauche sur des questions symboliques, il s'était alors présenté comme celui qui réussit la gageure de bénéficier de la confiance des communistes, tout en assumant l'*aggiornamento* économique de la gauche.

Une gestion social-démocrate plus la caution du PCF (qui lui assure son soutien éventuel), un loyalisme sans faille à l'égard du président, le soutien d'un certain nombre de notables socialistes : replié sur sa région Nord-Pas-de-Calais et sa puissante fédération du Nord, M. Mauroy, socialiste de toujours, n'a pas cessé d'exister en quittant, le 17 juillet, l'Hôtel Matignon ! D'autant que l'exemple de M. Barre est là pour lui rendre confiance, si tant est que cela soit nécessaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

CE SONT LES PRIX ?

NON ! LES SONDAGES !

PLANTU

Conserver

(Suite de la première page.)

Mais pour M. Mitterrand, peut-on confier à M. Fabius le soin de « rassembler » en commençant par amputer la majorité (le PS, seul, représente moins de 21 % des suffrages exprimés aux élections européennes) ?

Pour le PCF, la question est de savoir s'il peut lâcher ce qui lui reste de crédibilité, c'est-à-dire sa participation au gouvernement. Seul *casus belli* apparemment envisagé : la part des communistes dans la nouvelle équipe, la ligne de défense du PC étant que le PS a aussi beaucoup perdu au scrutin européen.

Sans doute les communistes se sont-ils durcis. Mais ils savent d'expérience que lorsque M. Mitterrand reprend l'initiative, il le fait jusqu'au bout. Quelle sera la prochaine surprise du président ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

AU BAROMÈTRE DE LA SOFRES



De 71 % en juin 1981 à 25 % en juillet 1984

Avec M. Jacques Chaban-Delmas, M. Pierre Mauroy aura été le plus populaire des premiers ministres de la Ve République. Pour un temps. En juin 1981, 71 % des Français lui accordent leur confiance, selon le baromètre mensuel SOFRES-*Figaro Magazine* (1). Les Français pensent alors que l'application du programme socialiste devrait avoir des effets positifs sur l'économie (57 %), et ils se prononcent pour une transformation en profondeur du système économique et social (51 %). En juillet de la même année, ils sont 73 % à lui faire confiance, puis 68 % en septembre, 70 % en octobre, 63 % en novembre et 58 % à la fin de 1981. Jusqu'au mois de février 1982, le premier ministre suscite même davantage la confiance que le président de la République. Il paraît *« sympathique »*, *« sincère »*, *« proche des préoccupations des Français »*. Il *« exerce bien »* ses fonctions et *« explique bien »* sa politique pour 73 % et 57 % des personnes interrogées par la SOFRES pour les journaux de province.

Dans les premiers mois de l'année 1982, cette confiance en M. Mauroy se maintient, puis elle s'effrite à la rentrée dde septembre. Les Français qui ne font plus confiance au premier ministre deviennent plus nombreux (47 %) que ceux qui lui font confiance (46 %). L'écart, il est vrai, n'est que d'un point. Il ne fera que s'accroître. Un an plus tard, en octobre 1983, il est de 32 points (63 % ne font plus confiance contre 31 %). Depuis le mois de juin 1983, le président de la République connaît la même mésaventure. Désormais, pour lui aussi, les opinions négatives dépassent les opinions positives. L'écart restant cependant plus faible.

Avant qu'il ne présente sa démission, M. Mauroy atteint le plus faible pourcentage : en juillet 1984, 25 % des Français lui donnent leur confiance, 68 % ne la lui accordent pas. En février 1981, M. Barre obtenait 30 % et 63 %.

La cote de popularité du premier ministre durant ces trois dernières années a connu une baisse vertigineuse. En juillet 1981, 74 % des Français interrogés par la SOFRES souhaitent que M. Mauroy *« joue un rôle important au cours des mois et des années à venir »*. En novembre 1981, ils sont 64 %. M. Rocard est à égalité avec M. Mauroy pour la première et dernière fois. Désormais, celui qui est encore le ministre du Plan avant de devenir ministre de l'agriculture devancera systématiquement le premier ministre.

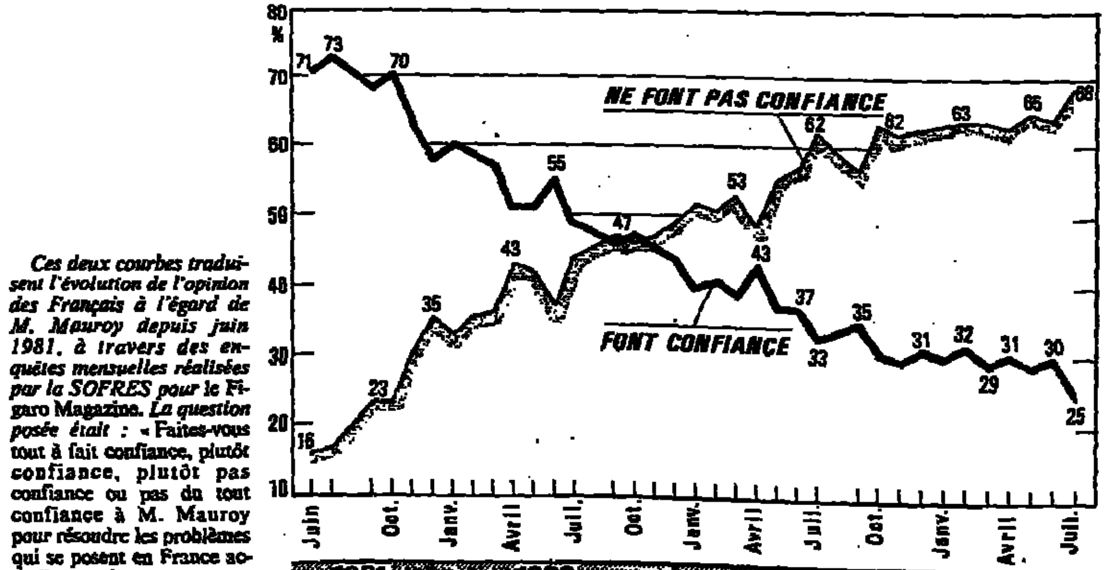
En juillet 1982, 52 % des Français souhaitent que M. Mauroy joue un rôle important ; en juillet 1983, ils ne sont plus que 35 % à le souhaiter ; en juillet 1984, 25 %. Outre M. Rocard, M. Delors bénéficie d'une meilleure « cote d'avenir » que le premier ministre depuis octobre 1982. L'écart s'accentuera au fil des mois. En juillet 1984, il est de 20 points (45 % pour M. Delors, 25 % pour M. Mauroy). M. Rocard cavale toujours en tête des sondages : 53 % des Français souhaitent (en juillet 1984) lui voir jouer un rôle important dans l'avenir. 32 % des personnes interrogées émettent ce souhait pour M. Jospin qui devance sur ce point M. Mauroy depuis le mois d'avril 1984 (38 % contre 32 %). Quant à M. Fabius, qui apparaît pour la première fois dans le baromètre mensuel SOFRES-*Figaro Magazine* au mois d'avril 1983 (27 % de Français souhaitent alors qu'il joue un rôle important dans l'avenir), il dépasse de 3 points le premier ministre en mai et juin 1984 (32 % contre 29 %), et en juillet (28 % contre 25 %). Dès son apparition dans les sondages, M. Fabius avait aussi distancé M. Bérégovoy qui, après avoir plafonné autour des 20 %, a été remplacé dans le baromètre par Mme Edith Cresson.

Au fur et à mesure de la chute de M. Mauroy dans les sondages, ont grimpé les cotes de popularité des personnalités de l'opposition. En juillet 1981, Mme Veil recueillait 37 %, M. Chirac 31 %, M. Giscard d'Estaing 29 %, et M. Barre 23 %. Ce mois-là, M. Mauroy recueillait 74 %. En juillet 1983, les différences devenaient plus grandes : M. Mauroy, 35 % ; Mme Veil, 49 % ; M. Chirac, 46 % ; M. Barre, 43 % ; et M. Giscard d'Estaing, 36 %. En juillet 1984, quand M. Mauroy obtient 25 %, Mme Veil recueille 49 %, M. Chirac 44 %, M. Barre 43 % et M. Giscard d'Estaing 33 %.

C.-F. M.

(1) Les chiffres retenus par la suite sont ceux du baromètre mensuel SOFRES-*Figaro-Magazine* à moins d'une précision contraire.

La cote de confiance de M. Mauroy depuis juin 1981



Ces deux courbes traduisent l'évolution de l'opinion des Français à l'égard de M. Mauroy depuis juin 1981, à travers des enquêtes mensuelles réalisées par la SOFRES pour le Figaro Magazine. La question posée était : « Faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance à M. Mauroy pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? »

ET LA NOMINATION DE M. LAURENT FABIUS

Un mystérieux jeune homme

« Un jeune homme si brillant, si intelligent ! » Ce commentaire étonné de M. Mitterrand s'adressait à ceux qui, en 1980, mettaient en cause la façon dont le porte-parole du PS s'acquittait de sa tâche, au plus fort du conflit avec M. Rocard. Brillant, intelligent, certes ! On peut d'ailleurs ajouter à la liste des compliments qui lui valent d'être ainsi distingué : il est doué d'une grande mémoire, qui lui permet de parler sans notes (ce qui est toujours du plus bel effet) ; il est bon pédagogue ; il est distingué. C'est-à-dire qu'il est distinct du « commun », lequel n'a *« ni son origine sociale ni ses dons intellectuels »* (1). Si l'on ajoute que, élégant et distant, il n'a guère commis de faute dans son plan de carrière, on complète un portrait qui aurait pu *être celui de M. Giscard d'Estaing* avant que ce dernier n'accède à la charge suprême

Dire cela, c'est à la fois énoncer une *évidence*, souligner un atout et *ébaucher* un reproche. L'*évidence* ne se limite pas à la calvitie précoce. Elle est aussi dans la distance qui sépare M. Fabius de ses compatriotes les moins aisés ; dans la componction et l'aisance d'une éloquence bien rodée ; dans l'ambition aussi, qui est grande : avant même qu'il ne soit nommé au poste de premier ministre, certains le voyaient déjà en charge de l'avenir, c'est-à-dire se préparant pour 1988.

L'atout est celui de cette élite qui n'a pas seulement pour elle l'aisance financière et l'appartenance à cette « énarchie » qui permet d'être clair et convaincant quel que soit le dossier traité et quel que soit... le sens de la décision, mais aussi la qualité intellectuelle.

Le reproche, c'est précisément d'être tout cela. Dans les beaux quartiers, on lui tient rigueur — comme à d'autres avant lui — d'avoir en quelque sorte trahi sa classe et de n'avoir pas été ce qu'il aurait dû être : *« un astre du giscardisme »* selon l'expression d'Alain Duhamel. A gauche, on regrette au mieux son manque de chaleur et de simplicité ; au pire, son *(nouveau) penchant pour* l'orthodoxie libérale : le PCF n'avait-il pas à la fin de l'année 1983 tenté de le disqualifier pour la charge qui lui incombe aujourd'hui ?

Toujours à gauche, on regrette aussi qu'il ait eu la vie si facile : par exemple une circonscription tombée toute rôtie dans son assiette en 1978. Il résumait lui-même d'ailleurs non sans humour sa propre campagne de l'époque : *« Votez Tony Larue ! »* : ainsi s'identifiait-il pour la circonstance au député sortant qui lui laissait son fief (2).

Dire tout cela, c'est aussi ne rien dire de M. Fabius. Car pour *être ainsi distingué* (par le président), il ne suffisait pas d'être jeune et de pouvoir *« incarner la modernité »* selon l'expression aujourd'hui consacrée. Encore fallait-il faire ses preuves et ses dents en politique : à l'Assemblée nationale contre les ténors de la *majorité d'alors ; au PS contre* tous ceux qui contestaient la primauté de M. Mitterrand. Ce dernier, face à MM. Rocard et Mauroy, avait alors su habilement s'appuyer sur la génération qui les suivait immédiatement (MM. Fabius, Quilès et Jospin). *Ce qui valut aux congressistes de* Metz en avril 1979 l'un des plus beaux numéros d'utilisation instrumentale de l'idéologie qui leur *ait été* donné d'entendre. *« Non !* s'était écrié M. Fabius, *il n'est pas vrai qu'entre le marché et le rationnement économique il n'y a rien. Entre le marché et le rationnement économique, il y a le socialisme ! ».*

Complaire à M. Mitterrand est une chose. Prendre sa part au gouvernement en est une autre, encore que l'on puisse mêler l'une *à l'autre. Mais à la tâche,* M. Fabius s'est montré aussi circonspect qu'avisé. Il a certes été servi par ce qui précisément avait fait défaut à ses prédécesseurs au ministère de l'industrie : il avait l'oreille du président. Il l'a d'autant mieux, cette oreille, qu'il est intégré au cercle sinon familial du moins des intimes du président. C'est d'ailleurs à son épouse, Mme Françoise Castro, que M. Mitterrand a confié le soin de coordonner l'action des groupes de pensée qui se situent dans la mouvance de la majorité. C'est à Mme Castro notamment que l'on doit la campagne sur « la mémoire courte ».

Mais plus que cela, M. Fabius a su rester le conseiller du prince. A ce titre il a joué un rôle important dans les décisions de mars 1983. *Il animait avant cette date* avec M. Bérégovoy un véritable mini-cabinet de guerre chargé de réfléchir pour le président à une autre politique économique. C'est pourtant lui qui, *in fine,* fit pencher la balance du côté de MM. Mauroy et Delors. Compétence ? Assurément. Aptitude particulière à déceler à temps ce que sera la décision du président ? Peut-être aussi.

Du président, d'ailleurs, il a appris la politique. Il n'en a parfois retenu qu'une certaine promptitude à éviter le danger, à ne pas se salir les mains en allant au charbon.

De ce point de vue, sa nomination comme super-ministre des restructurations dans l'affaire de la sidérurgie lorraine avait aussi valeur de rappel à l'ordre. Mais, comme toujours, ce jeune homme si « brillant » qu'il paraît avancer à pas comptés lorsqu'il s'agit d'une marche à vive allure apprend vite. *Et il sait moduler ses capacités.*

Voilà ce qui l'a qualifié aux yeux du président. Mais on attend aujourd'hui de lui plus et mieux. De M. Lionel Jospin, seul autre fils spirituel possible, on ne dira jamais qu'il est infidèle à M. Mitterrand, mais on sait qu'il est différent, qu'il préserve sa propre part de vérité. Du nouveau premier ministre, on sait qu'il se coule si parfaitement dans le moule qu'on lui dessine et lui destine qu'on ne parvient plus à discerner la part qui lui revient. Tel *est le mystère Fabius.*

Bref, il ne lui suffit plus aujourd'hui d'avoir été le fort en thème du gouvernement. Il lui reste à devenir lui-même et à se découvrir enfin !

J.-M. C.

[*Né le 20 août 1946* à Paris, M. Laurent Fabius, fils d'André Fabius, antiquaire, issu d'une famille d'origine juive convertie au catholicisme, est diplômé de l'Institut des sciences politiques de Paris, agrégé de lettres, ancien élève de l'ENA ; il est entré au Conseil d'Etat en 1973. Premier adjoint au maire de Grand-Quevilly (Seine-Maritime) depuis 1977, il a été élu député en mars 1978 et réélu en juin 1981 dans la deuxième circonscription de Seine-Maritime.

M. Fabius, qui avait adhéré au PS en 1974, est rapidement devenu l'un des conseillers économiques les plus écoutés de M. François Mitterrand, dont il était le directeur de cabinet quand, entré au secrétariat national du parti en 1979, il fut chargé de la presse.

Après avoir été responsable de la campagne présidentielle de M. Mitterrand, M. Fabius est nommé ministre chargé du budget dans le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Il conserve ces fonctions jusqu'à ce qu'il prenne la responsabilité du ministère de l'industrie et de la recherche en mars 1983.]

(1) L'expression est de Gérard Vincent, auteur des *Jeux français*, PUF, 1978.

(2) Aujourd'hui sénateur socialiste de la Seine-Maritime.

La « machine » de Grand-Quevilly

De notre correspondant

Rouen. — Lorsque Laurent Fabius arrive à Grand-Quevilly en 1977, à l'étonnement se mêle la méfiance. Ne s'agit-il pas pour cet inconnu en Normandie de préparer la redoutable succession de M. Tony Larue, alors âgé de soixante-seize ans, député, maire socialiste de la *cité industrielle de l'agglomération* rouennaise depuis la Libération ? A Grand-Quevilly, la place semblait promise à M. Napoléon Susini, suppléant et premier adjoint de M. Larue, inspecteur des finances de surcroît. Or, sans consulter les instances locales de son parti, *M. Larue*, à la veille des élections municipales, tranche. Sans commentaire. Les socialistes quevillais apprennent l'éviction de M. Susini et l'arrivée à sa place sur la liste socialiste d'un jeune énarque que l'on dit « recommandé » par M. François Mitterrand. Le siège de dauphin lui est acquis puisque, en 1977, à Grand-Quevilly, une seule liste est en compétition, celle de M. Larue.

Il n'en faut pas plus pour que les socialistes de Seine-Maritime, pourtant en mal de tête de file, s'inquiètent de ce parachutage un peu trop simple. Dans la fédération, on estime que le « clan Grand-Quevilly » imposait déjà un peu trop sa loi, qui était à la tête de la seule commune et de la seule circonscription socialistes dans le département. *Mais Laurent Fabius présente des* références dans l'appareil national du PS, et son emprise sur la fédération s'établit avec efficacité, même si, pour la préparation du congrès de Metz, avant d'aller dans la capitale lorraine sonner la charge contre M. Rocard, il doit, en Seine-Maritime, contenir sur le terrain un fort courant cocardien.

Adversaires et concurrents politiques dans la région ne sont pas sans valeur. Sur sa gauche, la circonscription voisine est tenue, sans contestation, par M. Roland Leroy, alors député. A droite, certains imaginent déjà le nouveau ténor de la politique régionale affronter M. Jean Lecanuet, maire de Rouen.

Un an après son arrivée, lorsque M. Fabius a pour mission de garder aux socialistes le siège de député *que Tony Larue a abandonné pour le* Sénat, la réussite est complète. Beaucoup y voient alors, et pour la deuxième fois, l'avantage de l'héritage. En fait, M. Fabius a, en douze mois, appris la région, se rendant à la porte des usines pour distribuer des tracts *« avec des camarades »*, sacrifiant fidèlement aux obligaions municipales, prompt à embrasser les uns et les autres lors des goûters des anciens...

Au cours de cette courte carrière politique locale, M. Laurent Fabius connaît pourtant l'échec. Il est élu président du conseil régional de Haute-Normandie après l'arrivée d'une majorité de gauche en juillet 1981, succédant à M. André Bettancourt (UDF). En quelques semaines, il bouleverse les habitudes, mettant en place un cabinet remuant dans les murs de la très sage préfecture de Rouen. Alors ministre délégué chargé du budget, il ne multiplie pas moins les audiences, réunions de travail, manifestations publiques dans toute la Haute-Normandie. En janvier 1982, après avoir, selon son expression, *« lancé la région »*, il quitte la présidence au profit de son aîné, M. Tony Larue, alors âgé de quatre-vingt un ans.

Les élections cantonales suivantes renversent la « machine Fabius » au profit d'une majorité RPR-UDF. M. Laurent Fabius se retire à Grand-Quevilly et dans sa circonscription d'origine où obligations et responsabilités ne manquent pas. Personne, en particulier au parti socialiste, ne cherche à masquer *« les grands mérites »* du ministre de l'industrie et de la recherche lorsque est annoncée l'implantation de nouvelles entreprises dans une région durement touchée par les mutations industrielles. Quant à la solution pour les papeteries de La Chapelle-Darblay, elle revient totalement au nouveau premier ministre. Pour des raisons différentes, personne à gauche ni à droite ne le conteste.

ETIENNE BANZET.

Le « Fabius » de Louis XVIII

Il faut remonter jusqu'à la seconde Restauration pour trouver en France un chef de gouvernement aussi jeune que M. Fabius (trente-sept ans). C'est le duc Decazes (1780-1860) qui, de 1815 à 1820, sous les titres de ministre de la police et de l'intérieur ou de président du conseil, fut *« le ministre dirigeant pour la politique intérieure »* (1).

Encore que la semi-invalidité de Louis XVIII ne puisse être comparée aux bonnes jambes de M. Mitterrand, le sentiment prévaut que M. Fabius est, à bien des égards, la projection élégante et juvénile d'un chef d'Etat *« avancé en âge »*. De même, c'est essentiellement grâce à l'*« exceptionnelle faveur que lui témoignait le roi »* que Decazes, figure relativement peu influente *des cercles politiques de la Restauration*, put accéder à la deuxième place dans l'Etat. D'abord avocat à Libourne, puis membre du cabinet de Louis Bonaparte, roi de Hollande, Decazes s'était seulement rallié aux Bourbons en 1814, lors de la première *Restauration.*

Jouissant de la confiance absolue de Louis XVIII et même de sa tendresse paternelle, ayant le privilège rare de faire partie des intimes du souverain, Decazes entreprit durant cinq années, avec le constant soutien royal, de mener *« une lutte acharnée contre les tenants du passé »* afin que triomphent *« ceux qui acceptent la transformation du monde »*. On croirait *presque entendre l'un des* hymnes de M. Fabius à la nécessaire *« modernisation »* de la France, terme saillant de sa première et brève déclaration de chef de gouvernement, mardi 17 juillet au soir.

Decazes serait peut-être parvenu à *« royaliser la nation et à nationaliser la royauté »*, si l'alêne d'un cordonnier détraqué n'était venue mettre fin aux jours du duc de Berry, neveu de Louis XVIII et espoir des modernistes d'alors. Les ultras se déchaînèrent contre Decazes, rendu indirectement responsable de l'assassinat du jeune duc. Chateaubriand alla jusqu'à dire : *« Le pied lui a glissé dans le sang ! »*

Se faisant violence, *Louis XVIII se sépara de* Decazes. Nommé duc et pair de France, après une brève ambassade à Londres, il s'occupa désormais beaucoup d'économie, développant notamment Decazeville, qu'il dota à partir de 1825 d'un ensemble industriel à la pointe du progrès. En république, M. Fabius ne risque pas de glisser dans le sang d'un prince, mais il n'y a pas en politique de situation qui attire plus les embûches que celle de « favori ».

J.-P. P.-H.

(1) Roger Langeron, de l'Institut : *Decazes, ministre du roi* (Hachette, 1860).

L'engagement personnel

(Suite de la première page.)

Le choix du nouveau premier *ministre complète le tableau.* M. Mauroy était et reste l'un des pairs du royaume de la gauche ; M. Fabius a, par l'âge, la formation technocratique, l'attachement personnel à M. Mitterrand, le profil d'un *directeur de cabinet*. Plus encore que son prédécesseur — qui a gouverné plus qu'on ne l'a perçu, — il mettra en œuvre la politique du président de la République, dont rien, pas même *« une feuille de papier à cigarette »*, ne le sépare, a-t-il dit.

On retrouve au passage l'inclination présidentialiste du régime de la Ve République qui conduit les présidents successifs à s'engager de plus en plus dans la gestion des affaires publiques. Ils commencent avec des premiers ministres issus du *milieu politique*, MM. Debré, Chaban-Delmas, Chirac, et changent au profit de successeurs réputés technocrates — mais qui se politisent très vite si ce n'est déjà acquis : Georges Pompidou, Raymond Barre, Laurent Fabius.

Ce qu'il faut retenir, aujourd'hui comme hier, c'est que l'actuel président de la République est conduit à s'engager davantage. D'abord dans une épreuve électorale difficile, ensuite à travers un premier ministre qui sera son double. C'est sur lui que rejaillira le succès ou l'échec du rendez-vous avec les électeurs et de la politique que mettra en œuvre le premier ministre.

Pour le coup, il n'est pas excessif de *parler* de tournant du septennat. Et, même, de tournant dangereux. Le président de la République n'a pas hésité à braver ses partisans dans plusieurs domaines (la *rigueur, l'école*) sans avoir pour autant réduit l'ardeur de ses adversaires.

S'il est vrai qu'il se complaît dans la tourmente, il est à son affaire.

A.L.

L'art de l'esquive

Voilà donc M. Laurent Fabius parvenu là où il voulait arriver. Avec une impressionnante efficacité. Comme si le nouveau premier ministre était d'abord une remarquable machine à se servir lui-même.

De son passage comme ministre délégué chargé du budget, on retiendra qu'il fut le défenseur virulent de la relance en 1982 — sans *doute l'erreur essentielle du pouvoir* socialiste — avant que d'être, avec la même conviction, celui de la rigueur quelques mois plus tard. Il attachera cependant surtout son nom à l'impôt sur les grandes fortunes qu'il aurait voulu plus sévère. Rares sont ceux qui, aujourd'hui, en contestent le *bien- fondé, sinon* l'efficacité.

Mais M. Fabius n'aime pas les rôles de second. Et bien qu'il ait beaucoup emprunté pour son essai *sur la France inégale* à un séminaire de M. Jacques Delors, ses relations avec le ministre e l'économie et des finances ne seront jamais amènes.

C'est donc dans un superministère de la recherche et de l'industrie — auquel seront adjoints les PTT et la tirelire des télécommunications — qu'il devra donner à partir de mars 1983, toute la mesure de capacités qu'un cursus exceptionnel laisse supposer. *« L'impératif industriel »* n'est-il pas alors mis au rang de grand dessein de la seconde moitié du septennat ? Or, au cours des seize mois qu'il passera rue de Grenelle, M. Fabius brillera surtout par son art de l'esquive, plus d'un escrimeur que du cavalier qu'il est. Ainsi ne le verra-t-on pas sur les dossiers *« chauds »* de Talbot, Citroën et de la restructuration de l'industrie automobile. Il laissera M. Jean Auroux, son secrétaire d'Etat à l'énergie, faire une volte-face spectaculaire sur le charbon. Et il sera presque aussi absent sur les difficultés des chantiers navals et de la sidérurgie. Tout au plus prendra-t-il alors, avec la certitude d'être désavoué, une position politique — proche du PC et de la CGT — en faveur de la construction du train universel de Gandrange en Moselle. Et c'est sur ordre de l'Elysée qu'il se rendra en Lorraine avant d'y faire nommer M. Jacques Chérèque, numéro deux de la CFDT, pour se débarrasser de cette dangereuse épine. Cette *« absence »* du ministre de l'industrie, on en aura la confirmation symbolique dans le fait qu'il n'aura reçu personnellement ces derniers mois ni M. Calvet, le président d'Automobiles Citroën ni M. Pineau-Valencienne, le P-DG de Creusot-Loire, patrons des deux plus grosses entreprises françaises en difficulté. Même si dans cette der*nière affaire il retournera habilement* la situation en faveur du gouvernement.

M. Fabius tranche pourtant parfois. En faveur de l'accord contesté entre la CGE et Thomson ; voire sur le rôle à assigner aux entreprises nationalisées : surtout être des sociétés comme les autres. Et il sait montrer son sens de l'autorité de l'Etat. M. Albin Chalandon conteste-t-il un *« mauvais »* arbitrage rendu par son ministre de tutelle dans le dossier chimique ? Il est remercié.

Le nouveau premier ministre pourra, comme ses prédécesseurs, souligner que le ministère de l'industrie est démuni et que les vraies décisions se prennent rue de Rivoli. Mais rarement le titulaire de la rue de Grenelle aura eue autant de moyens : l'argent des télécommunications mais aussi le Fonds industriel de modernisation, pour lequel une partie du système de drainage de l'épargne en France aura été réformée.

Devant tant de prudence, on est presque surpris de connaître à M. Fabius quelques ennemis, de pouvoir souligner quelques taches *d'encre. Le refus du ministre* du budget d'avaliser une transaction réalisée par ses services avec un certain nombre de clients de Paribas exportateurs de capitaux vers la Suisse — et le suicide de la personne qui dans la banque avait négocié la transaction — lui vaut pourtant de solides inimitiés. Et le lourd financement public d'un industriel néerlandais pour maintenir en activité l'usine de la Chapelle-Darblay à Grand-Couronne — dans sa circonscription — lui sera longtemps reproché.

Persuadé que la réussite de la rigueur est la seule chance des socialistes de rester au pouvoir, favorable à la libération des prix industriels et à la recherche d'un juste équilibre entre la volonté de sécurité et de prise en charge par la collectivité et, d'autre part, la soif d'initiative individuelle, M. Laurent Fabius, là où il est désormais, ne pourra plus se contenter d'esquiver. Rien ne dit qu'un médiocre ministre de l'industrie ne puisse être un bon premier ministre.

BRUNO DETHOMAS.

Mille cent cinquante-trois jours à Matignon

21 mai 1981 : M. Pierre Mauroy devient premier ministre du premier gouvernement du nouveau président de la République. Celui qui a été, pendant la campagne électorale, le porte-parole du candidat Mitterrand arrive au pouvoir avec l'image d'un homme tranquille, qui croit aux nationalisations et à une profonde décentralisation.

A l'évidence, le maire de Lille, vieux militant de l'ancienne SFIO jusqu'à la création du nouveau Parti socialiste, incarne une tradition populaire qui en fait, en quelque sorte, l'anti-Raymond Barre. *« Mauroy premier ministre, c'est l'espoir »*, déclare alors à une journaliste qui l'interroge un consommateur dans un café lillois. *« Le gouvernement de la République sera celui de la rigueur et de l'imagination »*, répond, comme en écho, M. Pierre Mauroy sur le perron de l'hôtel Matignon.

Dès les premiers jours, les problèmes économiques, qui désormais ne le lâcheront plus, assaillent le nouveau premier ministre : les premières mesures d'importance de M. Pierre Mauroy visent à assurer la défense du franc, vigoureusement attaqué sur les marchés des changes. Une fois dressées les murailles du contrôle des changes, sur le front extérieur, le premier ministre annonce les priorités de l'action du gouvernement qu'il vient de former. Sur le front intérieur, la justice sociale est à l'ordre du jour. M. Mauroy, en visite à Lille, annonce, le 24 mai, que la *« concertation sociale »* sera la loi de son gouvernement. Il assigne aussi à ses ministres trois règles : le silence, les économies, la simplicité. M. Mauroy estime alors que le silence, *« c'est la véritable règle de la solidarité gouvernementale »*. M. Mauroy ne veut pas que ses ministres *« aillent raconter aux journalistes tout ce qui s'est passé au conseil des ministres »*...

Très vite M. Mauroy imprime sa marque débonnaire et décontractée à l'hôtel Matignon où la bière remplace le whisky, à l'issue de la première grande conférence de presse du premier ministre. Décontraction et dynamisme. L'hôte de Matignon, dont les Français découvriront qu'il est aussi infatigable que chaleureux, commence dès le 1er juin une série de rencontres avec les responsables syndicaux. Comme il l'avait annoncé, son gouvernement sera le champion toutes catégories de la concertation.

Le premier ministre engage le dialogue avec les partenaires sociaux. Il s'adresse aussi au Parti communiste à qui, lors de la campagne pour les élections législatives de juin, il lance : *« Vous avez vocation à participer au gouvernement de la France (...). Il ne s'agit pas de faire des déclarations. Il faut prendre des engagements. »* Pour sa part, le premier ministre affirme : *« Chaque matin, en arrivant à l'hôtel Matignon, je me dis : « Qu'est-ce qu'on » peut faire dans la journée pour » diminuer le chômage? »*

Le vendredi 12 juin, le premier ministre ouvre les négociations sur la durée du travail. Objectif : atteindre les trente-cinq heures hebdomadaires en 1985. Le patronat rejette avec constance cette perspective. Autre grande orientation de la gauche : la décentralisation. Le même jour, M. Mauroy estime qu'une révolution historique naîtra de la décentralisation. Troisième volet de l'action de la gauche, version 1981 : la relance économique. A ce propos, démentant une rumeur qui resurgira périodiquement tout au long de ces trois ans (l'offre de sa démission par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances), M. Mauroy affirme : *« Notre collaboration est particulièrement étroite, et j'ajouterai, fructueuse. Son rôle dans la défense du franc et dans la mise au point de la politique de relance économique est décisif. Je l'apprécie tout particulièrement. »*

Le ciel de la gauche est alors sans nuages. Le soir du second tour des élections législatives, au moment où la « vague rose » déferle sur la France, M. Mauroy s'exclame : *« Nous sommes les défricheurs de l'avenir! »* Les défricheurs seront deux, puisque le nouveau gouvernement formé à l'issue de ces élections comprend des ministres communistes. *« Tous ceux qui avaient voté pour le changement devaient être représentés »*, explique M. Mauroy. Sa popularité est alors au plus haut. C'est l'époque où M. Mauroy fait devant le Sénat une déclaration qui a, aujourd'hui, une résonance insolite : *« Votre assemblée, qui défend avec constance toutes les libertés, a montré et montrera qu'aujourd'hui il n'est plus possible de résumer la défense des libertés à la défense du libéralisme »*, dit-il.

Les gens du Château

Devant, cette fois, les députés, M. Mauroy expose, en engageant sa responsabilité sur le vote du programme d'action de son gouvernement, sa conception de la *« nouvelle citoyenneté »*. Le jeudi 8 juillet, dans un long discours, il réaffirme la priorité que la gauche accorde à la lutte contre le chômage, justifie la relance, annonce les nationalisations. L'alternance a vraiment commencé.

Quelques jours plus tard, à la télévision, il lance sa fameuse formule : *« Les gens du Château sont partis »* et souligne de nouveau son engagement dans la lutte contre le chômage : *« Je me considère comme un chef de guerre dans la lutte contre le chômage »*, affirme-t-il. Traduction immédiate de ces préoccupations : les dépenses du budget de 1982 augmenteront de 23 % par rapport à 1981.

C'est encore insuffisant pour la CGT : trois mois exactement après son arrivée à l'hôtel Matignon, la CGT demande à M. Mauroy l'ouverture d'une concertation autour de six mesures d'urgence qu'elle préconise pour faire face à la dégradation de la situation économique et sociale. M. Mauroy est bien conscient de l'enjeu : le 9 septembre, dans une interview au *Pèlerin*, il déclare : *« La gauche sera d'abord jugée sur sa politique économique »*, et, le 15 septembre à l'Assemblée nationale, il présente le plan d'action contre le chômage, *« priorité des priorités »* du gouvernement. Le PC approuve l'appel à la mobilisation lancé par le premier ministre. Les sondages sont moins favorables à la gauche. A l'hôtel Matignon, on remarque : *« Les Français sont devenus incrédules. Il leur faut du concret. »* Dans le même temps, il apparaît que la continuité l'emporte, dans la politique gouvernementale, sur le changement, pour ce qui concerne la politique militaire et notamment la durée du service national et l'arsenal nucléaire.

Les compteurs à zéro

L'optimisme reste de mise. A propos des nationalisations, M. Mauroy affirme que la majorité veut créer une sorte d'oasis où il y aura des grandes performances industrielles. Optimisme et fermeté. Toujours à propos des nationalisations, M. Mauroy affirme que certains banquiers se sont conduits comme s'ils appartenaient à un *« parti d'émigrés »*.

Quatre mois après son arrivée au pouvoir, la gauche dévalue une première fois : *« Il fallait remettre les compteurs à zéro »*, explique M. Mauroy. Le 13 octobre 1981 commence à l'Assemblée nationale, avec l'ouverture du débat sur les nationalisations, la première grande bataille parlementaire du septennat. A l'autre bout de la France, à Valence, les socialistes se laissent aller aux délices des congrès. *« Le gouvernement ne cédera devant aucune intimidation »*, lance M. Mauroy, qui affirme quelques jours plus tard : *« L'état de grâce prend des formes diverses, mais il continue »*.

De son côté, M. Delors, qui ouvre à l'Assemblée le débat budgétaire, affirme que la reprise *« est là »*, et appelle – déjà – les chefs d'entreprise à *« sortir de leur attentisme »*. *« Les conditions de la reprise économique sont là »*, renchérit, à Limoges, M. Mauroy, qui fait une tournée d'explication de la politique gouvernementale. Le premier ministre s'impatiente, comme le font, constate-t-il, les Français : le gouvernement demande au Parlement l'autorisation de légiférer par ordonnances pour accélérer la mise en œuvre des mesures pour l'emploi. En octobre, la hausse des prix a été de 1,2 %. Le 29 novembre, M. Delors réclame une *« pause »* dans l'annonce des réformes. Le lendemain, le premier ministre parle de mener les réformes *« de manière permanente et continue »*.

En Pologne, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 décembre, l'administration et le gouvernement du pays passent sous le contrôle des militaires. Le climat politique en France s'en ressent.

Avec le début de l'année 1982, le débat sur la *« pause »* reprend. M. Mauroy, à l'émission « RTL-*le Monde* » du 31 janvier, estime que l'organisation du *« socle du changement »* a pris trop de temps. *« L'essentiel du changement »*, affirme-t-il, devrait être terminé pour le début de 1983. Sur le plan de l'économie, *« la relance est là »*, affirme encore M. Mauroy. En fait de relance, le pouvoir essuie un revers aux élections cantonales du mois de mars. Face aux critiques, notamment syndicales, que suscite la politique du gouvernement, l'hôtel Matignon cherche à définir les moyens d'une *« meilleure explication »*. Face à la tactique de *« guérilla socio-professionnelle »* menée, selon eux, par l'opposition, les socialistes demandent des changements d'hommes aux *« postes-clés »*, et souhaitent *« plus d'autorité et d'efficacité »*. Sur ces entrefaites, l'abrogation de la loi « sécurité et liberté » est ajournée, ce qui suscite un certain embarras de la gauche.

Avril 1982. Confronté à la grogne du patronat, M. Mauroy annonce une série de mesures d'aide aux entreprises. Le PC dénonce les *« cadeaux au patronat »*. A l'occasion d'un désaccord avec M. Gaston Defferre au sujet de l'usage des armes par la police, M. Mauroy publie dans *le Monde* du 20 avril un article intitulé : *« Gouverner autrement »*, qui sea suivi de deux autres volets.

Dans ce premier article, M. Mauroy affirme la possibilité pour les membres du gouvernement de *« participer à la discussion politique »* et même de *« l'alimenter »*. L'incident Defferre et l'article du premier ministre, créent un certain malaise au PS. M. Mitterrand renouvelle son *« entière confiance »* au premier ministre. Au mois de mai, face à une conjonction de mauvais indices économiques, le premier ministre et le ministre de l'économie laissent prévoir un infléchissement de la politique économique. Il s'agit seulement, affirme M. Mauroy, qui constate que *« la relance des économies occidentales n'est pas au endez-vous »*, de *« changer de vitesse »*. *« Qu'on ne compte pas sur moi pour faire du barrisme »*, lance le premier ministre.

A la mi-juin, un deuxième réaménagement du système monétaire européen (SME) est suivi en France d'un « plan d'accompagnement ». M. Mauroy déclare : *« Le gouvernement entend obtenir dans un minimum de temps des résultats décisifs dans la lutte contre l'inflation. »* Le blocage des salaires (à l'exception du SMIC) et de certains prix est décidé. Pour sa part, le PS demande que le mot d'ordre de *« rigueur »* ne contrevienne pas à l'impératif de justice sociale. Lors du débat parlementaire sur cette politique, M. Mauroy affirme, à propos de l'inflation : *« Partie de trop haut, la France ne pouvait, dans des délais si courts, rattraper ses partenaires. »* Le 29 juin, le gouvernement de M. Mauroy est remanié. Mme Nicole Questiaux, qui avait la charge du ministère de la solidarité nationale, cède sa place à M. Bérégovoy.

A la rentrée de septembre, M. Mauroy annonce que le cap de la rigueur sera maintenu pour les dix-huit mois à venir, afin d'assainir l'économie. Le 29 septembre, à Foix, M. Mitterrand affirme la nécessité de mieux *« expliquer »* aux Français l'action du pouvoir. A propos de la sécurité sociale et de la santé, M. Mauroy affirme que la gauche ne confondra jamais *« adaptation et régression »*. Dans *le Matin* du 12 octobre, M. Mauroy écrit : *« Nous avons le devoir de nous préparer à une crise qui durera longtemps. »* Aux syndicats, qui critiquent la politique salariale, M. Mauroy répond qu'il y a eu et qu'il y aura maintien du pouvoir d'achat. Le 4 novembre, M. Mauroy annonce un nouvel allégement des charges des entreprises. Nouvelle vague de critiques. M. Mitterrand vole au secours de son premer ministre, en expliquant que les mesures annoncées vont *« exactement »* dans le sens qu'il souhaite. Toujours au mois de novembre, le premier ministre est conduit à engager la responsabilité de son gouvernement pour surmonter le mécontentement de la majorité à propos du réglement des *« séquelles »* de la guerre d'Algérie. Le premier ministre, qui, par ailleurs, pousuit une tournée d'explication de sa politique, réagit aux critiques émanant du PS en faisant savoir que, en cas de trop forte contestation interne, il en appellerait *« au parti tout entier »*.

Décembre 1982. La démission de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, entraîne un *« réajustement technique »* du gouvernement. A l'approche des élections municipales de mars 1983, M. Mauroy, invité d'Antenne 2 le 16 février, affirme, à propos de la politique économique : *« Finalement, les gros problèmes sont derrière nous. C'était au mois de novembre quand il fallait fixer la politique du gouvernement. Mais la politique du gouvernement est fixée, et, actuellement, pratiquement tous les indicateurs de la politique gouvernementale se remettent tranquillement au vert (...). Il n'y a aucun plan d'austérité et cette discussion sur l'austérité est une discussion qui ne se pose pas actuellement. »* A Saint-Etienne, le lendemain, il estime que le gouvernement mérite *« les félicitations du jury »*. Si les circonstances l'exigent, affirme-t-il, *« c'est aux plus riches que seront demandés les plus grands sacrifices »*.

Pendant la campagne électorale pour les élections municipales, M. Mauroy met en garde contre l'exploitation de thèmes *« corporatistes »* et *« xénophobes »*. Après un premier tour sévère pour la gauche, corrigé en partie par le deuxième, le franc subit sa troisième dévaluation lors d'un nouveau réajustement monétaire. M. Mauroy reste à la tête du gouvernement. Le dimanche 20 mars, à Lille, il déclare que ce réajustement monétaire est *« une étape à franchir avant l'assainissement complet sur le plan économique et monétaire »*.

Le 25 mars, le nouveau plan de rigueur est annoncé, MM. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, et Jean-Pierre Chevènement, notamment, ne font pas partie du troisième gouvernement Mauroy. M. Mauroy, qui invite la gauche à la *« gestion des réformes amorcées »*, déclare que *« la moisson viendra en 1985-1986 »*. Il annonce aux députés socialistes *« un combat de plus en plus rude »*, et souligne qu'*« il était indispensable d'obtenir une prise de conscience de l'opinion »*. Alors que les syndicats demandent de profonds correctifs à la rigueur, le gouvernement recourt aux ordonnances pour faire appliquer son plan. Après avoir envisagé de s'abstenir, et obtenu quelques concessions, le PC vote finalement le projet sur les ordonnances.

A l'occasion du 1er mai, M. Mauroy déclare : *« La voie de la rigueur nous permettra de bâtir une société plus juste. » « Je n'accepterai pas de dérive »*, confirme-t-il quelques jours plus tard, tout en observant : *« Notre base est toujours là. »* La convention nationale du PS du 28 mai entend M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti, affirmer : *« On ne peut pas faire une autre politique avec des « Y'a qu'à »*, tandis que M. Chevènement dénonce le « virage » du gouvernement. A l'intérieur du PS, M. Pierre Joxe, tout en affirmant, dans une interview au *Nouvel Observateur*, que *« la politique de rigueur peut servir l'intérêt national »*, souligne ses convergences d'analyse avec M. Chevènement.

En juillet, M. Mauroy dénonce la radicalisation du ton de l'opposition, mais à propos de la politique économique, il affirme : *« Vous me voyez beaucoup plus serein et beaucoup plus tranquille que je ne l'étais l'an dernier. » « L'œuvre engagée est déjà considérable »*, continue, quelques jours plus tard, le premier ministre, qui, à la rentrée de septembre, appelle la majorité à *« se mobiliser pour la reconquête de l'opinion »*.

Alors que les travaux du comité directeur du PS, en septembre, sont centrés sur la politique économique, députés socialistes et communistes expriment leur désaccord avec la surtaxe progressive sur l'impôt sur le revenu prévue dans le projet de budget de 1984. M. Mauroy refuse tout aménagement qui pénaliserait l'épargne. Devant le congrès du PS, qui se tient en octobre à Bourg-en-Bresse, et auquel il annonce le dépôt d'un projet de loi sur la presse, M. Mauroy lance aux socialistes : *« Ne regrettez rien, la période de l'état de grâce restera dans la mémoire collective comme une période de progrès exceptionnelle, comme en 1936, comme en 1945. Cette première année légitime toute notre démarche. »*

Devant une opposition qui enregistre des succès à chaque élection partielle, et qui se sent confortée par ses résultats aux cantonales et aux municipales, M. Mauroy lance aux socialistes : *« Nous avons besoin de faire de la politique »*. Il assure aussi que son gouvernement s'attache *« à maintenir le pouvoir d'achat moyen du revenu disponible »*.

Mais dès le 7 décembre 1983, au cours d'un débat organisé par *Tribune juive*, il relance la discussion sur l'enseignement privé en annonçant que le gouvernement fera ses choix avant la fin de l'année, alors que le ministre de l'éducation poursuivait ses négociations. Mettant en application les engagements qu'il avait pris devant le congrès du PS à Bourg-en-Bresse, il intervient dans le débat sur la presse qui s'engage à l'Assemblée nationale le 14 décembre avant le dépôt d'une motion de censure de l'opposition. Il oppose dans son discours *« le camp de l'argent et le camp de la liberté »*, ce qui lui vaut une ovation des députés de toute la majorité.

Au même moment, le conflit des automobiles Talbot met l'accent sur le problème des restructurations industrielles. L'affaire des « avions renifleurs » d'Elf-Aquitaine éclate à la fin de l'année. M. Mauroy dénonce la gestion des anciens dirigeants du pays, MM. Giscard d'Estaing et Barre.

L'année 1984 s'ouvre dans un climat assez lourd où les problèmes difficiles s'accumulent et où les formations politiques préparent les élections européennes considérées comme un test de la popularité du pouvoir et une étape avant les législatives de 1986. Le problème des restructurations industrielles divise la gauche en raison des licenciements collectifs qu'elles entraînent. Le premier ministre reconnaît que *« si on ne supprime pas des emplois, les entreprises seront condamnées »*.

Il vise les charbonnages, l'industrie automobile et surtout la sidérurgie et les chantiers navals. La contestation de la politique économique et sociale du gouvernement s'amplifie, tandis que les agriculteurs bretons bloquent les trains pour protester contre la fixation des prix du porc par le Marché commun, qu'ils jugent insuffisants.

La mise en place des « congés de reconversion » dans les zones industrielles en difficulté accroît les tensions au sein de la majorité, où les communistes critiquent de façon de plus en plus vive la politique de rigueur du gouvernement. Au cours des négociations qu'il conduit avec les partenaires sociaux, M. Pierre Mauroy affirme, le 8 février, que son objectif demeure de *« concilier l'impératif économique et l'impératif social »*.

Fin février éclate le conflit des transporteurs routiers, provoquant le barrage des routes. M. Mauroy, en visite officielle en Autriche, ne traite pas personnellement de ce conflit que règlent M. Fiterman et surtout M. Jacques Delors.

Dans le Monde du 29 février, le premier ministre signe un article intitulé « Moderniser la France » dans lequel il assure notamment qu'il n'est pas question de modifier la législation sur les licenciements.

Dimanche 4 mars, les défenseurs de l'école privée manifestent à Versailles. Le lendemain, à France-Inter, M. Mauroy affirme qu'il y a *« récupération du mouvement par la droite bonapartiste »*. Le 11 avril, à l'Assemblée nationale, le Premier ministre annonce 2 450 000 chômeurs pour la fin de l'année 1984. Le 15 avril, commentant la présence de M. Georges Marchais à la manifestation des sidérurgistes lorrains à Paris le 3 avril, il déclare : *« Une clarification doit avoir lieu (...) j'attache beaucoup d'importance à l'union de la gauche et (...) je supporte mal une forme de médiocrité dans l'union. »* La tentative de *« clarification »* a lieu le 19 avril, par la voie d'un engagement de responsabilité du gouvernement sur une déclaration de politique générale, lue par M. Mauroy. Les communistes votent la « confiance », mais maintiennent leurs critiques.

Le 25 avril, les laïques manifestent à leur tour. Le jour même, à l'Assemblée nationale, M. Mauroy déclare que le gouvernement *« comprend et partage l'émotion »* des manifestants.

L'échec des européennes

Le 20 mai à Lille, le premier ministre, qui participe à une réunion de soutien à la liste de M. Lionel Jospin pour les élections européennes (M. Mauroy participera peu à cette campagne), déclare, à propos de la réduction du temps de travail : *« Les 35 heures doivent être la revendication majeure. »* Le 24 mai, M. Mauroy engage, à l'Assemblée nationale, sa responsabilité sur le projet Savary, qui est ainsi adopté en première lecture, après le rejet d'une motion de censure de l'opposition. L'acceptation par le premier ministre des amendements socialistes fait que les défenseurs de l'école privée estiment le point d'équilibre rompu.



Le 17 juin, la gauche subit un grave échec aux élections européennes. Le lendemain, à la télévision, M. Delors se pose en successeur possible de M. Mauroy. Dans *le Monde* du 21 juin, M. Mauroy publie un article réaffirmant que la défense des libertés est un des axes fondamentaux de la politique de la majorité. Le 20 juin, au Palais-Bourbon, face aux anciens premiers ministres du général de Gaulle, M. Mauroy affirme, à propos des élections européennes, que *« respecter la démocratie, ce n'est pas faire dire aux électeurs plus qu'ils n'ont dit »*.

Le 24 juin, plus d'un million et demi de personnes manifestent pour l'école privée. *« Le malentendu est total »*, déclare le premier ministre. Dans le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, un vif incident oppose, le 27 juin, les amis de M. Mauroy à M. Joxe. Cet incident n'est qu'évoqué lors du comité directeur du PS, les 30 juin et 1er juillet, au cours duquel les socialistes demandent un renforcement de l'Etat et une lutte plus intense contre le chômage. Le 3 juillet à la télévision, M. Mauroy répond que le chômage est le prix à payer à la rigueur. Il affirme aussi que *« la gauche a changé de discours »* à propos de l'école privée.

Face à l'obstruction de l'opposition, M. Mauroy engage sa responsabilité pour l'adoption, après le rejet d'une motion de censure de l'opposition en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, du projet de loi sur la presse.

La préparation du projet de budget pour 1985 montre que, sur le plan des orientations fiscales (notamment à propos de la taxe professionnelle) et du traitement du chômage, les solutions retenues sont, pour l'essentiel, celles de M. Delors.

Jeudi 12 juillet, M. Mitterrand parle à la télévision.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

DE M. PIERRE MAUROY

Les principales lois

● **COLLECTIVITÉS LOCALES.**

Textes établissant la décentralisation ; portant statut particulier de la région Corse ; relatifs à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon ; organisant les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ; réforme électorale municipale.

● **COMMUNICATION - CULTURE.**

Prix unique du livre abrogeant l'arrêté du 23 février 1979, dit arrêté « Monory » ; autorisation des radios privées locales ; communication audiovisuelle avec création d'une Haute Autorité.

● **DÉFENSE.**

Programmation militaire pour les années 1984-1989 ; prise en compte de l'objection de conscience.

● **ÉCONOMIE, FINANCES ET FISCALITÉ.**

Institution en faveur des épargnants modestes du livret d'épargne populaire, de l'impôt sur les grosses fortunes ; nationalisations ; IXe Plan ; réforme bancaire et des caisses d'épargne ; création du compte pour le développement industriel ; loi d'orientation et de programmation de la recherche ; loi d'orientation des transports aériens.

● **ÉDUCATION - FORMATION.**

Réforme de l'enseignement supérieur ; ouverture d'une troisième voie d'accès à l'ENA ; formation professionnelle continue.

● **JUSTICE**

Abolition de la peine de mort ; suppression de la Cour de sûreté de l'État et des tribunaux permanents des forces armées ; abrogation de la loi « sécurité et liberté », dite loi Peyrefitte, et de la loi dite « anticasseurs » ; indemnisation des victimes d'infraction ; réglementation sur l'entrée et le séjour des étrangers ; reconstitution de carrière des généraux putchistes (règlement des séquelles de la guerre d'Algérie)

● **LOGEMENT**

Loi relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs dite loi « Quillot ».

● **SANTÉ**

Suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics ; réforme hospitalière ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse.

● **SOCIAL**

Statut de la fonction publique ; nouveaux droits des travailleurs définis par les lois dites lois « Auroux », relatives aux libertés des travailleurs dans l'entreprise, aux institutions représentatives du personnel, aux négociations collectives et aux conflits du travail, et aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; démocratisation du secteur public ; réforme des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale élus ; diminution de la durée hebdomadaire de travail (39 heures) ; institution d'une cinquième semaine de congés payés ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; égalité professionnelle entre hommes et femmes.

Les trois gouvernements

Le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, formé le 22 mai 1981, comprend, y compris le premier ministre, quarante-trois membres : trente ministres (dont cinq ministres d'Etat) et douze secrétaires d'Etat. Six femmes en font partie. Trois nouveaux ministères sont créés : ceux de la solidarité nationale, du temps libre et de la mer. Ce gouvernement compte trente-neuf socialistes, trois représentants du MRG (MM. Maurice Faure, Michel Crépeau et François Abadie) et un du Mouvement des démocrates (M. Michel Jobert).

Après les élections législatives des 14 et 21 juin 1981, M. Mauroy, qui a présenté la veille sa démission, est chargé, le 23 juin, de constituer un deuxième gouvernement. Celui-ci se compose de quarante-quatre membres : trente-cinq ministres (dont cinq ministres d'Etat) et neuf secrétaires d'Etat. Quatre communistes entrent dans ce gouvernement (MM. Fiterman, ministre d'Etat, Le Pors, Rigout et Ralite). A leurs côtés, trente-sept socialistes, deux MRG et un représentant du Mouvement des démocrates. Cinq membres de l'ancienne équipe quittent le gouvernement : MM. Maurice Faure, Mermaz, Joxe, Debarge et Alain Bombard).

A la faveur d'un réaménagement technique, le 29 juin 1982, deux grands ministères sont créés : celui des affaires sociales et de la solidarité nationale, confié à M. Pierre Bérégovoy, et celui de la recherche et de l'industrie attribué à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat. Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, et M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie, quittent le gouvernement.

Ce gouvernement est réaménagé une seconde fois le 17 août 1982 avec la nomination de M. Joseph Franceschi (secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales) comme secrétaire d'Etat à la sécurité publique.

Il est réajusté une troisième fois le 8 décembre 1982, après le départ de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement. M. Christian Nucci lui succède, tandis que M. Daniel Benoist est nommé secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, poste dont l'intérim avait été assuré depuis le mois d'août par Mme Georgina Dufoix.

Après les élections municipales de mars 1983, M. Pierre Mauroy forme, le 22 mars, son troisième gouvernement (le 17 mars, M. Michel Jobert avait démissionné). L'équipe est beaucoup plus restreinte : quinze ministres de plein exercice et un secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement. Huit ministres délégués et dix-neuf secrétaires d'Etat sont nommés deux jours plus tard, le 24 mars. Ils ne participent aux conseils des ministres que pour les affaires relevant de leurs attributions.

Dans ce troisième gouvernement, les cinq ministres d'État disparaissent et la hiérarchie des ministres est modifiée. MM. Delors et Bérégovoy sont promus : ils deviennent respectivement numéro deux et numéro trois dans l'ordre protocolaire. Quatre ministres changent d'attributions : M. Rocard devient ministre de l'agriculture, M. Fabius ministre de l'industrie et de la recherche (il remplace à cette fonction M. Chevènement, démissionnaire), Mme Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme, et M. Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat,

Ce gouvernement est remanié le 4 octobre 1983 à la suite de l'élection de deux membres du gouvernement au Sénat. M. Paul Quilès remplace M. Quilliot à la tête du ministère de l'urbanisme et du logement ; M. Jean Gatel succède à M. Jean Autain comme secrétaire d'Etat aurpès du ministre de la défense.

Le 7 décembre 1983, M. André Chandernagor, nommé premier président de la Cour des comptes, démissionne de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes. Neuf jours plus tard, M. Roland Dumas est nommé ministre des affaires européennes. Depuis le 19 juin, il est, de plus, porte-parole du gouvernement, fonction qu'occupait M. Max Gallo, élu le 17 juin à l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg.

La politique sociale : réformes et contestation

C'est dans un climat de désenchantement social que M. Pierre Mauroy quitte ses fonctions de premier ministre. *« Il ne suffit pas de tutoyer les dirigeants syndicaux pour les comprendre »,* avait lancé il y a quelques mois M. Jacques Delors, qui tout récemment encore avait reproché au gouvernement, devant le comité directeur du Parti socialiste, de ne pas avoir de *« politique syndicale »*. De fait, la cote de popularité du gouvernement Mauroy était tombée au plus bas auprès des dirigeants syndicaux. Ceux-ci ne cachaient plus, au-delà de leurs désaccords avec tel ou tel aspect de la politique du gouvernement, leur amertune face à la quasi-absence de concertation avec le pouvoir.

« On ne dialogue plus du tout, confiait récemment M. André Bergeron. *Le pouvoir n'admet pas qu'il puisse se tromper. Ils sont gentils, amicaux, mais il n'y a pas de dialogue. Les syndicalistes ne sont pas là pour aller à des cocktails. »* Il n'y a pas moins d'une semaine, M. Henri Krasucki se plaignait que les travailleurs ne soient plus *« entendus »*.

Et pourtant, si les relations avec les syndicats, dont la division persistante a toujours désorienté M. Mauroy, se sont distendues de l'état de grâce à l'état de rigueur, le premier ministre sortant a plus d'un succès à son actif. Malgré la montée du chômage *(voir encadré)*, il a évité toute crise sociale, tout déferlement de grèves. Les fonctionnaires lui ont certes infligé le 8 mars 1984 le camouflet d'une grève quasi générale, mais 1983 restera comme l'année où les conflits du travail ont été à leur niveau le plus bas depuis 1965. Il a été et restera l'homme des réformes sociales, qui ont ainsi ancré à gauche dès le départ l'action du gouvernement. Il a enfin amorcé des changements fondamentaux, réalisant avec l'abandon de l'échelle mobile et le mouvement de désindexation des salaires sur les prix ce que son prédécesseur n'avait pu mettre en œuvre.

Trois phases caractérisent, en fait, le bilan social de M. Mauroy. Il y a d'abord eu, bien sûr, la période quelque peu euphorique de l'état de grâce. Le chef du gouvernement a voulu manifester immédiatement le souci de la gauche pour les plus deshérités en relevant le SMIC de 10 % et les allocations familiales de 25 %, avec les conséquences économiques que l'on connaît...

Il a ensuite impulsé les réformes. La durée du travail a été réduite légalement à trente-neuf heures — non sans qu'au préalable les partenaires sociaux, à l'exception de la CGT et de la CGPME, concluent un accord national — et la cinquième semaine de congés payés a été généralisée. Certes, cette réduction n'a pas eu l'effet escompté sur l'emploi, notamment du fait de l'arbitrage présidentiel en faveur d'une compensation salariale intégrale. Mais le mouvement a été lancé, M. Mauroy optant ensuite pour la démarche plus réaliste de la voie contractuelle, abandonnant l'objectif des trente-cinq heures en 1985. L'âge de la retraite a été abaissé à soixante ans dans le cadre d'une série de réformes — pas moins de dix-huit, des contrats de solidarité au travail à temps partiel — qui ont été accueillies avec plus de suspicion que d'enthousiasme, parce qu'elles ont été prises sous la forme d'ordonnances.

Et surtout les droits des salariés ont été élargis, avec les quatre lois Auroux et la démocratisation du secteur public, la France se mettant ainsi au diapason social de la plupart de ses partenaires. *Aujourd'hui, malgré* les réticences de certains syndicats comme FO et l'opposition du CNPF, ces « avancées » sont entrées dans les mœurs, et on ne voit pas qui remettra en cause le droit d'expression des salariés ou même l'obligation de négocier annuellement les salaires réels dans les entreprises.

C'est une conquête sociale, au demeurant mise en œuvre avec pragmatisme, qui restera. La volonté de démocratisation a également conduit M. Mauroy à rétablir la procédure de l'élection au suffrage universel des représentants des salariés aux conseils d'administration de la Sécurité sociale. L'ironie est que ceux qui demandaient cette réforme — la CGT et la CFDT — ont fait figure de perdants aux élections du 19 octobre 1983.

Fermeté et détermination

Pendant toute cette période, M. Mauroy a entretenu, malgré quelques heurts, des relations de qualité avec les syndicats, le dialogue social étant abondamment nourri. La première brisure est intervenue avec le blocage des salaires en juin 1982, que le premier ministre devait s'offrir le luxe de commenter devant les délégués du congrès de la CGT à Lille. La politique contractuelle, au moment même où les lois Auroux avaient vocation de la relancer, a alors pris un rude coup. Mais il n'y a pas eu de véritable affrontement avec les syndicats, dont la protestation est restée pour l'essentiel verbale. La CGC a bien demandé dès septembre 1982 la démission de M. Mauroy, mais les ponts n'ont pas été rompus. Il a alors fait preuve *d'une fermeté et d'une détermination* dont il faut lui rendre hommage. Si l'explication pédagogique a singulièrement manqué, il a lancé, par ses recommandations du 10 septembre 1982 pour la sortie du blocage des salaires, le mouvement de la désindexation des salaires sur les prix. Une véritable révolution, qui a produit ses effets tant en 1983 que, pour le secteur privé, en 1984.

L'institution d'une « clause de sauvegarde » pour l'accord salarial dans la fonction publique en novembre 1982 a, certes, jeté une ombre sur cette volonté, mais, au bout du compte, M. Mauroy n'a rien cédé à ses fonctionnaires, les amenant alors à descendre dans la rue. En 1983, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut a diminué de 0,3 %. L'erreur du premier ministre, qui est entré en *conflit sur ce terrain avec la CGT et* FO, a été de ne pas l'expliquer. Dans le même temps, le gouvernement a renoncé à la « politique du SMIC », ne tenant pas ses engagements de revalorisation en 1982 et maintenant juste son pouvoir d'achat en 1983.

C'est aussi au cours de cette période que le gouvernement s'est attaqué à un autre mal, celui du déséquilibre de l'assurance-chômage. Le décret du 24 novembre 1982, faisant opérer douloureusement à l'UNEDIC 10,5 milliards d'économies en 1983, a préfiguré l'accord entre les partenaires sociaux en 1984 pour l'instauration d'un nouveau système « à deux vitesses ». Dans le même temps et sous l'impulsion de M. Bérégovoy, succédant à Mme Questiaux en juillet 1982, c'est l'ensemble des comptes sociaux qui ont été *in fine* équilibrés. On pourra toujours dire que de mini-plans en mesures de rigueur il y aura eu jusqu'à l'élargissement du 1 % sept dispositifs pour venir à bout des déficits de la Sécurité sociale depuis mai 1981. Mais le résultat est là : au risque de faire crier les hôpitaux mis à la diète, la Sécurité sociale est en excédent pour 1983 et 1984 après deux années de déficit. C'est un succès.

Le grand tournant restera bien sûr le plan de rigueur du 25 mars 1983, qui a fait entrer les relations de M. Mauroy avec les syndicats dans une nouvelle phase : celle de l'état de méfiance, voire de défiance. Même la CFDT, qui semblait la plus consciente de la nécessité d'un tour de vis, s'est inquiétée alors des inexorables conséquences sur le chômage et a déploré l'absence de concertation. Les syndicats, pour autant, n'ont pas rompu les digues, et il n'y a pas eu de flambée sociale, mais les relations se sont d'autant plus crispées que le gouvernement Mauroy — le premier ministre s'étant privé et de conseiller social et de ministre du travail — a donné le sentiment que son objectif de retour aux grands équilibres ne s'accompagnait plus d'une politique sociale imaginative et soucieuse de dialogue et de justice.

La modernisation et les restructurations industrielles, même si la colère des sidérurgistes a été moins forte qu'en 1979, ont accentué le divorce. Dans le même temps, la politique contractuelle s'est trouvée quasiment gelée, la plupart des négociations salariales dans le secteur public et la fonction publique se trouvant pour 1984 complètement dans l'impasse. En tant qu'homme, M. Mauroy n'a jamais perdu l'estime des syndicalistes, mais sa politique de rigueur les a déroutés par son... « rigorisme », au point qu'il n'avait plus leur confiance.

MICHEL NOBLECOURT.

Emploi : un lourd bilan

S'il est un domaine où l'action de M. Pierre Mauroy a bien produit des résultats contrastés, c'est celui de la lutte contre le chômage. Un simple regard sur quelques chiffres, significatifs dans leur brutalité, peut amener à conclure que l'homme qui voulait maintenir le chômage autour de la ligne de crête de 2 millions a échoué.

En mai 1984, on comptait en effet 2 167 500 demandeurs *d'emploi en fin de mois en données brutes* — soit 536 800 de plus par rapport à mai 1981 — et 2 295 900 en données corrigées des variations saisonnières, soit 501 000 de plus qu'il y a trois ans. En trois ans d'action gouvernementale de M. Mauroy, le taux de chômage par rapport à la population active est passé de 7,2 % à 9,5 %. Un constat à première vue accablant, amenant plusieurs syndicalistes comme *MM. Krasucki et Bergeron à an*noncer 3 millions de chômeurs pour la fin de 1984, l'INSEE pronostiquant 2 500 000 chômeurs, ce qui ferait 250 000 de plus en un an.

S'arrêter à la brutalité de ces chiffres serait cependant injuste pour M. Mauroy qui avait, dès son arrivée à Matignon, fait de la lutte contre le chômage *« la priorité des priorités »* et s'est battu effectivement et longtemps efficacement contre la montée de ce fléau. Certes, dès octobre 1981, en dépit de premiers pronostics imprudents, le chômage franchissait en données brutes le seuil des 2 millions, treize mois après avoir franchi, du temps de M. Barre, le seuil des 1 500 000. Mais le *« traitement social »* — en combinant la formation des jeunes de moins de vingt-cinq ans, les mises en préretraite (et l'abaissement de l'âge de la retraite), la réduction mesurée de la durée du travail et *les contrats de solidarité* — a produit des résultats.

En 1982, on a assisté à une relative stabilisation du chômage, une stabilisation qui s'est cependant effectuée durant le second semestre endeçà de 2050000 personnes.

En 1983, la stabilité — plutôt remarquable alors, par rapport à la situation de la plupart des autres pays industrialisés — s'est fragilisée. Si cette année-là, d'après des études effectuées notamment par l'INSEE, la politique du traitement social a permis d'éviter environ 228000 *chômeurs de plus — à la fin 1983 on* comptait près de 700000 préretraités, — il n'en demeure pas moins que le nombre d'emplois a diminué de 190000 en 1983, qui restera ainsi sur ce point *« la plus mauvaise année depuis vingt-cinq ans »*. Non seulement les jeunes s'insèrent de plus en plus difficilement, mais l'emploi salarié diminue — sans que le tertiaire puisse compenser les pertes de l'industrie — et les offres d'emplois chutent d'une manière vertigineuse.

M. Mauroy a lutté contre le chômage non sans courage et sans obstination. Il a élargi un traitement social dont ses prédécesseurs avaient jeté les bases tout en allant là où ils ne s'étaient pas engagés comme sur la réduction de la durée du travail. Mais il a épuisé les ressources de cette politique à un moment où la croissance était *devenue insuffisante en elle-*même pour relancer les créations d'emplois et limiter la poussée du chômage. Son erreur, et peut-être son échec, aura été de ne pas passer à la phase du *« traitement économique »,* tant de fois annoncée mais jamais traduite réellement dans les faits.

M. N.

La double surprise

(Suite de la première page.)

Mais contrairement à ce qui s'est passé pour l'enseignement, il n'était pas question de *« changer de route »*. Cette détermination, le chef de l'Etat l'a soulignée à tout propos et jusque lors de son voyage en Auvergne au début du mois de juillet : *« Sur cette route, je reste. Dans la même direction. Je ne change pas. »* Que faire si l'on ne veut pas continuer de marcher tout seul en perdant, par paquets, les Français sur le bas-côté ?

Créer un choc, une prise de conscience. M. Mitterrand l'a recherché dans l'annonce brutale du plan de restructurations industrielles, début avril, après avoir disserté, en Californie, sur les industries de pointe et la recherche technologique. *« Je vous fais juges »* des résultats... dans deux ans, dit-il aux Français.

Tremplin au blocage parlementaire

Choc réel, message reçu mais sans bénéfice pour le crédit de la gauche. Déjà, le débat sur la politique économique était dépassé. A Versailles, un million de défenseurs de l'école privée avaient défilé le 4 mars. *« Liberté » :* l'accusation lancée contre la gauche d'y porter atteinte prenait corps. Elle allait approfondir sa défaite aux élections européennes du 17 juin. Et, manipulée, amplifiée par l'opposition, servir de tremplin au blocage parlementaire dont les animateurs se nourrissaient d'un débat éternel mais plus fondé que jamais à leurs yeux : la légitimité du pouvoir.

Peu avant les élections européennes, MM. Mitterrand et Mauroy s'étaient entretenu, à plusieurs reprises, de l'avenir du premier ministre et de son équipe. La réflexion sur le changement de gouvernement s'est poursuivie aussitôt après le 17 juin, d'autant que la pression, du *côté des socialistes, s'est faite plus* forte.

M. Mitterrand hésite : il ne sait que faire, se laisse ballotter par *l'événement entend*-on de tous côtés, comme de coutume en pareil cas. A Solutré, le 10 juin, il paraît tresser une couronne mortuaire à M. Mauroy et quatre semaines plus tard en Auvergne, lui signer un nouveau bail tant l'éloge est flatteur. Et voilà qu'une fois encore, il débarque du côté où on ne l'attend pas.

M. Mitterrand choisit d'abord, pour déblayer le terrain, de reprendre l'initiative dans le débat sur les libertés. Puisqu'il y a *« suspicion »*, *puisqu'on lui conteste « la première place au service de la liberté »*, il s'offre à la démonstration. Qui avait pensé qu'il organiserait dans ce but un référendum ? A son retour de voyage en Jordanie, il l'annonce, le 12 juillet à 20 heures, à la radio et à la télévision.

Le mercredi soir, dans la voiture du chef de l'Etat, entre Roissy et Paris, M. Pierre Mauroy pensait sans doute que, désormais, les jours de son gouvernement étaient comptés. Le premier ministre a immédiatement admis que, le projet de loi sur l'enseignement retiré, la majorité désavouée, le gouvernement qui s'y était lié devrait quitter la scène. L'argument d'une tâche législative qu'il convenait d'achever afin de laisser le champ libre à son successeur à l'automne, ou à l'hiver, ne tenait plus.

*Le premier ministre l'a dit et ré*pété au président à maintes reprises dans les jours qui ont suivi l'allocution télévisée. La logique, soulignait-il devant M. Mitterrand, est de changer de gouvernement puisque l'équipe en place est trop liée à une majorité désavouée ; que l'objectif est de gagner un référendum délicat et qu'elle n'est pas, pour cela, la mieux placée ; que le budget de 1985, de toute manière, n'est pas celui du premier ministre mais celui du chef de l'Etat qui en a défini les grandes orientations et annoncé quelques points forts dans le détail, tels les impôts.

La discussion sur la nouvelle équipe gouvernementale, engagée dès avant les élections européennes, rebondit donc au retour de M. Mitterrand de Jordanie. Conversation *pratiquement ininterrompue, directe* ou téléphonique, lorsque le chef de l'Etat, le 15 juillet, est à Latche. Conversation nourrie le 14 juillet.

Puisque les deux hommes se sont rencontrés à plusieurs reprises ce jour là. Ils étaient côte à côte à la même tribune, place de la Concorde, lors du défilé militaire. M. Savary n'en était pas. Il s'était fait excuser.

Conversation décisive le 17 juillet au petit déjeuner, à l'Elysée. Ce matin-là, M. Mauroy a transmis au chef de l'État la lettre de démission de M. Alain Savary. Le ministre de l'éducation, fin, mai, en désaccord avec les concessions accordées aux députés socialistes, n'avait renoncé à ses projets de départ qu'en raison de la proximité des élections européennes. Déjà à cette époque, il commençait d'organiser le reclassement des membres de son cabinet.

L'annonce, en même temps que le référendum, de la disparition de son projet de loi — initiative présidentielle dont il a pris connaissance en écoutant M. Mitterrand à la télévision — a précipité une décision jusqu'alors en suspens. Mardi dans la journée, les secrétaires du ministère répondaient aux importuns que les collaborateurs du ministre étaient injoignables pour cause de « vacances ».

Trois critères

Au petit déjeuner, MM. Mitterrand et Mauroy arrêtent le dispositif de démission du gouvernement et de désignation du nouveau premier ministre. M. Mitterrand s'est déjà offert, dans les jours qui ont précédé, *le plaisir et l'élégance de consulter* M. Mauroy sur le choix de son successeur. Consultation de pure forme puisque le choix, sans doute était fait.

Il avait retenu trois critères : renouveler l'image du gouvernement, désigner un homme qui, à la fois, lui soit proche et qui ait l'expérience des affaires gouvernementales. Et trois noms : MM. Pierre Bérégovoy, Jacques Delors, Laurent Fabius. *Exit* M. Delors, qui n'est pas assez « proche ». *Exit* M. Bérégovoy : l'image de la « modernité » a prévalu.

La suite, on la connaît. Une fuite — dont M. Savary n'est pas responsable — permet de connaître, la démission du ministre de l'éducation. Son départ tiendra la « une » des journaux du lendemain pendant une *heure ou deux. A 19 h 50,* M. Pierre Mauroy est à Matignon et, au même moment, les rédactions sont prévenues que M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée fera une déclaration sur le perron. A 20 h 25, c'est fait : *« Conformément à l'article 8 de la Constitution, le premier ministre a présenté au président de la République la démission de son gouvernement. Le président de la République a accepté cette décision. Le président de la République, conformément à l'article 8 de la Constitution a nommé M. Laurent Fabius premier ministre. »*

M. Laurent Fabius ne viendra pas, ce soir là, à l'Elysée. M. Pierre Mauroy lui, est déjà parti.

JEAN-YVES LHOMEAU.

LE BILAN DU GOUVERNEMENT

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

De grandes ambitions et des révisions déchirantes

Trois grandes périodes peuvent être distinguées au cours des deux années pendant lesquelles M. Mauroy a dirigé le gouvernement. La première s'étend de mai 1981 à juin 1982, la deuxième de juin 1982 à mars 1983, et la troisième de mars 1983 à maintenant. Sur ces trois périodes va se produire un véritable drame, celui de la révision déchirante des grandes ambitions du départ, accompagné d'un formidable changement de cap en direction de la rigueur, avec, à l'actif, une amélioration du commerce extérieur, un ralentissement notable de l'inflation et un lent rétablissement de la situation financière des entreprises. Au passif, on relève l'accroissement dramatique du chômage et la montée rapide de l'endettement extérieur et intérieur, dont le poids va se faire sentir dans les années qui viennent.

Peu après son installation à Matignon, le gouvernement de M. Mauroy met à exécution le plan mûri lorsque le Parti socialiste était dans l'opposition, à savoir combattre le chômage par une croissance économique plus forte, relancée par une consommation accrue des ménages, et prend le pari de devancer la reprise des économies mondiales, qui ne sauraient tarder à sortir de la crise générale. Une véritable volée de mesures sont prises à cet effet : relèvement du SMIC (+ 10 %), des allocations familiales (+ 25 %) et des prestations vieillesse, octroi de la cinquième semaine de congés payés et instauration de la semaine en 39 heures sans compensation. L'action ainsi engagée porta sur 1 % environ du produit national brut, soit 35 milliards de francs, qui furent transférés aux ménages aux dépens des entreprises, qui devront supporter une augmentation appréciable de leurs coûts de production (+ 20 % à + 25 % en 1982, première année « pleine »).

Parallèlement, il était décidé de créer 150 000 postes de fonctionnaires, et le programme de nationalisation (grandes entreprises et banques) était mis en route. Sur le plan budgétaire, le pari sur sa croissance autorisait un gonflement du déficit, passé de 30,3 milliards de francs en 1980 à 81 milliards de francs en 1981. Pour limiter ce gonflement, un effort fiscal particulier était demandé aux revenus moyens et élevés : majoration exceptionnelle de 10 % sur l'IRP (impôt sur le revenu des personnes), plafonnement du quotient familial et instauration de l'impôt sur les grandes fortunes.

A contre-courant

Les effets de cette politique ambitieuse, et généreuse, ne devaient pas tarder à se faire sentir. Certes, la « relance Chirac » de 1975 avait été plus importante (2,5 % du produit national brut), mais elle s'était produite dans un contexte mondial plus favorable. Celle de l'été 1981 intervenait au moment où la grande économie occidentale était engagée sur la voie du freinage. Aller à contre-courant était coûteux, et une première manifestation des contraintes extérieures fut fournie par une crise des changes à l'automne avec une première dévaluation du franc, accompagnée d'un blocage de 15 milliards de francs de crédits budgétaires à la demande de l'Allemagne.

C'est à partir de cette date que, progressivement, M. Mauroy fut contraint de donner plus d'importance aux problèmes du budget et du commerce extérieur, sous la pression de M. Jacques Delors, qui, dès la fin d'octobre 1981, réclamait une « pause » dans l'action du gouvernement. A cette occasion s'instaura un débat, qui dure toujours, entre les partisans d'une politique de relance par la dépense et ceux qui, comme MM. Delors et Rocard, prônaient une politique d'économie. Une certaine rigueur commença donc, timidement, à être prise en compte, marquée, notamment, par le rétablissement, fort impopulaire, de la majoration de 1 % des cotisations d'assurances maladie pour les salariés.

Pendant la première moitié de 1982, les premières déceptions apparurent : la croissance économique n'était pas au rendez-vous, le chômage continuait à augmenter, et le rythme de l'inflation était toujours trop fort – plus de 13 % sur une base annuelle pour les quatre premiers mois – du fait de la persistance de la crise mondiale, du découragement ou de la mauvaise volonté du patronat. En outre, des problèmes de financement aigus apparaissaient au travers de nombreux déficits : Etat, Sécurité sociale, entreprises publiques, et, surtout, échanges extérieurs, avec un creusement considérable du déficit commercial. Une deuxième crise financière éclata en juin 1982, au lendemain d'un sommet de Versailles très ostentatoire, avec une deuxième dévaluation du franc, qui parut surprendre tout le monde, M. Mitterrand tout le premier...

Dessin de PLANTU.

Mesures exceptionnelles

Un premier plan de rigueur fut alors mis en place, avec des mesures exceptionnelles : blocage des prix et, fait sans précédent depuis 1950, des salaires pendant quatre mois et demi. La tentative de retour aux équilibres l'emportait sur le mouvement. En un rien de temps s'esquissait un changement de stratégie, à savoir un effort très net du pouvoir en faveur des entreprises, avec un début d'allégement de la taxe professionnelle, des bonifications des taux et des avantages fiscaux. Enfin, les dépenses publiques et sociales étaient soumises à un net freinage, avec 25 milliards de francs de coupes budgétaires, sur les dépenses sociales notamment.

Mais le pire n'était pas encore au rendez-vous. Il le fut au premier trimestre 1983, précédant les élections municipales. Déjà, au début de décembre 1982, une nouvelle crise financière s'était produite, entraînant une chute du franc, stoppée net par les coûteuses interventions de la Banque de France. Une troisième dévaluation était, désormais, considérée comme inévitable, mais elle ne pouvait se produire avant le résultat de deux consultations électorales, en mars 1983, les élections municipales en France et les législatives en Allemagne. Une intense spéculation à la baisse du franc se produisit pendant ce fameux premier trimestre 1983, pendant que M. Mauroy, pour ne pas effaroucher les électeurs, multipliait les déclarations rassurantes : « Nous n'avons pas de plan d'austérité dans nos tiroirs. »

En fait, il y en avait non seulement un, mais plusieurs, entre lesquels le gouvernement et l'Elysée hésitèrent au lendemain des élections allemandes, qui virent la victoire du parti chrétien-démocrate de M. Kohl et une nouvelle attaque contre le franc, qui justifiaient l'énorme déficit commercial de la France en 1982 (93,3 milliards de francs) et la montée vertigineuse de son endettement extérieur.

Ce fut, alors, la révision déchirante de mars 1983, avec la troisième dévaluation du franc et l'application d'un plan de rigueur renforcée : instauration d'une taxe de 1 % sur l'ensemble des revenus imposables pour diminuer le déficit de la Sécurité sociale, emprunt forcé égal à 10 % de l'impôt sur le revenu de 1981, avec pour objectif de prélever 20 milliards de francs sur les ménages, donc sur la consommation, de nature à réduire les importations et donc le déficit commercial. En même temps, des économies budgétaires étaient pratiquées pour 15 milliards de francs, et les besoins des entreprises publiques étaient diminués de 11 milliards de francs.

Ce coup-ci, l'administration d'une « médecine » aussi radicale allait faire sentir ses effets. L'inflation décélérait (9,2 % en 1983 et, probablement 6,5 % à 7 % en 1984) et, surtout, le déficit commercial retombait à 43 milliards de francs en 1983, pour revenir peut-être à 30 milliards de francs en 1984 et à l'équilibre en 1985. Le franc se stabilisait et retrouvait la confiance des milieux financiers internationaux. En même temps, le gouvernement de M. Mauroy se résignait à d'autres « révisions déchirantes » : la production de charbon et, surtout, la sidérurgie, avec un nouveau « plan acier » qui comportait la suppression de 20 000 emplois. La contrepartie pénible était la montée continue du chômage, cheval de bataille de M. Mauroy depuis mai 1981, et qui, selon l'INSEE, devrait toucher 2 500 000 personnes à la fin de 1984. En outre, l'heure de l'échéance sonnait pour des entreprises déjà malades, et que la crise finissait d'achever, comme Creusot-Loire.

Sans doute, les entreprises qui étaient déjà en bonne condition, ont vu leur situation s'améliorer, notamment les exportations, et un effort considérable a été fait pour contribuer à leur financement, avec une énorme augmentation de l'épargne financière des ménages et une Bourse prospère.

Enfin, à la veille de sa démission, M. Mauroy, sur l'injonction du chef de l'Etat, exécute une « mission impossible » : réduire la pression fiscale et limiter les dépenses budgétaires avec des recettes en diminution relative. Une bien triste sortie de fonction pour le maire de Lille, débarqué à Matignon un beau matin de mai 1981 dans la chaleur de l'espoir et la générosité de l'ambition.

FRANÇOIS RENARD.

UNE BALANCE COMMERCIALE EN VOIE DE RETABLISSEMENT

Fortement déséquilibrée en 1980 par le deuxième choc pétrolier (72 milliards de francs de déficit), la balance commerciale de la France l'est encore en 1981 (– 56 milliards de francs), mais c'est en 1982 que la situation s'aggrave, avec un déficit record de 93,5 milliards de francs et, surtout, un creusement de ce déficit au cours du premier trimestre 1983 (– 29 milliards de francs).

Après la mise en place du plan de rigueur de mars 1983 et le sérieux coup de frein donné à l'économie et aux importations, couplés avec une relance des exportations après la dévaluation du 21 mars 1983, la balance commerciale s'améliore, son déficit revenant à 43 milliards de francs en 1983, avec l'espoir de le voir tomber à 30 milliards en 1984 et de parvenir à l'équilibre en 1985.

UN ENDETTEMENT EXTÉRIEUR EN TRÈS RAPIDE AUGMENTATION

De la fin de 1980 au 30 juin 1984, la dette extérieure brute de la France, créances non déduites, est passée de 26,9 milliards de dollars à 55,6 milliards de dollars suivant les estimations, et, à l'heure actuelle, elle doit friser les 60 milliards de dollars. En francs, compte tenu de la très forte hausse du dollar, elle a bondi de 123 milliards de francs à 466 milliards de francs, et pourrait s'approcher des 500 milliards à la fin de 1984.

Malgré un ralentissement de l'accroissement de cette dette en 1984, son poids va se faire sentir dans les années qui viennent, la charge annuelle des intérêts et du remboursement du capital étant susceptibles d'atteindre 130 à 150 milliards de francs dès 1988, suivant les scénarios.

TROIS DÉVALUATIONS EN DIX-HUIT MOIS

La première dévaluation se produit le 4 octobre 1981 : le franc est dévalué de 3 % au sein du Système monétaire européen et le mark allemand réévalué de 5,5 %.

La deuxième intervient le 12 juin 1982, au lendemain du sommet de Versailles : le franc est dévalué de 5,75 % au sein du SME et le mark réévalué de 4,25 %.

La troisième est effectuée le 21 mars 1983, au lendemain des élections municipales en France et législatives en Allemagne : le franc est dévalué de 2,5 % et le mark réévalué de 5,5 %.

En dix-huit mois, d'octobre 1981 à mars 1982, le cours du mark aura monté de plus de 30 % à Paris.

Agriculture : une politique soumise aux problèmes européens

Deux ministres de l'agriculture en un peu plus de trois ans : le rythme des changements ne fut pas trop soutenu. Dès mai 1981, Edith Cresson, en bon soldat, applique les ordres et met en place les réformes voulues par le Parti socialiste : offices par produit, reconnaissance des syndicats minoritaires. Offices fonciers ? Non, déjà la rigueur est dans l'air, et les paysans dans la rue. Mme Cresson apprend vite, acquiert plus de souplesse et montre moins de rigueur dans l'application du programme. Arrive, en mars 1983, Michel Rocard : il sera le ministre européen de l'agriculture française.

Il a été nommé, sinon pour recoller les morceaux avec la FNSEA, du moins pour enrayer sa fronde. Il est là aussi pour mener une politique agricole dans un contexte nouveau de surproduction et de rétrécissement des marchés.

Sur le premier point, la réussite est complète, hormis les coups de colère bretons. Dans les premiers mois, le charisme de M. Rocard fait son effet. Son habileté séduit, puis trop d'habileté irrite. Dans une seconde période, les opinions agricoles renvoyées le plus souvent par le ministre devant leurs propres contradictions seront plus désabusées que vociférantes. Le pari était difficile. Il fallait tenir compte de la réalité sociale, à savoir une FNSEA majoritaire et hostile aux réformes, sans se mettre à dos des réformistes minoritaires.

Sur le second point, Michel Rocard ne s'est pas beaucoup occupé de l'agriculture en France, du moins pas à la hauteur des espérances que sa venue rue de Varenne avaient pu faire naître. On ne prête qu'aux riches. C'est que, seize mois de ministère agricole, il en passa six à présider le conseil des ministres à Bruxelles et plusieurs autres à s'y préparer. Il restera alors l'homme du compromis sur les prix agricoles, signé à la date prévue, et « Monsieur Quota laitier ».

Au plan national, la réforme de l'enseignement agricole privé aurait pu être adoptée, si ce dossier du « privé » n'avait connu les avatars que l'on sait ; la loi sur l'économie de montagne le serait également si elle avait été prioritaire ; la réforme de la fiscalité agricole, sans doute le volet le plus important, aurait été moins bousculée et plus complète si la hâte n'avait pas été imposée par les Finances. Enfin, des rapports nouveaux ont été tissés – mais on retrouve le goût du grand large, – en matière de coopération agricole internationale, avec l'Inde et la Chine notamment.

Et au-delà ? M. Michel Rocard avait une réelle connaissance de la sensibilité paysanne, mais cela ne s'est pas traduit dans son action. Cela reflète en fait l'absence de convictions des socialistes à l'égard de ce secteur. Il sera dès lors intéressant de voir comment le thème de la « modernité » sera adapté à l'agriculture, si on laissera filer l'exode et les concentrations ou si on « maintiendra »...

A côté de Michel Rocard, René Souchon, secrétaire d'Etat, incarnait l'homme de la province, pour lequel un paysage rural, une montagne difficile et leurs habitants ne signifient pas seulement des lignes de débit et de crédit. Le tandem aurait pu être équilibré si encore une fois la présidence française n'avait elle aussi accaparé l'énergie du second quand le premier menait le jeu à Bruxelles. René Souchon a plaidé, comme plusieurs élus ruraux, comme Bernard Thareau, parlementaire européen, secrétaire national adjoint à l'agriculture pour le PS, pour que l'agriculture française cultive la richesse de ses différences.

L'appui d'initiatives décentralisées, l'encouragement à la diversification des productions, un effort considérable pour l'installation des jeunes, des recettes pour produire moins ou autant mais mieux : cela aurait pu être le volet de la politique agricole intérieure et, pour ce faire M. Rocard aurait pu profiter de l'élan donné, à la base, par les états généraux de l'agriculture, lancés par Mme Cresson. Faute de quoi, il risque d'apparaître comme un bon organisateur de la récession, aujourd'hui du lait, demain, s'il reste en poste, du vin, puis des céréales.

JACQUES GRALL.

Nationalisations : il fallait faire vite

Si ce n'était déjà fait, la gauche nationaliserait-elle aujourd'hui les banques et onze des plus grandes entreprises industrielles du pays ? A coup sûr, la réponse serait négative. Rendre l'Etat maître de ces « fers de lance » de l'économie afin de s'en servir pour appuyer la « relance » faisait partie de ces réformes de structure que le gouvernement se devait de réaliser rapidement, sous peine de ne les faire jamais, pensait, avec d'autres, M. Mauroy. Il avait très vraisemblablement raison. Ce n'est sans doute pas un hasard si la « loi de respiration », qui devait venir compléter la loi de nationalisation pour fixer les modalités de passage des entreprises entre les secteurs public et privé, n'est aujourd'hui plus à l'ordre du jour. M. Fabius n'a pas cru bon de devoir s'en préoccuper, craignant sans doute de nouvelles difficultés à l'Assemblée.

Mais ce fut fait. Aussi rapidement que possible, c'est-à-dire en quelque neuf mois. M. Le Garrec, proche de M. Mauroy, est chargé du dossier. La loi est publiée au Journal officiel le 13 février 1982. La droite, qui s'y oppose avec vigueur et tous les moyens légaux, ne parvient toutefois pas à enrayer le processus, comme elle le fit ces mois derniers pour la réforme Savary. Elle obtint, ce qui n'est pas négligeable, de meilleures indemnités pour les actionnaires.

Ce fut fait aussi à 100 % pour toutes les entreprises, à l'exception de Matra et de Dassault où l'Etat ne prend que 51 % du capital, et de Roussel-Uclaf, où il prend 40 %. Il en coûte plus cher, autour de 40 milliards de francs, mais la liberté de manœuvre avec 100 % des actions est totale.

Propriétaires du crédit et de 20 % du chiffre d'affaires de l'industrie française, les pouvoirs publics viennent de réaliser, sur la lancée de la victoire de mai 1981, la plus grande réforme économique depuis la guerre. Ils nomment les présidents-directeurs généraux avec lesquels vont se négocier des contrats de plan qui définiront le cadre dans lequel leur autonomie de gestion devra être respectée. L'outil privilégié du redressement industriel et, parallèlement, de l'« expérimentation sociale » est parachevé.

A partir de là... les ennuis commencent. Beaucoup plus délabrés que prévu, les groupes s'enfoncent dans le déficit. A l'occasion des redéfinitions de frontière (chimie, informatique...), l'administration écorne l'autonomie des présidents-directeurs généraux. « Interventionnisme » qui sera mis en avant lors du départ de M. Chevènement. L'opposition, alors, relève la tête et évoque l'étatisme. M. Fabius, nommé, fera tout pour ne pas glisser plus avant sur ce terrain qu'il sait politiquement dangereux, au point... de ne pas arbitrer quand c'est son rôle.

Tantôt trop d'Etat, tantôt pas assez, entreprises à part, puis entreprises comme les autres, il manque toujours un cadre de référence à la gauche qui éclaircisse ses choix, c'est-à-dire une politique industrielle, définitivement l'Arlésienne du septennat. Quatre ministres de l'industrie en trois ans (en comptant le futur occupant du gouvernement Fabius, mais ne comptant pas M. Joxe en juin 1981) en est un signe manifeste.

La gauche, en nationalisant, a-t-elle fait preuve d'archaïsme, « étatisant » alors qu'il s'agit, dans une économie moderne, de faire l'inverse ? L'affirmer est simpliste. Tout en France se réalise dans une étroite collaboration entre l'Etat et la « société civile ». Sans l'Etat, nombre de groupes se seraient effondrés, comme le dossier Creusot-Loire le démontre. Nationaliser a au moins le mérite d'une certaine justice vis-à-vis du contribuable.

E.L.B.

Recherche : dans la continuité

« J'accorde à la recherche une priorité absolue », déclarait M. Laurent Fabius dans nos colonnes (le Monde du 11 février 1984). Pourtant, les membres de la communauté scientifique ont eu le sentiment d'avoir été un peu délaissés par leur ministre de tutelle, surtout préoccupé par les problèmes que lui posait l'industrie.

Il est vrai que le passage de M. Fabius rue de Grenelle, du 22 mars 1983 au 17 juillet 1984, aura été, pour les chercheurs, beaucoup plus discret que celui de M. Jean-Pierre Chevènement. Le deuxième ministre de l'industrie et de la recherche du septennat se sera surtout efforcé de suivre la politique de son prédécesseur.

Continuité par exemple avec la poursuite des négociations sur les statuts des personnels de la recherche engagées avant mars 1983, et qui ont fait l'objet d'un décret-cadre en décembre 1983. Cette tâche reste inachevée, puisque ce statut n'a pas encore été adapté aux différents organismes de recherche. Continuité encore dans la poursuite de plusieurs actions amorcées ou lancées par M. Chevènement (suivi ou création de « programmes mobilisateurs », démarrage de l'encyclopédie des sciences et des techniques...).

Si M. Laurent Fabius n'a pas obtenu pour son ministère des budgets aussi importants que ceux qu'avait fait voter son prédécesseur dans des circonstances économiques plus favorables, il a malgré tout réussi à maintenir la recherche parmi les priorités du gouvernement.

Dans ses objectifs, M. Fabius avait inscrit le développement de la coopération européenne en matière de recherche. Toutes ses propositions n'ont pas abouti. Mais il peut se prévaloir d'avoir – enfin – fait adopter par ses collègues européens, en février 1984, alors qu'il présidait le conseil des ministres de la recherche de l'Europe, l'ambitieux programme « Esprit » relatif aux nouvelles techniques de l'information. Il a aussi proposé récemment un programme destiné à relancer la coopération spatiale européenne.

A l'actif de M. Laurent Fabius, on retiendra surtout son action en faveur de la recherche industrielle. Mettant en pratique des idées lancées par son prédécesseur, il a créé les crédits d'impôt-recherche et le fonds de modernisation industrielle (voir l'article de Bruno Dethomas). Il a en outre proposé, en février 1984, un programme en dix points destiné à renforcer le couplage recherche-industrie, à réorienter les aides publiques en faveur des entreprises, et à développer la formation à la recherche.

ELISABETH GORDON.

Audiovisuel et presse écrite : deux réformes, deux débats explosifs

Dans le secteur de la communication, le gouvernement issu des élections de juin 1981 a osé affronter deux sujets traditionnellement explosifs : le fonctionnement du service public de la radio-télévision et la « réhabilitation » de l'ordonnance du 26 août 1944 relative à la presse écrite. Epreuve d'autant plus rude sur le premier point, qu'il s'agissait non seulement de changer la loi de 1974 – afin d'affranchir le service public de ses liens trop étroits avec le pouvoir depuis un quart de siècle – mais également d'« ouvrir un nouvel espace de liberté », selon l'expression de M. Georges Fillioud, ministre de la communication, dans cet univers audiovisuel en plein développement. Le nouveau texte législatif devait englober, au-delà de la radio-télévision française actuelle, toutes les évolutions prévisibles à court terme (radios libres, satellite de TV direct, chaînes de télévision privées, télématique, etc.)

Après un débat parlementaire assez mouvementé, la nouvelle loi sur l'audiovisuel était adoptée le 29 juillet 1982. Sans mettre fin aux faiblesses congénitales du service public, elle créait – en même temps qu'une Haute Autorité, garante de l'indépendance – un nouveau climat dans les différentes sociétés issues de l'ORTF. Pour leur part, les radios locales privées, naissantes sous le septennat précédent, avaient la possibilité de recevoir, dans la limite des fréquences disponibles, l'autorisation d'émettre. Plus de huit cents radios libres étaient ainsi agréées à la fin de l'année 1983. Le plan-câble, basé sur l'utilisation de la fibre optique d'ici à la fin du siècle, entrait également en vigueur, dans la perspective du lancement du satellite TDF 1, en 1986, et de la télédistribution.

En octobre 1983, le gouvernement décidait de substituer à l'ordonnance du 26 août 1944 une nouvelle loi sur la presse inspirée de la même idée : rendre transparents les capitaux investis dans les journaux et mettre des limites à la concentration des quotidiens. Le projet, habilement exploité par l'opposition, allait servir de prétexte à une gigantesque bataille parlementaire, disproportionnée avec l'enjeu très limité de la réglementation proposée. Alors que, seuls, les excès de concentration du groupe Hersant sont concernés par la nouvelle loi, dont le caractère est surtout dissuasif, le projet était dénoncé par l'opposition comme attentatoire à la liberté de la presse. Campagne orientée pour rejoindre celle menée par ailleurs contre le projet de réforme du service public de l'éducation nationale et, au-delà, contre les « libertés menacées ».

Mal expliqué par les médias – ou volontairement déformé – mal compris par une opinion publique assez indifférente, le projet sur la presse devait finalement aggraver le climat d'hostilité au gouvernement, induit par la politique de rigueur.

CLAUDE DURIEUX.

DE M. PIERRE MAUROY

La lettre de démission du ministre

« IL N'EST PAS SOUHAITABLE DE REFUSER UN PLURALISME »

Dans la lettre qu'il a adressée au président de la République, par la voie du premier ministre, M. Savary rappelle que sa première mission consistait à entreprendre la rénovation du système éducatif, qui est engagée. Mais ce n'était pas la seule puisqu'il lui fallait traiter le problème de l'enseignement privé.

« *Il s'agissait*, écrit à ce propos M. Savary, *de répondre à des aspirations contradictoires et de faire triompher la raison sur des passions nourries par des décennies de conflits. Entre ceux qui souhaitaient la fin du dualisme et ceux qui s'attachaient obstinément au statu quo en refusant tout rapprochement, la voie était et demeure étroite. Je suis convaincu quant à moi qu'il est illusoire et qu'il n'est pas souhaitable de refuser un pluralisme comportant le rapprochement des deux systèmes.* »

Les obstacles rencontrés et la conduite adoptée de ce fait, dans l'intérêt national, par le président de la République entraînent un changement de méthode. C'est pourquoi M. Savary conclut : « *A mes yeux cette novation, ce probable changement de méthode, ne peuvent que mettre fin au mandat qui a conduit un ministre au cours de deux ans et demi de négociations à prendre des engagements, comme à refuser des exigences.*

» *C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir me libérer de mes fonctions. Il ne s'agit évidemment pas là d'une réaction de susceptibilité personnelle mais bien au contraire d'une conception du service de l'Etat et du meilleur engagement de ma part pour assurer le soutien de la politique définie par vous-même.* »

De de Gaulle à Mitterrand

Un homme de fierté, de devoir et de conviction qui inspire respect et estime, tel apparaît M. Alain Savary à ceux qui l'ont connu aux diverses étapes de sa carrière. Ce pied-noir né à Alger en 1918, diplômé de Sciences-po et licencié en droit, se rallie à la France libre, et, à vingt-trois ans, de Gaulle nomme gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon cet « enseigne de vaisseau de 1re classe » dont il parle dans ses *Mémoires de guerre*.

Son action dans la France libre lui vaudra la dignité de compagnon de la Libération. Il siège à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, est pendant quelques mois commissaire de la République à Angers, où il succède à M. Michel Debré. En 1946, il est nommé secrétaire du commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes, puis désigné par l'Assemblée nationale comme conseiller de l'Union française, et en 1951 est élu député SFIO de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Nommé dans le gouvernement Guy Mollet de 1956, secrétaire d'Etat aux affaires marocaines et tunisiennes, il donne sa démission pour protester contre l'arraisonnement de l'avion transportant de Rabat vers Tunis Ben Bella et les chefs de la rébellion algérienne. Cette période lui inspirera un ouvrage au titre explicite : *Nationalisme algérien et Grandeur française*. En septembre 1958, après le retour de de Gaulle au pouvoir et reprochant à ses amis de la SFIO d'avoir approuvé ce retour et de participer au gouvernement du général, il quitte son parti et adhère au Parti socialiste autonome, dont il devient le secrétaire général adjoint. Il passe en 1960 au PSU, où il siège au bureau national. Il réintègre ensuite le Parti socialiste dont il sera, de 1969 à 1971, le premier secrétaire avant de céder cette fonction à M. Mitterrand au congrès d'Epinay.

Pendant le même temps, M. Savary exerce un emploi dans la filiale fançaise d'une grande société pétrolière. Ayant été battu en 1959 aux élections législatives, il retrouve un mandat de député en 1973 à Toulouse (première circonscription) où il sera réélu en 1978 et en 1981. En 1974, il devient président du conseil régional Midi-Pyrénées jusqu'à son entrée au gouvernement en 1981 comme ministre de l'éducation nationale.

La dernière manifestation de fierté de cet homme discret mais volontaire, peu souriant mais toujours affable, aura été de montrer, avant même le chef du gouvernement, qu'il démissionnait des fonctions dans l'exercice desquelles on l'avait désavoué.

A. P.

L'ÉDUCATION NATIONALE

Un ministère impossible

« *Je n'ai pas la capacité de changer les hommes et les mœurs rapidement. Nous irons sans précipitation.* » Dès son arrivée au ministère de l'éducation nationale, M. Alain Savary avait donné le ton. Compagnon de la Libération, homme du refus (1), connu pour son sang-froid, son calme, son tempérament solitaire, son goût du secret, sa ténacité, il n'a, à aucun moment, failli à sa méthode. Celle qui consiste à s'informer, à prendre le temps de la réflexion, avant de se faire sa propre conviction, et de se tenir à sa décision quoi qu'il arrive. Une méthode qui a, certes, le mérite de l'honnêteté, de la rigueur intellectuelle, mais qui n'est pas sans risque politique. M. Savary en a plus d'une fois fait l'expérience durant les trois années qu'il a passées à la tête de l'éducation nationale. Trois années au cours desquelles aucune épreuve ne lui a été épargnée, pas plus par ses adversaires que par ses amis politiques.

Le dossier de l'enseignement privé, qui aurait pu aboutir à un compromis historique s'il n'avait tenu qu'à lui, est la dernière en date de ces épreuves. Sans doute aussi la plus cuisante. Mais, auparavant, d'autres l'y avaient préparé.

Ainsi, dès l'automne 1982, la rentrée scolaire – la première du gouvernement de gauche – tourna à la catastrophe. Cela ne s'est guère reproduit depuis. Mais, sur le moment, les « bavures » trop nombreuses, trop voyantes, déclenchèrent la grogne des usagers, le mécontentement des personnels, le désenchantement des syndicats et des remous au sein du Parti socialiste. C'est alors que, après la victoire des socialistes en Espagne, le président de la République a proposé à M. Savary de devenir ambassadeur de France à Madrid. C'était l'occasion à la fois de répondre aux « déçus de l'éducation » et d'honorer un homme qui a compté dans l'histoire de son parti, comme de son pays, et d'ailleurs lié d'amitié avec le nouveau chef du gouvernement espagnol.

Mais remplacer le ministre de l'éducation nationale alors qu'il avait déjà mis en route le processus destiné à transformer, après négociations, les relations entre enseignements privé et public eût été malhabile. Le président de la République ne pouvait l'ignorer, lui qui avait promis, lorsqu'il était candidat, la mise en place d'un « *grand service public, unifié et laïque, de l'éducation nationale* ». Un engagement délicat pour celui qui était chargé de le mettre en œuvre. Comme si l'éducation nationale n'était pas en soi un cadeau suffisamment empoisonné. M. Mitterrand qui, en 1971, avait dépossédé M. Savary de la direction du Parti socialiste, en était conscient. Mais au-delà des rivalités du passé, il connaissait aussi les atouts de son concurrent, son talent de négociateur comme ses liens avec le « contre-ministère » que constituent la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et son syndicat des instituteurs (SNI-PEGC). Liens anciens : les responsables syndicaux de l'époque avaient, en 1971, engagé leurs organisations derrière M. Savary contre... M. Mitterrand. Liens récents : la FEN et le SNI ont, avec une joie non dissimulée, donné leur aval en 1981 à l'homme pressenti pour devenir leur ministre. Ce qui ne l'a jamais empêché de résister à leurs pressions qui, avec le temps, se sont faites de moins en moins amicales.

Comme d'autres, les responsables des syndicats de gauche se sont heurtés à la conviction tranquille du ministre de l'éducation nationale. A son entêtement, même si ce trait de caractère se double d'une courtoisie inébranlable et désarmante pour l'adversaire.

Car des adversaires, M. Savary n'en a pas manqué. De tous les ministres de la gauche, son nom est sans doute celui qui a été le plus souvent hué dans des manifestations de rue : des étudiants en médecine (qui n'ont obtenu gain de cause que par l'intervention du premier ministre) aux défenseurs de l'enseignement privé, en passant par les universitaires en toge qui, au printemps 1983, ont combattu aux côtés des étudiants la loi sur l'enseignement supérieur.

La loi du silence

Cela ne signifie pas pour autant que toutes les réformes mises en chantier étaient contestables. Au contraire. Mais vouloir transformer l'éducation nationale conduit inévitablement à se heurter à la résistance du milieu, ce bastion du corporatisme. Non seulement M. Savary a osé, mais il l'a fait, animé par l'idée que le système scolaire « *est fait pour les jeunes et non pour ceux qui doivent servir le système éducatif* », trouvant sur son chemin syndicalistes et intellectuels de gauche davantage enclins au *conservatisme* qu'au changement.

Son objectif était de faire évoluer les mentalités – et donc le système – en douceur. Peut-être était-ce placer trop haut la barre des ambitions.

A l'heure du bilan, M. Savary compte néanmoins un actif enviable. Plus de trente mille créations d'emplois, une réorganisation de l'administration de l'éducation nationale, le lancement d'un réel « plan informatique », le démarrage de la rénovation des collèges et des lycées, une loi destinée à adapter l'enseignement supérieur aux réalités de notre temps et surtout l'ouverture d'un dialogue avec les représentants de l'enseignement catholique. Le tout mené de front, dans un souci de qualité. Avec néanmoins une faille dont il a été victime, particulièrement au cours *du débat sur l'enseignement privé* : sa négligence vis-à-vis de l'information. « *Ce n'est pas ce que je dis qui compte, c'est ce que je fais* », aimait-il à répéter, soucieux de ne pas compromettre son action par des déclarations intempestives.

La loi du silence a présidé aux trente mois de consultations, concertations, négociations, officieuses ou officielles avec ses partenaires laïques et catholiques. Refusant même, à de rares exceptions près, de commenter ses propres propositions et jusqu'au projet de loi qui lui vaut aujourd'hui encore l'estime des responsables de l'enseignement privé – et, à l'inverse, la déception de ses amis laïques, – M. Savary a en définitive été incompris de l'opinion. Les passions faisant le reste – et notamment les « amendements Mauroy », – la paix scolaire, qui n'a jamais été si proche, n'a pas été gagnée. C'en était trop pour M. Savary qui n'a, le 22 mai, renoncé à démissionner que par devoir, en raison de la proximité des élections européennes.

La tâche de son successeur ne sera pas simple. Les syndicalistes et les gouvernants préféreraient sans doute un ministre de l'éducation nationale qui, ne faisant rien, éviterait les remous. Mais la gauche ne peut se permettre de placer dans l'ombre le choix de société qui se joue à l'école : lutter contre l'échec scolaire et donc contre la reproduction des inégalités sociales, meilleure adaptation de la formation à l'emploi, rattrapage du retard technologique et économique de la France par rapport aux autres pays industriels. Objectifs d'autant plus ambitieux qu'ils supposent de transformer de fond en comble la plus grande entreprise du pays, sans pour autant cesser de la gérer.

Le destin d'Alain Savary depuis son entrée rue de Grenelle illustre en tout cas que le ministère de l'éducation nationale est un ministère impossible. Si même un homme de sa stature politique et historique n'en sort pas totalement indemne, il y a de quoi décourager tous les candidats à sa succession.

CATHERINE ARDITTI.

(1) En octobre 1956, il a démissionné du gouvernement Guy Mollet, où il était secrétaire d'État aux affaires marocaines et tunisiennes, pour protester contre l'arraisonnement de l'avion transportant M. Ben Bella.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FEN : une trop grande prudence

Si M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), « *tout en comprenant objectivement le geste de M. Savary* », se refuse à tout commentaire dans l'immédiat, M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN, reconnaît en M. Savary « *un homme d'une honnêteté scrupuleuse et d'une intégrité totale, à qui l'on pouvait faire confiance, en dépit de notre désaccord sur les problèmes laïques* ». *Je me refuse à toute critique de l'homme*, ajoute le secrétaire général de la FEN. *Cependant, dans un domaine où il fallût aller plus vite, celui de la transformation, de la rénovation du système éducatif, il a montré une trop grande prudence, il a conduit trop longtemps la réflexion. Les idées étaient bonnes, l'application tardait.* ».

M. Jean-Louis Rollot, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, rappelle que le projet de loi sur l'enseignement privé « *restait inacceptable, malgré les amendements* », au regard de son organisation. *Il considère que si, aujourd'hui,* « *on ne veut pas résoudre au fond les problèmes de principes, mieux vaut traiter les problèmes techniques et financiers* ». Pour le secrétaire général de la Ligue de l'enseignement, « *au-delà du privé, le problème essentiel reste l'adaptation du service public, auquel recourent 85 % des jeunes Français* ». « *Il faut*, pense-t-il, *renforcer le service public, donc le transformer, en faisant preuve d'une volonté politique accompagnée de mesures budgétaires* ».

LE BILAN DU GOUVERNEMENT

L'ÉDUCATION NATIONALE

LA QUERELLE SCOLAIRE

Les grands travaux de M. Savary

Le débat sur les rapports entre l'enseignement privé et l'enseignement public a souvent masqué les autres réformes mises en chantier par M. Savary. L'entreprise de rénovation pédagogique avait été précédée, dès le début du septennat, de 30 000 créations d'emplois, puis d'un vaste mouvement de remplacement des recteurs appelés à mettre en œuvre une nouvelle politique, et d'une réorganisation de l'administration centrale correspondant notamment à la réunification du ministère de l'éducation nationale et de l'ex-ministère des universités.

● Les zones d'éducation prioritaire (ZEP) : Compenser les inégalités

C'est une des premières décisions de M. Savary, directement inspirée du « Projet socialiste » et des propositions du SGEN-CFDT. Il s'agit de compenser les inégalités par un renforcement sélectif de l'action éducative dans les zones et les milieux sociaux où le taux d'échec scolaire est le plus élevé. En d'autres termes, de *« donner plus à ceux qui ont moins »*. Plus de 350 ZEP ont été délimitées sur critères sociaux, économiques et culturels. Elles bénéficient de moyens supplémentaires en heures d'enseignement et crédits de fonctionnement.

● Les collèges : une nouvelle organisation pédagogique

La rénovation des collèges décidée en février 1983 à la suite du rapport Legrand introduira progressivement à partir de la rentrée prochaine une nouvelle organisation pédagogique, les élèves étant répartis en ensembles hétérogènes mais pouvant être regroupés en groupes de niveau homogène en français, mathématiques et langues vivantes. Autre nouveauté : le tutorat, qui doit permettre à chaque enseignant de suivre individuellement quelques élèves. Activités interdisciplinaires, travail en équipe et concertation font partie du dispositif.

● Les lycées : le bac ne change guère

M. Savary s'est surtout contenté de fixer des orientations. Le nombre des lycéens devrait être augmenté, le retour au lycée de jeunes, après une brève période professionnelle, favorisé, et la formation permanente des adultes développée dans les lycées. Le travail personnel des élèves doit être rendu possible et des outils d'évaluation mis au point. Le concours de l'agrégation comprendra une deuxième partie pour mieux servir de formation professionnelle. Le baccalauréat n'a pas été fondamentalement modifié.

● Les lycées d'enseignement professionnel (LEP) : lutte contre le chômage

La formation professionnelle est une priorité gouvernementale. Des instructions de mars 1982 tentent de mettre en place un dispositif destiné à lutter, à la fois, contre l'échec scolaire et contre le chômage des jeunes. Les horaires des élèves sont allégés pour mieux individualiser l'enseignement et faire coïncider les emplois du temps aux besoins des jeunes dans chaque discipline ; le choix d'une spécialisation est retardé après plusieurs essais, les équipes d'enseignants se voient reconnaître une réelle autonomie pédagogique.

● L'enseignement supérieur : des étudiants plus nombreux et mieux formés

En discussion depuis janvier 1982, la loi sur l'enseignement supérieur sera applicable dès la rentrée 1984. Son adoption définitive a connu nombre de vicissitudes, et notamment d'importantes manifestations de rue, déclenchées au printemps 1983, d'abord par les étudiants en médecine, qui protestaient contre l'introduction d'une certaine forme de sélection. la loi a introduit la possibilité d'une sélection lors du passage du premier au second cycle pour des formations à finalité professionnelle. L'aspect novateur de la loi est de renforcer le principe de l'autonomie des universités, mais surtout d'affirmer sa volonté de rapprocher les étudiants de la vie professionnelle. C'est le premier cycle qui subit le plus de changements ; ainsi l'étudiant verra sa formation moins spécialisée à son entrée à l'université. S'il ne continue pas au-delà des deux années correspondant à l'ancien DEUG, l'étudiant pourra malgré tout recevoir un complément de formation.

● Les études médicales : multiples protestations

Le premier volet de la loi relative aux études médicales et pharmaceutiques concerne le deuxième cycle des études, à l'issue duquel est organisé un examen — concours déterminant l'avenir du futur médecin, — et le troisième cycle, ou cycle de la spécialisation, qui se divise en quatre filières d'internat consacrées respectivement à la médecine générale, à la médecine spécialisée, à la santé publique et à la recherche médicale.

Dès février 1983, les étudiants en médecine ont refusé les dispositions de la loi et entamé un mouvement de grève qui devait duré plus de trois mois, jusqu'à l'engagement pris par M. Pierre Mauroy de modifier le dispositif de réforme, selon les propositions d'un conseil de médiateurs.

● Les carrières des universitaires : une simplification contestée.

Le dossier n'est pas réglé. Plusieurs textes ont été préparés pour tenter de simplifier la répartition des emplois et mettre plus de clarté dans le maquis des situations (professeurs, maîtres-assistants, assistants, enseignants du second degré, lecteurs, vacataires, etc). L'idée d'un corps unique a été écartée, au profit de la création de deux grands corps : professeurs et maîtres de conférences. Cependant les corps d'assistants et les corps de maîtres-assistants sont maintenus à titre transitoire. Les pouvoirs des présidents d'université et de leurs conseils sont renforcés, ils pourront notamment moduler les obligations de service des enseignants et leur rôle sera accru dans le recrutement.

● L'histoire et la géographie : une réhabilitation.

En juin dernier, ont paru les premières instructions destinées à améliorer l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Elles s'appliqueront à l'école élémentaire dès la rentrée prochaine. Histoire et géographie sont réhabilitées comme disciplines à part entière et sorties du ghetto des « activités d'éveil ». La pédagogie d'éveil subsiste, comme méthode et non comme finalité. Un certain cadre chronologique est rétabli, mais le choix des dates à retenir tient davantage compte de leur signification dans l'évolution des sociétés. Cent soixante mille instituteurs recevront d'ici à 1988 une formation spécifique pour enseigner ces disciplines.

● L'informatique : 200 heures pour chaque élève.

M. Savary a décidé d'équiper les établissements scolaires de 100 000 micro-ordinateurs d'ici à 1988, objectif qui sera d'ailleurs largement dépassé. Lorsque le programme d'équipement sera totalement en place, tout élève aura, au cours de ses dix années de scolarité obligatoire, passé quelque deux cents heures devant un clavier d'ordinateur. L'informatique sera non seulement intégrée à leur vie, mais elle aura contribué à rénover la pédagogie. A cette fin, vingt centres de formation ont été ouverts pour recevoir au total cinq cents enseignants pour des stages d'une année. Ce sont eux qui formeront ensuite leurs collègues, à raison de vingt mille par an.

● Les maîtres auxiliaires : un plan de titularisation.

Un plan de réduction du nombre des maîtres auxiliaires a été adopté en février 1983. Il concerne plus de 40 000 auxiliaires dont la titularisation est étalée sur trois années scolaires, jusqu'en 1985. Les bénéficiaires de la mesure doivent cependant accepter le poste qui leur est proposé ainsi que la catégorie dans laquelle ils sont intégrés, sous peine de perdre le bénéfice du réemploi.

● La formation des maîtres : une priorité.

A partir de l'année scolaire 1985-1986, les instituteurs seront recrutés après le DEUG (deux années d'université). Leur formation est assurée en collaboration par les écoles normales et les universités.

La formation continue de l'ensemble des enseignants et des personnels de l'éducation nationale est considérée comme l'axe prioritaire. Des missions académiques à la formation ont été créées à la rentrée scolaire 1982 pour répondre à la demande des équipes d'enseignants et favoriser la mise en œuvre des objectifs de rénovation du système éducatif.

« Je ne me laisserai lier par aucune tactique politicienne »

nous déclare M. Pierre Daniel

M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), affirme, dans l'entretien qu'il nous a accordé, qu'un référendum sur l'école ne s'impose pas et qu'il restera indépendant du *« jeu des partis »*.

● *Avec quels sentiments accueillez-vous l'annonce de la démission de M. Alain Savary ?*

— Je n'ai ni à me réjouir ni à me lamenter. Ce n'est pas de mon ressort. Avec M. Savary, les rapports ont toujours été extrêmement corrects. Il avait reçu une mission. Nous avions des points de désaccord profond et aussi des points d'accord. En dépit des désaccords avec cet homme droit et d'une honnêteté irréprochable, il y a toujours eu entre nous franchise et respect réciproques. Je n'ai jamais douté de sa parole et, par exemple, je n'ai pas mis les amendements Mauroy sur son compte.

● *Estimez-vous porter une part de responsabilité dans son départ ?*

— Quiconque s'est opposé à la volonté gouvernementale pour faire adopter le projet de loi en première lecture porte une responsabilité. Je pense aussi que la manifestation du 24 juin est l'une des raisons qui ont dû influencer le président de la République pour la conduite à tenir, compte tenu de ce que réclamaient une majorité de Français.

Il y a donc pour ce qui me concerne une part de responsabilité que j'assume. J'ajouterai que le dossier du privé a occulté la tentative de M. Savary de permettre aux établissements de l'enseignement public de mieux définir un projet éducatif et de faire évoluer la carte scolaire. C'étaient des voies intéressantes qu'il a ouvertes.

● *Comment voyez-vous l'évolution du problème de l'enseignement privé désormais ?*

— Le dossier de l'enseignement privé reviendra en discussion ; je prendrai contact aussitôt avec le nouveau ministre de l'éducation nationale. J'espère qu'il y aura possibilité de parvenir à un texte qui prenne en compte le budget limitatif et la décentralisation et qui enterre la hache de guerre pour longtemps. Quant au référendum sur l'école, je n'y suis pas opposé, mais s'il y a un bon accord, pourquoi un référendum ? En tout état de cause, le référendum ne pourrait porter que sur la liberté, sur l'exercice de la liberté : la parité du financement entre enseignements public et privé, la reconnaissance des différences, le refus de toute volonté assimilatrice et non sur des points de détail.

● *Quelle sera votre attitude en cas de référendum sur l'école ?*

— Quel que soit l'avenir, qu'il y ait seulement un texte législatif sur un bon accord ou qu'il y ait un référendum — à supposer que ce soit possible constitutionnellement, — je répondrai toujours en fonction et en fonction uniquement de la liberté ; je resterai donc totalement en dehors des querelles politiques, malgré les pressions qui ne manqueront pas de s'exercer et le jeu des partis : opposition contre majorité. Je ne prendrai en compte que l'exercice de la liberté scolaire. Je suis et resterai indépendant de tout parti ; je ne me laisserai lier par aucune tactique politicienne.

● *Quel serait le ministre de l'éducation nationale idéal à vos yeux ?*

— Un homme ouvert, respectueux des différences, attaché à l'avenir de l'ensemble du système éducatif public et privé, et qui se pencherait sur l'évolution nécessaire de ce système en fonction des jeunes. Car il ne faut surtout pas oublier que la finalité du ministère de l'éducation nationale est bien de servir la jeunesse de France.

CHARLES VIAL.

LES RÉACTIONS

Dans la majorité

Le PC : éviter le renforcement du pouvoir présidentiel

Réuni *« immédiatement »* dans la soirée du mardi 17 juillet, le bureau politique du Parti communiste a rappelé la déclaration qu'il avait adoptée le matin même et qui exprimait ses *« positions sur l'évolution politique récente »*. Le communiqué du bureau politique indique que le comité central se réunira mercredi 18 juillet à 20 heures.

La déclaration du bureau politique évoque d'abord le référendum : *« L'extension des possibilités de recours au référendum peut effectivement être envisagée s'il s'agit de promouvoir un élargissement des libertés publiques. Cette démarche implique des garanties nécessaires contre tout renforcement du pouvoir présidentiel. C'est dans cet esprit que le Parti communiste examinera les textes proposés. »*

Puis la déclaration fait état de l'inquiétude créée par le retrait du projet de loi sur l'enseignement qui est un *« recul »* sous *« les coups de boutoir de la droite »*.

Le bureau politique constate *« la tendance à l'aggravation des problèmes qui avient motivé, il y a un mois, l'important et grave recul de la gauche. L'abstention massive de l'électorat socialiste et communiste avait valeur d'avertissement signifiant le mécontentement, la déception d'une fraction importante de celles et de ceux qui ont permis à la gauche de devenir majoritaire. Des mesures comme l'augmentation de la taxe de l'essence vont à l'encontre de cet avertissement. »*

Après avoir qualifié de *« très préoccupante pour l'avenir de la gauche au pouvoir »* l'attitude qui consiste à *« ne pas tenir compte du sens de cet avertissement, y compris en faisant l'impasse sur le recul du PS »*, le bureau politique rappelle que si les électeurs se sont prononcés pour le changement en 1981 et si le PC et le PS ont élaboré un accord politique de gouvernement dont le contenu et les objectifs ont été renouvelés en décembre 1983, *« c'est bien pour que la France gagne contre la crise »*.

Estimant *« indispensable que le gouvernement prenne des mesures pour avancer dans la solution des problèmes »*, le bureau politique indique que, *« selon de premières informations, ce n'est pas en ce sens que s'élabore le projet de budget »*. Il rappelle les positions du PC en faveur d'une *« diminution des impôts dès lors qu'elle est fondée sur un progrès réel de la justice fiscale, permettant une amélioration de la situation des contribuables modestes »*, et dans les mêmes conditions de la suppression du prélèvement de 1 % sur les cotisations sociales.

Le bureau politique explique : *« En proposant de mettre l'emploi au centre de la politique du pays, pour des raisons de justice, de démocratie et d'efficacité, les communistes indiquent comment utiliser les ressources financières avec plus de rigueur, cesser de gâcher autant d'argent au seul bénéfice des opérations financières ou spéculatives d'une minorité privilégiée afin de financer avant tout la production, la formation, la recherche, les technologies nouvelles (...).*

» Le problème de la rénovation, de l'essor de l'école publique, prend dans le contexte présent une importance accrue. La transformation et la rénovation du système éducatif public doivent être l'objet central de l'élaboration des nouveaux textes. Le renouvellement nécessaire des contenus, des rythmes de l'école publique, de ses liens avec une société en pleine évolution suppose des efforts budgétaires à la hauteur d'un impératif national qui ne saurait être davantage différé.

» La question de l'élargissement du champ des libertés, de la démocratie, des moyens d'expression et d'intervention des citoyens à tous les niveaux et en tous lieux de la vie sociale est bien du cœur des enjeux présents. »

● *M. JEAN-MICHEL BAYLET*, président du MRG : *« La désignation d'un homme jeune, tolérant, à la compétence unanimement reconnue, manifeste le souci du président de la République de vouloir suivre une politique économique réaliste et de rassembler les Français pour maîtriser l'avenir du pays. A ces objectifs de réalisme économique, de progrès social et d'harmonie civile, le MRG apportera une contribution déterminante. »*

● *M. MICHEL CHARZAT*, membre du secrétariat national du PS et l'un des leaders du CERES : *« Le changement d'équipe était l'une des conditions nécessaires pour relancer une dynamique politique. »*

● *M. LIONEL JOSPIN*, premier secrétaire du PS : *« Sous l'autorité du président de la République, c'est une nouvelle étape de l'action de la gauche qui s'ouvre. M. Pierre Mauroy quitte sa fonction avec l'estime et l'affection des socialistes. M. Laurent Fabius, qui lui succède comme chef du gouvernement, sait qu'il peut compter sur notre confiance et notre amitié. »*

Dans l'opposition

● *M. ADOLPHE CHAUVIN*, président du groupe de l'Union centriste et de l'intergroupe UDF du Sénat : *« J'attendais cette démission depuis l'allocution du président de la République car l'annonce du retrait du projet de loi, dit texte Savary, était un désaveu de l'action menée par le ministre de l'éducation et par le premier ministre qui avait engagé sa responsabilité dans cette affaire. Je me demande maintenant sur quelle majorité M. Fabius va pouvoir s'appuyer. »*

● *M. PATRICK GIRARD*, président du Mouvement des jeunes giscardiens : *« Le départ de M. Mauroy, c'est la reconnaissance de l'échec de la politique socialo-communiste telle que l'a voulue M. Mitterrand depuis 1981. L'arrivée de M. Fabius, c'est la volonté d'aborder une nouvelle charge en faisant un clin d'œil au centre. Même si la nouvelle politique doit être conduite par un ancien des Jeunes Giscardiens, nous restons méfiants face à cette manœuvre : il y a eu assez de fourberies dans la politique menée par M. Mitterrand depuis trois ans. »*

● *M. FRANÇOIS LÉOTARD*, secrétaire général du Parti républicain : *« La nomination de Laurent Fabius est un avertissement sérieux pour l'opposition. Face aux initiatives du pouvoir, l'opposition ne peut rester immobile ou sclérosée. Pour remporter la victoire de 86, qui est loin d'être acquise, nous devons permettre à une génération nouvelle de construire une démocratie libérale. »*

● *M. JEAN-MARIE LE PEN*, président du Front national : *« M. Mauroy vient de donner sa démission. Il a ainsi rappelé au pays qu'il était encore premier ministre. Au demeurant, cette formalité est presque sans importance. Il y a longtemps que le premier ministre ne détermine pas et ne conduit pas la politique de la France. Quel que soit son successeur, il ne sera que le premier secrétaire du président de la République. Or celui-ci n'a le choix qu'entre poursuivre sa politique jusqu'au naufrage ou dissoudre l'Assemblée nationale. Dans les deux cas, le socialisme aura vécu. »*

SONDAGE EXPRESS GARE SAINT-LAZARE

Fabius ou Fignon ?

Top chrono ! Ils ont 10 secondes pour répondre. Fabius ou Fignon ? Fignon ou Fabius ? A droite, ils gicient des trains de banlieue ; à gauche, ils sont aspirés par les escalators. Les banlieusards ont la mine morose des petits matins pressés et la gare Saint-Lazare l'air renfrogné.

Fabius ? *« Ça ne m'intéresse pas »*, tranche un jeune, dix-huit ans. *« Pas Fabius, la politique »*, précise [illegible] *« Mauvaise »*, lance une femme décidée, secrétaire, qui plaque réticule et cabas sous son aisselle. Un cadre, quarante-cinq ans, air réjoui et rebondi : *« Je ne critique personne, mais Mauroy, il y en avait marre. Espérons que ça changera un peu. »*

Fabius, personne ne le connaît très bien. Et les informations des premiers flashs radiodiffusés, mercredi matin, demandent encore à être digérées. Alors que Laurent Fignon entre « dans la légende », comme titre *l'Equipe* sur toute sa « une », Laurent Fabius va tenter de l'égaler. En bleu de travail, un jeune ouvrier commente : *« J'ai rien contre. Paraît qu'il est bon en tout. De toute manière, c'est le bordel. »*

Les déçus du socialisme se marchent sur les pieds. En provenance d'Argenteuil, de Cergy, de Versailles, les banlieusards ressentent le goût amer d'une politique incertaine. Pis, il y a même — déjà — des déçus de Fabius. *« Ils auraient dû mettre Raymond Barre »*, ironise une jeune femme.

« Nomination regrettable, dit un membre du Parti communiste, besace en bandoulière, qui travaille dans une imprimerie. *« Les Français vont bouffer de la merde jusqu'au moment où Le Pen gagnera. »*

LAURENT GREILSAMER.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'ombre de M. Mitterrand

« La débandade » titre *le Figaro* ; mais, pour la plupart des commentateurs, M. Laurent Fabius est avant tout l'homme du président : *« Mitterrand se nomme à Matignon »*, annonce *le Quotidien de Paris*. *« Mitterrand premier ministre »*, titre *Libération*. *« Fabius de toute façon c'est l'homme à tout faire. C'est l'homme du président et voilà pourquoi on l'a choisi*, estime Philippe Tesson dans le premier de ces journaux (...). *Le reste, ce que vont faire les communistes, ce que va faire Delors, est secondaire... L'intérêt c'est César. »* Gérard Dupuy écrit dans *Libération* : *« Autant Mauroy était lourd des pesanteurs de la gauche et du Parti socialiste, autant Fabius est transparent. Opinion politique : mitterrandiste. »* Le sentiment est le même pour Vincent Lalu dans *le Matin*. *« Il fallait à François Mitterrand un homme capable d'incarner plus le projet présidentiel que l'idéologie quelquefois taxée d'obsolète de la partie la plus radicale de sa majorité. »* Cette fidélité à toute épreuve est également mise en avant par Jean Bothorel dans *le Figaro*. D'où cette question perfide : *« Quand Laurent Fabius a-t-il fait face à l'adversité, assumé seul ses responsabilités, hors de ce rapport mimétique à François Mitterrand ? »*

Socialiste ? Ce serait beaucoup dire pour de nombreux observateurs. M. Fabius est simplement *« le plus libéral des socialistes »*, annonce le journal *les Echos*. *« C'est un homme*, lit-on dans ce quotidien, *qui incarne de façon presque naturelle une certaine forme de distanciation avec le pouvoir, qualifiée par certains de libérale. François Mitterrand met ainsi en accord l'image du chef du gouvernement avec la politique de rigueur* (...). »

« Changement de cap » : *le Parisien Libéré* ne décèle lui chez M. Fabius, qu' *qu'une préoccupation constante »*, *« la modernisation de la France et la préparation de l'an 2000 »*. Autant de bonnes raisons sans doute pour *l'Humanité* de rester particulièrement discrète sur la personnalité du nouveau premier ministre, et François Hilsum écrit dans le quotidien communiste : *« Oui, la France peut gagner contre la crise et les Français vivre mieux* (...) *Les communistes estiment que le prochain gouvernement doit s'atteler d'urgence à cette tâche* (...). »

Reste, dans la plupart des journaux, l'image brillante, chatoyante, de celui qui est d'abord pour *France-Soir*, *« le plus jeune premier ministre de toutes les Républiques »*.

DE M. PIERRE MAUROY

Point de vue

L'Europe retrouvée

Par ROLAND DUMAS (*)

M. Roland Dumas a occupé, dans le troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy, les fonctions de ministre des affaires européennes durant tout le semestre au cours duquel, du 1ᵉʳ janvier au 30 juin derniers, la France a détenu la présidence du conseil des Dix. Son nom figurait parmi ceux qui étaient le plus fréquemment avancés, dans la perspective du changement de gouvernement, pour le portefeuille des relations extérieures. Il dresse, ici, le bilan de ces six mois de présidence française et évoque les chances de la construction européenne.

L'Europe vient de traverser une longue période d'incertitude pendant laquelle les partisans les plus fervents de sa construction auraient eu bien des occasions de se décourager et de remettre en question leur engagement en faveur d'une Communauté unie, forte et libre. Mais la confiance, la solidarité et la *richesse du lien communautaire ont* fini par triompher du doute engendré par la pression des intérêts nationaux à court terme. C'est l'un des acquis fondamentaux des six derniers mois. Il ne faut pas s'y tromper, l'accord à Dix réalisé à Fontainebleau, qui complète celui de Bruxelles de mars dernier, traduit la réaffirmation d'une volonté collective de poursuivre l'œuvre entreprise.

Les Etats membres ont fourni, tous, les efforts nécessaires pour que chacun d'entre eux retrouve les motivations profondes de son adhésion au contrat communautaire. Comme il y a trente ans, le défi des mutations *économiques et technologiques*, auxquelles il n'est pas possible de faire face de manière isolée, a contribué à ce sursaut de la conscience européenne.

En janvier dernier, la France s'était fixé des objectifs ambitieux mais réalistes : résoudre les contentieux identifiés lors des conseils européens de Stuttgart et d'Athènes, assainir les procédures de décision au sein de la Communauté, accélérer les négociations d'élargissement, et ouvrir les voies de l'Europe future, notamment dans le domaine politique.

Ces objectifs sont réalisés. Tous les dossiers qui étaient sur la table du conseil européen, certains depuis longtemps, ont trouvé une solution acceptable pour chaque Etat membre : réforme de la politique agricole commune (PAC) maîtrise de la croissance budgétaire, accroissement des ressources propres, corrections des déséquilibres budgétaires, mise au point de nouvelles politiques communautaires, etc.

Le conseil des ministres, organe de décision et de gestion, joue à nouveau son rôle. Plus de quarante sessions ministérielles se sont tenues pendant la présidence française, et *toutes ont permis d'adopter d'importants* règlements et directives, dont certains pour la mise en œuvre des orientations arrêtées par le conseil européen. Pour y parvenir, la présidence française s'est engagée, comme le suggérait la déclaration solennelle adoptée à Stuttgart, dans la voie d'un recours plus fréquent au vote à la majorité : ainsi une douzaine de textes importants – règlements réformant la politique agricole commune, règlement fruits et légumes, nouvel instrument de politique commerciale – ont-ils été adoptés à l'issue d'un vote.

Les négociations relatives à l'élargissement de la Communauté ont été *accélérées*, et il a été maintenu qu'elles devraient être achevées au 30 septembre prochain de manière à rendre possible l'adhésion effective de l'Espagne et du Portugal au 1ᵉʳ janvier 1986. Ces échéances devraient être respectées, sans pour autant que soient abandonnés les intérêts légitimes des producteurs de l'Europe des Dix, en particulier des producteurs français.

Conformément à l'attente de ses citoyens, les Dix ont esquissé les *orientations autour desquelles* l'Europe s'organisera dans l'avenir. Deux comités ont été créés pour préciser, d'une part, les mesures susceptibles de renforcer l'identité européenne, et, d'autre part, les grandes lignes d'une nouvelle Union européenne.

A Bruxelles, comme à Fontainebleau, l'esprit européen a *été* préservé et les accords passés respectent les principes qui fondent le contrat communautaire : les Dix réaffirment *leur solidarité* tout en excluant les notions de « juste retour » et de « solde net », étrangères à la Communauté.

Des résultats très significatifs

Quelques exemples illustrent la contribution essentielle des deux conseils européens, et en particulier de celui de Fontainebleau, au renforcement et à la relance de l'Europe. Tout d'abord, l'accord des Dix a permis de consolider la PAC, qui constitue l'un des acquis fondamentaux du traité de Rome. En l'absence d'un accord, l'agriculture européenne – et au premier chef l'agriculture française – aurait subi une crise dramatique. Et sur aucun des chapitres *de la réforme entérinée par les décisions* du conseil agriculture du 31 mars dernier, les intérêts des agriculteurs français sont sauvegardés.

La réduction de la production laitière française est relativement faible (3 %). Il semble qu'elle pourra être obtenue sans difficulté majeure, compte tenu du nombre élevé d'agriculteurs qui, à ce jour, ont d'ores et déjà manifesté le souhait de bénéficier des mesures d'aide à la cessation d'activité. De la sorte, le respect des décisions prises à l'échelon européen pourrait être assuré sans qu'il soit porté atteinte ni aux besoins particuliers des *jeunes qui s'installent* ni à ceux des régions défavorisées, telles les zones de montagne ;

Pour la campagne 1984-1985, la *France bénéficie d'une hausse* moyenne des prix agricoles de 5 %, *tandis que ceux-ci baisseront* chez nos principaux concurrents, en raison notamment du démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires (MCM) positifs. Pour la première fois depuis leur création en 1969, ces MCM seront démantelés suivant un calendrier précis. Ainsi disparaîtra l'une des principales distorsions de concurrence, qui entravait le fonctionnement du Marché commun agricole.

A Bruxelles d'abord, à Fontaine*bleau ensuite, la Communauté* a autorisé la RFA à apporter temporairement à ses agriculteurs une aide destinée à compenser les effets de la suppression des MCM. Cette aide est justifiée par l'ampleur considérable de la baisse du revenu des agriculteurs allemands, qui a atteint 20 % en 1983 par rapport à 1982 – contre 3 % en France.

Enfin, celle-ci a obtenu la mise en œuvre d'un nouveau règlement fruits et légumes, qui répond aux demandes des producteurs des régions méditerranéennes de la Communauté, et l'ouverture de négociations au GATT pour limiter les impor*tations de produits de substitution* des céréales d'origine américaine.

Le conseil européen de Fontainebleau a en outre apporté une solution au lancinant problème du déséquilibre budgétaire britannique. Ce faisant, il a débloqué la mise en œuvre d'une véritable maîtrise des dépenses budgétaires, dont le principe avait été adopté à Bruxelles. L'objectif recherché consiste à maintenir la croissance du budget de la Communauté dans des proportions raisonnables, au regard des efforts que la maîtrise des budgets nationaux impose aux populations des Etats membres. Un effort de maîtrise *budgétaire garantira que les mesures* de rigueur, indispensables à l'échelon européen, seront réparties sur l'ensemble des secteurs d'activités de la Communauté, et non seulement sur l'agriculture.

De même, du fait de l'accord sur la correction du déséquilibre budgétaire, les Etats membres vont pouvoir procéder à l'augmentation du pla*fond des ressources propres* de la Communauté, qui devrait passer, au 1ᵉʳ janvier 1986, de 1 % à 1,4 % de TVA, puis éventuellement, par décision unanime des Dix, à 1,6 % au 1ᵉʳ janvier 1988. La Communauté pourra ainsi bénéficier des ressources indispensables pour financer dans de bonnes conditions son élargissement à l'Espagne et au Portugal, et mettre en œuvre de nouvelles politiques, par exemple dans les domaines des transports, de l'environnement ou de la *recherche*.

L'accord sur le budget

L'accord sur la compensation britannique est en lui-même satisfaisant à bien des égards. Il ne met pas en cause les principes essentiels de la Communauté et des ressources propres, dans la mesure où les prélèvements et droits de douane versés par le Royaume-Uni sont dorénavant exclus du calcul de la compensation. *Il est limité dans le temps, puisque* son application est liée au relèvement du plafond des ressources propres : la correction subsistera tant que ce plafond restera à 1,4 %. Aucun mécanisme éternel n'a été mis en place. Enfin, il est nettement moins avantageux pour le Royaume-Uni que l'accord de mai 1980, dont ce pays avait bénéficié pour les années 1980 et 1981 : le déséquilibre pris en compte est plus étroit, et le taux de compensation est inférieur : *66 % contre 110 % en 1980* et 130 % en 1981. Et la compensation versée est elle-même moins importante, en valeur réelle – 1 000 millions d'ECU pour 1984 et 1 385 environ pour 1985, contre 1 175 pour 1980 et 1 410 pour 1981.

Le problème budgétaire allemand est réglé à un moindre coût, puisque la RFA paiera les deux tiers de sa part normale dans le financement de la correction britannique, au lieu de la moitié en *1982* et *1983*.

Ayant ainsi résolu les derniers contentieux hérités du passé, le conseil européen a pu, à Fontaine*bleau, se tourner vers l'avenir. Il a* prévu la création d'un comité *ad hoc*, chargé de mettre rapidement en œuvre diverses mesures destinées à rendre l'Europe mieux perceptible par chacun de ses citoyens. Elles sont pour certaines symboliques – drapeau et hymne européens, équipes *sportives communes* –, *d'autres* concernent des domaines fondamentaux pour la société européenne, par exemple la lutte contre la drogue ou les actions permettant à la jeunesse de l'Europe de participer concrètement au développement du tiers-monde.

*Il a également été décidé à Fontai*nebleau que les travaux du conseil des ministres en matière de circulation et de liberté d'établissement seraient *accélérés. Lorsqu'elles* seront entrées dans les faits, ces mesures traduiront pour chacun d'entre nous, dans sa vie quotidienne, la réalité de l'Europe.

Enfin, un comité spécial, composé de représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, a *pour mission de préparer l'avenir de* l'Europe sur le plan institutionnel. Il devra notamment émettre un certain nombre de suggestions pour améliorer le fonctionnement de la Communauté, en particulier dans le domaine politique.

Sur des sujets aussi sensibles, et à *l'issue d'une longue crise* qui pouvait remettre en cause l'existence même de la Communauté, il est remarquable que les Dix aient ainsi marqué *leur volonté de s'attacher sans plus* tarder à l'action. Faut-il y voir quelque inconscience, ou des gestes sans lendemain ? Non, sans aucun doute. *L'Europe des Dix a survécu à de* nombreuses crises ; elle vit, travaille et s'organise pour le siècle futur.

Aujourd'hui retrouvée, et unie dans l'effort, l'Europe s'est remise en marche pour répondre à l'attente de ses peuples et de sa jeunesse. La présidence française y a largement contribué. L'opinion internationale l'a compris comme cela. C'est un honneur pour elle, et un encouragement formidable pour tous ceux qui, en *France et en Europe, ont foi dans* l'avenir du Vieux Continent.

(*) Ministre des affaires européennes dans le dernier gouvernement Mauroy.

étranger

DIPLOMATIE

Bataille pour deux présidences européennes

Deux présidences européennes, celle de la Commission de Bruxelles et celle du Parlement de Strasbourg, font actuellement l'objet d'une bataille dont la discrétion ne doit pas dissimuler l'âpreté.

La seconde, il est vrai, prendra la semaine prochaine, avec la première session de la nouvelle Assemblée, un caractère public. Deux groupes ont déjà désigné leur président : les libéraux avec Mme Simone Veil, et les socialistes avec M. Rudi Arndt (RFA), le Belge Ernest Glinne ayant été, pour rester fidèle à la tradition, victime des divisions entre Wallons et Flamands. Mais la lutte pour la présidence du Parlement sera d'une autre ampleur.

On prête à M. Pflimlin, ancien maire de Strasbourg, l'intention de briguer une fonction dans laquelle les deux précédents titulaires, Mme Veil et M. Piet Dankert (socialiste néerlandais) se verraient pour leur part assez bien reconduits. Existe-t-il, comme certains le prétendent, un accord secret entre les deux principaux groupes, socialiste et démocrate-chrétien, pour se partager, à raison de deux ans et demi chacun, la présidence de l'Assemblée ? En tout cas, un homme au moins compte bien jouer les trouble-fête, et espère mettre finalement tout le monde d'accord, ou presque : M. Spinelli, l'auteur du fameux rapport sur l'Union européenne, à l'« inspiration » duquel M. Mitterrand a donné son aval le 24 mai dernier. Son apparentement au PCI paraît pour l'instant rédhibitoire à bon nombre d'élus chrétiens-démocrates, en particulier allemands ; mais M. Spinelli aurait quelques amitiés agissantes chez les socialistes, notamment français.

Quant à la présidence de la Commission de Bruxelles, elle ne sera vacante qu'à la fin de l'année, avec le départ de M. Thorn, mais elle suscite déjà toutes sortes de convoitises, de rumeurs et de pressions, qui pourraient retentir jusque sur le changement de gouvernement en France.

Trois candidats se sont officiellement déclarés : MM. Christophersen, ministre des finances danois, Andriessen, commissaire néerlandais chargé de la concurrence, et Davignon, éminente personnalité belge de la commission, responsable de la politique industrielle. Il s'agit notoirement, pour ce dernier, d'un quitte ou double : M. Davignon n'envisagerait pas de demeurer à la Commission, s'il n'en devenait pas le président.

M. Cheysson ou M. Delors ?

Mais deux autres candidatures, non déclarées, voire démenties, n'en passaient pas moins ces jours derniers, pour avoir davantage de chances : celles de M. Cheysson et M. Delors. Le premier partait même favori dans l'hypothèse où il céderait son portefeuille des relations extérieures. Quant à M. Delors, sa candidature faisait, ce mercredi à Bruxelles, l'objet de rumeurs de plus en plus insistantes et convergentes. Elle serait, en toute hypothèse, fort bien accueillie – mieux, même, que celle de M. Cheysson par certains pays, dont la Grande-Bretagne. Si la formation du nouveau gouvernement ne lui apportait pas les satisfactions espérées – mais n'est-ce pas déjà le cas avec l'accession de M. Fabius à Matignon ? – il pourrait donc le confirmer officiellement. Ce qui peut avoir quelques répercussions sur la composition du gouvernement, non seulement rue de Rivoli, mais au quai d'Orsay, et peut-être, par ricochet, dans un ou deux autres ministères. Sans avoir déjà été lui-même commissaire à l'inverse de ce M. Chesson, M. Delors connaît parfaitement la mécanique communautaire. Une mécanique qui semble en revanche lasser M. Pisani, dont le fauteuil à la Commission de Bruxelles pourrait se trouver bientôt vacant.

Il avait beaucoup été dit, jusqu'au sommet de Fontainebleau, en juin, que la présidence de la Commission reviendrait à un Allemand. Le chancelier Kohl aurait finalement fait à M. Mitterrand ce royal cadeau. Un cadeau sans rapport, bien entendu, avec l'accord français sur l'exemption supplémentaire de TVA aux agriculteurs allemands, que Bonn demandait avec insistance, et qui a été concédé à M. Kohl lors du dernier conseil européen...

BERNARD BRIGOULEIX.

Accord soviéto-américain pour la modernisation du « téléphone rouge »

Washington (*AFP, Reuter*). – Le président Reagan a annoncé lui-même, mardi 17 juillet, la signature d'un accord avec l'Union soviétique sur la modernisation du « téléphone rouge » reliant Washington et Moscou, accord qu'il a qualifié de *« pas modeste, mais concret, dans le sens du renforcement de la stabilité internationale »*. Cet accord, a-t-il ajouté, contribuera à *« diminuer le risque qu'un accident, une erreur ou une mauvaise interprétation conduise à un affrontement ou à un conflit entre les Etats-Unis et l'Union soviétique »*.

Le président a précisé que l'adjonction d'un système de fac-similé à la ligne télex existant depuis le 30 août 1963 entre la Maison Blanche et le Kremlin permettrait non seulement d'échanger des messages plus rapidement, mais, pour la première fois, d'envoyer des cartes ou des photos qui pourront jouer *« un rôle crucial en aidant à résoudre certains types de crises ou de malentendus »*.

Un responsable américain a précisé que l'ancienne ligne télex, inaugurée en août 1963, serait conservée parallèlement au nouveau système et que les travaux de modernisation seraient achevés dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois. Quand le nouveau système sera en place, a-t-il précisé, la vitesse de transmission de documents entre Moscou et Washington sera triplée. Les circuits de transmission actuels – deux satellites (dont un Molnya soviétique) et un câble télégraphique – seront conservés, a ajouté ce responsable.

Selon une étude de la Rand Corporation, le téléphone rouge a été utilisé pendant les deux guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, le conflit indo-pakistanais de 1971, l'invasion turque de Chypre en 1974 et l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979. Les Américains se sont refusé à dire s'il avait été utilisé depuis l'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche en 1981.

[Selon le *Washington Post*, les Soviétiques ont refusé deux propositions américaines concernant la modernisation de ce système : une liaison directe entre les états-majors militaires des deux pays et une autre entre chaque capitale et son ambassade auprès de l'autre superpuissance. La signature de cet accord démontre néanmoins que, malgré leur hostilité envers le président Reagan, les dirigeants actuels du Kremlin n'entendent pas renoncer au « contrôle des crises ». Pas plus que leurs prédécesseurs, ces dirigeants n'ont intérêt à se laisser impliquer contre leur gré dans des situations qui ne seraient pas de leur fait et risqueraient de conduire à une dangereuse escalade entre les deux superpuissances.]

Le camion soviétique présenté comme une « valise diplomatique » a quitté la Suisse sans avoir été ouvert

De notre correspondant

Berne. – Comme un coffre-fort de banque suisse, le camion soviétique immobilisé depuis près d'une semaine dans l'enceinte de la mission de l'URSS auprès des Nations unies à Genève (*le Monde* du 17 juillet) aura gardé son secret jusqu'au bout. Aucun accord n'étant intervenu, les Soviétiques ont préféré rapatrier le véhicule litigieux plutôt que de présenter un inventaire de son contenu aux douanes helvétiques. Le poids lourd, toujours plombé, est reparti mercredi matin 18 juillet, à 5 h 30, pour Moscou via Bâle et l'Allemagne fédérale.

Alors que les pourparlers étaient au point mort, la mission soviétique avait demandé, mardi, que le camion puisse quitter la Suisse avec son chargement. Jusqu'au dernier moment, les Soviétiques se sont obstinés à vouloir faire passer ce camion de 9 tonnes pour une « valise diplomatique ». De leur côté, les douanes helvétiques n'ont cessé, tout aussi fermement, de réclamer un inventaire du convoi, comme il est d'usage pour les chargements diplomatiques.

J.-C. B.

[Aucune indication, et pour cause, n'a pu être recueillie sur le contenu du camion-valise. Mais l'explication la plus simple qui vient à l'esprit est qu'il s'agit de matériel d'écoute. La délégation de l'URSS auprès du centre européen des Nations unies est proche de la mission des Etats-Unis, et il peut être intéressant pour les Soviétiques de savoir ce que se disent entre eux leurs homologues américains, notamment lors des discussions sur le contrôle des armements.]

PROCHE-ORIENT

Israël en mal d'Israël

(Suite de la première page.)

Dix heures du matin, au cœur de la Jérusalem ancestrale. Dans le Yeshiva, Ateret Cohanim, l'une des deux seules écoles religieuses juives implantées en quartier arabe, l'incessant bruit de ruche des élèves à l'étude étouffe la rumeur venue du souk. La quarantaine souriante, le rabbin Shlomo Aviner, maître des lieux, né en France, se présente comme une « colombe » du Goush Emounim (Bloc de la foi), le mouvement annexionniste auquel appartiennent la plupart des terroristes emprisonnés.

« Je désapprouve leurs actes, explique-t-il d'une voix douce et persuasive, *mais je comprends leurs intentions. Ils voulaient exprimer leur colère contre la complaisance dont bénéficiaient ceux qui ont pour seul objectif la disparition d'Israël. Je crois au messianisme, car la résurrection du peuple juif est la clé d'or de la réussite de l'histoire humaine. Mais je condamne ceux qui veulent faire sauter les deux grandes mosquées de Jérusalem. Leur geste relève d'un mysticisme quasi magique. Je respecte l'État. Pourtant, il faut savoir désobéir aux lois quand elles sont immorales. La colonisation d'Eretz Israël* [l'Etat juif dans ses frontières bibliques] *est la loi suprême. »*

« Nous n'avons rien contre les Arabes, poursuit-il. *En tant qu'individus, ils méritent respect. Ils ont toujours droit au statut de résident étranger prévu par la Torah. D'ailleurs, certains profitent de cette possibilité que nous leur donnons. Mais, question souveraineté, cette terre nous appartient. Une absence forcée de deux mille ans ne peut nous priver de nos droits historiques. En venant à la Yeshiva, mes élèves reçoivent souvent des pierres. Moi-même, j'ai été attaqué trois fois. Ce sont des accidents du travail. »*

« A court terme, reconnaît-il, *le problème palestinien est sans solution. Mais les Arabes changeront d'avis. Si nous sommes puissants, ils nous accepteront. »* Shlomo Aviner est avant tout un homme d'étude. Il rassemble avec soin et publie les leçons du rabbin Kook, maître à penser du sionisme religieux. Le soir, il est aussi colon à Beït El, petite implantation proche de Ramallah. *« Vous savez,* soupire-t-il, *nous avons assez de nous balader le pistolet à la ceinture. Le sionisme est le mouvement le plus moral qui soit. »*

Khomeinisme juif ?

Pour les théoriciens du Goush Emounim, c'est le *« doigt de Dieu »* qui désigna les territoires occupés – ou plutôt *« libérés »* – en 1967. Dieu, disent-ils, nous veut *« ici et maintenant »*. A leurs yeux, rendre un seul pouce d'Eretz Israël à un pouvoir arabe quel qu'il soit ne constituerait pas seulement une faute politique, mais un péché mortel. Leurs références bibliques n'étant pas innocentes, ils assimilent les Palestiniens de 1984 aux Amalécites, le peuple que Josué avait reçu mission de détruire.

Khomeinisme juif? Les disciplines du Goush Emounim, en tout cas, font de la Bible une lecture rigide, exclusive, fondamentaliste. N'évoquent-ils pas le *« joug de la Torah »* ? Il en résulte une démarche politique irrationnelle, ethnocentrique, autoritaire et paradoxalement amorale. Tout est permis aux fils d'Israël, eux qui luttent pour leur survie. Avant de commettre leurs crimes, les membres du réseau anti-arabe faisaient bénir leurs armes par des rabbins.

Ces religieux extrémistes, pour qui la rédemption du peuple juif est liée à celle de sa terre, vouent aux rocailleuses collines de Judée-Samarie un attachement viscéral. *« Ils réduisent le judaïsme tout entier à une religion,* écrit le romancier Amos Oz, *la religion entière à un culte et le culte à un unique élément : l'intégrité territoriale... Mais il n'existe pas de terre opprimée. Il n'y a que les hommes opprimés pour lesquels le mot libération revêt un sens précis. Nous n'avons pas libéré Hébron et Ramallah. Nous les avons conquis. »* (1).

Dans la trilogie judaïque terre-peuple-Torah, le Goush Emounim privilégie résolument la terre en négligeant les hommes et l'enseignement moral.

« Notre identité nationale, souligne M. Hareven, *ne peut se réduire à la terre, fût-elle biblique. Celle-ci n'est qu'un lieu où l'on donne un sens à sa vie. »*

Minoritaires mais non marginaux

Les militants du Goush Emounim sont une infime minorité : un Israélien sur mille peut-être. Mais leur influence politique déborde de très loin leur importance numérique. L'idéologie qu'ils prônent de manière exacerbée, on la hume – diffuse et adoucie – dans l'air du temps. La primauté des droits éternels du peuple juif sur le Grand Israël *« de la Méditerranée au Jourdain »*, l'exaltation de la puissance des armes, la croyance grisante que les Arabes comprennent le seul langage de la force, la conviction plus ou moins avouée que sur la terre promise *« il n'y a pas de place pour deux »* : tous ces axiomes expriment l'idéologie au pouvoir que partagent à des degrés divers une bonne moitié d'Israéliens.

Le Goush Emounim naquit sous le règne travailliste. Son fondateur, le rabbin Moshé Levinger, sut d'ailleurs habilement jouer des rivalités qui divisaient alors le parti gouvernemental. Mais c'est avec l'avènement du Likoud qu'il prit son essor. Loin d'être des marginaux, les membres du réseau clandestin appartiennent à l'« establishment » des territoires. Personnages instruits et dévoués, ils furent les figures de proue de la colonisation en Cisjordanie. Avant de devenir des criminels, ils cultivèrent des amitiés dans l'administration et l'armée, reçurent des encouragements en haut lieu, trouvèrent des partisans à la Knesset.

Faut-il s'étonner si, dans le climat actuel entretenu par le Likoud, un groupe d'hommes convaincus et motivés qui avaient eu longtemps les coudées franches choisirent un jour de recourir à l'assassinat en espérant secrètement l'impunité ? Si la violence privée relaya la répression publique jugée à tort ou à raison défaillante, après le meurtre de plusieurs colons juifs à Hébron? En Cisjordanie et à Gaza, l'insécurité n'est pourtant pas l'affaire des seuls résidents juifs. Selon une statistique citée par le *Jerusalem Post*, seize civils israéliens et quatre soldats, mais aussi trente-deux Arabes, sont morts – entre 1978 et 1984, – victimes de la violence politique dans les territoires occupés. Les condamnations officielles du terrorisme juif sont pour le moins ambiguës. Tout en désavouant ces débordements de la *« révolution sioniste »*, le premier ministre, M. Shamir, les attribue à un *« excès d'amour »* patriotique. Avant même que les accusés ne soient jugés, il évoque la possibilité de leur pardonner. Leurs amis et leurs partisans les tiennent pour des *« amants éperdus de Sion »*, peut-être pénalement coupables et politiquement fautifs, mais moralement innocents. L'opinion publique partage assez souvent cette appréciation bienveillante. Selon un sondage du quotidien *Haaretz*, plus d'un Israélien sur trois souhaite, au pire, contre les *« terroristes juifs »*, un châtiment purement symbolique.

Une poussée de chauvinisme

Ces idées déteignent sur la jeunesse. Les enquêtes conduites dans les collèges font apparaître une poussée de chauvinisme et d'intolérance, un mépris accru pour la presse et la démocratie parlementaire. *« Ils sont beaux, bronzés, fiers et libres. Ce sont de vrais sabras modèle 84* note Haaretz. *Mais à les écouter, on frémit. Que disent-ils? « Les Arabes sont des animaux... » « Si on me demande de les jeter à la mer, je n'hésiterai pas un instant... Aucun terroriste ne doit être capturé vivant. »* Ces adolescents ont pour héros le fougueux général Rafael Eytan – « Rafoul » pour tout le monde, – ancien chef d'état-major blâmé après le massacre de Sabra et Chatila. Lorsqu'il visite les lycées, « Rafoul » fait un malheur.

Allié au parti annexionniste Tehiya (Renaissance), « Rafoul » profitera sans doute de cette crispation chauvine. L'extrême droite musclée devrait d'ailleurs réaliser, le 23 juillet, un score sans précédent. Les sondages l'ont créditée de sept à huit sièges (contre trois dans le Parlement sortant). Quant à ces jeunes nourris de certitudes simplistes, ils ne font qu'emprunter au Likoud son langage pratique. Après tout, M. Begin traita les Palestiniens d'*« animaux bipèdes »*. « Rafoul », les comparait aux *« cafards »* et le vice-président de la Knesset conseillait récemment *« d'arracher les yeux des terroristes arabes »*.

« Les Israéliens se répartissent en trois grandes catégories politiques, observe M. Areva. *Deux sur dix se situent très à droite, à peu près autant sont résolument à gauche. Le reste, soit plus d'un citoyen sur deux, a des opinions ambivalentes, notamment envers les Arabes. Beaucoup donc dépend des chefs. M. Begin avait plutôt fait fond sur la peur de ses compatriotes. D'autres dirigeants peuvent solliciter des sentiments moins négatifs. »*

Cette « peur géographique » reste une donnée majeure de la psychologie israélienne. La *« ligne verte »* – celle qui marquait les frontières d'avant 1967 – *« n'existe plus »*, répète volontiers M. Shamir. Mais il est peut-être électoralement utile de rafraîchir les mémoires. Des militants du Likoud sont allés, il y a peu, en un geste d'exorcisme, peindre en vert le macadam entre Netanya et Tulkarem, là où, sur l'ancienne frontière, l'Etat juif était naguère le plus fragile. Et c'est le travailliste Abba Eban qui disait un jour : *« La ligne verte, c'est la ligne d'Auschwitz. »*

Israël apprendra-t-il, comme le souhaite Amoz Oz, *« à se libérer des cauchemars du passé et des rêves de grandeur »* ? Le vieux *« complexe de Massada »* n'est pas mort. La tentation de l'isolement altier face à un monde hostile demeure vivace. Elle découle d'un raisonnement fataliste qu'on peut résumer ainsi : *« Les Arabes nous haïssent et ne songent qu'à nous exterminer. Des décennies passeront avant qu'ils ne nous acceptent vraiment. En attendant, tout compromis territorial porterait atteinte à notre sécurité. Les Israéliens qui pensent autrement sont au mieux des naïfs, au pire des traîtres. »* Le spectre d'un monde arabe menaçant légitime l'intransigeance spartiate qui brûle le regard et empêche d'engager le pari de la paix. Ce que le poète et chantre du sionisme pionnier Haim Gouri appelle un *« désespoir historique »*.

« Sommes-nous devenus des pharaons ? », interroge l'éditorialiste du *Jerusalem Post*. Depuis dix-sept ans, l'Etat hébreu est bon gré mal gré une mini-puissance coloniale qui fait régner sur Eretz-Israël un double régime juridique. Pour le philosophe Yirmyahu Yovel, cette réalité politico-militaire blesse la morale juive : *« Notre attachement aux valeurs humanistes occidentales,* dit-il, *doit rester notre principale force vis-à-vis de nos ennemis. L'immoralité est signe de l'impuissance. »*

L'idéologie du « Grand Israël », estime Amoz Oz, a engendré une forme d'*« autisme moral »* envers les Palestiniens des territoires occupés et risque de ramener le peuple juif à l'époque biblique du *« tribalisme cruel et fanatique »*. Pour lui épargner cette régression historique, un seul choix s'offre sans doute à l'Etat d'Israël : savoir se montrer en même temps *« fort et généreux »*. Tel est peut-être le véritable enjeu stratégique et moral des élections.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) *Les Voix d'Israël*, Calmann Levy, 1983.

Prochain article :

UNE OCCUPATION IRRÉVERSIBLE

Egypte

LA COMPOSITION DU CABINET HASSAN ALI

La constitution, au Caire, du gouvernement du général Kamal Hassan Ali est marquée, outre l'arrivée de M. Esmat Abdelmeguid aux affaires étrangères et du général Ahmed Rouchdi à l'intérieur (*le Monde* du 18 juillet), par plusieurs autres changements de titulaires ou d'attributions dans d'autres ministères, notamment techniques. En voici la liste, publiée le mardi 17 juillet, dans l'ordre de préséance officiel :

– *Education :* M. Abdessalam Abdelghaffar. M. Mustapha Helmi, qui détenait ce portefeuille dans l'équipe sortante, conserve l'enseignement supérieur et la recherche, avec le rang de vice-premier ministre ;

– *Administration locale :* général Hassan Abou Bacha, précédemment ministre de l'intérieur ;

– *Plan et coopération internationale :* M. Kamal Ganzouri, qui, dans le précédent gouvernement, ne détenait que le plan ;

– *Tourisme et aviation civile :* M. Wagih Chindi, qui était auparavant chargé de l'investissement et de la coopération internationale ;

– *Affaires du Parlement (Assemblée et Sénat) :* M. Toufik Ismaïl, précédemment au tourisme, regroupe sur son nom deux anciens ministères d'Etat ;

– *Industrie :* M. Mohamed Abdelwahab remplace M. Mohamed Gharouri ;

– *Pétrole et mines :* M. Abdelhadi Kandil, précédemment à la tête de l'Organisme général égyptien des pétroles, entre au gouvernement à la place de M. Ezzedine Helal ;

– *Habitat et infrastructures :* général Mohsen Sidki. L'habitat a été retiré à M. Hassaballah Kafraoui, qui conserve, dans le nouveau cabinet, la construction, les villes nouvelles et la bonification des terres ;

– *Irrigation :* M. Essam Abdelhamid remplace M. Abdelhadi Samaha ;

– *Affaires du conseil des ministres et développement administratif :* M. Aref Ebeid remplace M. Mahmoud Abdelbaki ;

– *Biens religieux* (islamiques) : M. Mohamed Aboulnour, professeur à l'université islamique El-Azhar, succède au cheikh Ibrahim El-Dessouki. – *(Corresp.)*

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

- ARRIVÉE DU PRINCE NORODOM SIHANOUK A PARIS. – Le prince Norodom Sihanouk, président du gouvernement cambodgien de coalition, est arrivé mercredi 18 juillet à Paris en provenance de Pékin. L'ancien chef d'État du Cambodge se rend fin juillet en Egypte avant d'être reçu le 8 août par le président Mitterrand. (Voir *le Monde* daté 15-16 juillet).

États-Unis

- UN ATHLÈTE POLONAIS DEMANDE L'ASILE POLITIQUE. – L'athlète polonais, Edward Sliwinsky, médaille d'or aux Olympiades des handicapés le mois dernier, a décidé de rester aux Etats-Unis, où il a demandé l'asile politique. M. Sliwinski, âgé de vingt-quatre ans, se trouve actuellement sous la protection du FBI, pendant que sa demande est examinée par les services compétents » *(AFP.)*

Maroc

- HASSAN II ET LA COMMUNAUTÉ ISRAÉLITE. – Le secrétaire général du Conseil des communautés juives du Maroc, M. David Amar, a été décoré par le roi Hassan II de l'ordre du Trône, l'une des plus hautes distinctions marocaines, a t-on appris de source officielle marocaine mardi 17 juillet.

Cette décoration a été remise à M. Amar par le roi à l'occasion de la fête de la Jeunesse célébrée la semaine dernière au Maroc. Lors du congrès bi-annuel du comité des communautés israélites du Maroc, qui s'était tenu en mai a Rabat, M. Amar avait déclaré : *« La coexistence fructueuse entre juifs et Arabes est une réalité que nous vivons quotidiennement au Maroc. »* *(AFP.)*

Pérou

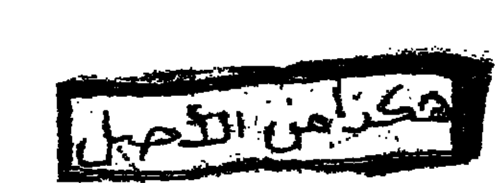
- LE TIERS DU PAYS DANS LE NOIR. – Les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux ont commis dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 juillet une série d'attentats, qui ont plongé le tiers du pays dans l'obscurité. Quinze bombes ont explosé à Lima, la capitale, et à Arequipa, dans le sud du pays, faisant voler en éclats plusieurs locaux de sociétés ou d'organisations soviétiques *(Reuter.)*

Tchad

- DEUX MIG NIGÉRIANS ÉGARÉS. – Deux chasseurs-bombardiers Mig-23 de l'armée de l'air nigériane ont atterri, lundi 16 juillet, sur l'aéroport de N'Djamena, après s'être égarés. Contrairement à certaines informations, ces deux avions n'ont pas été interceptés par des Mirage et des Jaguar français de la force Manta basés au Tchad. M. Allam-Mi, ambassadeur du Tchad à Paris, a indiqué mardi que les deux appareils nigérians, gênés par des vents de sable, ont demandé à la tour de contrôle l'autorisation d'atterrir, qui leur a été immédiatement accordée. Ils s'apprêtent à repartir pour le Nigéria, après les formalités d'usage, a ajouté M. Allam-Mi. A Paris, le ministère de la défense a confirmé, ce mercredi matin, cette version des faits.

Vietnam

- LES DÉPOUILLES DE HUIT SOLDATS AMÉRICAINS RESTITUÉS AUX ÉTATS-UNIS. – Le Vietnam a remis mardi 17 juillet les dépouilles de huit soldats américains, disparus pendant la seconde guerre d'Indochine, à une délégation militaire américaine venue de la base américaine de Clark aux Philippines. Selon le Pentagone, 2 490 soldats américains sont toujours portés manquants. – *(AFP)*.



AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA CONVENTION DE SAN-FRANCISCO

Les délégués démocrates ont accueilli par une ovation le discours du pasteur Jackson

De notre envoyé spécial

San-Francisco. – MM. Hart et Jackson ont déjà reçu leur prix de consolation lors de la discussion, mardi 17 juillet, sur le programme électoral du parti. Ce mercredi, les trois candidats à l'investiture démocrate auront compté leurs voix, et, jeudi (c'est maintenant joué), les délégués partiront, unis derrière M. Mondale, à la bataille contre M. Reagan.

L'ancien vice-président a dû composer pour arriver à un tel résultat, mais à en juger par le discours de M. Jackson, mardi, le marché n'était pas mauvais. Puissant et inspiré, sans rien concéder de ses idées tiers-mondistes, mais extrêmement prudent et modéré, le pasteur baptiste a su se faire ovationner par la convention entière et montrer quel draineur de voix noires il sera d'ici à novembre. Ce fut un grand moment oratoire, fascinant, car M. Jackson a décidément réussi à s'imposer, lui, un Noir, comme l'une des toutes premières figures du Parti démocrate.

Les marchandages d'abord. Cinq différends portant sur le programme politique élaboré le mois dernier en commission restaient à trancher par la convention. Quatre d'entre eux étaient soumis aux délégués par M. Jackson, le dernier par M. Hart, et les votes promettaient d'être serrés car dans certains cas un glissement des partisans de M. Mondale était possible. Les sentiments pacifistes des délégués pouvaient en effet aider M. Jackson à obtenir de l'éventuel président démocrate l'engagement de pratiquer des coupes sévères dans le budget de la défense et de renoncer à une première frappe nucléaire. La persistance du traumatisme vietnamien pouvait, elle, faire aboutir la proposition de M. Hart d'interdire pratiquement toute intervention militaire à l'étranger – sous-entendu, dans le golfe Persique et en Amérique centrale.

Tablant sur les sentiments antiracistes de la convention, M. Jackson avait également des chances de faire interdire dans le Sud, où elles sont pratique courante, les primaires démocrates à deux tours qui, selon lui, permettent aux voix blanches de se regrouper au second tour sur un candidat à la candidature blanc. Dernier problème : le pasteur baptiste voulait faire accepter par les démocrates la pratique des quotas d'embauche parfois réservés aux Noirs et aux autres minorités dans le cadre de la politique d'intégration au monde du travail des communautés défavorisées. Il n'avait aucun espoir de gagner un tel vote, mais celui-ci aurait tracé une barrière raciale parmi les délégués.

Des succès pour M. Mondale

La veille (*le Monde* du 18 juillet), les trois candidats à l'investiture s'étaient réunis pour voir comment travailler ensemble à la victoire de celui que les délégués auraient désigné. Toute la nuit et toute la matinée, leurs collaborateurs ont négocié dans un demi-secret. M. Mondale n'a finalement rien cédé, ni sur le budget de la défense, ni sur la première frappe, ni sur la suppression des primaires à deux tours qui aurait fait basculer trop de démocrates du Sud vers les républicains. On a voté sur ces trois points et M. Mondale a gagné. Sur la question des quotas en revanche un amendement-miracle à l'amendement Jackson a noyé le poisson et la commission a entériné par acclamation le texte modifié du pasteur. Quant à M. Hart il a eu mieux encore : son texte a été adopté tel quel, après qu'un membre de la Chambre proche de M. Reagan en eut fait une exégèse limitant son application à l'Amérique centrale.

Avertis à l'avance de ce qui se tramait par les télévisions, les délégués de chaque camp ont vite compris que leurs chefs de file s'étaient mis d'accord. Il n'y a pas eu de ratés, mais des ovations avant que M. Jackson ne prenne la parole.

Pour une bonne partie de la salle, il sent le soufre, soit parce qu'il a bousculé le Parti en brisant le monopole blanc de la candidature à la Maison Blanche, soit parce qu'il a trop de sympathie pour les sandinistes et de compréhension pour M. Castro, soit encore parce qu'il a souvent donné le sentiment de voir dans les juifs américains des ennemis personnels.

D'emblée ou presque, il s'attire des applaudissements nourris en affirmant sa loyauté au Parti. « *Je demande votre vote* (...), dit-il, *mais je serai fier de soutenir celui qu'aura investi la convention.* » Puis il souligne ce dont il doit être remercié (« *Dans les bons moments de ma campagne, j'ai fait un peu de bien (...), tiré quelques-uns* [les abstentionnistes noirs] *de l'indifférence et l'apathie* »), et s'excuse de ce qui peut lui être reproché : « *Dans les mauvais moments*, dit-il, *j'ai ravivé les peurs de certains* [les juifs] : *pardonnez-moi, je vous en prie.* »

Dans ce pays chrétien, les délégués sont maintenant chauffés à blanc, et M. Jackson, invoquant l'ancien vice-président, M. Hubert Humphrey, père spirituel de M. Mondale, plaide pour la réconciliation du Parti, après une lutte qui « *devrait nous rendre meilleurs et non amers* ». Ses mains s'agitent, sa voix s'enflamme, les formules ciselées et rimées s'entrechoquent et la « *coalition arc-en-ciel* », chère à M. Jackson, déploie ses couleurs « *rouge, jaune, brune, noire et blanche* » devant une convention fascinée et appelée à inclure les « *Arabes américains* » dans l'alliance des minorités derrière le Parti.

Plutôt Roosevelt que Reagan

Voilà qui est peut-être un peu dur à faire passer, mais M. Jackson ajoute aussitôt les handicapés à l'arc-en-ciel et lance (énorme ovation) : « *Je préfère Roosevelt dans sa chaise roulante à Reagan sur son cheval.* » La politique économique du président sortant est alors longuement démolie à cause de ses conséquences sociales. M. Reagan, dit-il, « *essaie de substituer les drapeaux et la prière aux emplois et à la nourriture (...). Il a supprimé les bons alimentaires (...) et dit « Priez »*. « *Mais, dans la prière*, poursuit M. Jackson, *vous êtes supposé remercier Dieu de la nourriture que vous allez recevoir, et non de celle qu'on vient de vous enlever.* »

« *Le boom de 1984 sera le boomerang de 1985* », lance-t-il encore, avant de passer à la politique étrangère. Il plaide pour la paix contre les armements nucléaires, défend Solidarité (« *un syndicat légitime* »), mais demande que les Etats-Unis condamnent aussi fermement l'apartheid sud-africain que le général Jaruzelski. Sur le Proche-Orient, il évite de prononcer le nom de l'OLP, mais parle de la nécessité d'une « *reconnaissance mutuelle fondée sur les accords de Camp David* ».

Paraphrasant le plus célèbre des discours de Martin Luther King, M. Jackson en est à sa péroraison. Les démocrates, explique-t-il, doivent avoir une « *vision* » et inspirer « *le rêve et l'espoir* », afin que l'on vote pour eux et non pas seulement contre M. Reagan. « *Rêvez*, crie-t-il à la jeunesse des taudis. *Ne mettez pas de drogue dans vos veines, mais de l'espoir dans vos esprits.* »

« *Rêvez*, poursuit-il, *de paix, en choisissant la race humaine contre la course au nucléaire.* » « *Rêvons de médecins, mais de médecins plus préoccupés de santé publique que de richesse personnelle.* »

« *La foi, l'espoir et les rêves prévaudront* », conclut-il, en répétant trois fois : « *Notre temps est venu. Notre temps est venu. Notre temps est venu.* » Le temps de qui ? La réponse était, bien sûr, à la carte.

BERNARD GUETTA.

AFRIQUE

Guinée-Bissau

Le président Viera a remanié le gouvernement

Le président de la Guinée-Bissau, le général Joao Bernardo Viera, a annoncé, mardi 17 juillet, la composition de son nouveau gouvernement. Ce remaniement ministériel était attendu depuis deux mois, à la suite des élections législatives et de la désignation du chef de l'Etat. L'ancien premier ministre, M. Victor Saude Maria, avait été démis de ses fonctions en mars dernier, après avoir été accusé d'une tentative de coup d'Etat. Les deux vice-présidents du Conseil d'Etat (dont le général Viera est le président), M. Paulo Correia et le colonel Iafai Camara, conservent une place éminente dans le nouveau gouvernement, où ils occupent respectivement les fonctions de ministre de la justice et de ministre des forces armées.

La plupart des membres du nouveau cabinet occupaient déjà des fonctions ministérielles dans le précédent, ou en avaient occupé auparavant. Toutefois, le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Julio Semedo, qui est membre du comité central du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC), n'avait fait partie, jusqu'à présent, d'aucun gouvernement. Il succède à ce poste à M. Fidelis Cabral d'Almada, qui devient ministre de l'éducation. Parmi les principaux ministres, on relève les noms de MM. Vasco Cabral (ministre auprès de la présidence, chargé des affaires économiques) et Bartolomeu Simoes Pereira (coordination économique, plan et coopération internationale). Le colonel José Pereira (sécurité nationale et ordre public) et M. Victor Freire Monteiro (finances) conservent leurs attributions. – (*AFP.*)

ASIE

LU

« LES DIABLES DE PAPIER », de P. FRANCHINI et J. PASQUALINI

Le roman d'une conspiration à Pékin

UN jour de l'été 1951, la presse chinoise annonce la condamnation de sept « espions » étrangers de nationalités diverses mais tous présentés comme des agents des Etats-Unis. Chef d'accusation principal : avoir participé directement ou indirectement à un projet d'attentat contre le président Mao Zedong et d'autres dirigeants de la révolution chinoise. Corps du délit : un mortier de tranchée « découvert » au domicile de l'un des accusés, italien, et qui devait servir à bombarder la tribune officielle de la place Tien-An-Men le 1er octobre 1950, jour anniversaire de la fondation de la jeune République populaire.

Histoire énorme et que l'on rangerait dans la catégorie des épisodes imaginaires si ne subsistaient aujourd'hui des traces du procès – ainsi que quelques témoins, proches de ceux qui en furent les victimes. C'est de cette affaire que Philippe Franchini et Jean Pasqualini ont choisi de faire un roman, dont les principaux protagonistes ont bel et bien existé, et qu'ils relatent dans un esprit, pourrait-on dire, d'autant plus véridique qu'il procède de la fiction.

1950 : la guerre de Corée bat son plein et la Chine communiste à peine naissante se sent menacée. Contre-attaque sur le Yalu et jusqu'au 38e parallèle, mais aussi sur le front intérieur : il s'agit de démontrer la réalité et la gravité des menaces que fait peser un impérialisme américain dont les souvenirs sont encore tout proches, puisque les bagages laissés par quelques-uns de ses représentants sont encore en terre de Chine. Invention ? Pas seulement chinoise en tout cas, puisqu'il ne manque pas à Pékin de survivants de l'époque des compradores, rêvant d'un MacArthur libérateur qui ferait sentir aux « rouges » toute la puissance de l'Amérique.

Chacun se connaît, de près ou de loin, dans ce petit monde désemparé par les bouleversements qu'ont entraînés la fin de la seconde guerre mondiale et la victoire des communistes sur les troupes de Tchiang Kaï-chek. Toutes sortes de personnages s'y côtoient – avec plus ou moins de sympathie – de l'ancien missionnaire devenu évêque auxiliaire à l'antiquaire douteux prêt à tout pour de bonnes affaires, en passant par une brochette d'Italiens et d'Allemands rescapés de leurs fascismes respectifs, un archéologue français convaincu que ses recherches finiront tôt ou tard par intéresser le nouveau régime, un malheureux Japonais, enfin, vulnérable survivant des armées impériales d'occupation.

Il fallait toute l'imagination des services chinois de sécurité pour concevoir l'idée d'un complot meurtrier dont ces fragiles individus auraient été les acteurs potentiels. Et tel est bien le thème de ces *Diables de papier*, où l'on voit naître dans la tête du jeune Ma Yunshan – expressément sollicité par ses chefs – toutes les péripéties d'une conspiration qu'il s'agira ensuite, mais ensuite seulement, de faire avouer par les intéressés. Aveux d'autant plus indispensables que les faits incriminés sont difficiles à croire et qu'eux seuls peuvent rendre tangible le danger intérieur que l'on veut dénoncer.

Un « rite expiatoire »

Jean Pasqualini a déjà décrit dans son *Prisonnier de Mao* (1) l'impitoyable mécanique des interrogatoires aux mains de la sûreté chinoise, l'usure de la faim et du manque de sommeil dont souffrent les détenus, les frêles espoirs qui font consentir à admettre pratiquement n'importe quoi. Il s'agit cette fois d'un roman, écrit à deux de surcroît, autorisant donc quelques légèretés – comme l'évocation des *fantasmes amoureux du jeune Ma* – qui n'auraient guère trouvé leur place dans un témoignage.

Mais il reste, à travers ce récit en forme de politique-fiction, le sentiment d'une fascination multiple. Pour la Chine d'abord, familière aux auteurs et dans une réalité assez différente de celle que suggère les images aseptisées de la propagande officielle. Peut-être aussi pour un monde disparu, le Shanghai des années 30, dont la rumeur bourdonne à travers les souvenirs de ces hommes et de ces femmes désormais aux prises avec cette « *machine purificatrice aux odeurs fades de désinfectant* ».

Mais fascination aussi, plus étrange et paradoxale, pour le « *rite expiatoire* » dont fait partie ce montage pseudo-judiciaire. Un sentiment de compréhension était déjà perceptible dans l'image que le *Prisonnier de Mao* donnait de ses geôliers. On frôle l'estime lorsque Philippe Franchini et Jean Pasqualini exonèrent le « *cadre Ma* » – qui a conduit l'affaire de bout en bout – du sang finalement versé, comme si l'homme qui n'a cessé de promettre la clémence de la justice du peuple à ceux qui reconnaîtraient leurs « crimes » était trop intègre pour avoir voulu cela.

ALAIN JACOB.

(1) Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao – Sept ans dans un camp de travail en Chine*, Gallimard, 1975.

Les Diables de papier, de Philippe Franchini et Jean Pasqualini, Presses de la Cité, 263 p., 75 F.

EUROPE

Espagne

Les représailles de l'ETA contre les intérêts français demeurent limitées

De notre envoyé spécial

Bilbao. – « *Une campagne sans précédent de l'ETA contre les intérêts français au pays basque ? Cette crainte me paraît exagérée. Ce n'est pas la première fois que des objectifs français sont atteints dans la région ; de plus, le actions de ces derniers jours ne dénotent pas un niveau d'organisation très élevé. Brûler de nuit une voiture est à la portée de n'importe qui. Ce qui attire l'attention, au contraire, c'est la faiblesse de la riposte de l'ETA par rapport aux mesures prises contre elle en territoire français.* »

Le patron, qui nous tient ces propos, en a vu d'autres : chef d'une filiale d'entreprise française installée au Pays basque, il y a plusieurs années qu'il ne se déplace qu'envoiture blindée, et sa firme a déjà été victime de sept attentats. Il n'est pas le seul à vouloir tempérer les craintes surgies au nord des Pyrénées : les milieux d'affaires et les diplomates français du Pays basque espagnol n'ont pas le sentiment d'être au bord de l'embrasement général.

Certes, de nombreuses voitures immatriculées en France ont été incendiées ces derniers jours. La presse espagnole a mentionné le cas de quatre véhicules brûlés dans les rues de Pampelune dans la nuit du 13 au 14 juillet.

Une voiture française a été incendiée la même nuit dans un camping près de Guernica ; une autre a connu le même sort la nuit suivante, à Ondarroa (le port d'attache des deux bâteaux de pêche mitraillés par la marine française en mars dernier).

Mais ces actions ne sont pas nouvelles. En février et mars derniers, après les premières mesures d'expulsion prises par Paris à l'encontre de Basques espagnols, des bombes avaient déjà explosé en Biscaye et au Guipuzcoa, aux sièges de succursales de banques françaises et de concessionnaires de Peugeot et de Renault. Ces attentats avaient été revendiqués par un mystérieux Comité de soutien aux réfugiés basques. On pense à Bilbao qu'ils étaient l'œuvre de l'ETA-militaire elle-même.

C'est le même comité qui a revendiqué les dernières agressions. Aussi les autorités espagnoles ont-elles adopté plusieurs mesures de sécurité. Le consulat de France à Bilbao est gardé par la police nationale, tandis que la garde civile et la Ertzaina (police autonome basque) ont offert leur protection aux camions français, qui circuleraient à nouveau en convoi, comme en mars dernier. Mais ce système est difficilement applicable aux voitures de tourisme. De même, il est pratiquement impossible de protéger individuellement les deux mille trois cent cinquante-cinq Français officiellement recensés au Pays basque espagnol, dont mille trois cent cinquante-cinq pour la seule province du Guipuzcoa.

Moins de touristes

Malgré le communiqué menaçant à l'égard de Paris, rendu public le 13 juillet par l'ETA-militaire, les milieux français à Bilbao ne semblent pas redouter une escalade périlleuse. L'organisation séparatiste semble avoir perdu, en effet, une partie de sa capacité opérationnelle. En outre, elle a conscience qu'attaquer la France de front rendrait sa position encore plus difficile. « *L'ETA sait qu'elle ne peut pas lutter sur deux fronts à la fois*, affirme un journaliste qui connaît bien les rouages de cette organisation. *La riposte aux mesures prises en France sera donc soigneusement graduée. Evidemment, si Paris accordait une extradition, on peut prévoir une réponse plus dure. De même, on ne peut exclure que l'ETA laisse Iparretarrak se manifester au Pays basque français, après s'y être longtemps opposée ; mais il est peu probable que l'ETA songe à mettre en péril la vie de citoyens français.* »

Les actions de ces derniers jours, malgré leur caractère limité, risquent-elles d'affecter le mouvement touristique dans la région en incitant les Français à rebrousser chemin ? Les responsables du tourisme au gouvernement régional de Vitoria ne semblent guère le redouter : le flux de Français dans les trois provinces basques espagnoles n'a cessé de décliner depuis 1980 et n'occupe plus désormais qu'une place marginale (il était l'an dernier en sixième position). Quant aux vacanciers venus des autres pays (au premier rang desquels l'Allemagne fédérale), ils ne semblent pas s'émouvoir des soubresauts politiques de la région. A en juger d'après les réservations hôtelières, Saint-Sébastien devrait connaître cet été sa meilleure saison.

THIERRY MALINIAK.

Bulgarie

● VISITE DU PREMIER MINISTRE YOUGOSLAVE. – Mme Milka Planinc, premier ministre de Yougoslavie, est arrivée à Sofia, lundi 16 juillet, pour une visite officielle de trois jours. Cette visite est la première d'un chef de gouvernement yougoslave en Bulgarie. – (*AFP*).

URSS

● LE FILS D'ANDROPOV AMBASSADEUR EN GRÈCE. – Le fils de Iouri Andropov, l'ancien secrétaire général du PC soviétique, a été proposé au poste d'ambassadeur d'URSS en Grèce. M. Igor Andropov, auparavant numéro deux de la délégation soviétique à la conférence sur le désarmement en Europe (CDE), devrait prendre ses fonctions au début de l'automne prochain, précise-t-on de source diplomatique grecque. – (*AFP.*)

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE DÉVALUE LA MONNAIE DE 20 %

Le nouveau premier ministre travailliste de Nouvelle-Zélande, M. David Lange, bien qu'il n'ait pas encore pris ses fonctions officielles après sa victoire aux récentes élections législatives (*le Monde* du 17 juillet), a procédé, mercredi 18 juillet, en accord avec son prédécesseur, à une dévaluation de 20 % du dollar local. Il a précisé que cette mesure était nécessaire au « *maintien de la crédibilité* » de la Nouvelle-Zélande après les intenses spéculations sur la monnaie nationale. Les évasions de devises du pays ont été de l'ordre de 80 millions de dollars américains par jour, au cours du dernier mois, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a réaffirmé, mardi à Wellington, que la présence éventuelle de navires américains à propulsion nucléaire ou porteurs d'engins nucléaires était essentielle à l'efficacité du pacte de défense régionale entre l'Australie, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande (ANZUS). M. Shultz a précisé, à l'issue d'un entretien d'une heure avec le nouveau chef de gouvernement, que des visites de tels navires dans les eaux territoriales néo-zélandaises n'étaient pas prévues avant six mois. Par ailleurs, le communiqué final de la session annuelle de l'ANZUS, qui s'est tenue lundi et mardi à Wellington, réaffirme la nécessité de maintenir « *l'accès des avions et navires alliés aux aérodromes et aux ports des membres de l'ANZUS pour conserver son efficacité à l'alliance* ». – (*AFP-Reuter.*)

● *Le statut de la Polynésie.* – Le Sénat a adopté, à l'unanimité, mardi 17 juillet, le projet de loi portant statut de la Polynésie française (*le Monde* des 10, 11, 12 mai et 29 juin). Un nouvel intitulé traduisant les modifications apportées au texte a été approuvé : « *projet de loi tendant à doter le territoire de la Polynésie de l'autonomie interne dans le cadre de la République* ».

Le Monde

société

Après les tornades sur les Vosges : 1 milliard de francs de dégâts

Epinal. – Après les tornades qui ont dévasté, le 11 juillet, ont dévasté tout un secteur des Vosges, un premier bilan a pu être établi à la demande du ministère de l'intérieur. Ce bilan fait état de 1 milliard de francs de préjudice. L'Office national des forêts a estimé à 12 000 hectares la surface atteinte, dont 6 000 complètement rasés. Or pour la plupart des communes touchées la forêt constitue la ressource première.

D'autres estimations ont été adressées au ministère de l'intérieur : 1 million de francs de dégâts pour ce qui concerne le réseau EDF, 1 300 000 francs pour le réseau PTT, 5 millions de francs pour les bâtiments publics. En outre, cinquante-quatre maisons sont totalement inhabitables, et les toits de près de neuf cents habitations ont été entièrement soufflés.

Pour l'heure, le plan ORSEC est maintenu. Mille cinq cents hommes travaillent toujours d'arrache-pied à une tâche dont l'ampleur est considérable.

En Haute-Saône, d'autre part, quelque 5 000 hectares de forêt et trente communes du département sont considérés comme sinistrés.

Les ruines d'Escles

Nancy. – Peu après Mirecourt et à la frange de la zone sinistrée, seuls des arbres arrachés et quelques toitures désormais recouvertes de bâches plastiques laissent deviner qu'un sérieux coup de vent a provoqué, il y a peu, des dégâts importants. En fait, le cumulo-nimbus qui s'est déchaîné durant moins de huit minutes, mercredi dernier vers 20 heures, a concentré ses ravages sur un couloir de deux à trois kilomètres de large et d'une soixantaine de long.

Ainsi découvre-t-on tout à coup au détour d'un virage la véritable étendue du cataclysme. C'est le cas d'Escles, un village de trois cent quatre-vingt-dix habitants qui, vu du vallon qui le surplombe, prend des allures de ville bombardée. Pas un toit épargné, des maisons centenaires effondrées. Le clocher de l'église du dix-huitième siècle, fauché à mi-hauteur, a enseveli sous des tonnes de pierres une partie du cimetière. « *J'étais dans mon lit,* ne peut qu'expliquer Georges Anoux, soixante-quatorze ans, *je n'ai pas eu le temps de réagir. La cheminée est tombée dans la cuisine, puis le toit s'est écroulé, ma chambre a été épargnée.* »

Les miracles de ce genre ont été nombreux : si on estime désormais à plusieurs centaines le nombre des sinistrés, à près de trois cents les maisons détruites et à douze mille le nombre d'hectares de forêts anéantis, il n'y a pas eu de victime humaine.

De notre correspondant

Au PC des secours installé dans le presbytère d'Escles cent quatre-vingt-quatre sauveteurs étaient encore inscrits mardi 16 juillet dans la matinée. Un PC sommaire, fort de trois téléphones, où des nappes de papier blanc punaisées aux murs font office de tableaux pour recenser les besoins et répartir la troupe des sapeurs-pompiers et des bénévoles. Le tout fonctionne désormais avec efficacité, même si, une semaine après la catastrophe, Escles garde son apparence de ville sinistrée. Dans les premières heures qui ont suivi le cataclysme, l'organisation des secours, notamment pour les pompiers, a souffert d'un manque de coordination entre la préfecture et le conseil général.

Cent mille tuiles

« *J'ai vu les premiers secours arriver seulement vendredi* », regrette avec amertume Jean-Claude Henwiet, père de cinq enfants, dont le modeste pavillon situé à Hennecourt est désormais réduit à un unique mur de façade et qui vit dans une caravane avec sa famille. « *Les premiers que j'ai vus, la veille étaient les contre-experts. Il en est venu sept dans la journée me proposer une expertise afin de défendre mes intérêts moyennant finances.* »

Les agriculteurs ne peuvent toujours pas utiliser leurs trayeuses électriques ni leurs tanks à lait réfrigérants. Mais, dans cette zone laitière, l'entraide a joué. Les jeunes agriculteurs ont prêté main-forte.

Triées dans les décombres, les rares tuiles intactes ont été réinstallées à la hâte sur les charpentes encore debout. Plus de cent mille tuiles neuves viennent d'être acheminées vers le PC d'Escles, car le surlendemain de la catastrophe de violents orages ont achevé les ravages des tornades. « *Je peux passer le poing au travers de certains de mes meubles tellement ils sont gorgés d'eau* », lance André Herrand dont la maison a disparu lors des huit minutes passées sous le cumulo-nimbus.

Les forêts n'ont pas mieux résisté à ce cataclysme. Entre Escles et Hennecourt, des centaines de chênes centenaires ont été cassés net au tronc à hauteur de 3 mètres. Les sapins ont été arrachés avec leurs racines ou ont éclaté à la base. Le maire de Lerrain estime qu'il faudra cinquante à soixante ans pour reconstituer le patrimoine forestier.

Loin des grands axes routiers, dans un chapelet de petits villages souvent seulement signalés sur les cartes d'état-major, depuis sept jours une partie des Vosges continue de déblayer ses décombres, face à l'indifférence nationale.

JEAN-LOUIS BEMER.

SEPT ÉVASIONS A LA PRISON « MODELO » DE BARCELONE

Sept malfaiteurs, de nationalités espagnole, française et argentine, se sont évadés, mardi 17 juillet, de la prison de Barcelone après une fusillade avec les policiers qui a fait cinq blessés, deux gardes civils, deux passants et l'un des fugitifs. Ce dernier, Juan Eduardo Vilarino, passe pour être le chef de la mafia argentine en Espagne. Un second détenu, Manuel Alcala Ortega, a lui aussi été rattrapé.

Les autorités pénitentiaires de Barcelone avaient aussi annoncé dans un premier temps l'évasion de Jean-Paul Abbato, bras droit du malfaiteur lyonnais Raymond Vacarizzi, assassiné le 14 juillet à la fenêtre de sa cellule (*le Monde* du 16 février). Mais cette information n'a pas été confirmée.

Depuis plusieurs années, la prison « modelo » de Barcelone connaît régulièrement de graves agitations : évasions, mutineries, grèves de la faim ou trafic de drogue. En avril 1983, quarante détenus armés de sabres et de couteaux de leur fabrication avaient attaqué tout un quartier de prisonniers. Cet assaut avait fait un mort et sept blessés.

LE NOMBRE DES DÉTENUS EN FRANCE EST EN BAISSE

Pour le troisième mois consécutif, le nombre de détenus est en baisse. Ils étaient 40 403 le 1er juillet, dont 51,15 % de prévenus, c'est à dire de prisonniers en attente d'un jugement définitif. La baisse du nombre de détenus est de 1,14 % par rapport au 1er juin. Il y avait eu une première diminution de 1,15 % le 1er mai, et de 0,71 % le 1er juin. Sans crier victoire, la chancellerie estime qu'il y a peut-être là une tendance durable, sinon à la baisse, du moins à la stabilisation du nombre de détenus. Les prisons françaises comptent moins de trente mille places.

LA DIX-HUITIÈME ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Hinault dans la pente

Déjà vainqueur au sommet de la Ruchère, à l'issue d'une étape contre la montre en montagne, Laurent Fignon a remporté, mardi 17 juin, la dix-huitième étape Bourg-d'Oisans - La Plagne (1 970 m d'altitude) en lâchant tous ses adversaires. Il compte désormais 8 mn 39 s. d'avance sur Hinault, en difficulté dans les cols savoyards.

La Plagne. – Le Galibier, qui marquait le point culminant du Tour de France avec ses 2 640 mètres, est le plus prestigieux des « cols durs », même si les goudronneuses ont transformé les sentiers de chèvres d'autrefois en large boulevard. A partir de Bourg-d'Oisans, ce boulevard s'allonge sur 45 kilomètres et représente une élévation de 9 % dans sa partie finale. Il vient d'être le théâtre de deux événements importants : l'exploit de Francisco Rodriguez (le premier coureur colombien qui soit parvenu à passer en tête au sommet) et, dans le même temps, l'inquiétante défaillance de Bernard Hinault.

Sur les 140 kilomètres qui séparent le monument Henri-Desgrange de l'arrivée à La Plagne, le routier breton a connu sa plus dure journée du Tour. Lâché dans le Galibier puis dans le col de la Madeleine, il a fait appel à tout son courage, qui est énorme, et à toute son expérience, qui est grande, pour tenter de sauver les meubles. Mais s'il a réussi à rétablir le contact au prix de descentes vertigineuses, il a perdu pied dans le dernier obstacle de l'étape : une rampe de 18 kilomètres qui dût lui paraître interminable.

C'est précisément à cet endroit que Laurent Fignon porta son attaque décisive. En l'espace de deux kilomètres, il rejoignit le Suisse Grezet qui le précédait de 1 mn 30 s à 9 kilomètres du but et il le décramponna aussitôt pour le distancer de 1 mn 4 s sur la ligne d'arrivée. Hinault, quant à lui, n'a pris que la dixième place, avec un retard de 2 mn 58 s. Collé à la route, il s'est trouvé dans l'impossibilité de suivre Delgado, Millar, Munoz ou Criquelion. Il n'était donc pas question pour lui d'accompagner Greg Lemond, Pascal Simon ou Sean Kelly qui ont terminé parmi les premiers à La Plagne et moins encore Laurent Fignon.

Ce qu'on redoutait s'est donc produit. Hinault a flanché en haute montagne. Est-ce le signal du déclin ? On peut le craindre, d'autant que ces fléchissements se sont accentués depuis sa première alerte des Pyrénées. Dans les Alpes – et le verdict paraît sans appel – il a, de toutes façons, subi la loi d'un rival plus jeune, qui bénéficie d'une fraîcheur athlétique et d'une équipe puissante. Il pourra toujours se consoler en constatant que dix-sept coureurs seulement ont limité leur retard à moins de dix minutes. Le Colombien Herrera, vainqueur la veille à L'Alpe-d'Huez, en a perdu le double et Joop Zoetemelk s'enlise dans les profondeurs du classement.

De notre envoyé spécial

JACQUES AUGENDRE.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Pignons sur route

De notre envoyé spécial

La Plagne. – Fignon, encore Fignon, toujours Fignon. Les montagnes de La Plagne ont encore renvoyé une heure durant l'écho se son nom mardi soir. Mais, qui dit Fignon, dit aussi pignon. Le pignon, en cyclisme, surtout lorsque la route monte, c'est quelquefois la clé du succès. Et c'est surtout l'affaire des mécanos. Avec les soigneurs, les mécanos sont dans chaque équipe du Tour de France les premiers levés, les derniers couchés. Dès l'arrivée de chaque étape, c'est à eux que les coureurs confient leur machine.

Le premier soin est le nettoyage. Le vélo est douché, bichonné comme le coureur qui le monte. D'abord au jet d'eau, ensuite à l'éponge trempée dans de grands seaux de lessives appropriées. Débarrassé de ses poussières, de ses éclats de goudron, le voilà ensuite démonté, désossé pièce à pièce. On en retire les roues, on vérifie qu'elles ne sont pas voilées, si peu que ce soit. Un coup de fein sur les rayons et les voilà restituées dans leur perfection initiale. Ensuite, c'est le nettoyage à la brosse de la chaîne, des pignons, des pédales. Vérification encore des directions, dont il faut s'assurer qu'elles n'ont pas pris de jeu, des axes de pédalier, des freins, de leurs câbles, de leurs patins, chaque jour changés.

Chacun de ces gestes s'accomplit avec une sûreté, une dextérité, une rapidité qu'implique le professionnalisme. Le changement de roue en cas de crevaison, le saut de chaîne, ce sont encore les mécaniciens qui sont là pour jouer les voltigeurs.

Les rois des mécanos

Car les mécanos du Tour sont bel et bien des professionnels, des travailleurs à plein temps au service d'équipes auxquelles le calendrier n'accorde guère de répit. La saison européenne sur route achevée, ce n'est plus comme autrefois le temps du repos.

Pour beaucoup, il y a encore les épreuves sur piste de l'hiver, celles des cyclo-cross, et la participation éventuelle à des courses qui se déroulent aux antipodes et qui requièrent toutes une identique assistance.

Le royaume des mécanos, c'est celui des sous-sols, des préaux d'école. En ces lieux retirés, généralement loin des foules, ils besognent en paix, sifflotent même à la manière des artisans qu'ils sont. Par équipe, ils sont deux ou trois. Chez Renault, ces sorciers agiles s'appellent Patrick Charlet et Jacques Marget. Théoriquement, le premier a le rang de chef. Il refuse le titre. « *Chez nous, il n'y a pas de chef.* » Il est entré chez Renault voici maintenant quatre ans. Avant, il travaillait pour le compte de Peugeot. Lui et son compagnon ont toujours vécu dans ce milieu du sport cycliste. Jacques Marget fut naguère coureur.

Il remporta, en 1970, un championnat de France junior. Il guerroya encore en amateur pour l'équipe Mercier de 1973 à 1975. A la fin, il en eut, comme il dit, « *marre de courir* », et ouvrit à Lyon une boutique de cycles qui marchait correctement. Comme bien d'autres, il découvrit malgré tout qu'il s'ennuyait un peu dans ce négoce...

Aujourd'hui, le voilà chez Renault. Avec Patrick Charlet, ils ont à s'occuper de dix-huit vélos, car chacun des dix coureurs de l'équipe doit disposer d'un matériel de rechange. Ces machines, le fin du fin, ont toutes été construites sur mesure, fabriquées en fonction des gabarits de chacun des coureurs, de leur longueur de jambes, de bras, de torse. Avec elles, les mécanos transportent cinq cents boyaux de section et de poids différents selon les lots. Quant aux pignons, qui vont de 13 dents à 28 dents, on ne les compte pas. Un camion les recèle dans de grands tiroirs où ils sont rangés comme des pièces d'orfèvrerie.

Leur choix se fait en fonction des étapes et de leur profil. Pour aller de L'Alpe-d'Huez à La Plagne, les Renault avaient opté pour des plateaux avant de 53 et 42 dents, avec, sur les roues arrière, des pignons de 13, 14, 16, 18, 22 et 24. Les cyclotouristes, fussent-ils du dimanche, mesureront ce que cela veut dire, surtout lorsqu'ils sauront que, dans les cols comme le Galibier, la Madeleine et les 20 kilomètres de montée jusqu'à La Plagne, la moyenne de Laurent Fignon a dépassé les 30 kilomètres/heure. Patrick Charlet et Jacques Marget sont décidément des mécanos heureux.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LE CARNET DU Monde

Réceptions

– L'ambassadeur d'Irak et Mme Mohamed Sadiq el Maschat ont donné une réception lundi à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

– *Emmanuel* et *Christine* DORÉ, née Desbrosses, ainsi que Benjamin, ont la joie d'annoncer la naissance de

Adrien,

le 11 juillet 1984.
106, rue du Faubourg-du-Temple,
75011 Paris.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jacques HINSTIN,
née Lina-Jeanne Picard,

survenu le 13 juillet 1984, dans sa cent cinquième année.

De la part de
Mlle Jacqueline Hinstin,
Mme Pierre Pollak,
Mme Jacqueline Hinstin,
M. et Mme Jérôme Hinstin
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Hinstin
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Poulain
et leurs enfants,
Mme Alain Gaston-Drefus
et ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Pollak
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants,
Et de toute la famille.
Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
48, rue Desbordes-Valmore,
75116 Paris.

– M. et Mme Claude Kellermann
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Kellermann
et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne KELLERMANN,
née Sabeau,

survenu le 12 juillet 1984.
L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Egletons.

24170 L'Ortal, Doissat, Belves.
1, rue Murner,
67000 Strasbourg.

– Françoise et Alain Robert,
Anne et Régis,
Pascale, Benoît,
Frédérique, Vincent.
Marie-Thérèse et François Latapie,
Nathalie, Antoine, Marion.
Claude et Monique Lantz,
Virginie, Olivier, Jérôme.
Jean-Bernard et Danielle Lantz,
Marguerite.
Dominique et Sybille Lantz,
Les familles Bellon, Garrier, Lafaye, Obry,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Mme Simonne LANTZ,
née Lafaye,
pharmacien,

leur mère, grand-mère et parente,
survenu le 15 juillet 1984, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 juillet, à 9 heures, en l'église du Tremblay-sur-Mauldre (Yvelines), où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Refuge,
78490 Le Tremblay-sur-Mauldre.

– Mme Gérard Lefort,
Mlles Fabienne et Séverine Lefort,
Mlle Stéphanie Lefort
et son fiancé,
M. Patrick Martin,
M. et Mme Henri Lefort,
Mme Maurice Pattyn-Sorlin,
Mme Brigitte Lefort,
M. et Mme Guy Fontaine,
M. et Mme J.-François Lefort,
Mlle Bernadette Lefort,
M. et Mme Robert Lavenir,
M. Didier Lefort,
M. et Mme Guy de Seyssel,
son épouse, ses filles, ses parents et belle-mère, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Toute sa famille, ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard LEFORT,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
directeur général et gérant
de la société Amdahl France,

survenu le 14 juillet 1984, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité, le jeudi 19 juillet, à 16 h 30, en l'église Saint-Michel de Chamonix (Haute-Savoie).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Chamonix, où il reposera au côté de son fils,

Frédéric,

cruellement arraché à son affection, le 29 mars 1983.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

148, rue de la Pompe,
75116 Paris.

– Le président et les enseignants de l'université René-Descartes,
Le directeur,
Les personnels enseignant, administratif et de service,
Ainsi que les étudiants de l'Institut de psychologie,
Les membres du laboratoire de psychologie scolaire,

ont la douleur de faire part du décès de

Christiane MOTTIER,
docteur ès lettres
et sciences humaines,

et adressent leurs condoléances émues à sa famille.

– Le président de l'université Bordeaux-I,
Les personnels de l'université,
Et tous les membres de l'Institut régional de gestion,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre RENAULT,
professeur à l'université Bordeaux-I.

Ses obsèques auront lieu en l'église Saint-Pierre de Gradignan, le jeudi 19 juillet 1984, à 8 h 45.

– M. Léon Rosenzweig,
son époux,
Mme Annette Bourrelier,
M. Pierre Rosenzweig,
ses enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Lise ROSENZWEIG,
dite Lise Rosen,
née Weill-Raynal,

survenu le 11 juillet 1984 à Paris, à l'âge de soixante-sept ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière Montmartre.

117, avenue de Choisy,
75013 Paris.
70, boulevard Saint-Michel,
75006 Paris.
43, rue Domrémy,
75013 Paris.

– M. et Mme Emerich Meerson
et leurs enfants,
M. et Mme Cyrus Manzoor,
M. et Mme Laurent Sarfati
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Boublil
et leurs enfants,
M. et Mme Henry Sarfati
et leurs enfants,
Ses très chers amis et parents,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Charles-André SARFATI
avocat à la cour d'appel de Paris,

survenu accidentellement le 15 juillet 1984.
L'inhumation aura lieu le jeudi 19 juillet.
Réunion porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 9 h 45.
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, avenue Bosquet,
75007 Paris.
8, rue Chauveau-Lagarde,
75008 Paris.

– Mme Juliette Zimmermann,
son épouse,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Sa famille,
Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Bernard ZIMMERMANN,

survenu le 14 juillet 1984.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

5, rue Poliveau,
75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

– Mme Pierre-Elie Jacquot,
Le général (CR) et Mme Léon George
et leurs enfants,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

général d'armée (CR)
Pierre-Elie JACQUOT,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

– Mme Gaston Papeloux
et ses enfants

remercient du plus profond de leur cœur les innombrables amis qui leur ont exprimé leur affectueuse sympathie lors du décès de

Gaston PAPELOUX.

– M. et Mme Ronat,
son père et sa mère,
M. Francis Ronat,
son frère,
Et toute sa famille,
Pierre Pica et ses amis les plus proches

remercient tous ceux qui se sont associés à leur douleur lors du décès accidentel de

Mitsou RONAT,

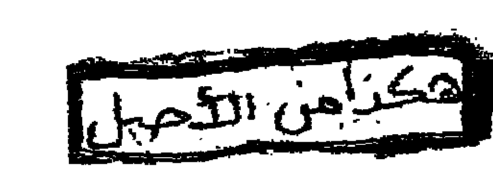
inhumée le 12 juillet 1984, dans la plus stricte intimité, à Cuves près de Clefmont (Haute-Marne), dans le village où elle aimait travailler.

Anniversaires

– Le 19 juillet 1973 disparaissait

M. Ladislas FISCHER.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.



هكذا من الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

WILLEM DE KOONING AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU


ARNOLD NEWMAN

Willem de Kooning 15 juin 1959

La résurrection de la chair

WILLEM DE KOONING est né en 1904 à Rotterdam. Il a donc tout juste quatre-vingts ans. Cette rétrospective au Centre Georges-Pompidou lui rend hommage, un peu différente de celle établie au Whitney et à l'Akademie der Kunst de Berlin (1), certaines œuvres n'ayant, paraît-il, pu voyager jusqu'à Paris. Elle devrait retenir l'attention non seulement parce que jusque-là en France l'œuvre de de Kooning n'a été présentée que rarement et partiellement (la plus importante exposition est celle de 1977 à Grenoble), mais encore parce que, plus que n'importe quel autre représentant de l'école new-yorkaise de l'après-guerre – Pollock, l'autre grand y compris, – celle de de Kooning semble aujourd'hui d'actualité. Pour son refus de l'abstraction comme de la figuration, sa singularité, son attachement au sujet, au modèle, son entêtement à maintenir la présence humaine – en l'occurrence l'image de la femme – et aussi son refus des *ruptures*, de se priver de toutes les richesses passées et présentes, qui situent sa peinture à un carrefour de traditions et de modernité.

Jeune Hollandais sans le sou, débarqué aux Etats-Unis à vingt-deux ans, sans autre projet que de voir le Nouveau Monde, *mais non* sans un solide bagage artistique – une formation classique à l'Académie des arts et techniques de Rotterdam, – de Kooning découvrit à New-York ce qu'il n'attendait pas : une ville en ébullition, où circulaient les idées, une tradition de peinture et de poésie, *une colonie d'artistes, des expositions dans Manhattan* (Cézanne, Matisse, Picasso, Miro, Masson, Ernst). Autant de découvertes qui auront des répercussions sur sa peinture, plus tard, quand le peintre en bâtiment – il faut bien vivre – pourra passer à la peinture tout court, aidé par Arshile Gorky, partageant son admiration pour Picasso, mais aussi influencé par Miro, et Masson, et Matta.

Cubisme et automatisme, figuration et expression spontanée, tout cela, chez lui, le corps de la femme allait en faire les frais, qui allait assurer la continuité et le mouvement de la vie, devenir le point d'ancrage fixe, le symbole, la matrice, la source de toute création, le creuset, la « soupière », pour reprendre l'expression d'Yves Michaud dans le catalogue, la soupière au bouillon de culture et de nature.

De Kooning a mis le temps qu'il fallait pour devenir le de Kooning que l'on sait, celui des violences, jubilant non pas de l'assassinat et des viols exercés à l'encontre de l'image de la femme, mais de l'y mettre dans la peinture, de l'y maintenir coûte que coûte, quitte à passer pour un ringard et le pire des misogynes. Faut-il s'étendre sur le côté « psy » et le compte probable à régler avec la mère dont la biographie du peintre nous dit qu'elle tenait un bar près du port, et dont la vie ne devait pas être si conforme à la morale bourgeoise puisque, au moment du divorce, l'enfant Kooning (le *de* viendra plus tard, comme un besoin de se raccrocher à un lieu) fut confié au père. Il y a peut-être là une donnée, mais cela n'explique pas le problème pictural, vieux comme la peinture, mais posé et traité selon une sensibilité ultra-moderne : celui d'une surface plane à couvrir, et d'un volume à y faire rentrer.

La tournure n'en sera d'ailleurs jamais dramatique. Le de Kooning inquiet n'est pas celui des *Women*, mais celui des anges noirs, du contrecoup de la guerre, des Guernica passés et potentiels, de *Dark Pond*, de *Black Friday*, des nuits à couper au couteau, des toiles en négatif, des descentes au sous-sol, à la nuit des temps, avant le remontée au jour, et même à la lumière méditerranéenne et aux façades crépies (*Attic*, 1949).

Les *Women* de de Kooning, qui viendront après, ce n'est pas triste. C'est simplement phénoménal, événementiel, l'incarnation de la peinture doublée de la reconnaissance de la chair, que l'on peut suivre à la trace, au parcours de la brosse.

« La chair fut la raison d'être de l'invention de la peinture à l'huile », dit quelque part le peintre, dont on reconnaît bien là, à cette vision de l'histoire sur le versant de la sensualité, de la sexualité, les origines.

De la chair rose. Suivre le rose chez de Kooning, c'est une piste intéressante dans le grand chamberdement des tableaux et les mutations successives de la peinture. Depuis les débuts et le rose en plan ou en réserve, transparent et diaphane, ingresque, à la périphérie des figures, lié au vert jade, dans la douceur d'une palette disciplinée par un dessin pointu, oscillant entre des formes organiques et la représentation de la figure humaine, frontale, debout ou assise – ce qui est plus compliqué, à cause des genoux qui obligent à trouver un pendant – ce sera la poitrine – pour ne pas crever le plan du tableau : l'héritage cubiste, avec une limpidité qui fait penser à Villon, quand le rose, traversé par quelque personnage masculin, n'est plus allié à l'ocre, à l'image d'une certaine pauvreté de la condition humaine, à la Le Nain.

Puis le rose s'affiche avec *la Reine des cœurs*, avec *la Dame en rose*, aux yeux exorbités de 1944, couvre les ailes d'anges lancés dans la bataille des sexes. Un rose d'autant plus évident que le sujet se disloque, ou, à l'inverse, chapeautant la tête, soulignant les fesses, simplement placé à la périphérie, aux entournures, quand le corps reste lisible et presque intact. Suivre le rose chez de Kooning, c'est retrouver tout un rythme d'échanges d'un milieu à l'autre, entre le fond et la figure, de passages et de souterrains, un principe de pompage ou de vases communicants. C'est aussi aborder des rivages incertains, des failles, des écluses, des reliefs, des paysages chaotiques, des à-pics et des torrents, des barrages de retenue, de la couleur en chute libre le long des canaux, des bras, de part et d'autre d'une paire de mamelles. C'est plonger dans une terre féconde et meuble, devenue champ de bataille balayé par une tempête de sable, de mer, de vent, qui s'achève, ou plutôt ne s'achève pas en un corps à corps sanglant aux couleurs de « foie cuit » et découpé comme on le prépare en Hollande, dit l'artiste prosaïquement, un rouge de sang séché, qui est aussi la couleur de certains velours frappés dans la grande peinture de l'histoire, ses pompes, ses ors, ses tentures, ses traînes et ses voiles. Cette bataille laisse en suspens la question du vainqueur, rend toujours possible la résurrection de la chair, et laisse planer au-dessus des flétrissures, des meurtrissures, un sourire stéréotypé de korè archaïque, dentu, hollywoodien, revu et corrigé, de dévoreuse triomphante plutôt deux fois qu'une ; un sourire capable de se dédoubler en collier.

Après les *Women* des années 50, qui laissèrent aux amis de l'abstraction une impression de trahison, le rose extrait de l'image dans le miroir brisé a suivi la femme et son reflet dans l'eau ou la glace déformante et servi le mouvement de la chair ondoyante, plaquée, épinglée, crucifiée, écrasée sur la toile, pendue, suspendue, flottante grasse, toujours juteuse, écartelée, clouée non plus au fauteuil dans une pièce, mais giclée, coulée dans le paysage au-dehors, non plus circonscrite, monumentale et impertinente, mais écrasée, perdue, retrouvée d'un signe-alphabet et *blason du corps*, – d'un semblant de pied ou de jambe, reconnue à l'œil féroce, remuante, éléphantesque, persistante, mise à plat, liée au fond, laide à faire peur, portant vie et mort.

On dit souvent que de Kooning est un grand dessinateur. Soit. Ce n'est pas l'exposition qui prouvera le contraire, où l'on voit le travail du crayon, du fusain, tout au long du parcours, en alternance avec les tableaux qu'il prépare, ce n'est pas cette exécution en souplesse du geste du poignet, sa sûreté qui le démentira. Mais il ne faudrait pas le penser au détriment du peintre et de sa richesse chromatique, de sa somptuosité. Le coup de pinceau n'est pas différent, qui porte les mélanges des couleurs – parfois six à la fois – sur la toile jusqu'à épuisement des pigments, effilochement sous la main glissante, qui revient, efface, réaffirme, se répand, se reprend dans un long temps de fabrication – il a fallu deux ans pour en finir avec la première *Woman* et beaucoup d'« états » dont justement quelques dessins témoignent à défaut d'avoir ce tableau-clef sous les yeux. L'apparence d'immédiateté est en fait le fruit de mouvements successifs, de moments de relâchement et de contrôle, dans une durée qui permet d'enrichir l'œuvre, d'intégrer des choses vues, un rayon de soleil sur un objet, un morceau de ciel, des émotions, des sensations, un vécu, des souvenirs, une mémoire culturelle : le contexte d'une vision éclatée et instable, à l'image d'un siècle qui situe les déplacements de l'homme entre ascenseurs et voies express, où le regard est – à New-York plus que partout ailleurs – écartelé entre le haut et le bas – où les distances sont faussées.

Il n'est d'ailleurs pas recommandé de rester planté devant les tableaux. Mieux vaut arpenter l'exposition, la prendre à rebours, aller, venir, pour que cela prenne du relief, devienne somptueux, que l'on perçoive le flux irrépressible, cette libération d'énergie captive – propre à l'école américaine des années 50 – sur fond européen et plus précisément flamand : Hals pour le coup de brosse, Rubens pour les débordements de la chair.

C'est encore en circulant beaucoup que l'on prendra l'air de cette peinture ouverte au corps et au paysage du corps. Des paysages nus où la nature est parfois silencieuse et déserte, où la lumière va jusqu'à dissoudre la couleur dans une brume de chaleur, où le ciel est tout près des herbes sèches, craquantes et blondes de l'été. Un de Kooning peu connu qui travaille sur le froid et le chaud, la limite des eaux, de la terre et du ciel, des champs et des villes, des ombres et de la lumière. Cela nous vaut une salle apaisée, avant de retrouver mêlés le tas de foin et la tignasse, les dunes et les rivages de femmes happées par la vague, les *corps-collines*, la fraîcheur des sous-bois et des dessous de bras, la nuit, l'aube, une lumière Atlantique nord, les étés pourris, le charnier, le corps épave, le flot de la peinture désorientée.

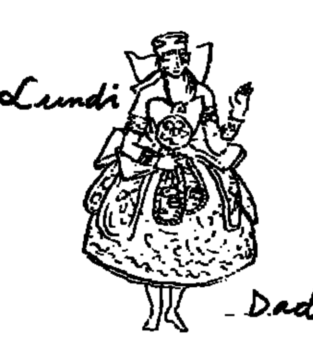
Puis on arrive à l'aujourd'hui, allégé, qui renoue avec les voilages blancs, un peu décevants, et aux *sculptures* (depuis 1969) modelées, remodelées au creux de la main, pétries à pleins doigts, puis agrandies et tirées en bronze. Des masses en forme de crâne et d'humains naissants, en devenir, frémissantes en creux et bosses sur toute la surface. Des sculptures ouvertes elles aussi, comme la peinture, torses-têtes, corps mobiles qui se prolongent dans l'espace, où la pâte repoussée annonce d'autres volumes. Squelette couvert de concrétions, le premier ou le dernier homme sorti d'une mer de bitume, dont la morphologie primitive s'épanouit dans un baroquisme rocailleux, qui rappelle tout à la fois Rodin et Dubuffet, Giacometti et Bacon. Exécutées à tâtons, les yeux fermés, comme certains dessins au fusain, elles sont l'accomplissement d'un geste de mémoire tactile. Encore une histoire de chair.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 24 septembre.

Une semaine à Bahia

La geste du peuple enchanté



DADA est une vieille femme au visage fier, calme et lisse. Bien qu'elle se soit mariée deux fois, elle reste d'abord, cinquante ans après sa mort, la veuve de Corisco, le lieutenant du plus fameux *cangaceiro* du Sertao : Lampiao. Poussés à la révolte anarchiste par l'exploitation féodale de la terre et la sécheresse, les cangaceiros régnaient sur le Nordeste du Brésil dans les années 30. Dada a vécu les plus belles années de sa vie avec eux. Elle a partagé leur existence nomade et dangereuse. Elle a participé à toutes leurs batailles. Elle a perdu la jambe droite dans l'embuscade où son mari a été tué. Les têtes coupées de Corisco et de ses compagnons ont été exposées plus de trente ans au musée de la police de Salvador. Dada a vécu pendant des années avec les os de Corisco sous son lit. Elle attendait de récupérer la tête pour pouvoir enterrer le corps. Il y a quelques années, enfin, elle a pu procéder à l'enterrement en présence de Jorge Amado, qui avait rapporté l'histoire des cangaceiros dans *les Chemins de la faim*.

« *Corisco*, raconte Dada, *c'était la fleur de la bande. C'était un homme éduqué, instruit. A cette époque, je faisais les pires choses au monde. Il ne me disait pas :* Ne fais pas ça. *Il me conseillait doucement :* Ma fille, viens ici, ce n'est pas comme ça... *Si je criais, il me demandait :* Ne crie pas, c'est laid. Une femme, c'est comme du lait, comme une fleur. *Il m'a donné tant de conseils ! Il faisait acheter des livres pour m'apprendre à lire, à écrire. Quand j'arrivais aux mots difficiles, je déchirais le livre et le jetais. Il disait :* Tu t'énerves pour rien. *Et il en achetait un autre. C'est comme ça que j'ai appris à signer mon nom. Tous les cangaceiros savaient lire et écrire. Chaque homme avait un abécédaire. Corisco disait qu'un homme qui ne sait pas lire porte une lettre de mort.*

« *Au moment des fusillades, quand on entrait dans une ville en tirant sur le poste de police, tout le monde chantait :*

O Anna !
Où est Marie Luis ?
J'ai connu un homme qui
[habitait Bambo.
Il était pauvre, il était jeune.
Il n'avait pas de femme.
J'en ai connu un autre qui
[cultivait la canne...

« *Il y avait aussi une autre chanson que l'on aimait reprendre en pleine bataille :*

Sabia, j'ai vu le nid
Petit oiseau, j'ai vu le nid
J'ai vu le nid, de l'oiseau noir
C'était l'ara. »

Dada vit dans une HLM de Salvador, chez la fille d'un des trois enfants qu'elle a eus avec Corisco. Et elle connaît bien la chanson sur la sécheresse qui a ravagé le Nordeste ces trois dernières années :

Quand j'ai vu la terre brûlée
Comme un feu de Saint-Jean
J'ai demandé à Dieu du ciel
Pourquoi un tel châtiment ?
Quel brasier ! Quelle fournaise !
Il ne reste plus une plante.
Par manque d'eau, j'ai perdu
[mon bétail
Mon alezan est mort de soif
Même l'asa branca
S'est enfui du Sertao
Alors j'ai dit : Adieu Rosinha
Garde avec toi mon cœur !
Quand le vert de tes yeux
Se répandra sur la plantation
Je t'assure, ne pleure pas
Que je reviendrai dans mon
[Sertao.



Salvador est une ville magique. C'est là que le Brésil est né : les Portugais ont débarqué à Bahia, et, pendant de longues années, Salvador a été non seulement la capitale du pays mais aussi le creuset où les races, les cultures, les religions et les coutumes se sont mélangées et associées. Les Noirs ont apporté avec eux le soleil. Ils ont sauvé de la mort les gens de Bahia. Ils leur ont donné la capacité de vivre.

Le *berimbau* vient d'Afrique. C'est l'instrument de la *capoeira*, la lutte inventée par les esclaves et qui est dansée et chantée à présent dans les clubs et sur la place des marchés. La capoeira autrefois donnait aux Noirs la force de résistance contre l'étouffement.

Valdemar est un vieux maître de la capoeira. C'est lui qui, le premier, a enjolivé le berimbau, l'a fait peindre en couleurs vives. Il a beaucoup enseigné. On disait des maîtres qui professaient dans les années 20 qu'ils ne transmettaient pas tout, qu'ils n'avaient pas envie d'élever un serpent pour se faire mordre. Valdemar, lui, a élevé un tas de petits serpents. Il ne le regrette pas. Mais aujourd'hui, il est un peu fatigué et il se contente de fabriquer au couteau des berimbaus dans la pauvreté d'une favela accrochée à une colline de Salvador. Quelque chose a éclaté, craqué au fond de lui-même. Il a dans le cœur une tristesse incommensurable. Mais son visage lavé par l'eau du temps vibre cependant quand un jeune disciple vient encore le voir au fond du terrain vague où s'accumulent les déchets de sa misère.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 14.)

SÉLECTION

CINÉMA

« La Soif du mal » d'Orson Welles

Le retour fulgurant de Welles en 1957. Une aventure policière l'oppose, lui, monstre shakespearien, à Charlton Heston défendant une conception morale de la justice. Quelques apparitions sublimes de Marlène Dietrich. Style époustouflant.

« Le Faux Coupable » d'Alfred Hitchcock

Avec Henry Fonda en musicien. Un fait divers réel, suivi de très près, pour montrer les conséquences dramatiques d'une fausse culpabilité.

THÉATRE

« Le Roi cerf » à la Potinière

De la féerie et des couleurs, de la poésie et de la truculence. Les « musicomédiens » dansent et chantent cette fable de Carlo Gozzi adaptée par Jean-Marie Lecoq.

MUSIQUE

Festivals

Les Festivals de Vaison-la-Romaine et de Carpentras se donnent la main *cette année* pour présenter des ouvrages lyriques peu ou mal connus dans des productions originales avec de jeunes interprètes : l'*Isola disabitata*, de Haydn, les 20 et 22 juillet, puis la *Cambiale di matrimonio*, de Rossini, le 26 à Vaison (tél. : 90-36-24-79) ; *le Roi d'Ys*, de Lalo, les 21 et 23 juillet et *Angélique* de Jacques Ibert, le 25 à Carpentras (tél. : 90-63-05-72).

Enfin, le Festival estival de Paris prend un brillant départ avec la première journée Claude Ballif, le 20 juillet de 18 h 30 à 23 heures à la mairie du cinquième arrondissement, et en présentant une résurrection attendue : celle de *Médée*, de Marc-Antoine Charpentier, en version de concert, avec le concours des Arts florissants, salle Pleyel, le 23 juillet, de 18 h 30 à 22 h 30.

VARIÉTÉS

IXe Festival folk de Nyon

Le Festival de Nyon poursuit son ouverture à toutes les musiques. Au programme : Gilberto Gil, Pino Daniele, Zachary Richard, Castelhemis (jeudi 19 juillet) ; Charlélie Couture, Xalam, Inti-Illimani, Azuquita (vendredi 20) ; Lluis Llach, Alan Stivell, Inti-Illimani, The Detronomes, Runrig, Djurdjura (samedi 21) ; Francie Conway, Miriam Makeba, Pierre Akendengué, Tchouk Tchouk Nougâh (dimanche 22).

EXPOSITIONS

Alechinsky à Sénanque

Les vignettes qui furent ces dernières années le cachet typique des tableaux d'Alechinsky, ont fait place à une poussée de fièvre de peinture, de couleurs claires, brillantes, suaves. C'est une nouvelle jeunesse, une nouvelle aventure exubérante de cet artiste qui, à cinquante-sept ans, redécouvre les plaisirs spontanés de la matière picturale.

Charles Marq à Ratilly

Depuis 1981, après Balthus, Rouan et Barelier, c'est Charles Marq qui rouvre les portes de ce château dédié aux expositions de peinture en été. Avec Brigitte Simon son épouse, il est l'auteur des plus beaux vitraux réalisés en collaboration avec Braque, Chagall..., Villon.

Une semaine

La geste du peuple





(Suite de la page 13.)

Rodolfo Coelho Cavalcanti est le président de la littérature des *cordels*, c'est-à-dire de la littérature bahianaise de tradition orale déclamée sur les places publiques par des colporteurs. L'enfance et l'adolescence de Jorge Amado se sont nourries de cet immense fonds. Mais on retrouve aujourd'hui dans le cordel des personnages des romans d'Amado. Dona Flor, Gabriel et Quinquin la Flotte. Juste retour des choses pour un écrivain qui a raconté la geste du peuple du Nordeste, ses types, ses croyances, son humour et sa révolte, son irrépressible besoin d'agir, de parler, de danser, d'aimer.

Rodolfo Coelho Cavalcanti a collecté depuis plus de cinquante ans tout ce qui s'est chanté dans les marchés de Bahia. Des milliers d'opuscules plus ou moins poussiéreux sont entassés dans un long couloir abrité par de la tôle. Coelho Cavalcanti a réuni deux chanteurs de *repentista* qui se lancent un « défi » chanté, une improvisation à propos de la vie de Jorge Amado, puis des aventures d'Antonio Balduino, le héros de *Bahia de tous les saints* et de Tieta d'Agreste. L'un des deux chanteurs, le Noir, a une magnifique voix qui décrit avec humour et truculence la beauté et les « qualités » de Tieta d'Agreste, le jour où *« elle a été déflorée par un voyageur de commerce »*, son départ pour Sao-Paulo où elle va diriger bientôt un bordel de haut rang et son retour à Bahia où elle prend la tête d'une croisade contre la pollution.

De l'autre côté de la vieille ville, Batatinha s'apprête à ouvrir le café qu'il s'est offert avec l'argent gagné en écrivant des sambas. Batatinha a imaginé un jour une chanson sur Dona Flor et il a profité de l'époque du carnaval pour la lancer :

Dona Flor a deux maris
Je ne m'en mêle pas.
L'un est le titulaire,
L'autre le remplaçant.

Ouvrier typographe en retraite, Batatinha a composé une samba reprise par Caetano Veloso et qui parle des difficultés de la vie :

Chacun a ses moments
[de douleur
Mais comment pourrais-je
[m'habituer
[à ne plus souffrir
Je dois retrouver ma raison
Comme tout est carnaval,
[je ne dois pas pleurer
Quelqu'un dansera avec moi.

D'autres sambas de Batatinha parlent de gigolos, de prostituées ou de *« celui qui a inventé le travail et qui n'avait rien dans la tête »*. Dans les années 40 et 50, Batatinha, comme d'autres sambistes, a été littéralement pillé : certaines de ses chansons ont été volées par des musiciens professionnels qui signaient à la place du compositeur, d'autres lui ont été achetées. Aujourd'hui, la situation s'est un peu moralisée au Brésil.

Batatinha est un homme d'une bonté magnifique. Il n'a aucune amertume. Juste un peu d'ironie, et s'accompagnant d'une boîte d'allumettes qu'il utilise comme une percussion, il reprend doucement une de ses sambas.



Milton Nascimento n'est pas de Bahia, mais du Minas-Gerais, où il a passé toute son enfance en contact permanent avec une musique qui venait de la terre et de gens de la campagne qui improvisaient, inventaient des histoires et les chantaient. Fasciné par la recherche des racines, Nascimento n'est évidemment pas dépaysé par Bahia et il vient de temps en temps chanter cœur à cœur avec le public ou simplement aimer la vie avec abandon. La télévision brésilienne vient de diffuser son dernier concert en plein air devant cent mille personnes. La voix de Milton Nascimento s'élevait, déchirait l'espace, développait avec raffinement et nonchalance, avec l'intelligence de l'âme et de l'esprit :

Une amitié
est une chose à garder
à double tour
dans le cœur.
Ainsi parlait la chanson
que j'ai entendue en Amérique.
Celui qui la chantait
a pleuré en voyant son ami parti
celui qui est envolé
est resté avec le souvenir
que l'autre a gardé.
Une amitié
est une chose à garder
du côté gauche de la poitrine.
Même si le temps et la distance
jouent leur rôle.
Même si on oublie la chanson.
L'important est d'entendre
la voix qui vient du cœur
quoi qu'il arrive.

Les lavandières de la lagune d'Abaété aiment reprendre les chansons de Milton Nascimento comme celles de Dorival Caymmi et de Gilberto Gil. Les lavandières sont là tous les jours, de 7 heures à midi, avec leur formidable appétit de vivre, avec leur romantisme et leur nostalgie, avec chez les jeunes et belles mulâtresses un lyrisme sensuel. Elles lavent le linge, l'étalent sur le sable, parlent du prix d'une télévision en couleurs (200 000 cruzeiros), du peu d'argent gagné — à peine 300 cruzeiros, — *« mais il fait bon travailler, ça vaut mieux que de rester à ne rien faire »*, du mari qui est maçon, mais qui n'a pas toujours du travail, des huit enfants qu'il faut élever, *« pour qu'ils ne deviennent pas des voleurs »*, et quand un étranger survient, de la légende de la lagune : *« Parfois, quelqu'un dit :* « Je vais voir Oxum, la mère de l'eau. » *Il entre dans la mer et il y reste. Mais celui qui est de la région ne meurt pas. »*

La lagune d'Abaété appartient à la mémoire du peuple de Bahia. Surtout depuis que Dorival Caymmi l'a popularisée dans une chanson.



Les prostituées et les maisons closes font partie des romans de Jorge Amado et donc de Salvador. Mais les temps ont changé. Les Japonais sont arrivés et ont tout modernisé. Près du port, quelques « maisons » traditionnelles subsistent, et Madame Gina est la seule à offrir un orchestre qui joue les jeudis, vendredis et samedis. Toute de blanc vêtue, Madame Gina ressemble à s'y méprendre à une mère sainte de candomblé. Elle surveille ses filles derrière le comptoir, juste au-dessous d'une statue de la Vierge éclairée par des bougies, décorée de fleurs. Comme tous les soirs, avant

Le premier Festival de musique brésilienne se tient à Nice du 18 au 28 juillet.

— Le 18 juillet, à 20 h 30, concert par l'orchestre dirigé par Marlos Nobre (œuvres de Nunez Garcia, Marlos Nobre, Edino Krieger, Maria-Luisa Corker, Fernandez, Villa-Lobos).

— Le 19 juillet, à 19 heures, spectacle de chansons avec Milton Nascimento, les étoiles et l'école de samba Mocidade indépendante de Padre Miguel (quatre-vingts danseurs et musiciens de Rio).

— Le 21 juillet, à 21 heures, « Féeries brésiliennes » sur la promenade des Anglais avec l'école de samba.

— Le 22 juillet, concert aux arènes de Cimiez avec Dorival Caymmi, Dona Yvone Lara, Gilberto Gil et l'école de samba.

— Le 23 juillet, concert aux arènes de Cimiez avec Alceu Valença, Célio Balona et l'école de samba.

— Le 24 juillet, à 20 h 30, concert classique avec l'orchestre dirigé par Jacques Charpentier (*Impressions brésiliennes*, de Respighi, *Saudades do Brasil*, de Darius Milhaud, *4 chants d'Amazonie*, de Villa-Lobos, *Symphonie n° 4*, de J. Charpentier.

Le même jour, aux arènes de Cimiez, spectacle avec Dona Ivone Lara, Paolinho da Viola et l'école de Samba.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

WILLEM DE KOONING. Jusqu'au 24 septembre.

MARC CHAGALL. Œuvres sur papier. Jusqu'au 8 octobre.

ALIBIS : Artschwager, Collin-Thiébaut, Fabro, Garouste, Klossowski, Longo, etc. Jusqu'au 17 septembre.

COLLECTION MAGNELLI. Arts primitifs. Jusqu'à fin septembre.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Bakst à Matisse. Jusqu'au 20 août.

EVE SONNEMAN. Travaux photographiques 1981-1984. Jusqu'au 9 septembre.

LE SIÈCLE DE KAFKA. Jusqu'au 1er octobre.

CCI

MOBILIER NATIONAL. Vingt ans de création. Jusqu'au 24 septembre.

LES CRÉATEURS AU MOBILIER NATIONAL. Salle de documentation. Jusqu'au 24 septembre.

BPI

PLACES D'EUROPE. Histoire et actualité d'un espace public. Jusqu'au 24 septembre.

POLITIQUE/FICTION. Jusqu'au 10 septembre.

DES LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 1er octobre.

PERMIS DE CONSTRUIRE N° 13 : Boîtes à théâtre. Atelier des enfants. Jusqu'au 11 août.

Musées

LA RIME ET LA RAISON. Les collections Ménil (Houston-New-York). Grand Palais. Entrée place Clemenceau, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F ; sam. : 12 F. Jusqu'au 30 juillet.

TRÉSORS DE L'ANCIEN NIGERIA. Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 12 F ; le samedi : 8 F. Jusqu'au 23 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'albums. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

TAPISSERIES DES XVIe ET XVIIIe SIÈCLES. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h 40. Entrée 9 F Jusqu'au 25 août.

LA DONATION KAUFMANN ET SCHLAGETER. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 3 septembre.

DESSIN ET SCIENCES. XVIIe et XVIIIe siècles. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 septembre.

IMAGES DE LA MONTAGNE. De l'artiste cartographe à l'ordinateur. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). T.l.j., de 12 h. à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 28 juillet et du 26 août au 30 septembre.

JEAN LE GAC — GIUSEPPE PENONE. Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BERNARD LAGNEAU. Architectures fugitives. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 août.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM CHAPITEAUX ROMANS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'à fin octobre.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à fin mars 1985.

CONSTANTIN KOUSNETZOFF, 1863-1936. Musée Carnavalet (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 juillet.

SUR INVITATION. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; Sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

TIM, QUARANTE ANS DE POLITIQUES. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre.

L'AUTOMOBILE ET LA PUBLICITÉ. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIÉTÉ 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE A PAUL DELAROCHE. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F ; Dim. : 4 F. Jusqu'au 17 septembre.

MICHEL DUFET. Musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à fin septembre.

BIENNALE INTERNATIONALE « FORMES HUMAINES ». Hommage à R. Collamarini. Orangerie des jardins du Luxembourg, rue de Vaugirard. T.l.j. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 29 juillet.

DIDEROT A LA CONCIERGERIE. Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (354-30-06). T.l.j., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION 1944-1945. Vers une France nouvelle ? Musée des Deux Guerres mondiales, Hôtel des Invalides, corridor de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h ; Dim. de 14 h 30 à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre (fermé du 29 juillet au 10 septembre).

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL PARISIEN. Archives nationales. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F ; dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

LA FERTÉ-BERNARD, terre sarthoise, terre d'inventaire. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (234-95-00). T.l.j., de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 22 juillet.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'à fin décembre.

L'IMPRIMÉ DANS LA MODE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 28 octobre.

HOMMAGE A ELSA SCHIAPARELLI, 1895-1973. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'à fin août.

150 ANS DE RESTAURATION EN LANGUEDOC-ROUSSILLON - L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F Jusqu'au 27 août.

OBJETS ET MONDES. Présentation des acquisitions récentes. Musée de l'homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 18 août.

MUSIQUE DES PEUPLES DU MONDE. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juillet.

Centres culturels

CHARLES ESTIENNE et l'art à Paris, 1945-1966. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-05). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 2 septembre.

GUSTAV KLIMT, OSKAR KOKOSCHKA, EGON SCHIELE. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 12 août.

UN MUSÉE : DES CHEFS-D'ŒUVRE. Le musée d'art moderne de Liège, 1950-1984. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

CHARLES SCHNEIDER. Verreries Schneider France de 1913 à 1940. Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 septembre.

CARTE BLANCHE A DENISE RENÉ. Aventure géométrique et cinétique. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-39-47). Jusqu'au 28 juillet.

RICHESSES D'ART EN MORVAN. Orangerie de l'hôtel Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). T.l.j., de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 2 septembre.

TROIS ARCHITECTES FRANÇAIS : Ciriani, Gaudin, de Portzamparc. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36), sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 octobre.

LE JAPON EN ASIE. Espace Japon, 12, rue Sainte-Anne (260-69-30). Sauf dim. et lundi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

BEFFROIS ET CARILLONS DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (770-59-62). Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 19 h. Jusqu'au 27 septembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Granet : aquarelles de Paris et de Versailles. Jusqu'à fin août. — Le Chénier. Peintures. Jusqu'au 30 septembre. Musée Granet, palais de Malte (38-14-70). — Tapisseries des anciennes et nouvelles Indes. Musée des Tapisseries, 13, rue de la Molle (21-05-78). Jusqu'au 1er octobre. — Adami. Peintures et dessins. Présence contemporaine, 60, boulevard Carnot (92-12-41). Jusqu'au 28 août.

ALÈS. Premiers paysans de la France méditerranéenne. Musée du Colombier, carrefour d'Auvergne (86-30-40). Jusqu'au 15 septembre.

ANOST et LUCENAY L'ÉVÊQUE. Tendres boucheries (41-64-07). Jusqu'en août.

ANTIBES. Picasso, tête-à-tête. La parabole du sculpteur : Jean-Michel Folon. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 30 septembre.

ARC-ET-SENANS. L'hologramme. Saline royale (80-25-43). Juillet-août.

AUXERRE. John Craven. Un œil du XXe siècle. Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

AVIGNON. Un retable avignonnais de la fin du Moyen Age. Musée du Petit Palais (86-44-58). Été.

BAR-SUR-AUBE. Bachelard et son temps. Ancien Collège (27-04-21). Jusqu'au 28 juillet. — Le feu dans l'art contemporain. Maison du concierge. Jusqu'au 28 juillet.

BEAULIEU-EN-ROUERGUE. Jean-Jacques Saignes. Vingt-cinq ans de recherches. Abbaye (30-76-84). Jusqu'au 10 septembre.

BEAUVAIS. Un palais-musée à Beauvais : tours et détours de l'ancien hôtel épiscopal. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 10 septembre.

BESANÇON. Acquisitions et restaurations récentes. Musée des beaux-arts, 1, place de la Révolution (81-44-47).

BIRON. Lumière et sons 84. Château (52-01-68). Jusqu'au 22 septembre.

BORDEAUX. 50 ans d'art espagnol, 1880-1936. Galerie des beaux-arts, 20, cours d'Albret (90-91-60). Jusqu'au 1er septembre. — Anselm Kiefer. Peintures 1983-1984. — Cy Twombly, Œuvres 1973-1983. — Légendes. Entrepôt Lainé, rue Foy (44-16-35). Jusqu'au 9 septembre.

BOURBON-LANCY. Gérard Garouste : la cinquième saison. Musée municipal (89-23-23). Jusqu'à fin août.

BOURG-EN-BRESSE. Peinture refigurée. Musée de l'Ain, 63, boulevard de Brou (22-22-31). Jusqu'au 2 septembre. — Peintres bressans, des XIXe et XXe siècles. Centre A. Camus. Juillet-août.

BRAUX-SAINTE-COHIERE. L'art contemporain en Champagne-Ardenne - Les Jacobins allemands, 1792-1798. Château (60-83-51). Jusqu'au 3 septembre.

BREST. Charles Estienne. Une idée de nature. Musée des beaux-arts, 22, rue Traverse (44-66-27). Jusqu'au 8 octobre.

CADILLAC. Histoires de sculptures. Château des ducs d'Epernon (62-13-03). Jusqu'au 16 septembre.

CAEN. Sempé. Théâtre municipal (86-12-79). Jusqu'au 30 septembre.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de peinture. Musée-château (20-87-29). Juillet-septembre.

CALAIS. Les collections du Fonds régional d'art contemporain Nord-Pas-de-Calais. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (97-99-00) et galerie de l'Ancienne-Poste, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 4 septembre. Jean Dubuffet : paysage du Pas-de-Calais, Gratte-Merluche et autres œuvres, 1962-1964. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 3 septembre.

CARCASSONNE. Gabriel Couderc. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (47-80-90). Juillet-août. — Bengt Lindström. Salle des Chevaliers (71-30-30). Juillet-août.

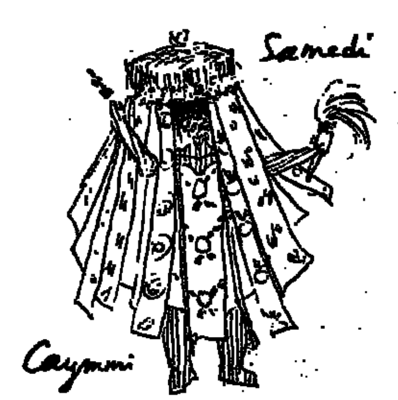
à Bahia

en chanté

l'ouverture, Madame Gina a répandu de l'encens un peu partout. Autrefois, Madame Gina était danseuse. Et puis un jour, elle a réuni ses économies, elle a monté une maison rue du 28-Septembre et de là elle est venue ici, pas très loin de l'ascenseur Lacerda qui mène du port à la vieille ville. Madame Gina a acquis sa respectabilité dans la société bahianaise. Ses enfants vont à l'université, et elle en est fière.

Il n'y a pas encore beaucoup de clients ce soir. L'orchestre joue une samba lente pour un couple (un Noir et une mulâtresse) :

Je veux me cacher sous ta jupe
Pour fuir le monde
Je veux me dissimuler
Dans tes cheveux emmêlés.
(...) Hypnotise-moi
Pour en finir avec ma tristesse
Viens prendre soin de ton Noir
qui rentre ivre de sa vie
[de bohème.



Dorival Caymmi est le père de la musique brésilienne moderne. Toute sa vie – il a aujourd'hui soixante-dix ans et ressemble à un vieux lion avec sa crinière blanche, – Caymmi a ressenti l'influence de Salvador, où il est né, de Bahia avec ses racines africaines, ses mythes, ses mystères, sa mythologie noire. Il a chanté des chansons où Iemanga, déesse de la Mer, et Xango, dieu de l'Orage, sont souvent présents dans la communauté du candomblé. Dorival Caymmi, comme Jorge Amado, a, comme on dit, une position : il est *oba* de Xango. Il a aussi écrit beaucoup de chansons sur la mer :

Il est doux de mourir dans la mer
Dans les eaux vertes de la mer.
La nuit où il n'est pas rentré
fut pour moi une nuit de tristesse.
Le saveiro rentra tout seul,
Triste fut la nuit pour moi.

Il a enfin collaboré maintes fois avec son ami Amado, de deux ans son aîné : *Il est doux de mourir en mer* a d'ailleurs été composé à partir du thème de *Mar Morto*.

Bien qu'il réside surtout près de Rio-de-Janeiro, Dorival Caymmi a gardé toutes les caractéristiques du Bahianais : rebelle aux contraintes, il est une âme libre et un cœur généreux. Il a le comportement un peu caché des gens de Salvador – avec lui, certainement, les « gros mots » deviennent des mots d'amitié. Il a en plus, aujourd'hui, une grande sérénité. Il laisse passer le temps.

CLAUDE FLÉOUTER.

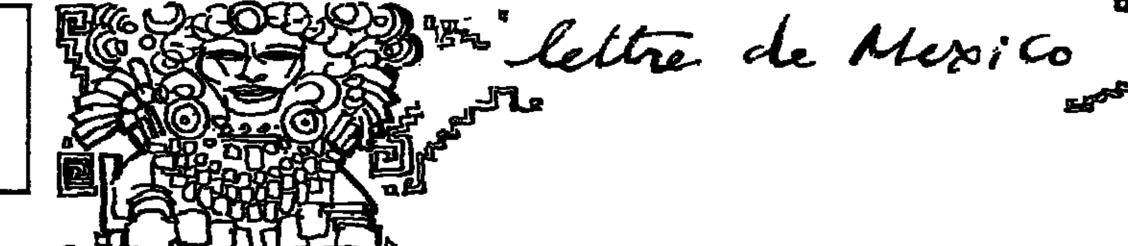
Discographie

★ Album « Sentinela », de Milton Nascimento, 33 t. Ariola dist. Arabella 201 610.

★ Album « Anima », de Milton Nascimento, dist. Polydor 813 296.1.

★ Album « Eu Nao Tenho Onde Morar », de Dorival Caymmi (EMI).

★ Dorival Caymmi et Vinicius de Moraes, 33 t. dist. Phonogram.



Des tombes habitées

ALTITUDE 2400 mètres. La ville est si grande, si polluée, que par comparaison Los Angelès fait figure de *bourg écologique*. Le goudron ambiant rend inutiles les cigarettes, dit-on : faux. Climat tropical, les pluies sont censées s'abattre à la *cinque de la tarde*, laver le ciel de ses nuages lourds, jusqu'à ce qu'il atteigne une transparence bleue *et que*, le *temps d'un mirage*, apparaisse le cercle des volcans. Mais il leur arrive de prendre de l'avance.

Un ouragan a retenu les avions de l'autre côté de l'Atlantique. On arrive avec quatre heures de retard, plus huit heures de décalage horaire, il est minuit d'on ne sait pas quand. On est parti, c'était juillet, on arrive sous une incessante averse de novembre. Quatorze degrés au sol. Nous sommes deux qui avons cru à la moiteur étouffante des tropiques et qui grelottons, pieds nus dans nos sandales. L'aéroport grouille d'une foule sombre. Nos noms sur une pancarte nous rappellent qui nous sommes.

L'eau gicle sous les roues de la voiture qui nous emmène. Notre mentor parle sur un *rythme pressé*. *Les mots* se bousculent comme s'il fallait aller vite, fournir dans un délai limité le b a ba d'une initiation vitale, indispensable sous peine d'effacement, de noyade dans la nuit mouillée. Le pays, nous dit-on, glisse, bascule, échappe, *réapparaît*, *fuit*... Nous ne savions pas encore qu'il ne s'agissait pas là de métaphores.

En effet, le pays n'obéit à rien. L'heure est en *perpétuel* décalage, un décalage irrégulier. A midi, la nuit peut envahir le ciel, précédant la pluie. Un épouvantable magma de voitures bloque les rues pourtant larges, serpent sans plumes qui gronde et vibre, chauffe, exhale une fumée noire. Très loin, un hélicoptère brille contre la boule grise d'un nuage. Impression de déjà vu, ailleurs dans un autre temps... C'était en deux dimensions avec les *profondeurs illusoires* des effets optiques, un film : *Blade Runner*, la longue séquence du *début, on voit le héros avaler* un plat au milieu d'une foule spongieuse. Face à l'écran, on croit sentir l'attouchement froid des vêtements humides, comme le passage furtif d'un lézard, d'un fantôme évadé de sa tombe.

Le gris clair des brumes

Ici, les tombes sont habitées, et les maisons composent le décor géant d'un western abandonné en cours de tournage pour cause de déluge. Des baraquements, quelques gratte-ciel, des églises baroques, architectures uniformisées par le gris de la pierre volcanique, tout de *guingois, sans verticale, parce* que la ville est bâtie sur des lacs asséchés au sol instable.

Dès que la pluie cesse, les humains apparaissent, se multiplient, la foule se boursoufle... Des enfants trottinent, ils tiennent un carton plein de chewing-gums et mendient. Ils lèvent leurs têtes trop grosses pour leurs corps menus, *ils* lèvent leurs yeux douloureux. Ils ressemblent à certaines poteries exposées au musée archéologique, qui sont des têtes allongées aux tempes aplaties. En des temps anciens, on serrait le crâne malléable des bébés entre des *planches*, c'était *la* coutume. On voit des dessins qui reproduisent les *étapes* de l'opération, des cartes géographiques qui retracent les probables chemins de migration ; tout un village reconstitué en maquette, avec des poupées brunes en pagne blanc dans des attitudes d'activités quotidiennes.

Le musée est calme, malgré les expressions tourmentées des visages *sculptés merveilleusement* indemnes. Ils portent deux masques superposés, celui du dessous est visible par la bouche ouverte de l'autre, on dirait des possédés cherchant à rejeter leurs démons. De salle en salle, on suit l'évolution des *hommes*. On reconnaît leur ovale allongé, leurs pommettes hautes, leur nez busqué, leurs épaules un peu voûtées, on les reconnaît sous l'uniforme bleu – casquette, petit blouson à col de fourrure – copié sur celui des flics américains, qu'ils portent pour surveiller leur passé.

On les reconnaît chauffeurs de taxi, serveurs dans les restaurants et les hôtels et sur la place Garibaldi, là où le soir, *entre des dancings à lampions*, des baraques qui débitent de la viande frite et des tortillas, se louent les musiciens pour le temps d'une nuit ou d'une chanson. Ils sont en costumes noirs galonnés d'argent, en ponchos, et les sombreros sont protégés de la pluie par des housses de plastique. Ils sont jeunes, ils sont vieux, avec des dents de métal, des peaux tannées sans barbe. Ils flânent et *se regroupent* sur un coup de sifflet quand on leur demande de jouer. Les airs typiques se croisent, se mêlent, fabriquent une fête sans gaieté. Autour de la place, les plus vaillants guettent et abordent les automobilistes, dignement.

A un moment, tout s'est immobilisé, c'était pendant le jour. *Ou plutôt, le gris clair des* brumes ne cachait pas entièrement la lumière. Il y avait une agitation populeuse à la périphérie du serpent carrossé. On pouvait *distinguer* des individus qui couraient. Des hommes pour la plupart, certains tenant des bébés dans leurs bras. Mais bientôt, ils se fondaient dans la masse d'un seul grand corps reptilien. Au centre, les voitures se soudaient les unes aux autres, nous retenant comme une coulée de lave rapidement durcie. La ville s'était refermée sur nous.

COLETTE GODARD.

EXPOSITIONS

CARPENTRAS. Shahda : peintures. La Charité, grande salle voûtée, rue Vigne. – Pastels. Chapelle de la Charité, rue Cottier. Jusqu'au 15 août.

CASES-DE-PENE. Jules Olitsky. Château de Jau. Eté.

LE CATEAU-CAMBRESIS. Gromaire. Dessins : paysages de Noyelles-sur-Sambre et nus. Musée Matisse, palais Fénelon (84-13-15). Jusqu'au 3 septembre.

CAVAILLON. Prassinos. Tapisseries. Chapelle du Grand Couvent (78-10-01). Jusqu'au 16 septembre.

CERET. Jean-Michel Folon, gravures (1972-1983). Musée d'art moderne, rue Joseph Parayre (87-27-76). Juillet-août.

CHAMBÉRY. Pierre Buraglio. *Fenêtres-dessins d'après.* Musée d'art et d'histoire, square Lannoy-de-Bissy (33-44-48). Jusqu'au 30 juillet.

CHARLEVILLE. Images imaginées : douze photographes contemporains et la pensée de Gaston Bachelard. Musée Rimbaud, quai Rimbaud (33-31-64). Jusqu'au 31 juillet.

CHATEAUROUX. Sculpture en France. Couvent des Cordeliers, rue Alain-Fournier et musée Bertrand, rue des Cordeliers. Jusqu'au 31 août. Alain Kirili, sculptures en terre cuite et dessins. Centre d'art contemporain, place Sainte-Hélène (34-98-25). *Jusqu'au 4 août.*

CHATEL-SUR-MOSELLE. Le vitrail en Lorraine, du XII[e] siècle au XX[e] siècle. Celliers de l'arsenal. Jusqu'au 29 juillet.

CLUNY. André Masson. Sculptures et tapisseries. Ecuries Saint-Hughes (59-05-87). Jusqu'au 16 septembre.

COLMAR. Jean Bazaine. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (41-89-23). Jusqu'au 2 septembre.

DIEPPE. Orages désirés. Jusqu'au 31 août. – Horsfield. Jusqu'au 30 septembre. Château-musée (84-19-76).

DIEULEFIT. Symposium international de sculpture en terre. Ecole maternelle (26-220). Juillet-août.

DIJON. *François Rude au Musée des beaux-arts de Dijon.* De Liotard à Hodler, deux siècles de dessins genevois. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 17 octobre. L'art celtique en Gaule. Collections des musées de province. Musée archéologique, 5, rue du Docteur-Maret (30-88-54). Jusqu'au 20 août.

DOUAI. Donation Delplanque. Musée de la Chartreuse, 4, rue des Chartreux (87-26-63). Jusqu'au 3 septembre.

DUNKERQUE. Trésors des musées du Nord de la France : le Nord de la France de Théodose à Charles Martel. Musée des beaux-arts, place du *Général-de-Gaulle* (66-21-57). Jusqu'au 9 septembre.

FELLETIN. Michel Tourlière. Eglise du Château. Jusqu'au 16 septembre.

FONTENOY-EN-PUISAYE. Un autre regard sur la peinture – Raigneau, peintures/Rolland, œuvres récentes/Vetter, graffiti. Château de Tremblay (44-02-18). Jusqu'au 18 septembre.

FONTEVRAUD. Art espagnol actuel. Abbaye royale (51-73-52). Jusqu'au 2 septembre.

GAILLON. L'univers magique de Wakhevitch. *Décors et costumes.* Château (52-65-98). Jusqu'au 16 septembre.

GORDES. Alechinsky. Frontières et bordures. Abbaye de Sénanque (72-02-05). Jusqu'au 3 septembre.

GRAVELINES. Hommage à Frans Masereel. Musée du dessin et de l'estampe, Arsenal. Jusqu'au 5 août.

GRENOBLE. Nicolas de Staël, peintures et dessins. Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 24 septembre.

HONFLEUR. Cappiello, caricatures et affiches. Musée Eugène Boudin, place Erik-Satie (89-16-47). Jusqu'au 24 septembre – Salon des artistes honfleurais. Grenier à sel. Jusqu'au 31 août.

JOUY-SUR-EURE. Biennale européenne de sculpture de Normandie. Centre d'art contemporain (36-61-55). Jusqu'au 2 septembre.

LA CAVALERIE (Aveyron). Abstraction au carré. Mostra del Larzac (62-70-93). Les Infruts, sur la RN9. Jusqu'au 15 septembre.

LANGRES. *Diderot et la critique de Salon, 1759-1781.* Musée du Breuil de Saint-Germain, 2, rue Chambrûlard (85-08-05). Jusqu'au 15 septembre.

LA ROCHE-SUR-YON. F. Ploay, R. Webb. Photographies – C. Perugini, peintures. Musée municipal, rue Georges-Clemenceau (05-54-23). Jusqu'au 1[er] septembre.

LA SAUNIERE. J.P. Tanguy : de Brest à Saint-Malo, en passant par la Creuse. Château du Théret (80-01-35). Jusqu'au 30 septembre.

LE CREUSOT. Edmond Bernard, inventeur du quotidien. Château de la Verrerie (55-01-11). Jusqu'en novembre.

LE HAVRE. Devade. Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy (42-33-97). Jusqu'au 10 septembre.

LILLE. Extra muros. Sculptures en plein air. Jardin des plantes. Jusqu'au 31 août.

LIMOGES. Biennale internationale de l'art de l'émail. Au Verdurier. Jusqu'au 31 août.

LYON. Paysagistes lyonnais, 1800-1900. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (28-07-66). Jusqu'au 30 septembre. – Bertholin, Gherban, Saytour. Elac, centre d'échanges de Perrache (842-27-39). Jusqu'au 16 septembre. – René Jacques. Fondation nationale de la photographie, 25, rue du Premier-Film (800-86-68). Jusqu'au 29 juillet.

MARCQ-EN-BARŒUL. Chopin. Fondation Septentrion (46-26-37). Jusqu'à fin septembre.

MARSEILLE. Marseille et les grands ports français vus par Louis Garneray. Musée de la marine, palais de la Bourse (91-91-51). Jusqu'au 3 septembre. – Cantini 84. Musée Cantini, 19, rue de Grignan (54-77-75). Jusqu'à fin août. – Techniques du dessin. Musée Grobet-Labadie, 140, boulevard Longchamp (62-21-82). Jusqu'au 30 septembre. – François Bret : le temps qui passe. *Chapelle de la vieille* Charité (90-26-14). Jusqu'au 15 août.

MONTAUBAN. Dado, un signe des temps. Rétrospective 1961-1984. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 30 septembre. – Aspects de la vie quotidienne à Montauban à la fin du Moyen Age. *Museum d'histoire naturelle*, place Bourdelle. Jusqu'au 31 août.

MOUILLERON-EN-PAREDS. La France pittoresque. Découverte du passé national en France au XIX[e] siècle. Musée national des Deux-Victoires (00-31-49). Jusqu'au 24 septembre.

MULHOUSE. *Germinations II.* Grand gymnase universitaire, 4, rue des Frères-Lumière. T.l.j. de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 août. – Le zoo, hier et aujourd'hui. Musée historique, 4, rue des Archives (42-98-11). Jusqu'au 15 septembre.

NANTES. Autour de Michel Ragon. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (74-53-24). Jusqu'au 15 septembre.

NICE. Chagall, vitraux et sculptures. Musée national Message biblique M. Chagall, avenue du D[r] Ménard (81-75-75). *Jusqu'au 8 octobre.* – Helmut Newton-Alice Springs. Photographies. Musée des beaux-arts Jules-Chéret, 33, avenue des Baumettes (44-50-72). Jusqu'à fin septembre. – Picasso. Peintures et sculptures du fonds J. Picasso. Galerie des Ponchettes, 77, quai des Etats-Unis (62-31-24). Jusqu'au 15 septembre. – Jean Eve. Musée international d'art naïf A. Jakovsky. Château Sainte-Hélène, avenue Val-de-Marne (71-78-33). Jusqu'au 16 septembre. – *Estampes japonaises du XVII[e] au XIX[e] siècle.* Enac-Nice Etoile, 24, avenue Jean-Médecin (62-18-85). Jusqu'à fin octobre. – Ecritures dans la peinture. Villa Arson, 20, avenue Stephen-Liegeard (51-30-00). Jusqu'en septembre. – Fêtes et traditions carnavalesques. Pays niçois, Provence, Alpes du Sud, Piémont. Palais Lascaris, 15, rue Droite (62-05-54). Jusqu'au 31 août.

NIMES. Paul Klee. Œuvres de 1933 à 1940. Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc (67-38-21). Jusqu'au 24 septembre.

ORLÉANS. Les peintures françaises au Museum of Art de la Nouvelle-Orléans. *Musée des beaux-arts, 1, place de la République* (53-39-22). Jusqu'au 15 septembre.

POITIERS. Camille Claudel. Rétrospective. Musée Sainte-Croix, 3 *bis*, rue Jean-Jaurès (41-07-53). Jusqu'au 16 septembre.

PONT-A-MOUSSON. Images de Prémontrés. *Jusqu'au 30 septembre.* – Parcours italien : neuf plasticiens. Jusqu'au 25 août. Centre culturel de l'abbaye des Prémontrés (81-10-32).

QUIMPER. Charles Cottet, 1863-1925. Musée des beaux-arts, 40, rue de la Mairie (95-45-20). Jusqu'au 30 septembre.

RATILLY. Charles Marq. Peintures. Château. Eté.

REIMS. L'homme de la dissemblance : *sculpture cardinale à 7 éléments.* Palais du Tau, 2, place du Cardinal-Luçon (47-74-39). Jusqu'au 25 octobre.

RIOM. Donation Prelle et peinture contemporaine. Musée F. Mandet, 14, rue de l'Hôtel-de-Ville (38-18-53). Jusqu'au 21 octobre.

ROUEN. *Choix de dessins français du* XVII[e] siècle. Collection du musée. Musée des beaux-arts, 26 bis, rue Thiers (71-28-40). Jusqu'au 7 octobre. La peinture d'inspiration religieuse à Rouen au temps de Pierre Corneille, 1606-1684. Eglise Saint-Ouen. Jusqu'au 7 octobre.

LES SABLES-D'OLONNE. Totem. Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun (32-01-16). Eté.

SAINT-ANTONIN. Amélie Galup, femme photographe à la fin du siècle dernier. Mairie. Jusqu'au 3 août.

SAINT-ETIENNE. Joseph Beuys, dessins. Musée d'art et d'industrie, place Louis-Comte (33-04-85). Jusqu'en septembre.

SAINT-GENGOUX. Paysages de Bourgogne et d'ailleurs. – Hommage à Charles Ravier. Centre de création rurale (41-64-07). Jusqu'au 15 août.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Chagall, rétrospective de l'œuvre peint. Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 15 octobre.

SAINTES. Saintes à la recherche de ses dieux. Musée de l'Echevinade (74-20-97). Jusqu'au 30 juillet.

SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE. Degottex, œuvres 1977-1983. Galerie Noella G., 5, rue de la Commune (92-00-73). Jusqu'au 30 août.

SAINTE-SUZANNE. L'œuvre de Louis Travert. Château. Jusqu'au 10 septembre. – Poids et mesures dans la vie *quotidienne. Musée de l'Auditoire.* Jusqu'au 16 septembre.

STRASBOURG. Strasbourg à l'affiche, 1890-1930. *Musée historique,* pont du Corbeau (32-25-63). Jusqu'au 16 septembre. – Faïences populaires lorraines en usage en Alsace. Musée alsacien, 23, quai Saint-Nicolas (35-55-36). *Jusqu'au 25 novembre.*

TANLAY (Yonne). Alberto Giacometti : dessins, gravures, lithographies. Souvenirs d'un musée à la campagne : Ancy-le-Franc, 1965-1981. Château (52-26-27). Eté.

TOURNUS. 32 artistes contemporains et l'art roman. Abbaye (51-13-89). Jusqu'au 7 septembre.

TOURS. Temps de l'art. Art du Temps : peintres italiens contemporains. Château, quai d'Orléans. Jusqu'au 15 août.

VALENCAY. Le château des Tuileries, 1564-1883. Château. *Jusqu'au 31 août.*

VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON. Dédale 84. Deuxième Biennale des métiers d'art. Travaux des créateurs résidents : A. Adjemian, sculptures ; G. Cotte, photographies ; A. Cohen, textes et dessins. Jusqu'au 19 août. Chartreuse.

VILLEURBANNE. Jeunes artistes français : Bourget, Dauriac, Faucon, Friedman, Guinochet, Krauth, Leccia, Varini, Verjux. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (884-55-10). Jusqu'au 20 septembre.

THEATRE

Les salles subventionnées

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (742-57-50), le 18, à 19 h 30 : *Tannhäuser* ; le 20 à 19 h 30 : Werther ; les 19, 20 à 19 h 30 ; le 21 à 14 h 30 : *Soirée Stravinski* ; relâche annuelle à partir du 22 juillet.

SALLE FAVART (296-06-11), le 18 à 19 h 30 : Manon ; les 20 à 19 h 30 : Soirée Stockhausen ; relâche annuelle à partir du 22 juillet.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), *les 18, 20 à 20 h 30 : Est-il bon ? Est-il méchant ?* ; les 21, 23 à 20 h 30 : *rue de la Folie Courteline* ; les 19, 22, 24 à 20 h 30 ; le 22 à 14 h 30 : le Misanthrope.

BEAUBOURG (277-12-33). Relâche.

Les autres salles

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), *20 h 30 : mer., jeu. :* le Malentendu ; mar. : les Bonnes ; ven., sam. : Cocteau-Jarry.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. *15 h : le Neveu de Rameau* ; (D. soir, L.), 18 h 30, dim. 17 h 30 : Dialogue aux enfers entre *Machiavel* et Montesquieu.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), mer., jeu., ven., 20 h 30 : Zod, zod, zod...iaque.

CHAPITEAU-PELOUSE DE REUILLY (296-87-86) (D.), 21 h : Dialogues des Carmélites.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) *(mer., D. soir), 21 h, sam. 17 h 30*, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

DIX HEURES (606-07-48) *(D.)*, 20 h 30 : l'Ascenseur ; 21 h 30 : Festival Courteline.

ÉDOUARD VII (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Treize à table.

EGLISE SAINT-MERRI (822-95-06), le 20 à 21 h : Pour Simone Weil.

ELDORADO (208-13-50) *(D. soir, L.)*, 20 h 30, dim. 16 h : L'Arlésienne.

ESPACE GAITÉ (241-84-05), 20 h 30, dim. 15 h : la Mouche et le Pantin.

ESSAION (278-46-42) (D., L.). I, *12 h 30 : Tranche de conte ; 18 h 30 :* Nuit et jour. — II, 20 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini ; *22 h 15 : Rimbophélie.*

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h : Chacun pour moi.

LUCERNAIRE (544-57-34) (L.). I. 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara. — Petite salle, 22 h 30 : Duo Cobra.

MADELEINE (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.

MARIE-STUART *(508-17-80) (D., L.)*, 20 h 30 : Patatis et patatas.

MICHEL (265-35-02) (D. soir, L.), 21 h 15, sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MONTPARNASSE (320-89-90) (D.), 21 h : Exercices de style.

ŒUVRE *(874-42-52) (D., L.)*, 21 h, sam. 19 h 30 et 22 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

POCHE (548-92-97) (D.), 20 h : Gertrude morte cet après-midi (dern. le 24). II. (D), 21 h : le Plaisir de l'amour.

RENAISSANCE (208-18-50) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : le Vison voyageur.

SAINT-GEORGES (878-63-47) (D., L.), 21 h : Théâtre de Bouvard.

STUDIO BERTRAND (783-99-16) (S., D.), 20 h : l'Échelle des vertus ; l'Arbre *de mademoiselle d'Escarbasse* (dern. le 20).

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. (D., L.), 20 h 30 : l'Écume des jours (dern. le 21).

TEMPLIERS (303-76-49) (D., L.), 20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), (D., L.), 20 h 45 : la Revanche de Nana ; 21 h 45 : Y'en a marr...ez vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : *les Babas-cadres* ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

VARIÉTÉS (233-09-92) (D., L.), 20 h 45, sam. *18 h 45 et 21 h 30 : le Bluffeur.*

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 21 h : Laissez chanter les clowns ; *22 h 15 : le* Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51) (L.), 19 h 30 : Odd numbers.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) *(D.), I. 20 h 15 : Areuh=MC2* ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 + Sam. *24 h : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 :* Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D.), *20 h : Tambours et gros Léon* ; 22 h 15 : l'Omelette aux pingouins.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.), I. 20 h 15 + sam. 23 h 45 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

DIX-HEURES *(606-07-48) (D.)*, 22 h 30 : Coup de folie sur les assiettes en faïence.

PETIT CASINO (278-36-50) (D.), 21 h : Il n'y pas d'avion à Ordy ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 21 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93) (D., L.), 20 h 15 : J. Villeret ; 22 h 15 : Panique à Orly.

VIEILLE GRILLE *(707-60-93)* (D. soir, L.), 22 h, dim., 17 h : Métamorphoses d'une mélodie.

Le music-hall

LUCERNAIRE (544-57-34) (D), 21 h : A. Tome.

OLYMPIA (742-25-49) (D. soir, L.), 20 h 30, *dim.*, 17 h 30 : *Frénésie des mers* du Sud ; le 23, à 20 h 30 : T. Maria.

PALAIS DES GLACES *(607-49-93) (D., L.)*, 21 h : Le feu à la tête.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) (D., L.), 22 h 30 : O. Piro.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

La danse

BOBINO (322-74-84) (D. soir), 20 h 45, dim. 17 h : Grand Ballet de Budapest (dern. le 22).

GYMNASE RONSARD *(606-33-60)* (D.), 20 h 30 : Compagnie de danse populaire française.

Spectacle d'eau

ESPLANADE DE LA DÉFENSE Fontaine Agam (979-00-15), Ven., sam. 22 h : Daphnis et Chloé.

Opérettes

POTINIÈRE (266-44-16) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. *15 h : le Roi Carf.*

En région parisienne

Etampes, conservatoire municipal, (494-85-23), le 19 à 21 h : B. Eidi.

Sceaux, 16e Festival de l'Orangerie, (660-07-79), le 21 à 17 h 30 : A. Ciccolini (Beethoven) ; le 22 à 11 h : C. Courtois, *C. Collard (Mozart, Beethoven)* ; à 17 h 30 : Camerata de Versailles, dir. : A. du Closel (Haydn, Mozart).

Versailles, Bassin de Neptune, (950-36-22), le 21 à 22 ; Le triomphe de Neptune.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 18

Eglise Saint-Louis en l'Ile, 18 h 30 et 21 h : Le concert spirituel (Rameau, Couperin, *Marin Marais*...).

Eglise Saint-Merri, 20 h 30 : Cl. Ballif.

JEUDI 19

Eglise Saint-Louis en l'Ile, 18 h 30 et 21 h : Le concert spirituel (Bach, Rebel, Corelli).

Kiosque du Jardin du Luxembourg, 15 h : The Fredericksburg Singers (Janequin, Copland, Bernstein...).

VENDREDI 20

Kiosque du Jardin du Luxembourg, 15 h : Ambassadors of Music.

SAMEDI 21

Eglise Saint-Merri, 21 h : A. Herrera (Brouwer, Ponce, Lauro...).

DIMANCHE 22

Eglise Saint-Merri, *16 h : Ph. Guillaume* (Bach, Villa-Lobos, Sor...).

Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 16 h 30 : J. Maitre (Bach).

LUNDI 23

Salle Pleyel, 18 h 30 : Les arts florissants, *dir. : W. Christie (Charpentier : Médée).*

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.

MARDI 24

Eglise Saint-Louis en l'Ile, 18 h 30 et 21 h : Le concert spirituel (Bach, Rameau, Hotteterre).

Eglise Saint-Séverin, 21 h : N. Zabaleta *(Haendel, Boieldieu, Debussy...). Orchestre P. Kuentz.*

A Dejazet, 18 h 30 : L'académie de l'orchestre (Mozart, Villa-Lobos, Dukas...).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHERE (331-90-76), le 19 à 20 h 30 : B. Koenig's Band, le 20 à *20 h 30 : Distance, à 22 h 30* : Tokoto Ashanty, le 21 à 20 h 30 : Swinging Art Ensemble, 22 h 30 : Massala Ma Kongo.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Whopee Makers, B. Lecroart, (dern. le 22) ; les 23, 24 : Royal Tencopators.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), les 19, 20, 21 à 22 h : P. Blain.

ELDORADO (208-23-50), *le 20 à 21 h* : D. Knopfer.

FORUM (297-53-47), le 18 à 21 h : Dédé St-Prix, Avan Van ; les 19, 20, 21 : 6th Continent ; le 24 : P. Akendengue.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, le 18 : Mongo Santamaria ; le 22 : J. Blood *Ulmer*, ; *les 23, 24 : H. Pascoal ; les 18*, 19 à 19 h : Koino Nia.

PETIT-JOURNAL (326-28-59), 21 h : mer. : M. Zanini + S. Woodyard ; jeudi : Cl. Bolling Trio ; ven. : Cyril Jazz Band ; sam. : Tabac Jazz Band ; lun. : *Vsop* Ragtime Band ; mar. : Tuxedo Blue Six.

PETIT *OPPORTUN* (236-01-36), 23 h : International Jazz Quimet.

PHIL'ONE (776-44-26), les 19, 20, 21 à 22 h 30 : Apartheid not.

SLOW CLUB (233-84-30) (D., L.), 21 h 30 : S. *Guérault*, B. Vasseur (dern. le 21) ; à partir du 24 : R. Franc Dixieland.

STUDIO BERTRAND (783-99-16), le 21 à 20 h 30 : E. Terrones, T. Ramos, J.-F. Pauvros, Boulon, E. et M. Ferré.

ZENITH (208-60-00), le 22 à 21 h : J. Winter.

FESTIVALS

Festival estival de Paris

(549-14-83)

Musée Carnavalet, le 18 à 18 h 30 : C. Young, D. Vellard, R. Cook.

Eglise St-Merri, le 18 à 20 h 30 : Ensemble *intercontemporain*, dir. : M. Schonwandt, Ph. Manoury (Ballif, répétition publique) ; *le 19 à 20 h 30* : Ensemble intercontemporain, dir. : M. Schonwandt (Ballif, Weber, Schoenberg).

Station Auber/RER, le 20 à 16 h 30 : Ensemble d'instruments à vent de Paris (Ibert, Milhaud, Arnold...)

Mairie du Ve, le 20 de 18 h 30 à 23 h : Journée *Cl. Ballif* ; *le* 24 à 18 h 30 : Duo Bouchard-Morrisset (Schubert).

Bateaux-mouches, le 21 à 15 h 30 : Ensemble musique de salon (Nadermann, Rossini, Boieldieu...)

Ste-Chapelle, le 21 à 19 h : Ensemble a sei voci (Josquin des Près, Ingenieri).

Salle Pleyel, le 23 à 18 h 30 : Les arts florissants, dir. : W. Christie (Charpentier).

Festivals en province

AQUITAINE

XVe Festival des Abbayes (58) 74-39-33, Sorde l'Abbaye, Eglise le 20 à 21 h 15 : Ensemble de cuivre d'Aquitaine.

Montaut, Eglise Saint-Pierre de Brocas, le 23 à 21 h 15 : Sextuor à cordes de l'Orchestre national de France (Boccherini, Tchaïkovski).

Montignac Lascaux, Festival du Périgord (53) 51-86-88, les 19, 20, 21, 22 à 21 h : *Journées internationales de folklore.*

Saint-Léon-sur-Vézère, Festival du Périgord noir (53) *51-82-87*, **Eglise romane**, le 21 à 21 h : F. et R. Fontanarosa (Beethoven, Martinu, Brahms) ; le 25 à 21 h : B. Rigutto (Brahms, Schumann, Chopin).

Saint-Méard de Drône, le 21 à 21 h : Ensemble de cuivres de Strasbourg (Gabrieli, Schutz, Hazell).

AUVERGNE

Vichy, Eté musical (70) 31-68-88, **Grand Casino**, le 19 à 21 h : Orchestre symphonique de Vichy, dir. : J. Fonta ; le 21 à 21 h : M. Merkès, P. Merval.

BOURGOGNE

Beaune, Festival des nuits de Bourgogne (80) 30-78-07, **Hôtel-Dieu**, le 20 à 21 h : I. Solisti Veneti, dir. : Cl. Scimone (Vivaldi, Rossini, Mozart).

BRETAGNE

Pontivy, Eté musical (97) *25-00-33*, **chapelle Notre-Dame de La Houssaye**, le 23 à 21 h : Quatuor des solistes de l'Orchestre de chambre tchécoslovaque (Mozart, Ryba, Spohr...).

Festival des Trois Mers (98) 80-05-33, **Saint-Pol-de-Léon, Cathédrale**, le 19 à 21 h : English Baroque Choir, dir. : L. Lovett (Duruflé, Britten, Elgar...).

Brest, hôtel de Ville, le 25 à 21 h : Orchestre P. Kuentz, dir. : P. Kuentz (Haëndel, Boïeldieu, Debussy...).

CENTRE

Amboise, Collégiale Saint-Denis, le 21 à 21 h : P. de Kergommeaux, *G. Pronit*, J. Le Bozec (Marchand, Bach, Alain).

Sully-sur-Loire, Festival, (38) 36-29-46, **Château**, le 20 à 21 h : A. Dumay, M. Dalberto (de Falla, Mozart, Debussy...) ; le 21 à 21 h : I. Pogorelich (Mozart, Chopin, Prokofiev).

Valençay IIIe Festival régional (54) 00-10-66, **Château**, les 19, 20, 21, 22 à *21 h 45 : Homme pour homme* ; le 24 à 21 h 45 : Ecole Compagnie Ballet de Paris ; *le 26 à 21 h 45 : Compagnie* J. Bardot.

CHAMPAGNE-ARDENNES

Braux, Sainte-Colière, Château, (26) 60-83-51, le 21 à 21 h : M.-A. Faure, B. Visnd.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Bagnols-sur-Cèze, VIIe Festival, (66) 89-54-61, **Eglise Saint-Jean-Baptiste**, le 20 à 22 h : Ch. Ivaldi, A. Meunier ; **Festival méditerranéen** *(42) 86-82-14* : **Arles, Théâtre antique**, le 21 : Orchestre national de France, dir. : N. Santi *(Verdi)*.

Cap d'Agde, Centre des Congrès, le 24 : I Solisti Veneti, dir. : Cl. Scimone (Albinoni, Corelli, Vivaldi).

Perpignan, Palais des rois de Majorque, le 22 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : M. Janowski (Tchaïkovski, *Beethoven*) ; le 23 : Orchestre national de France, chœurs de R-F., dir. : *N. Santi (Verdi).*

Carcassonne, Festival de la Cité, (68) 71-30-30, **Théâtre**, les 19, 20 à 21 h : Bye bye show biz ; le 23 à 21 h : Dom Juan ; le 26 à 21 h : Le Roi d'Ys.

***Gourdon-en-Quercy*, Rencontres musicales** (65) 41-06-40 : **Eglise des Cordeliers**, *le 24 à 21 h : Quatuor du Capitole* de Toulouse (Schubert, Haydn, Ravel).

Montpellier, IVe Festival international (67) 66-35-00, **Grammont**, le 18 à 21 h : Ballet du Nord.

Prades, 33e Festival P. Casals, (68) 96-33-07, le 25 : I Solisti Veneti (Vivaldi, Albinoni, Bellini).

Saint-Guilhem-le-Désert, Saison musicale, *(67) 63-14-99*, **Eglise**, *le 21 à 21 h 15 :* London Baroque (Bach, Vivaldi, Corelli) ; le 26 à 21 h 15 : S. Ross (Couperin, Bach).

Sète, XXVe Festival de la Mer (67) 74-14-44, **Th. de la Mer**, les 18, 19 à 21 h 30 : Henri IV ; les 23, 24, 25 à 21 h 30 : Le théâtre comique ou le père, rival de son fils.

LIMOUSIN

Saint-Yrieix, Festival musical (55) 75-94-60, **Collégiale du Moustier**, le 20 à 21 h : Delecluse, Quatuor Akroma (Haydn, Mendelssohn, Flagello).

MIDI-PYRÉNÉES

Comminges, Festival du Comminges (61) *90-00-38*, ***Cathédrale Saint-Bertrand***, le 21 à 21 h 30 : L. Rogg (Buxtehude, Brahms, Bach) ; le 24 à 21 h 30 : J. Langlais (Couperin, Grigny, Daquin).

Eglise Saint-Jean de Montréjeau, le 26 à 21 h 30 : Orchestre du Capitole de Toulouse, Orphéon Donostiarra, dir. : *M. Plasson (Fauré, Franck).*

Saint-Céré (65) 38-29-08, **MJC**, le 19 à 21 h : Duo saxophone piano (Hindemith, Bonneau, Charpentier...).

Eglise Saint-Sauveur de Figeac, le 21 à *21 h : Chœur et orchestre* (Vivaldi).

Eglise Saint-Spérié, le 22 à 21 h : voir le 21.

Le Cayrou, le 24 à 21 h : Ensemble de cuivres de Strasbourg (Gabrieli, Schutz, *Hazell*).

Moutal, le 24 à 21 h : M. Drobinsski.

Théâtre de Cahors, le 25 à 21 h : Solistes du Comté de Flandres (Ravel, Schumann, Haydn).

Eglise Saint-*Maur*, *le 25 à 21 h* : Quintette à vent F. Poulenc (Mozart, Hindemith, Beethoven).

NORMANDIE

Heures musicales du Mont-Saint-Michel 58-00-22, **Villedieu-les-Poêles, Eglise**, le 22 à 21 h : H. Grémy-Chauliac, S. Ross (Soler, Bach).

Carolles, Eglise, le 25 à 21 h : Chœur grégorien de Paris (Bach, Haëndel, Franck...).

PROVENCE COTE-D'AZUR

Antibes, Festival de jazz *(33-95-64)*, le 18 : Weather Report, le 20 : M. Davis, le 21 : Mahavishnu, C. Corea, Catherine-Escoude-Lockwood, le 22 : S. Clarke-M. Vitous, Carla Bley Band, le 23 : B. Enriquez, D. Grisman, Cl. Bolling, Lavelle, le 24 : J. Brown.

Aix-en-Provence, Festival (42) 23-37-81 : **Théâtre de l'Archevêché**, les 19, 21, 24 à *21 h 15 : Il Barbiere di Siviglia* ; les 20, 23 à 21 h 15 : La Finta Giardiniera ; le 18 à 21 h 15 : Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, dir., M. Corboz (Bach) ; *le 22 à 21 h 15 : Orchestre de* l'Opéra de Lyon, London Oriana Choir (Haydn) ; le 25 à 21 h 15 : Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir., *J.-E. Gardiner* (Mozart).

Cloître Saint-Sauveur, à 18 h : le 18 : l'Orient, le 19 : S. Ross (Scarlatti), le 20 : P. Esswood, le 21 : A.-S. von Otter, le 23 : Ph. Corre, E. Exerjean (Milhaud), le 24 : R. Alexander, le 25 : Ensemble Rameau (Bach), le 26 : M. Damonte.

Arles, Festival (90) 96-47-00 : **Théâtre Antique**, le 18 à 21 h 45 : Grand Ballet de la Scala de Milan, le 24 à 21 h 45 : Vanaver Dance Caravan, les 27, 28 à 21 h 45 : Ballet national de Pologne. **Soirées musicales du Méjean**, le 19 à 21 h : London Baroque (Corelli, Vivaldi, Stanley...).

Avignon, Festival (90) 86-24-43 : Cour d'honneur du Palais des papes, les 19, 20, 21, 22, 23, 24 à 22 h : Richard III ; les 21, 22 à 2 h 30 : Angel-Maimone Entreprise.

Th. Municipal, le 18 à 20 h : l'Écharpe rouge ; les 22, 23, 24, 25, 26 à 21 h 30 : Frédéric, prince de Hombourg.

Cloître des Carmes, les 22, 23, 24, 25 à 22 h : Edouard II.

Cloître des Célestins, les 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 à 22 h : les Blouses.

Cour de la faculté des sciences, le 18 à 22 h : On déménage ; les 22, 23, 24, 25, 26 à 22 h : l'École des femmes.

Salle Benoît-XII, les 20, 21, 22, 23, 24 à 21 h 30 : Via.

Théâtre des Halles, les 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26 à 21 h 30 : Ani Maamin.

Cloître du Palais Vieux, les 18, 19 à 19 h : J. Hendricks ; les 22, 23, 24, 26 à *19 h* : H. Delavault.

Chapelle des Pénitents blancs, les 18, *19* à 21 h 30 : l'Ève future ; les 21, 22, 23, 24, 25, 26 à 21 h 30 : Figuren Theater Triangel.

Cour de l'Oratoire, les 18, 19 à 22 h : Woyzeck ; les 23, 24, 25, 26 à 22 h : Eiko et Koma.

Verger d'Urbain V, les 18, 20 à 21 h 30 : le Cycle du roi Arthur.

Hospice Saint-Louis, les 18, 19, 20 à 23 h : la onzième heure ; les 25, 26 à 23 h : Docteur X Hero.

Chapelle des Cordeliers, *18 h : Ecritures* contemporaines.

Métropole N.-D.-des-Doms, le 18, 25 à 18 h : l'Année de la musique tchèque.

Lucernaire-Condition des soies, 14 h 30 : Pour Thomas ; 20 h 30 : Le Passeport ; les 21, 22, 23, 24, 25, 26 à 18 h : Stratégie *pour deux jambons* ; les 18, 19, 20 à 18 h : Enfantillages.

La Tache d'encre, le 18 à 18 h 30 : Un autobus pour Mathilda.

Caserne des pompiers, 18 h 30 : Créanciers.

Club de Bridge (jeu.) 16 h : l'Etau.

Cannes, *Palais des Festivals* (39-44-44), les 20, 21 à 21 h 45 : Ballet de la Scala de Milan.

Carpentras, Festival (90) 63-46-35 : les 21, 23 : le Roi d'Ys ; le 25 : Angelique ; le 18 : Concert guitare et cordes ; le 20 : Concert à Capella ; le 22 : Orchestre *philharmonique* des Pays de la Loire, dir. : M. Soustrot ; le 26 : Mélodies françaises ; *le 20 : Cie entrepositaires de transit* ; les 23, 24 : Cie l'Esquisse, J. Bouvier, R. Obadia.

Amis de la musique du Lubéron, (90) 75-63-28 : **église de Fontaine-de-Vaucluse**, le 23 à 21 h ; **église de Roussillon**, le 24 à 21 h : Quatuor Hagen (Mozart, Beethoven, Apostel).

Menton, 35e Festival de musique de chambre : *Parvis Saint-Michel*, *le 19 à* 21 h 30 : I Musici (Vivaldi, Stamitz, Dvorak) ; *le* 22 à 21 h 30 : I. Pogorelitch (Chopin, Ravel) ; le 25 à 21 h 30 : Quatuor Takacs (Beethoven, Dvorak).

Nice, 1er Festival de musique brésilienne : **Opéra de Nice**, le 18 à 20 h 30 : M. Nobre, M.-L. Corker (Garcia, Nobre, Corker...)

Orange, *Chorégies* *(90) 34-24-24* : **Cour Saint-Louis**, le 21 à 18 h : Ch. Barbaux (Schubert, Brahms, Strauss...) ; à 21 h 30 : J. Carreras.

Sausset-les-Pins, Semaine musicale de la Côte Bleue (45-16-34) : **Mac**, le 21 à 21 h 30 : M. Saury Quartet ; le 23 à 21 h 30 : A. Cornille, Y. Robbe (Liszt, Brahms, Chostakovitch...) ; le 26 à 21 h 30 : Swing Connection, Jazzland Orchestra.

Salon-de-Provence, *Festival Jazz 84* (90) 42-12-12 : le 18 : G. Gil, le 19 : Stray Cats, T. Puente ; le 20 : J. Cliff, le 21 : Weather Report ; le 22 : Mahavishnu Orchestra.

Sophia Antipolis, Soirée (93) 33-10-10 : **Théâtre de la Garrigue**, le 18 à 21 h 30 : Vanaver Caravan ; le 21 : P. Reigner, Rush Dance Company ; le 25 : Slask.

Théâtre du Caram, *le 19 à 21 h 30* : Y. Setsuko ; K. Kokushi ; le 26 à 21 h 30 : The Cambridge Buskers.

Eglise de Biot, le 20 à 21 h : Ensemble Métamorphose, dir. : M. Bourbon.

RHONE-ALPES

Annecy, 1er Festival International de piano (50) 45-26-85 : **Théâtre**, le 26 à 21 h : M. Hazarbassanov (Haendel, Brahms, Schubert...)

1er Festival musical du Loire-Forez, (77) 33-42-45.

Montbrison, *Centre des Pénitents*, le 17 à 21 h : J.-M. Rollez, A. Poudepeyre.

Saint-Galmier, Caveau, le 20 à 21 h : V. Pasquier.

Saint-Genest-Malifaux, Salle des fêtes, le 21 à 21 h : E. Depoix.

Pommier-en-Forez, Eglise, le 24 à 21 h : K. Stoll, R. Meillier.

Noirétable, Le Foyer, le 25 à 21 h : voir St-Genest le 21.

Ambierle, Eglise, le 26 à 21 h : H. Roelofsen, R. Senn, Ensemble Hacquart, dir : C. Dunbraveann.

Vienne, *Musique en Dauphiné* (74) 85-12-62 : **Théâtre antique**, le 18 à 21 h 30 : M. Mathieu ; le 26 à 21 h 30 : P. Sebastien.

CINEMA

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 18 JUILLET

15 h, Hommage à G. Morlay : les Amants terribles, de M. Allegret ; 19 h, Aspects du cinéma japonais - K. Kinoshita : l'École des filles ; 21 h 30 : Susana la perverse, de L. Bunuel.

JEUDI 19 JUILLET

15 h, Hommage à G. Morlay : les Grands, de F. Gandera et R. Bibal ; 19 h, Aspects du cinéma japonais - K. Kinoshita : Comme une fleur des champs ; 21 h, la Chanson du souvenir, de C. Vidor.

VENDREDI 20 JUILLET

15 h, Hommage à G. Morlay : le Roi, de P. Colombier ; 19, Aspects du cinéma japonais - K. Kinoshita : les Nuages du crépuscule ; 21 h, l'Heure suprême, de H. King.

SAMEDI 21 JUILLET

Hommage à G. Morlay : 15 h, Nuits de feu, de M. L'Herbier ; 17 h, le Messager, de R. Rouleau ; Aspects du cinéma japonais : 19 h, Une lumière dans le vent, de K. Kinoshita ; 21 h, Aspects du cinéma japonais : le Mélo : Katsura, l'Arbre de l'amour, de H. Nomura.

DIMANCHE 22 JUILLET

Hommage à G. Morlay : 15 h, Un déjeuner au soleil, de M. Cohen ; 17 h, Quadrille, de S. Guitry ; Aspects du cinéma japonais : 19 h, Comment t'appelles-tu ?, de H. Oba ; 21 h, Chronique d'un couple avec joie et tristesse, de K. Kinoshita.

LUNDI 23 JUILLET

Relâche.

MARDI 24 JUILLET

15 h, Hommage à G. Morlay : les Nuits *blanches de Saint-Petersbourg, de J. Dreville* ; Aspects du cinéma japonais - K. Kinoshita : 19 h, l'Homme éternel ; 21 h, Flûtes et tambours.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 18 JUILLET

15 h, Cimarron, de W. Ruggles ; 17 h, *Panorama du cinéma japonais : Chronique* de Taiko ; 10e tableau ; Hagi, fleur de Bushido ; Jiraiya, héros sacré, de S. Makino ; *19 h, Not of this earth, de R. Corman.*

JEUDI 19 JUILLET

15 h, The Squawman, de Cecil B. de Mille ; 17 h, Panorama du cinéma japonais : Une page folle, de T. Kinugasa ; 19 h, *Zombies of Mora Tau, de E.-L. Cahn.*

VENDREDI 20 JUILLET

15 h, Billy the Kid, de K. Vidor ; 17 h, Panorama du cinéma japonais : Ombres à Yoshiwara, ou le Carrefour, de T. Kinugasa ; *19 h, Gamma people, de J. Gilling.*

SAMEDI 21 JUILLET

15 h, la Piste de 98, de C. Brown ; 17 h, Panorama du cinéma japonais : le Chœur de Tokyo, de Y. Ozu ; 19 h, les Hommes contre, de *F. Rosi* ; 21 h, Valentino, de K. Russell.

DIMANCHE 22 JUILLET

15 h, Viva Villa !, de J. Conway ; 17 h, Panorama du cinéma japonais : Mon amie et mon épouse, de H. Gosho ; 19 h, l'Indien, de C. Reed ; 21 h, Enquête sur la sexualité, de P.-P. Pasolini.

LUNDI 23 JUILLET

15 h, Brigham Young, de H. Hathaway ; Panorama du cinéma japonais : 17 h, Ma petite voisine, Yae, de Y. Shimazu ; 19 h, le Fardeau de la vie, de H. Gosho.

MARDI 24 JUILLET

Relâche.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; *Paramount Maillot*, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES ANNÉES DÉCLIC (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LES ARAIGNÉES (All.) : *Studio Saint-Séverin*, 5e (354-50-91).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

BOUNTY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BREAK STREET 84 (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

BUSH MAMA (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

CANNON BALL II (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). *V.f. : Rex*, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (326-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA CLÉ (**) (It., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

LA CONDITION DE L'HOMME (Jap., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

DENT POUR DENT (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (544-14-27) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

EMMANUELLE IV (**) *Maxéville*, 9e (770-72-86).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FOOTLOOSE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

FORBIDDEN ZONE (A., v.o.) : *Studio* Galande (h. sp.), 5e (354-72-71).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.) : *Paramount Marivaux*, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FRAULEIN S.S. (It., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

L'HOMME A FEMMES (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e *(359-41-18). V.f.* : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LADY LIBERTINE (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : *Saint-Germain Studio*, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LOOKER (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

MARIA CHAPDELAINE (canadien) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

MES CHERS AMIS No 2 (It., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16).

MISSISSIPPI BLUES (franco-américain) : La Pagode, 7e (705-12-15).

LES MOISSONS DU PRINTEMPS (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A., v.o.) : *Gaumont Halles*, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

NEW YORK NIGHTS (A., v.f.) (**) : Cinévog, 14e (320-68-69).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

PARIS VU PAR... (20 ans après) (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies (h. sp.), 1er (260-43-99).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA PIRATE (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

QUARTETTO BASILEUS (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : *Escurial*, 13e (707-28-04).

TANK (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES FILMS NOUVEAUX

LES BRANCHÉS DU BAHUT, film *américain de Robert Butler ; v.o. :* Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; *Paramount Maillot*, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE CHEVALIER DU MONDE PERDU (*), film américain de David Worth ; v.o. : Gaumont Ambassade, 8e (359-36-14) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; *Mistral, 14e (539-52-83) ; Gaumont* Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES EXTERMINATEURS DE L'AN 3000, film italien de Jules Harrison ; v.o. : George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Mont*martre, 18e (606-34-25) ; Images,* 18e (522-47-94).

HERCULE, film américain de Lewis Coates ; v.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

NEW-YORK 2 HEURES DU MATIN (*), film américain de Abel Ferrara ; v.o. : Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; *Montparnos, 14e* (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; *Images, 18e (522-47-94)* ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

XTRO (*) ; film américain de Harry Bromley Davenport ; v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; La Bastille, 11e (307-*54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48)* ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : *Marbeuf*, 8e (225-18-45).

TONNERRE (A. v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : *Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e* (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (331-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VENDREDI 13, LE CHAPITRE FINAL (*) (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; *UGC Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f.* : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; *UGC Gobelins, 13e (336-23-44)* ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; *UGC Biarritz, 8e* (722-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : *Saint-Ambroise, 11e (700-89-16)* ; Athéna (h. sp.), 12e (343-00-65) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (h. sp.), 17e *(380-03-11)*.

YENTL (A.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12), UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V. f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Denfert, 14e (321-41-01).

AMBRE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

AMERICA AMERICA (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

ANTONIO DAS MORTES (Brés., v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-*Lambert, 15e (532-91-68).*

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). – V.f. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE-NEIGE (A, v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

BLOW UP (A., v.o.) : *Reflet Médicis*, 5e (633-25-97).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Am., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CORRESPONDANT-17 (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

DE L'OR EN BARRES (Ang., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V. f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; *Bretagne, 6e* (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Gobelins, *13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e* (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

EL (Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (236-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

EMMANUELLE (Fr.) (**) ; Paramount-City, 8e (562-45-76).

L'ENIGME DE *GASPARD HAUSER* (All., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ÉTRANGER (It.) : Logos I, 5e (354-42-34).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – Murat, 16e (651-99-75) ; V.F. : Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er *(297-49-70) ; St-Michel, 5e* (326-79-17) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – *V. f. : Berlitz, 2e (742-60-33)* ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Calypso (H. sp.) 17e (380-30-11).

LE FAUX COUPABLE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, *15e (575-79-79) ; v.f. : St-*Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-*04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e* (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA FILLE DE RYAN (Angl., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V. F. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Lumière, 9e (246-49-07).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflets Quartier Latin, 5e (326-84-65).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

FREAKS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

FURYO (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

LE GRAND PARDON (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) ; Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UCG Boulevard, 9e (246-66-44) ; *UGC Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HAIR (A., v.o.) : *Boîte à films*, 17e (622-44-21).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) : George-V, 8e (562-41-46).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : *Champo*, 5e (354-51-60).

LA HYÈNE INTRÉPIDE (A., v.f.) : Paramount City, 8e (562-45-76) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Mont*parnasse, 14e (329-90-10).*

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) : *Quintette*, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LADY LOU (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32) ; Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

LA PLAGE DU DÉSIR (Brés., v.o.) (**) : *Movies*, 1er (260-43-99).

PARIS VU PAR (1964, Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PIQUE-NIQUE A HANGING ROCK (Aus.) : Movies, 1er (260-43-99).

RAMBO (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

SALUT L'AMI, ADIEU LE TRESOR (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, *13e (331-60-74)* ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

SEX O CLOCK USA (A., v.f.) (**) : Bo*naparte, 6e (326-12-12).*

SOIF DU MAL (A., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Lincoln, 8e (359-36-14).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

SUPERMAN I, II, III (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Champs-Elysées, *8e (359-12-15) ; v.f. : Rex, 2e* (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, *1er (508-94-14).*

THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

TRAQUENARD (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES TROIS LANCIERS DU BENGALE (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (All., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

LES VITELLONI (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

Les festivals

BUNUEL AU MEXIQUE : Marais, 4e (278-47-86) ; T.l.j. : la Vie d'Archibald de la Cruz ; Don Quintin l'Amer ; le Grand Noceur.

MARX BROTHERS : Action Ecoles, 5e (327-72-07), mer. : *Monkey Business* ; jeu. : Explorateurs en folie ; ven. : la Soupe au canard ; sam. : les Marx au grand magasin ; dim. : Chercheurs d'or ; lun. : Une nuit à l'Opéra ; mar. : Plumes de cheval.

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA RKO (v.o.) : Olympic Petite salle, 14e (545-35-38) ; mer., jeu. : Sylvia Scarlett ; ven. : l'Entreprenant M. Petrov ; sam. : la Malédiction des hommes-chats ; dim. : Voyage au pays de la peur ; lun., mar. : Lune de miel mouvementée.

CYCLE PATRICK DEWAERE : Ciné 13 première, 18e (259-62-75) ; sam., dim. : Beau-père ; Un mauvais fils.

GARBO (v.o.) : ven., lun., sam., dim. : la Femme aux deux visages ; Ninotchka ; la Reine Christine.

HITCHCOCK : Action rive gauche, 5e (329-44-40) (v.o.) : mer., dim., mar. : Psychose ; jeu., sam., lun. : les Oiseaux ; ven. : l'Etau ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66), (v.o.) : mer., jeu., ven., lun., sam., dim. : Soupçons ; mer., jeu., ven., lun., dim. : Mr. and Mrs Smith ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) (v.o.) : mer., sam., lun. : Une femme disparaît ; jeu., mar. : Jeune et innocent ; ven., dim. : les Trente-neuf marches.

MARILYN FOR EVER (v.o.), 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; mer., jeu., sam., lun. : Certains l'aiment chaud ; ven., dim. : le Milliardaire ; mar. : Niagara.

LES POLARS DE L'ÉTÉ (v.o.), Action Lafayette, 9e (329-79-89), mer., jeu. : Fury : ven., sam. : Adieu ma jolie ; dim., lun., mar. : Quand la ville dort.

PROMOTION DU CINÉMA : Studio 28, 18e (606-36-07), mer. : Reckless ; jeu. : le Dernier Testament ; ven. : le Mystère Sylkwood ; sam. : la Pirate (*) ; dim., mar. : Un dimanche à la campagne.

ERIC ROHMER, ÉLOGE A LA RIGUEUR : Denfert, 14e (321-41-01), jeu., sam., mar., *dim.* : la Collectionneuse ; jeu., ven., lun. : la Carrière de Suzanne ; mer., ven., dim., mar. : le *Genou de Claire* ; *t.l.j. sauf dim., mar.* :

—— POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES ——







CINEMA

la Femme de l'aviateur ; t.l.j. sauf jeu., sam. : l'Amour l'après-midi ; mer., sam. : la Marquise d'O.

TRUFFAUT-DOINEL : Logos, 5e (354-42-34), mer., dim. : les Quatre Cents Coups ; jeu., lun. : Baisers volés ; ven., mar. : Domicile conjugal ; sam. : l'Amour en fuite.

HOMOSEXUALITÉ (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar. : Sébastiane ; dim., lun. : l'Homme blessé ; dim., lun., mar. : Querelle ; dim., lun. : Outrageous ; dim., lun., mar. : Flesh.

LE PARI DEPARDON : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), Reporters ; tlj., sf dim. et lun. : San Clemente ; mer., dim., lun., mar : Tchad-Yemen-Tibesti Too ; tlj., sf sam., mar. : Faits divers ; tlj., sf mer. : Numéro zéro.

WOODY ALLEN (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; mer. : Stardust Memories ; jeu. : Intérieurs ; ven. : Annie Hall ; sam., mar. : Guerre et amour ; dim. : Bananas ; lun. : Woody et le Robot.

BERNADETTE LAFONT, VAGABONDAGES : Studio 43, 43, rue du Fg-Montmartre (770-63-40) : Mer., 18 h, lun., 20 h : Vincent mit l'âne dans un pré ; mer., 20 h, sam., 18 h : l'Amour c'est gai, l'amour c'est triste ; mer., 22 h, sam., 16 h, dim., 20 h : Noroît ; jeu., 18 h, dim., 22 h : Zig Zag ; jeu., 20 h : la Maman et la Putain ; ven., 18 h, sam., 20 h, lun., 22 h : les Bonnes Femmes ; ven., 20 h, sam., 22 h : le Beau Serge ; ven., 22 h : le Révélateur ; sam., 14 h, lun., 18 h : Gwendoline ; dim., 14 h : Jeanne et la moto ; Paul ; Marie et le curé ; 16 h : les Gants du diable ; 18 h : Certaines nouvelles.

CYCLE FANTASTIQUE ET SCIENCE-FICTION (v.o., v.f.) : Cosmos 6e (544-28-80), mer., 14 h : le Mystère de la troisième planète (v.f.) ; mer., 16 h, ven., 22 h, sam., 19 h, lun., 17 h : la Chauve-souris (c.m.) ; l'Arc-en-ciel lunaire ; mer., 18 h, ven., 14 h : la Chasse sauvage du roi Stakh ; mer., 21 h, ven., 19 h, lun., 14 h : A travers les ronces vers les étoiles ; jeu., 14 h : l'Auberge des visiteurs de l'au-delà ; jeu., 16 h, lun., 19 h : Rapport sur le cosmonaute Pirks ; jeu., 18 h, mar., 14 h : Aelita ; jeu., 20 h, mar., 22 h : la Nébuleuse Andromède ; jeu., 22 h, mar., 16 h : la Musique (c.m.) ; Vyj ; ven., 17 h, dim., 19 h : le Huitième Jour de la création ; Sept pas au-delà de l'horizon (v.f.) ; sam., 14 h, mar., 18 h : Terre Sannikov (v.f.) : sam., 16 h, dim., 21 h : Stalker ; dim., 16 h, lun., 21 h, sam., 21 h : Solaris ; dim., 14 h : Randonnée cosmique (v.f.).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.), St-Ambroise, 11e (700-89-16), mer. 18 h, sam. 19 h 20, dim. 15 h 30.

LES AMANTS DE LA NUIT (A., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

AMERICAN GIGOLO (*) (A., v.o.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 20 + Sam. 0 h 30.

L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS (Austr., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 19 h 30.

CASANOVA (de Fellini) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), ven. à lun., 22 h 15.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h 10.

LA CITE DES FEMMES (*) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15.

LE CHATEAU DE L'ARAIGNEE (Jap., v.o.), St-Lambert, 15e (532-91-68), mer., ven., 21 h.

LES CHEMINS DE LA HAUTE VILLE (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44), mer., sam. 21 h 45, ven. 19 h 45, dim. 16 h, mar. 19 h 45.

LES CHIENS DE PAILLE (**) (A., v.o.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), sam. 18 h 30, jeu., ven. 18 h, dim. 20 h 30, lun. 22 h 15.

LES CONTES D'HOFFMANN (A., v.o.) Epée de Bois, 5e (377-57-47), 18 h.

COUP DE TORCHON (Fr.) Grand-Pavois, 15e (554-46-85), jeu. 20 h, sam. 20 h 30.

DANTON (Fr.-Pol.), Grand Pavois, 15e (554-46-85), lun. 18 h 30.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.), St-Lambert, 15e (532-91-68), ven., mar. 20 h 30, mer., lun. 17 h.

ELEPHANT MAN (Brit., v.o.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), sam. 22 h 15.

LA FÊTE DE GION (Jap., v.o.) Olympic-Entrepôt, 14e (545-35-38), 18 h en sem.

LA FIEVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), mer., jeu., ven., lun., mar. 17 h 30 ; sam. 15 h 30, dim. 14 h.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), mer. à mar. 22 h 30, dim. 19 h.

L'HABILLEUR (A., v.o.), Boîte à Films, 17e (622-44-21), jeu. à mar. 18 h 05.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), mer. 21 h 30, ven. 18 h 30 + St-Ambroise, 11e (700-89-16), dim. 21 h.

LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., mar. 11 h 55.

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (Ang-A. ; v.o.), Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 17 h 40.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.), Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.

MORT A VENISE (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), t. l. j., 20 h + sam., dim. 15 h 30.

MISTER ARKADIN (A., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 13 h 10 + ven. 0 h 30.

PENDEZ-MOI HAUT ET COURT (A., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), mer., dim., mar. 22 h.

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI (A., v.o.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), mer., sam. 18 h 30, jeu., lun. 21 h.

LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), lun., mar. 11 h 40.

PULSIONS (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), ven., sam. 24 h.

RAGTIME (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82), 14 h.

SALO (**) (It., v.o.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), ven., sam. 0 h 20.

SCARFACE (*) (A., v.o.), Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 21 h 45.

SUZANNE SIMONIN, LA RELIGIEUSE DE DIDEROT (Fr.), St-Ambroise, 11e (700-89-16), lun. 15 h 40.

LA TRAVIATA (It., v.o.), Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 05.

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 20.

VIVRE VITE (Esp., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (805-51-33).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (*) (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), 21 h 30.

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 18 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Série : Dallas.
L'Enfer des Ewing.

21 h 25 Nuit d'été de l'INA.
Deux video-flashs, petits tableaux humoristiques, ouvrent le rideau de cette longue soirée INA.

21 h 35 Alice Transit.
Magazine-fiction préparé par S. Blum, F. Dumas, D. Deleskiewicz.
« Stations », de B. Wilson ; Souvenirs de Printemps dans le Lio Ning : séjour en province chinoise avec le musicien Steve Reich ; Raoul Ruiz, etc.
Léger, petit, court, sautillant, triste ou gai, mirage lunaire ou miracle technique, un mini-feuilleton vidéo du metteur en scène américain. Un enchaînement de tableaux impossibles à raconter mais qui se suffisent à eux-mêmes, qui suivent une même logique : celle du rêve onirique.

22 h 35 Carlotta Ikeda, danseuse de buto.
Emission d'A. Kendall.
Les dernières répétitions d'« Utt », spectacle de danse-solo de Carlotta Ikeda, fondatrice de la compagnie Ariadone.

23 h 5 Journal.

23 h 20 Leçon de musique : le shakuhachi.
Emission de Mildred Clary.
Leçon de shakuhachi, flûte à cinq trous taillée dans le bambou, introduite au Japon au treizième siècle.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Les fils des alligators.
De F. Ryck, réal. A. Farwagi.
Dans les années 1974-1980 en Italie, période « faste » pour les Brigades rouges, un joueur de tennis finaliste en Coupe Davis adhère au mouvement extrémiste. Ce film tiré du roman de Francis Ryck condamne l'horreur de cette lutte armée mais démontre que la société, pour en venir à bout, utilise les mêmes armes.

22 h 10 Série : Cent ans d'automobile.
Du teuf-teuf au turbo. N° 3 : La course en bleu, blanc, rouge.
Les somptueuses limousines : la Bugatti. Les grands circuits : Le Mans, Indianapolis.

22 h 40 Sport : catch, à Gonesse.
Les Maniaks contre Gordon et Bordes.

23 h 10 Journal.

23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 US Festival 83 : Hard rock.
Avec les groupes : Berlin, Quarter Flash, Missing Persons, U2, Pretenders, Joe Walsh, Stevie Nicks.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Parole de régions.
Ce soir FR 3 Aquitaine : voyage en gastronomie.

22 h 5 Cinéma : Deux lions au soleil.
Film français de Claude Faraldo (1980), avec J.-P. Sentier, J.-F. Stevenin, C. Lachens, J.-P Tailhade, M. Sarcey, M. Robin, V. Kling.
Deux prolos, quadragénaires qui entretiennent une relation homosexuelle, décident de quitter l'usine et cherchent à profiter de la vie en pratiquant le vol et le chantage. Si Faraldo reste, ici, le cinéaste du « ras-le-bol », il a remplacé la contestation provocante par une sorte d'humour noir, une attitude pessimiste. Ses marginaux, extravagants et amis pour le meilleur et le pire, font un curieux voyage au bout de l'échec.

0 h Prélude à la nuit.
Métamorphoses, *de Wazercha, interprétées par Elisabeth Chojnacka au clavecin.*

FRANCE-CULTURE

20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Musique : Thomas Mann, la musique et la germanité (le chant de douleur du docteur Mann).
22 h 30 Nuits magnétiques : Laurie Anderson.

FRANCE-MUSIQUE

FM A AIX-EN-PROVENCE
21 h 30 Concert (en direct du théâtre de l'Archevêché) : *La Passion selon saint Jean*, de Bach, par l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, dir. M. Corboz, sol. B. Schlick, J. Tomlinson, A. Rolfe-Johnson, P. Esswood, K. Equiluz, P. Brodard.
23 h 30 Les soirées de France-Musique.

Jeudi 19 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.

11 h 55 Quarante ans déjà.

12 h Bonjour, bon appétit.
Magazine de Michel Oliver.
Gigot farci et beignets d'aubergines.

12 h 30 Cocktail maison.

13 h Journal.

13 h 30 Série : La conquête de l'Ouest.

14 h 25 Objectif santé.
L'anémie par carence de fer.

15 h 15 Quarté en direct d'Enghien.

15 h 40 Sports : Tour de France cycliste (en Eurovision).

17 h Croque-vacances.
Dessins animés, variétés, infos-magazine, feuilleton.

17 h 55 Dessin animé : Dog father.

18 h 5 Votre auto a cent ans.
Ping-pong sur l'Atlantique.

18 h 15 Série : Une autre vie.
Chez les Palassissi, le dernier film (inédit) est consacré au voyage qu'effectue Anteame avec quelques Indiens pour aller vendre à Cayenne les produits de leur artisanat.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Tour de France (résumé).

20 h Journal.

20 h 35 Passeport pour la forme : Foca (Turquie).
Emission de C. Barma et A. Knapen.
En Turquie, avec quelques grands sportifs français : Jean-Pierre Rives, Sophie Berger (karaté), Michel Bevreur (cascadeur)..., quelques chanteurs et comédiens.

21 h 35 Téléfilm : l'Espagnol.
D'après le roman de Bernard Clavel. Adapt. B. Clavel et J. Prat, avec J.-C. Rolland, D. Davray, L. Corne... 1re partie (redif.).
1939 : deux républicains espagnols sortis de la guerre d'Espagne sont engagés comme ouvriers dans un petit village du Jura. Leur adaptation dans un monde dur qui cache les débuts de la seconde guerre mondiale. Une œuvre de télévision tout à fait remarquable.

23 h 10 Journal.

23 h 25 Vivre en poésie : l'Enfant et le Poète.
Emission de J.-P. Rosnay.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal.

12 h 5 Série : les globe-trotters.

12 h 30 Cyclisme : Tour de France.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Des agents très spéciaux.
Opération chauve-souris.

14 h 25 Aujourd'hui la vie.
Des auteurs et vous.

15 h 25 Sports été.
Basket : demi-finales du championnat universitaire des Etats-Unis.

18 h Récré A 2.
Albator.

18 h 30 C'est la vie.
Sites, musées, vacances insolites.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Télévisions du monde : Meurtre à bon compte.
Soirée de la télévision ouest-allemande.
Téléfilm de la ZDF-RFA, d'après une nouvelle d'Oscar Wilde, réal. R. Gregan.
Un comte, des comtesses, des créanciers, un château et l'enterrement d'un grand oncle richissime. Une série de machinations.

22 h 5 Cirque : Zirkus-Zirkus.
Une séquence spécialement conçue pour les petits et les grands dans la célèbre série de la chaîne allemande ZDF, « Zirkus-Zirkus » : la famille Weiser et ses chimpanzés ; les Spindlers et leurs éléphants ; Jurgen Harendt et ses tigres ; Uwe Schwichtenberg et son âne ; le Cherifienne Truppe, des acrobates ; Los Erminios, des jongleurs ; Petra au trapèze ; Berolinas le manège motos ; The New French et The Great Folcos, les clowns.

22 h 35 Rock-pop : Santana.
Entre le rock latin et le jazz, torride toujours, un des plus grands groupes de rock, qui est passé récemment au parc de Sceaux, avec Bob Dylan, devant plusieurs dizaines de milliers de personnes !

23 h 5 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 3 Jeu littéraire : Les mots en tête.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Biennale de la danse.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Téléfilm : les insomnies de Monsieur Plude.
De F. Kneler et J. Dasque, avec J. Dufilho, H. Vallier, P. Magueion...
Un petit village de Haute-Provence, autour d'une histoire de clocher. Une cloche qui sonne trop fort, des habitants muets, des intrigues politiques...

22 h 5 Journal.

22 h 25 Parole de régions.
FR 3 Aquitaine : le Pays basque.

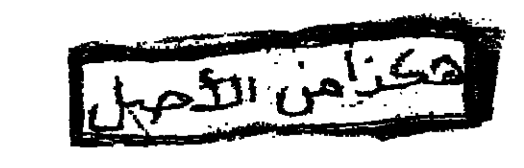
22 h 35 Prélude à la nuit.
Symphonie « Salzbourg » KV 136 de W. A. Mozart, interprétée par l'Orchestre des solistes de Berlin.

FRANCE-CULTURE

7 h Réveils en d'autres lieux.
8 h Les chemins de la connaissance : Sandor Ferenczi, une psychanalyse chaleureuse ; à 8 h 33, les trésors de Cérès ; à 8 h 50, les algues et les vagues.
9 h 5 Matinée de la littérature.
10 h 30 Le cri du homard.
10 h 50 Musique : quelques singularités des opéras de Mozart (le remaniement d'*Idoménée* ; à 14 h 50, la portée politique des *Noces de Figaro*).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Peintres et ateliers.
14 h 10 Un livre, des voix : « Porter la nef des fous », de Catherine Anne.
16 h 3 Méridiennes : adresse aux vivants ; à 16 h 10, Mediator (l'idée de pêche) ; à 16 h 55, Persona ; à 17 h 30, Partition ; à 18 h 20 : Intime conviction.
18 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : L'homme-tronc et son voyageur, d'Andrée Chedid, lu par Sami Frey.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine.
20 h 00 Les enjeux internationaux.
20 h 30 « Kyra Kyralina », de Panaït Istrati (2e partie). Avec S. Joubert, E. Legrand, N. Nerval...
22 h 30 Nuits magnétiques : Saint Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

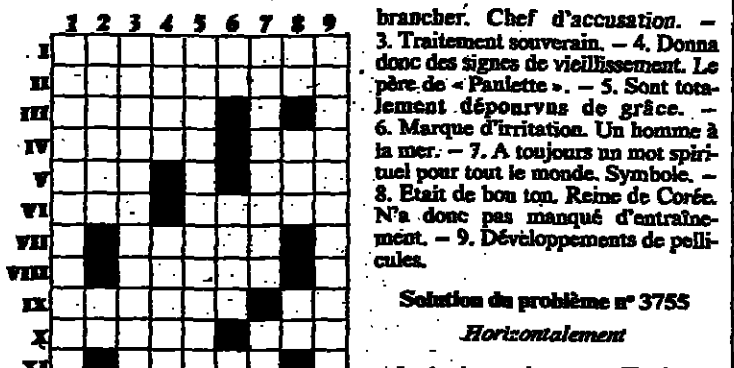
FM A AIX-EN-PROVENCE
2 h Les nuits de France-Musique.
7 h 10 Actualité du disque compact.
9 h 5 Méditerranées : Turquie – Musique de la « Sublime Porte » ; œuvres de Mozart, Gluck, Rossini, Bellini, Liszt, Chevki, Bey, Meyerbeer, Ravel, Saygun.
12 h Concert (en direct du cloître Saint-Sauveur) : œuvres de Constantinidis, Antoniou, Hadjidakis, Liszt, par Elena Mouzalas, piano.
13 h 5 Le jazz au Sud.
14 h Chasses aux trésors : œuvres de Mozart, Schumann, Schmidt, Prokofiev.
17 h L'imprévu (en direct des « Deux Garçons ») et à 19 h 30.
18 h Une heure avec... Scott Ross, clavecin : œuvres d'Haendel, Scarlatti.
19 h 30 Jazz (avec A. Francis en duplex de Juan-les-Pins).
20 h Musiques à danser.
21 h 30 Concert (donné à l'Opéra de Nice le 18 juillet 1984) : *Ouverture en ré*, de Nunes-Garcia ; *Concerto pour piano*, de Nobre ; *Variations élémentaires*, de Krieger ; *Batuque*, de Lorenzo Fernandez ; *Choros n° 6*, de Villa-Lobos, par l'Orchestre philharmonique de Nice, dir. M. Nobre, sol. M.L. Corker, piano.
23 h 30 Les soirées de France-Musique.



INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3756



HORIZONTALEMENT

I. Fréquentent le collège à n'importe quel âge. – II. A toujours besoin de fonds pour mener à bien ses projets. – III. On en a par-dessus la tête ou on s'asseoit dessus. – IV. Voit donc son empire menacé. Se la coule douce en Ethiopie. – V. Communication par « fil » entre la Chine et l'URSS. C'est parfois l'œuvre d'un fou. – VI. Est obligée de sortir pour faire son entrée. Titre. – VII. Bien poli mais pas très sortable. – VIII. Faire un brin de conduite. – IX. Bien pris. A la base d'un partage équitable. – X. Fait monter lorsqu'elle est basse. Passage pour piétons dans une circulation fluide. – XI. Ancienne ville d'Asie Mineure.

VERTICALEMENT

1. Opérations à cœur ouvert. – 2. N'offre donc aucune prise pour se brancher. Chef d'accusation. – 3. Traitement souverain. – 4. Donna donc des signes de vieillissement. Le père de « Paulette ». – 5. Sont totalement dépourvus de grâce. – 6. Marque d'irritation. Un homme à la mer. – 7. A toujours un mot spirituel pour tout le monde. Symbole. – 8. Etait de bon ton. Reine de Corée. N'a donc pas manqué d'entraînement. – 9. Développements de pellicules.

Solution du problème n° 3755

Horizontalement

I. Anthropophage. – II. Rarissime. Melba. – III. Bris. Brousse. – IV. Oc. Te. Uri. Stars. – V. Ribote. Ernée. Çà. – VI. Is. Gié. Ut. Aéi. – VII. Csardas. Vétéran. – VIII. Uélé. Rôti. Esaü. – IX. Osselets. – X. Top. Amère. Praos. – XI. Rue. Te. Aorte. – XII. Coïncidence. – XIII. Coi. Etalagistes. – XIV. Event. Lee. Eu. – XV. Se. Pépiniériste.

Verticalement

1. Arboricultrices. – 2. Narcisse. Où. Ove. – 3. Tri. Alopécie. – 4. Histoires. Np. – 5. Rs. Et. Satiété. – 6. Osé. Egarement. – 7. Pi. Isolé. Cali. – 8. Ombrée. Terril. – 9. Périr. Vite. Dali. – 10. Nue. Egée. – 11. Amusette. Panier. – 12. Geste. Escrocs. – 13. Elsa. Ara. Arêtes. – 14. Berceau. Ot. Eut. – 15. La. Sain. Usées.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 20 JUILLET

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).

« Le Sénat » 15 heures, 20, rue de Tournon (Marion Ragueneau).

« Autour du Luxembourg », 15 heures, 12, place Saint-Sulpice (B. Czarny).

« Restauration des hôtels du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Le Marais, l'Hôtel de la Brinvilliers et l'affaire des poisons », 15 heures, métro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).

« L'île Saint-Louis », 15 heures, 6, rue Saint-Martin (Paris autrefois).

« L'Eglise Saint-Eustache et le quartier des Halles », 15 heures, église Saint-Eustache côté rue du Jour.

« Montparnasse insolite », 15 heures, 146, boulevard du Montparnasse (Paris et son histoire).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 18 juillet :

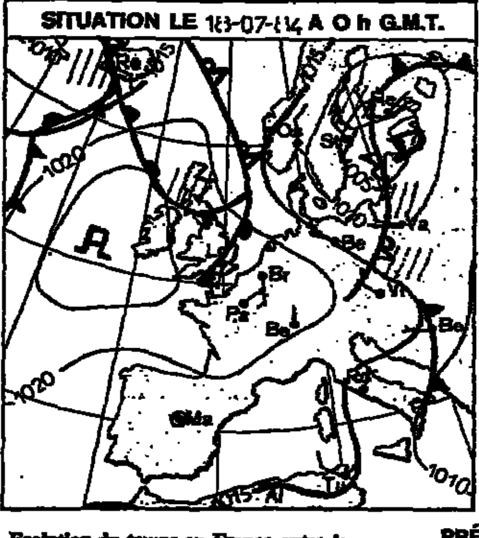
DES DÉCRETS

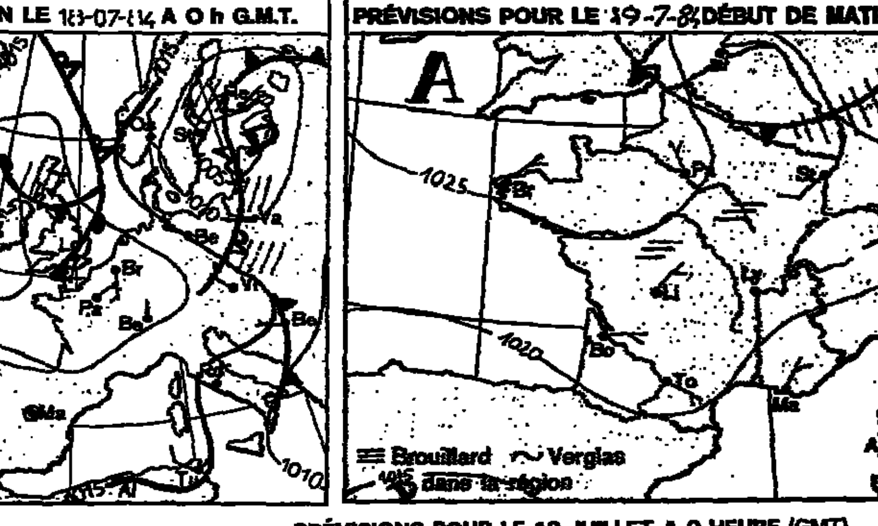
● Instituant un congé spécial pour les préfets ;

● Pris pour l'application de l'article 14 de la loi du 30 décembre 1982 relatif aux grands projets d'infrastructures, aux grands choix technologiques et aux schémas directeurs d'infrastructures en matière de transports intérieurs ;

● Modifiant certaines dispositions de procédure civile et d'organisation judiciaire (saisies immobilières).

MÉTÉOROLOGIE



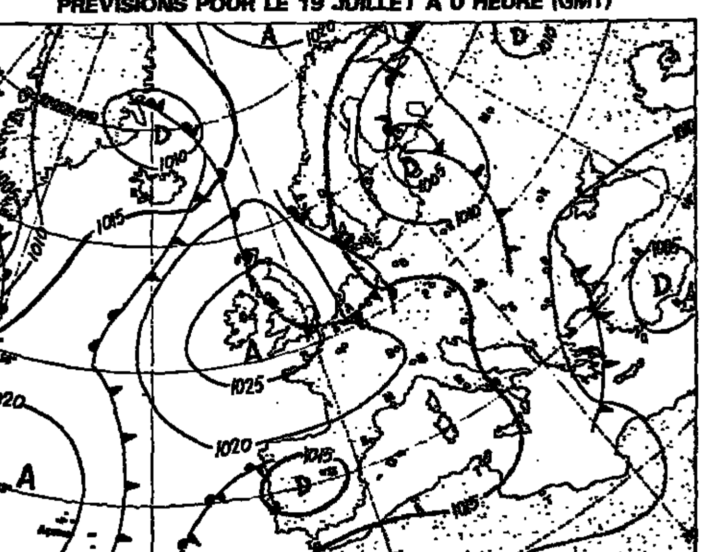


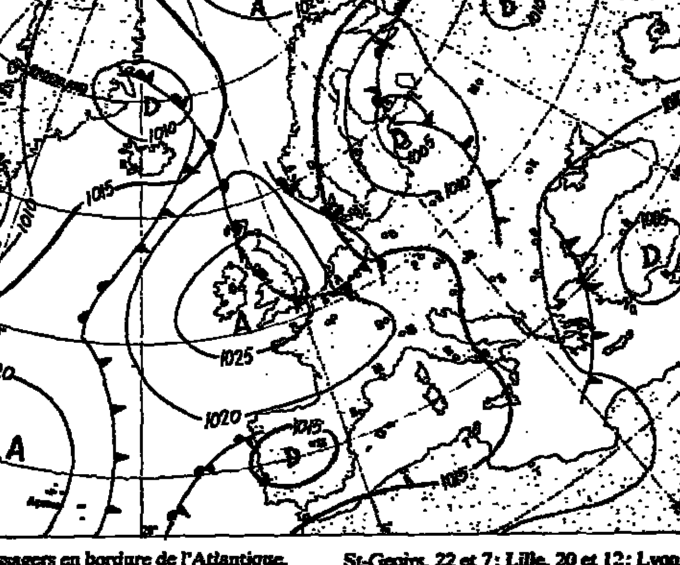
Evolution du temps en France entre le mercredi 18 juillet à 0 heure et le jeudi 19 juillet à 24 heures.

La situation météo subit peu d'évolution depuis quelques jours, la France est partagée entre l'influence des hautes pressions qui donne du beau temps sur l'ouest et la proximité des perturbations qui donne des nuages sur le nord-est.

Jeudi : toujours des nuages dès le matin au nord-est de la Seine ; les températures seront de 10 à 11 degrés. Ce temps maussade gagnera vers le Jura et le nord des Alpes dans la journée et il pleuvra sur les régions frontalières du Nord et du Nord-Est. Il fera 18 degrés sur l'extrême nord, 21 à 24 degrés sur le reste de la région.

Sur plus de la moitié sud-est, matinée localement brumeuse puis temps ensoleillé avec seulement quelques nuages passagers en bordure de l'Atlantique.





Il fera frais le matin dans l'intérieur 5 à 9 degrés, en bordure de l'océan 12 à 13 degrés et près de la Méditerranée encore 18 degrés.

Au cours de la journée, les températures atteindront 19 degrés en bordure de la Manche, 24 à 25 degrés sur la plupart des régions de la moitié ouest. Il fera tout de même 26 à 28 degrés près des Pyrénées et 27 à 30 degrés dans le Midi méditerranéen.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 18 juillet à 8 heures, de 1 023,6 millibars, soit 767,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juillet ; le second le minimum de la nuit du 17 au 18 juillet) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 25 et 13; Bordeaux, 26 et 14; Bourges, 10 (mini.) ; Brest, 20 et 11; Caen, 21 et 10; Cherbourg, 17 et 12; Clermont-Ferrand, 21 et 6; Dijon, 20 et 9; Grenoble-St-M.-H., 24 et 9; Grenoble-St-Geoirs, 22 et 7; Lille, 20 et 12; Lyon, 22 et 8; Marseille-Marignane, 28 et 13; Nancy, 17 et 6; Nantes, 25 et 13; Nice-Côte d'Azur, 27 et 19; Paris-Montsouris, 13 (mini.) ; Paris-Orly, 22 et 11; Pau, 26 et 10; Perpignan, 28 et 13; Rennes, 24 et 10; Strasbourg, 19 et 12; Tours, 22 et 11; Toulouse, 26 et 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés; Amsterdam, 17 et 13; Athènes, 33 et 22; Berlin, 17 et 12; Bonn, 16 et 11; Bruxelles, 19 et 13; Le Caire, 36 (maxi.) ; Iles Canaries, 33 et 25; Dakar, 28 et 25; Djerba, 30 et 20; Genève, 22 et 8; Istanbul, 38 et 22; Jérusalem, 29 et 20; Lisbonne, 24 et 16; Londres, 23 et 17; Luxembourg, 16 et 9; Madrid, 34 et 17; Moscou, 27 et 18; Nairobi, 21 et 12; New-York, 28 et 22; Palma-de-Majorque, 14 (mini.) ; Rome, 29 et 16; Stockholm, 21 (maxi.) ; Tozeur, 38 et 23; Tunis, 31 et 19.

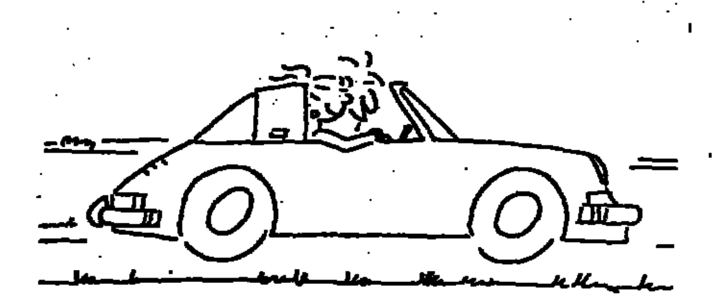
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

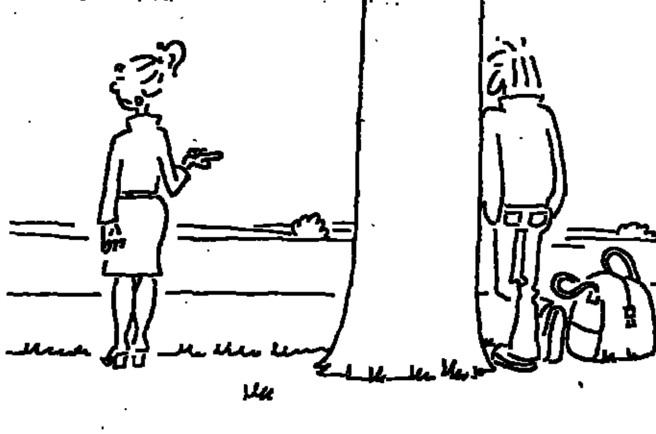
ÉTÉ

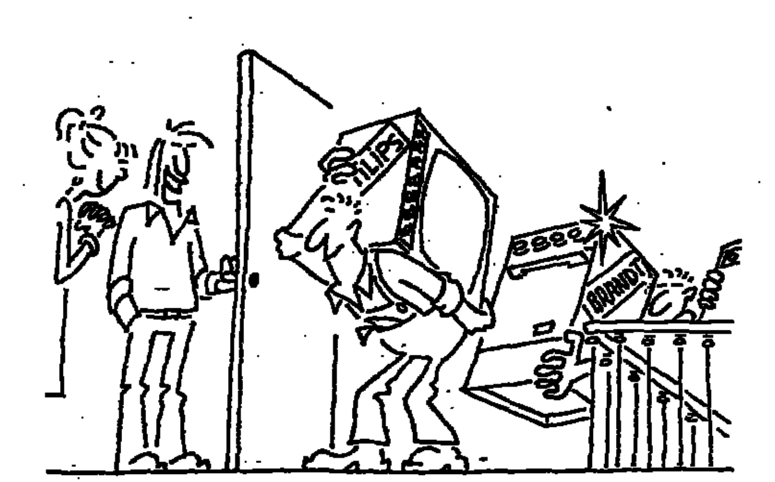
Histoire d'Amour par Konk

Résumé : A l'évidence elle n'était pas heureuse et notre héros imaginait les explications que la situation lui inspirait. D'amères réflexions en découlaient qui altéraient son enthousiasme naturel.

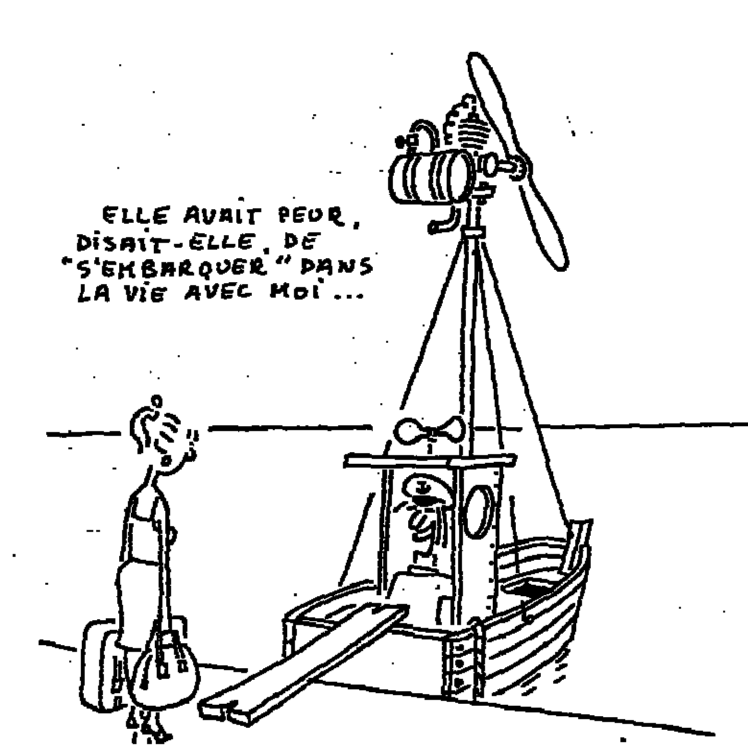
Résumé : Elle n'est pas heureuse.

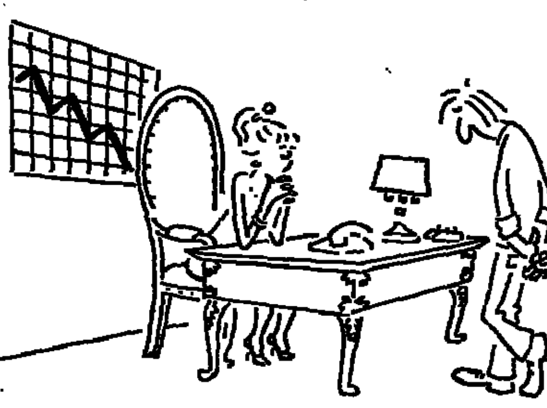












(A suivre.)

EN BREF

CENTRES D'INFORMATION

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES. – Le ministre de l'économie, en accord avec le gouverneur de la Banque de France, met en place dans chaque région une cellule d'information sur le financement des entreprises (CIFE). Celle-ci devrait fournir aux chefs d'entreprise et aux responsables locaux une information complète sur les financements appropriés à leur situation et, ainsi, les aider à prendre les décisions qui leur incombent. Elle ne se substitue pas aux organismes déjà en place, qui conservent toutes leurs attributions (préfectures, chambres de commerce, des métiers, etc.). Cible visée : les petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, du bâtiment et des travaux publics.

★ **Renseignements et rendez-vous : Banque de France, délégation régionale pour l'Ile-de-France, 219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 222-67-20, de 9 heures à 17 heures.**

L'ECOLE

ENQUÊTE DANS LE PRIMAIRE. – Le rapport de la commission nationale sur l'école (*le Monde* du 8 mars 1984), résultat de la consultation menée dans les établissements primaires en février et avril 1983, vient d'être publié par le service d'information du ministère de l'éducation nationale. Il est disponible au Centre national de documentation pédagogique, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris CEDEX 05, au prix de 50 F.

ETUDIANTS EN DIFFICULTÉ

FREUD A LA RESCOUSSE. – Trois bureaux d'aide psychologique universitaire (BAPU) ont été ouverts dans le Val-de-Marne pour compléter l'activité des centres médicaux psycho-pédagogiques. Les étudiants en difficulté peuvent y rencontrer des médecins, des psychothérapeutes et des psychanalystes et consulter une assistante sociale. Pour être pris en charge, les étudiants doivent être titulaires d'une carte d'étudiant et bénéficier de la Sécurité sociale.

★ *32 bis, rue Gabriel-Péri, 94000* **Créteil (377-27-43) ; 2, allée Nicolas-Toussaint, 94000 Créteil (207-20-52) ; Résidence Savoie, 64, rue du Pont-de-Créteil, 94100 Saint-Maur (283-28-40).**

PRESSE

« LA NOUVELLE REVUE MARITIME » ET JULES VERNE. – *La Nouvelle Revue maritime* consacre un numéro double (160 pages) illustré à *« Jules Verne et la mer »*. Une vingtaine de contributions émanant de spécialistes de Jules Verne passent en revue les diverses « utilisations » que le romancier fait de la mer : elle fournit un cadre à nombre de *« voyages extraordinaires »* et lui permet d'utiliser les connaissances maritimes de son temps – dans les domaines scientifique, géographique et nautique.

★ *La Nouvelle Revue maritime*, **70, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Tél. : (1) 526.37.90. 35 F.**

VIE QUOTIDIENNE

PARIS COTÉ FEMMES. – *Paris-Femmes* est le nom du tout dernier guide parisien paru aux éditions Henri Veyrier (prix 50 F). Comme son nom l'indique, il s'adresse aux femmes auxquelles il donne un grand nombre d'adresses classées par genre. Celles-ci vont du café créé par des femmes pour des femmes, aux associations spécialisées sur les gardes d'enfants, en passant par les associations accueillant les jeunes femmes enceintes et sans ressources, ou les fugueuses. Cet ouvrage pratique renvoie également à des organismes pouvant fournir des adresses ou des renseignements qui ne figurent pas dans le guide.

VISITES

COMME DANS UN MOULIN. – Le moulin à vent d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) à quelques mètres du périphérique, sauvé récemment et rénové à l'ancienne peut être visité certains samedis. Les prochaines visites auront lieu les 4 et 18 août, 1er et 15 septembre, 6 et 20 octobre entre 15 heures et 18 heures.

★ **Pour tous renseignements, documentation, visites par des groupes et des écoles, s'adresser à la mairie d'Ivry. Tél. : 670-15-71, poste 31-58.**

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

POUR ANIMER DES CENTRES D'INFORMATION RÉGIONAUX
CIVIS Conseil recrute des CHARGÉ (E) S de RELATIONS PUBLIQUES

NOUS SOUHAITONS :

- Intérêt (et si possible connaissance) des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population; etc.).
- Minimum 3 ans d'*expérience réussie* en agence ou auprès de collectivités ou organismes locaux en *qualité de responsable* de communication (relations publiques).
- Capacité à concevoir, préparer et organiser des actions d'information, leurs outils (documents, exposition, etc.) et en assumer le suivi.

NOUS OFFRONS :

- Un poste passionnant en relation avec une équipe de *professionnels jeune, dynamique* et performante.
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris *en fonction* du *succès* de l'intervention et des opportunités de développement du groupe.
- Une *rémunération* attractive tenant compte de l'expérience, de l'efficacité et de la motivation.

Si vous êtes passionné (e) par la communication et libre très rapidement, écrivez sous réf. CIV/RP Soizick BEVAN, CIVIS Conseil 59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.

Pour poste à pourvoir dès septembre 1984
IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche
pour la conception de nouvelles formulations diététiques

UN INGÉNIEUR
CADRE

qui assurera les tâches de recherche et développement dans un laboratoire de mise au point sis dans la banlieue sud-est de Paris

Des connaissances en technologie alimentaire et en *biochimie de la nutrition sont indispensables.*

Il s'agit d'un poste de haute responsabilité qui implique aussi la surveillance et le contrôle des opérations de fabrication et de conditionnement.

Une expérience de quelques années en technologie *alimentaire est souhaitable.*

Adresser C.V. détaillé + photo à C.G.P. (réf. V5) 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transmettra.

Société française, filiale d'un groupe anglais, recherche un

Contrôleur financier

(DECS ou équivalent)

Située à Annemasse (*Haute-Savoie*), la *société est* spécialisée dans la fabrication de matériel électronique, avec chiffre d'affaires de 50 millions de francs par an.

La personne retenue aura l'entière responsabilité du service de la comptabilité et de son développement par conséquent, la connaissance de l'ordinateur est essentielle.

Connaissance de l'anglais et expérience de la préparation des comptes pour la Grande-Bretagne ou l'Amérique, bien que n'étant pas indispensables, seraient un grand atout.

Adressez votre c.v., avec numéro de téléphone, à Michel Meyer, 17, av. George-V, 75008 PARIS, qui transmettra.

Sté d'ÉDITIONS 6e arrdt recherche
CHEF DE FABRICATION
(H. ou F.) expérimenté (e).
Env. c.v., photo et prétentions sous le nº T 66.875 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Sté de Conseil en Publicité recherche son
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT
De formation sup. cciale 5 ans d'exp. souhaitée de préf. de la publ., look, jeune battant, B.C.B.G. Le profil du poste est de développer la clientèle tant Agence, qu'Annonceur.
Env. C.V. *manus.* + photo + prét. à M. Vincent DOR 42, *rue* Eugène-Carrière 75018 PARIS.

emplois régionaux

Recherche pour rentrée scolaire prochaine, professeur d'informatique, niveau M.I.A.G.E. ou *Maîtrise Informatique, pour* Première H - Lycée Privé Saint-André, 144, avenue de Paris, B.P. 229, 79007 NIORT CEDEX. Tél. (49) 28-25-50.

Lycée privé Jules-Froment (07) Aubenas cherche PROFESSEUR INFORMATIQUE pour B.T.S. licence et maîtrise exigées *Tél. 75-93-80-00 ou écr.* rue Seibel 07200 Aubenas.

Cie théâtrale en milieu rural rech. RELATION PUBLIQUE. Env. prop. et C.V. à MUSITHEA 02210 VICHEL NANTEUIL.

Ville de Dunkerque. Un concours pour le recrutement de 2 professeurs de Beaux-Arts *aura lieu le 20 sept. 1984* (28) 66-88-00, p. 1150-1152.

Sté de Conseil en Publicité recherche son
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT
De formation sup. cciale 5 ans d'exp. souhaitée de préf. de la publicité, look, jeune, battant, B.C.B.G. Le profil du poste est de développer la clientèle tant Agence qu'Annonceur.
Env. C.V. manusc. + photo + prét. à M. Vincent DOR 42, rue Eugène-Carrière 75018 PARIS.

Ville de la banlieue SUD (+ 40.000 habitants) recrute
1 DIRECTEUR
(assimilé attaché)
pour une maison de quartier. *Expérience de direction d'équipement nécessaire.* Le candidat sera recruté par voie *de mutation* ou devra être titulaire d'une licence de sciences et techniques de *l'animation ou du DEFA.*
Ecr. s/nº 8.202 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ville de + 40.000 habitants recrute
1 DIRECTEUR
des services administratifs pour diriger le secteur enfance, affaires scolaires, jeunesse. Le candidat sera recruté par voie de mutation.
Ecr. s/nº 8.204 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE DE NOISY-LE-GRAND 45.000 habitants recrute selon cond. statutaires :
- DEUX Directeurs de service administratif (Affaires sanitaires et sociales, Affaires culturelles) ;
- UN Directeur de Bureau d'aide sociale ;
- UN sous-bibliothécaire.

Adresser candidatures à : Madame le Maire, *secrétariat général*, Mairie de Noisy-le-Grand, 93160.

La filiale française (C.A. 40 millions) d'un groupe international spécialisée dans la vente d'outils spéciaux recherche pour PARIS

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF H.F.

Homme de terrain, ayant l'expérience de l'informatique, il assurera en plus du bilan, le reporting à la maison mère. Bonnes connaissances en *anglais indispensables.*

Adr. C.V. et photo s/réf. *10.513 à P. LICHAU S.A.* B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

VILLE + DE 40.000 HABITANTS RECRUTE
1 DIRECTEUR DU SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE
Le *candidat sera recruté* par voie de mutation ou devra avoir une expérience de direction *dans un secteur identique* et être titulaire d'une licence Animation ou du DEFA.
Ecr. s/nº 8.203 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ISEG recherche
PROF. VACATAIRES
INFORMATIQUE *COMPTABILITÉ*
de 5 h à 15 h semaine pour BAC, BTS, DECS, expérience *exigée dans l'enseignement.* Téléphone : 246-41-40.

Institut d'enseignement PARAMÉDICAL cherche
PROFESSEURS
en *PHYSIQUE* et *CHIMIE*
Tél. 337-66-21 ou 644-41-82 ou écrire 9 bis, rue de Valence 75005 PARIS.

Laboratoire pharmaceutique
BANLIEUE OUEST
recherche pour son service *planning, ordonnancement* lancement

JEUNE DIPLOMÉ (E)

Niveau Bac + 2
Débutant
Dégagé O.M.
Le candidat retenu sera *motivé et fera preuve* d'esprit d'initiative et de synthèse.

Env. lettre manusc. + C.V. sous nº T 066.909 M, RÉGIE-PRESSE 7, r. de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT
COMITÉ D'ENTREPRISE recherche

TECHNICIEN

pour secteur billeterie *durée déterminée.*
Expérience similaire souhaitée. Salaire brut 5.799,64 F. (+ 13e mois et avantages sociaux)

Adresser C.V. au Comité d'entreprise du C.N.A.V.T.S. 12, *rue de Joinville* 75019 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE de direction

H. 41 a., Dr. et Sciences Po.
- Grande expérience P.M.E. ;
- Excellent gestionnaire et commercial.

Anglais, espagnol courants, cherche poste tous secteurs d'activités.
Ecr. s/nº 6.626 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 27 ANS, TYPOGRAPHE QUALIFIÉE *cherche emploi stable.* Téléphone : 243-51-82.

ARCHITECTE DPLG *confirmé*, cherche emploi stable, cher. ou sous-traitance dossiers. Étudie ttes propositions. BEYRET, 542-48-53.

Comptable expérimentée, 40 ans. Formation N.P.C. et P.C. 57 1er, 2e degrés, CAP, CFPA. Taille entrepr. indif. ETT s'abstenir. Paris et région parisienne. Ecrire Mme SABINA A. 15, rue des Agnettes, 92230 Gennevilliers.

Dame 48 ans, 20 ans *expérience, connaissances juridiques*, rech. poste à responsabilités haut niveau, contacts publics, domaine indifférent, artistique bienvenu. Secrétariat particulier accepté. Très disponible, pourrait voyager. Tél. le soir après 20 h. 727-92-74.

cours et leçons

TERMINALES C.D.
Effectifs réduits
Etudes dirigées par professeur
COURS PRIVÉ A. FRESNEL
26, rue de l'Avenir
Le PERREUX 94170 (RER, BUS)
324-21-10.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL, charmant 2 p., kitch. équip., bns, stand. 570.00 F. Tél. : 704-88-18

4e arrdt

MARAIS Gd Liv. + chbre bains, poutres, refait neuf. 450.000 F - 526-99-04.

CŒUR MARAIS
DANS HOTEL PARTIC. Nombreuses surfaces à rénover. Tél. 236-63-62.

5e arrdt

Mº GOBELINS
bon imm., chf. cent., séj. 2 chbres, entrée, petite cuisine, bains, w.-c. PRIX INTÉRESSANT 3, square GRANGE (angle 22, rue de la Glacière) samedi, dimanche, 15 h à 18 h.

6e arrdt

RUE DE SÈVRES 130 m² A RÉNOVER 3e ÉTAGE, BEL IMMEUBLE GARBI. 567-22-88.

7e arrdt

VARENNE
3 pces, confort, 2e ét., imm. pierre, chauf. ind. 850.000 F. Visite sam. dim. 14 h à 18 h. 42, rue BARBET-de-JOUY ou 660-83-67.

8e arrdt

S/ PARC MONCEAU
Récent, gd liv., 2 chbres, box, studio, balc. 4e. SOLEIL, VUE IMPRENABLE, refait à neuf. Visite le 17, 18, 19 de 11 h à 13 h, 15 h-17 h (766-33-00). 33,BD DE COURCELLES (8e).

Mº VILLIERS
Imm. ancien. P. de t., 3e ét., beau 4 P. ppales, s. de bains, cab. de toil., cuis. équipée, bon état gal, 2 caves, 1 chbre de serv. 1.240.000.
NOTAIRE 501-54-30
LE MATIN.

11e arrdt

11e ARRONDISSEMENT
Propr. vend direct. studio 100.000 F sur place, 6, r. de la Charrière, jeu., ven. 9 h- 19 h. Tél. après 20 h : 773-64-39.

SQ. ST-VINCENT-DE-PAUL
Ds imm. pierre de t., 4 P. tt cft. 96 m². 282-03-50.

12e arrdt

PROXIMITÉ NATION
superbe imm. ancien pierre ravalé, dernier ét., asc., DUPLEX séj. dble, 4 chbres, cuis. aménagée, tr. bx sanitaires TRÈS BELLE AFFAIRE
DEMICHELI
Tél. 873-50-22 et 47-71.

14e arrdt

Mº ALESIA
Imm. pierre de t., sur rue gd séj., 1 chbre, entrée, cuis. bns, balcon, soleil, ref. à nf 10, rue BAILLOU samedi, dimanche, 15 h à 18 h.

15e arrdt

Mº PASTEUR
bon imm. ravalé, calme séjour, 2 chambres, entrée cuis., bns, cf. cent. individ. 16, RUE DALOU samedi, dimanche, 15 h à 18 h.

16e arrdt

PRÈS VICTOR-HUGO
Pptaire vd ds imm. pierre de taille, 2/3 P. LIBRES et 2, 3, 4 P. OCCUPÉES R.C.I. - 758-12-21.

AUTEUIL
Dans imm. pierre de taille pptaire vd 2, 3, 4 P. Occupés et dernier ét. à aménager RCI - 758-12-21.

17e arrdt

BATIGNOLLES
PROGRAMME NF DE QUALITÉ RESTENT 6 APPTS avec park. Livraison 11/84 s/pl. ts jrs 14/18 h. sauf le dimanche. Téléphone : 286-26-60. 67, pl. du Dr-Félix-Lobligeois.

GUY-MOQUET
Petit imm. neuf, studio PRESTATIONS LUXUEUSES Possib. d'avance locative sur 2 ans. Prêt 100 %, taux intér. 280.000 F. 765-69-27.

PLACE MALESHERBES
SUPERBE pierre de taille STUDIO + MEZZANINE 340.000. Exclusif. 766-03-18.

Wagram Villiers T. 703-32-31
300 m², GD STANDING.

18e arrdt

LAMARCK-CAULAINCOURT
Bel imm. récent, standing, studios impeccables, tt cft + appt 2-3 P. en rez-de-jard., terrasse privative.
NOTAIRE 501-54-30
LE MATIN.

18e ATELIER LOFT
2 niveaux, accès utilitaires légers, calme, clair. Direct propriétaire. S/place mercr., jeudi, vendredi 11 h à 13 h. 6, r. Coustou (329-58-65).

PLACE CH.-DULLIN
Studio 30 m², cuis., S. de Bs avec fenêtre, 5e étage. 250.000 F. Rens. 526-57-16

Appartement 3 pièces, 65 m² *entièrement refait à neuf en mai* 1984. Cuisine aménagée avec poutres apparentes, salle de bains, w.-c. *indépendants*, double living avec cheminée (24 m²), deux chambres, nombreux rangements, calme et ensoleillé, sur voie privée. Grande cave. 490.000 F. Urbain. Tél. 387-92-97, après 17 h 30.

19e arrdt

PARIS 19e. A VENDRE dans site pavillonnaire, très calme, *maison indépendante de 6-7 pièces.* Tout confort, avec courette et sous-sol complet. *1.150.000 F.* Téléphone : 757-46-41.

RUE PETIT, 2 p., confort 48 m², 8e ét., asc., imm. 70. Px 320.000 F. URGENT. Rens. Téléphone : 526-57-16.

20e arrdt

RUE DE BAGNOLET
Imm. récent, 8e ét., DUPLEX + TERRASSE, 90 m², séjour 2 chbres, box fermé, sous-sol
DEMICHELI
Tél. 873-50-22 et 47-71.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
Studios - 2 P. rénovés Proximité Mº Jean-Jaurès gestion assurée 10 % Téléphone : 770-11-21.

PUTEAUX, vue panoramique *s/Seine et bois, magnif. appt* 155 m², cuisine entièrement équipée, cave, 2 parkings. 1.550.000 F. SOEDIC Tél. 272-38-53 - 277-68-33.

NEUILLY
17, RUE MONTROSIER
75 m² environ, conf., soleil 4e ét., caractère, chauf. indiv. 730.000 F. VISITE SAMEDI, DIMANCHE, 11 h à 13 h, ou 660-83-67.

Province

DEAUVILLE GARE
Pptaire vd dans imm. de style studios 2 P. et 3 P., entièrement rénovés (1) 826-19-12. Vis. sur pl., 4, bd MAUGER Sam. 14, de 15 h à 16 h et dimanche 15, de 15 à 19 h.

DIEPPE FRONT DE MER
Immeuble neuf exceptionnel *livraison immédiate appts* de 30 m² à 70 m² + terrasse. SOGI (16-1) 366-11-10.

appartements achats

Recherche 1 à 2 P. PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT *chez notaire.* 873-20-67 même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75, rech. pour clients sérieux *APPT 200 m², 15e, 7e arrdts.*

locations non meublées offres

Paris

LES PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICES DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

504-56-29 24 h sur 24 Chaque jour
L'ASSOC. FRANÇAISE DES PROPRIÉTAIRES Paris - Ile-de-France 3, rue Montévidéo, 16e DIFFUSE DES OFFRES DE LOCAT. APPART. de 2 à 6 P. et VILLAS. Prix intéressant.

Région parisienne

Mº BÉRAULT, 4 P. tt cft, 1er ét. 2.800 + ch. Demain, 15-17 h. 25, r. du Donjon. 337-69-59.

ST-MANDÉ. Jamais habités 2 P., 57 m². 3.250 F + chges 3 P., 76 m². 4.250 F + chges 4 P., 94 m². 5.250 F + chges mercredi et samedi, 14-18 h. 13-17, av. Joffre, Mº TOURELLES.

locations non meublées demandes

Paris

Ch. 2 pièces ou gd studio à Paris 1.800 F max. c.c. à partir du 1-9-1984. Téléphone : *095-62-70.*

Pour cadres supérieurs et personnel muté IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE PÉTROLE recherche Divers appts 2 à 8 P. et villas. PARIS BANLIEUE. 503-37-00 DIRECT.

Pour loger cadres supérieurs et employés, IMPORTANTE *STÉ INFORMATIQUE rech.* divers appts ttes catégories et gde surface, villes Paris et environs. *504-48-21., P. 790.*

Région parisienne

PARTICULIER CHERCHE F 3 RÉGION SAINT-GERMAIN (78) EN LOCATION MAXI. 3.500 F. CC COMPRISE POUR FIN SEPTEMBRE 1984 TÉL. APRÈS 19 H. 058-21-23.

Collaboratrice du « Monde » cherche app. Paris 4 P. Tél. 952-66-65 apr. 18 h.

Société Nationale recherche pour cadre supérieur *Habitation 5 P. principales* (non meublée) Région VIROFLAY ou VERSAILLES. Tél. 764-75-79 - 764-75-25.

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl. Loyer garanti. 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. *LOYERS GARANTIS par STÉS* ou AMBASSADES. 285-11-08.

EMBASSY SERVICE
8, av. *Messine*, 75008 PARIS APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT.
562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 P. et plus. 285-11-08.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez

bureaux

Locations

BOULOGNE
RÉSIDENTIEL, hôtel part. de bureaux, 530 m² s/terrain clos et arborisé 15 park. Impeccable. Libre fin 84. 400.000 F par an.
INFO BURO 574-70-14.

MADELEINE
162 m² stand., refait à neuf 3e ét. avec ascenseur *210.000 F/an + charges* EXCLUSIVITÉ JM LEVET S.A. Téléphone : 225-67-02.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social, tél., télex *secrétariat*, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée.
ACTE 562-66-00.

Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Locat. burx, secrét., télex
CONSTITUTION STÉS
et CREAT. TTES ENTREPRISES
ASPAC S.A. 293-60-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitution de Sociétés et tous services. 355-17-50.

locaux commerciaux

Ventes

18e ATELIER LOFT
2 niveaux, accès utilitaires *légers, calme, clair. Direct* propriétaire. S/place, mercredi, jeudi, vendredi, 11/13 h. 6, r. Coustou, *ou 329-58-65.*

locaux industriels

Ventes

BATIMENTS INDUSTRIALISÉS COMMENT PAYER MOINS CHER
Les Etablissements PRIVE commercialisent directement les bâtiments *industrialisés (80 m²* et +) de leur fabrication.
Cette vente directe permettra à l'acheteur de réaliser de notables économies aux conditions suivantes :
- S'occuper lui-même du chantier ;
- Faire réaliser une dalle en béton par un maçon ;
- Faire son affaire du montage, ou accepter une facturation séparée pour le montage.

Les bâtiments peuvent servir d'entrepôts ou d'ateliers, et, avec aménagement, de magasins et même de bureaux.

Adresser demande à PRIVE S.A., B.P. 30, 94701 *MAISONS-ALFORT CEDEX* sous référence 52. Tél. : 375-94-00, poste 52.

immeubles

SOCIÉTÉ FONCIÈRE *MARCHAND DE BIENS* vd par LOTS ou en TOTALITÉ
13e, 15e, 17e, 18e, 19e et BANLIEUE PROCHE
appts loi 48, possib. Prêt bonifié à 12,5 % et crédit 100 %. Avantages fiscaux pour investisseurs. 755-69-27.

pavillons

GENNEVILLIERS (92)
A 3 mn du métro (à 10 mn de St-Lazare), *dans quartier* calme, pavillon 2 pces, cuisine, salle de bains, w.c., débarras, grand sous-sol, sur jardinet de 160 m². Prix : 360.000 F. T. 791-03-66 apr. 18 heures pour rendez-vous.

Fontenay-s/Bois (94) R.E.R. bois, vd pav. meulière, 7 pces jardin. Téléphone : 873-31-46.

propriétés

EURE 150 KM PARIS Maison anc., cachet, cft, excel. état, belle situation, bord rivière sur 2 hectares pré. Bois. Tél. (1) 524-28-54.

Près Pont-Aven, ferme 17e rénovée, sur hauteur, 300 m². Confort, poutres chêne, 3 cheminées granit. 500 m port de Brigneau, 5 km plages dans zone protégée oiseaux, gibier + plusieurs bâtiments. Sur 9.000 m² plantés d'arbres. Bras de mer 100 m. Px *1.200.000 F à débattre.* Mº Robino, notaire, 29116 Moelan-sur-Mer (98) 39-61-69.

URGENT
CAUSE DÉPART EXCEPTIONNEL
OUEST proche Paris magnifique ppté sur très beau parc. 2.200.000 F. Tél. H.B. 260-66-13.

APT - VAUCLUSE
propriétaire vd belle maison en ville, 300 m² hab., grand jardin, source, arbres. 1.050.000 F. Téléphone : (90) 72-34-76.

ALPES DE HAUTE-PROVENCE Face LUBERON, part. vend MAS, 7 chbres, grand séjour cathédrale, cheminée, cour intérieure, eau, électricité chauffage central-piscine-atelier, garage, terrain 3.000 m². Prix : 1.200.000 F. Tél. (92) 76-43-34, le soir.

villas

BÉZIERS, 5 km, bonne affaire, part. vend villa 700 m², jardin, puits, tt cft. Prix 45 unités. Tél. le soir : 16 (1) 636-13-50.

VILLA luxe à l'année, jardin 1.400 m², vue sur mer *CAP-MARTIN* (AM) 10.000/M. (93) 57-15-23.

Pr. ISLE-ADAM, résidentiel, vue dégagée s/2.000 m², très belle mais. en L., 70 m² + 6 chbres ss sol, 100 m². 750.000 F. Pptaire : 260-29-81.

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. 889-89-66. Tél. 283-57-02.

maisons de campagne

AFFAIRE TRÈS RARE A SAISIR
à 85 km autoroute sud NEMOURS splendide maison de campagne calme absolu, vue imprenable, pierres appar., tuiles pays, 5 P. + dépendances en retour d'équerre, magnif. grange parc, pelouse arborisée. 3.000 m², toute viabilité. Px tot. 298.000 F., *crédit poss.* TURPIN DORDIVES Tél : 16 (38) 92-72-32.

viagers

Lib. de suite beau 2 p., 45 m². Imm. mod., park. Mº Jaurès. 280.000 + 1.750. Cruz, 8, rue La Boétie, tél. : 266-19.00.

propositions diverses

ACHÈTE CHER COLLECTION TIMBRES FRANCE EUROPE OUTRE-MER. TÉL. 359-76-98.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nomb. et variées. Demandez une *documentation sur la revue* spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

A SAISIR
MOQUETTE 100 %
pure laine Woolmark
79 F le m²
Téléphone : 658-81-12.

MOQUETTES 1er CHOIX 100.000 m² Tous types et coloris Prix entrepôt Pose assurée. 757-19-19. BINEAU MOKET'S

villégiature

PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE HOTEL SOL-PARK ★★★ SANT JULIA. Tél. 41043 vue panoramique, terrasse parking, situation tranquille prix pension complète 140 F.

A louer du 1er au 20 août *appartement F4 - Tout confort* 50 m plage - CAPBRETON (40) TEL. (58) 97-86-34.

SAINTE-MAXIME
A louer août, villa 5 chbres dans domaine avec tennis piscine, plage. 25.000 F Tél. (7) 883-32-51.

LOCATIONS SAISONNIÈRES CANNES (06), 5 mn de la mer STUDIO cft., 2e, asc., sur jard., terr., sal. de bns, cuis. équipée pour deux personnes. Sept. 3.500 F, oct. 2.500 F. Tél. 322-99-76 (9 h à 15 h).

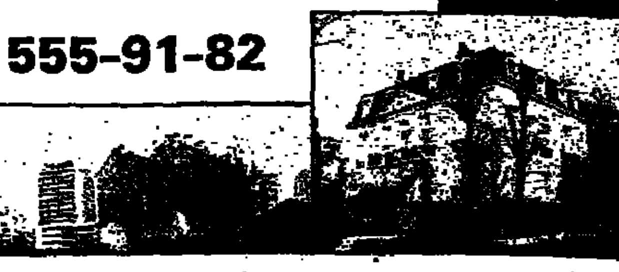
Driscoll House Hôtel
200 chambres à un lit. Demi-pension, £ 50 par semaine adultes entre 21-60 ans S'adresser à 172, New Kent Road London SE 1 Téléphone : 01-703-4175.

CELY. 30 KM SUD PARIS
Maison paysanne, tt cft, gd jardin. Libre 15 juil./15 sept. Téléphone : 439-01-67.

A 10 km de CAHORS (QUERCY) Hôtel-restaurant CHEZ NADAL 46140 CAILLAC 1/2 pension : 210 F pour 2 pers. Rens. : (65) 30-61-55. Calme, gastronomie.

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
555-91-82





Le Monde

économie

CONJONCTURE

LES COMPTES DE L'INSEE POUR LE PREMIER TRIMESTRE

• Baisse du pouvoir d'achat des ménages
• Redressement des comptes des sociétés industrielles

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages est en baisse de 1,1 % au premier trimestre 1984, après avoir connu une hausse identique au dernier trimestre de 1983, indique l'INSEE dans la publication de ses comptes définitifs nationaux. Cette baisse s'explique notamment par la dégradation du pouvoir d'achat du salaire horaire (– 0,2 %) et par la pression fiscale.

Le taux d'épargne des ménages accuse, de son côté, une baisse *exceptionnelle* se situant à 13,4 %. Ce taux était de 14,9 % en 1983 et de 15,7 % en 1982. Cette propension à épargner baisse en moyenne depuis 1975 où le taux s'élevait à 18,6 %. Cette situation s'explique, au premier trimestre 1984, par la légère reprise de la consommation (+ 0,4 % en volume).

Du côté des entreprises, la baisse des effectifs continue à un *« rythme soutenu »* (– 0,4 % en moyenne trimestrielle), mais la hausse de la production et le ralentissement de la progression des salaires jouent en faveur d'une amélioration des résultats, du moins dans les branches industrielles (hormis l'automobile). Dans l'industrie, signale notamment l'INSEE, le coût salarial unitaire a connu une baisse importante (– 0,8 %).

Les entrepreneurs industriels, dont l'activité se situe essentiellement dans les branches non industrielles, voient au contraire leur pouvoir d'achat baisser de 1,3 %.

Enfin, l'INSEE rectifie en hausse le taux du PNB au premier trimestre de 1984. Celui-ci avait été évalué, en avril, à + 0,4 %. Il est en réalité de + 0,7 %, après avoir été de + 0,6 % au dernier trimestre de 1983. La production industrielle a été plus forte que prévue, au cours des mois de janvier, février et mars, et on a assisté à un mouvement de stockage dans les entreprises.

TRANSPORTS

DAVANTAGE DE FRET POUR LES PÉNICHES

Les artisans-mariniers obtiennent satisfaction

Le conflit qui paralyse le transport fluvial, depuis bientôt un mois, est en passe d'être résolu. Les représentants du ministère des transports, des armateurs fluviaux et des artisans-bateliers sont parvenus, dans la nuit du 17 au 18 juillet, à un accord.

Celui-ci, qui devait être officiellement signé le 18 juillet, donne satisfaction sur beaucoup de points aux artisans qui souhaitaient recevoir une plus grande part des trafics charbonnier et céréalier. La SANARA, important transporteur fluvial, accepterait de laisser aux mariniers indépendants le transport de 30 000 tonnes de charbon entre Le Havre et la centrale de Porcheville (Yvelines). EDF aurait également décidé de confier à ceux-ci l'acheminement de 10 000 tonnes de charbon depuis la mine de Blanzy (Saône-et-Loire) jusqu'aux centrales de Loire-sur-Rhône (Rhône) et de Creil (Oise). Les grandes sociétés de transport fluvial céderaient aux indépendants un tonnage (à préciser) de gypse entre Saint-Ouen-L'Aumône (Val d'Oise) et Le Havre.

Dans les mois à venir, les artisans bénéficieraient sur la Seine d'affrètements supplémentaires. Les uns sont certains : par exemple, plusieurs milliers de tonnes de céréales pourraient leur être affectées. Les autres semblent plus aléatoires : le service de conteneurs entre Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et Le Havre, que les compagnies abandonneraient aux artisans, restera déficitaire encore longtemps. C'est pourquoi le ministère des transports a accepté de subventionner ce trafic pour lequel il a déjà dépensé 3 millions de francs.

Pour faire bonne mesure, les compagnies de navigation ont décidé de surseoir à l'application du jugement du tribunal de grande instance de Rouen, qui a ordonné, le 17 juillet, la levée du barrage de péniches installé par les artisans sur la Seine, sous astreinte de 20 000 francs par jour. Ce geste d'apaisement joint aux mesures arrêtées par les négociateurs, devrait, sauf rebondissement, aboutir à la fin de la grève des artisans-mariniers dans les prochains jours.

SOCIAL

M. JACQUES CHÉRÈQUE, PRÉFET DÉLÉGUÉ EN LORRAINE

Derrière chaque dossier, voir des visages...

Installé ce mercredi 18 juillet dans ses nouveaux locaux à Metz par le commissaire de la République de la région, M. Jacques Chérèque, préfet délégué pour la Lorraine, devait, le même jour, présenter à la presse ses perspectives sur la reconversion de la région. Il nous livre ici ses premières impressions depuis son arrivée à Metz il y a deux mois.

« Vous êtes installé officiellement mercredi 18 juillet dans vos nouveaux locaux à Metz par M. Henri Gevrey, préfet, commissaire de la République de la région Lorraine. M. Chérèque, quelle est la nature de vos rapports avec les services existants de l'administration ?

– Je suis chargé par le gouvernement d'une mission de service public. Celle-ci a une nature particulière signifiée par mon titre de préfet chargé du redéploiement industriel en Lorraine. Je suis donc passé sous l'autorité du préfet, commissaire de la République de région.

» Depuis mon arrivée, cet aspect a été clarifié dans la mesure où le préfet de région comme les préfets de département m'ont accordé des délégations de pouvoir et de responsabilité dans le cadre de ma mission, le redéploiement industriel, auquel ont été ajoutés, à la demande du gouvernement, la formation professionnelle et l'emploi.

» J'ai autour de moi une équipe qui n'est pas encore totalement constituée. Nous serons une dizaine au maximum avec le personnel administratif. En outre, j'ai deux points d'appui privilégiés qui sont le secrétariat général aux affaires régionales, centre d'instruction et de traitement des dossiers que j'ai à suivre, et l'APEILOR (association pour l'expansion industrielle de la Lorraine).

» Je ne ressens ni réticences ni atermoiements dans mes rapports avec ces services, mais au contraire, une grande disponibilité. Cependant, il n'y a pas que des gens qui applaudissent des deux mains lorsqu'ils me voient, que ce soit dans les milieux syndicaux, patronaux ou administratifs. Je considère néanmoins, au vu de la somme de blocages que j'ai rencontrés, que je suis un homme heureux.

– Votre passé de syndicaliste ayant assumé des responsabilités en Lorraine et au niveau national est-il un handicap dans vos relations avec les chefs d'entreprise et les représentants de l'ensemble des organisations syndicales ?

– Le passé syndical m'apporte une manière d'être, une expérience, une façon de traiter les problèmes. Il y en a quelques-uns qui se figuraient qu'on ne peut connaître bien l'économie et l'industrie qui si on a eu au préalable le label d'une formation universitaire ou d'une grande école d'ingénieurs. Je prétends que vingt-cinq ans de vie militante à tous les niveaux, avec seize années passées en entreprise, affirmés par des responsabilité et complétés par des efforts de formation le permettent aussi.

» Mon passé syndical ne me donne pas de handicap pour regarder un bilan, pour juger une situation industrielle ou pour resituer une entreprise dans son environnement social et économique, même si je ne suis pas un éminent juriste, un éminent banquier. Ce n'est pas parce que j'ai été syndicaliste que je suis un âne en matière d'économie et d'industrie, comme certains le pensaient. A l'inverse, je crois qu'on peut être un très bon financier, un très bon économiste et être un âne sur le plan de la connaissance des hommes.

» Par ailleurs, je ne vois pas en quoi ma venue dans le corps préfectoral enlèverait quelque chose aux fonctionnaires. Au contraire, j'apporte mon expérience de la même manière que j'apprends. Comme disait Saint-Exupéry : *« Si je diffère de toi, loin de te léser, je t'augmente. »*

– Quel est le premier bilan de votre action et, au-delà, quelles sont vos perspectives ?

– Je ne suis ni Zorro ni Merlin l'Enchanteur. Alors, Chérèque, pourquoi ? La question est fondée. Après deux mois, si j'en juge par l'intensité et l'importance du travail que j'effectue avec mes plus proches collaborateurs, il me semblerait que nous servons à quelque chose. J'ai déjà eu cent trente rencontres de tous ordres. Cela dit, je ne confonds pas une première période de contacts et d'approfondissement des problèmes avec une stratégie d'action.

» J'ai dû également mener de front mon adaptation professionnelle. J'étais syndicaliste, mais pas un fonctionnaire ni un préfet. Il m'a fallu prendre la mesure de dossiers qui ne m'étaient pas familiers. Je me suis vite aperçu que pour réussir, il faut aussi se dégager des dossiers au profit d'une action complémentaire pour, soit apporter un traitement approprié, soit dégager des tendances générales communes à plusieurs problèmes. C'est, derrière chaque dossier, pouvoir situer un lieu, y voir des visages connus qui constitue un atout considérable.

» Les gens attendent beaucoup de l'Etat. Mais il faut, chaque fois que c'est nécessaire, que les patrons, les syndicats ou l'administration trouvent la réponse eux-mêmes. Mobiliser les Lorraines et les Lorrains est le principal problème de la région. Par ailleurs, le premier objectif du redéploiement industriel est de renforcer absolument le soutien à l'assistance pour permettre aux entreprises de vivre et de se consolider. Il faut également briser le carcan psychologique dans lequel la mono-industrie a enfermé les Lorrains. Pour y parvenir, menons de front la diversification des activités économiques, gagnons la bataille de la formation et de l'éducation et restituons la vraie image de la Lorraine. »

Propos recueillis par
J.-L. THIS

Le PDG de Citroën souligne « la qualité » de ses entretiens avec les divers syndicats

C'est sur une grande « première » – le face-à-face de M. Jacques Calvet, PDG de Citroën, et de M. André Sainjon, secrétaire général des métallurgistes cégétistes – que se sont terminés, mardi après-midi 17 juillet, les entretiens entre les dirigeants de la firme et les syndicats, au niveau des fédérations. Ces échanges de vues, menés séparément depuis le 13 juillet avec chacune des organisations, ont montré, selon la CGT et la CFDT, une certaine évolution de l'état d'esprit de la direction. Cette dernière, toujours ferme sur l'urgence d'une réduction de personnel, semble, en effet, admettre qu'un système de formation professionnelle soit substitué au licenciement pur et simple des salariés en sureffectif.

Aussi M. Sainjon, après une entrevue qui a duré plus de quatre heures, a-t-il exprimé l'espoir de voir s'engager un *« dialogue loyal et constructif »* sur l'avenir de l'entreprise et sur ses difficultés économiques, largement exposées par M. Calvet. De son côté, le patron de Citroën a insisté mardi soir, devant son conseil d'administration réuni au siège de la société à Neuilly, sur *« la qualité »* de ces conversations exploratoires et sur *« l'attachement que toutes les organisations ont marqué à l'entreprise »*. Un communiqué laconique précise qu'il a rappelé au conseil *« la nécessité d'une décision rapide concernant la réduction des effectifs »*.

A défaut, donc, de pouvoir régler le contentieux portant sur les licenciements toujours demandés par la direction (et refusés à deux reprises par le gouvernement Mauroy), les interlocuteurs *« se sont retrouvés sur certains points stratégiques »*, a déclaré M. Sainjon. Essentiellement, la formation professionnelle des 2 937 salariés concernés qui ne seraient en fin de compte que 2 000 environ, compte tenu des retours de travailleurs immigrés dans leur pays d'origine. Pour éviter que les salariés remerciés soient rejetés sur le marché du travail – ou vers le non-emploi, – les syndicats ont préconisé notamment l'utilisation du nouveau centre de formation technologique de l'automobile, FO suggérant même que les congés de conversion de deux ans prévus dans la sidérurgie, les chantiers navals et les charbonnages, soient étendus à l'ensemble du secteur automobile. Si cette dernière procédure n'a pas soulevé l'enthousiasme de M. Calvet – qui a invoqué son coût supérieur à celui des licenciements – la direction ne serait pas hostile à une formation... prise en charge, de toute façon, par l'Etat.

En revanche, M. Calvet a écarté toute mesure de réduction du temps de travail, l'estimant inadaptée pour l'instant à la situation de l'industrie automobile, déjà frappée par un chômage technique endémique. Quatre organisations sur six – FO, la CGC, la CFTC et la CSL, syndicat maison – ont abondé dans ce sens, n'acceptant pas la diminution de pouvoir d'achat qu'impliqueraient des réductions d'horaires accompagnées d'une baisse des rémunérations.

J.B.

AGRICULTURE

A Bruxelles

UN CONSEIL SANS DÉCISIONS

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). – Les ministres de l'agriculture de la CEE ont achevé leurs travaux, le 17 juillet, sans donner les assurances nécessaires sur le fonctionnement normal de la politique agricole commune dans les prochains mois. M. Michel Rocard a toutefois estimé que ses partenaires partageaient sa volonté de ne pas renflouer les caisses de la Communauté aux dépens des agriculteurs européens. Le ministre s'est refusé à croire qu'une solution ne serait pas trouvée aux difficultés financières actuelles. Rejetant toute idée de financement national, il a exclu une *« stratégie alternative »*.

Mardi, les Dix ont continué leurs travaux sur la modernisation des exploitations. Une décision à ce sujet n'était pas attendue, mais il est significatif de constater que la délégation allemande a marqué de fortes réserves pour renforcer l'action de la CEE dans ce domaine, notamment sous l'angle financier.

M. Rocard est revenu sur la situation des marchés agricoles. Selon le ministre, l'épuisement des ressources risque surtout de peser sur les subventions à l'exportation des céréales, l'écoulement des stocks, la stabilisation des cours de la viande bovine (73 % actuellement des prix d'orientation) et, bien sûr, des vins. Les mesures d'assainissement en faveur des viticulteurs nécessitent des dépenses de l'ordre de 350 millions d'ECU (2,4 milliards de francs).

M. S.

La grève des dockers britanniques

TROIS PAQUEBOTS BRITANNIQUES EN ESCALE FORCÉE A CHERBOURG

La grève des dockers britanniques a continué, le 17 juin, d'influer fortement sur l'activité des ports français.

A Cherbourg, un troisième paquebot a été dérouté sur le port du Cotentin. Après le *Queen Elisabeth II* et le *Canberra*, le *Sea Princess* de la Peninsular and Oriental Lines devait faire une escale forcée mercredi 18 juillet. Sept cent quarante passagers rentrant d'une croisière au cap Nord y seront débarqués. Le paquebot, qui continuera sa route vers la Méditerranée, embarquera sept cent soixante-dix passagers, transitant par l'aérodrome de Maupertus.

Plus de vingt mouvements aériens étaient d'ailleurs prévus ce mercredi. Des Bac-111 et des Boeing-737 feront à cette occasion la navette entre l'Angleterre et la Normandie.

A Calais, des camionneurs en colère ont bloqué dans la nuit de mardi à mercredi les passerelles d'accès aux car-ferries et un bateau a été dérouté sur Boulogne.

Dans les ports de la Manche, le trafic des marchandises continue à être bloqué mais celui des passagers n'est pas entravé.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,7625	8,7645	– 30	– 13	– 75	– 40	– 380	– 270
$ can.	6,5859	6,5889	– 77	– 49	– 165	– 124	– 595	– 493
Yen (100)	3,6194	3,6217	+ 159	+ 172	+ 319	+ 342	+ 984	+ 1043
DM	3,0697	3,0712	+ 148	+ 158	+ 292	+ 309	+ 838	+ 886
Florin	2,7206	2,7219	+ 114	+ 122	+ 226	+ 241	+ 676	+ 719
F.B. (100)	15,1732	15,1806	– 39	+ 30	– 51	+ 62	– 80	+ 243
F.S.	3,6347	3,6370	+ 203	+ 216	+ 408	+ 429	+ 1246	+ 1308
L (1 000)	5,0006	5,0031	– 205	– 181	– 406	– 367	– 1240	– 1138
£	11,5314	11,5402	– 110	– 61	– 169	– 96	– 81	+ 108

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	11 5/16	11 7/16	11 9/16	11 11/16	11 13/16	11 15/16	12 5/8	12 3/4
DM	5 1/8	5 3/8	5 1/2	5 5/8	5 5/8	5 3/4	6 3/16	6 5/16
Florin	6 1/8	6 3/8	6 1/4	6 3/8	6 5/16	6 7/16	6 11/16	6 13/16
F.B. (100)	10 1/2	11 1/2	11 1/4	11 3/4	11 1/4	11 3/4	11 1/2	12
F.S.	1 7/8	2 3/8	4 9/16	4 11/16	4 11/16	4 13/16	4 7/8	5
L (1 000)	15 3/8	16 3/8	15 3/4	16 1/4	16	16 1/2	16 3/8	17 1/4
£	12 1/8	12 3/8	12 1/8	12 1/4	12 1/16	12 3/16	11 13/16	11 15/16
F. franç.	11	11 1/2	11 3/8	11 5/8	11 5/8	11 7/8	12 7/8	13 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

● **Etats-Unis : production en hausse, stabilité des prix de gros.** – La production industrielle aux Etats-Unis a augmenté de 0,5 % en juin, ce qui semble confirmer le ralentissement de la croissance. En mai, elle avait augmenté de 0,4 %, après avoir progressé de 1,1 % en avril. En un an, la production industrielle a progressé d'environ 12,5 %.

Les prix de gros, quant à eux, sont restés stables en juin pour le troisième mois consécutif, grâce à une baisse de 0,6 % des prix alimentaires et de 0,2 % des prix de l'énergie.

● **Crise de la construction navale au Japon.** – Le Japon subit lui aussi la crise qui frappe l'ensemble de la construction navale mondiale. Selon l'association des exportateurs de navires, du 1er avril à la fin juin, 46 navires ont été commandés, soit 998 000 tonneaux de jauge brute, ce qui représente une baisse de 74,8 % par rapport à la même période de 1983. – *(AFP.)*

Social

● **Le projet de restructuration des Charbonnages de France : la CFDT attaque en justice.** – La Fédération nationale des mineurs CFDT a annoncé, mardi 17 juillet, qu'elle avait engagé deux actions en justice pour s'opposer au projet de réorganisation interne des Charbonnages de France qu'elle estime contraire aux statuts de l'établissement (*le Monde* daté 8-9 juillet). La première de ces actions vise à obtenir un sursis d'exécution des décisions de la direction pour *« abus de pouvoir des directeurs généraux »* ; la seconde veut faire annuler purement et simplement ces décisions.

● **Signature d'un contrat emploi-formation à la SNECMA.** – M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, a signé le 12 juillet avec la SNECMA un contrat emploi-formation qui doit permettre le recrutement de cent trois demandeurs d'emploi. Les nouveaux embauchés seront formés pendant une durée moyenne de deux cent cinquante à trois cents heures notamment aux métiers d'opérateurs sur machine-outil à commande numérique, de techniciens de bureau d'études, de programmeurs ou encore de gestionnaires de production.

Transports

● **La navigation des cargos grecs dans le Golfe.** – L'Union panhellenique des mécaniciens de la marine marchande grecque (PEMEN) a dénoncé le 17 juillet *« les pressions et le terrorisme »* exercés par certains armateurs grecs pour forcer les marins à naviguer dans le Golfe. Dans un communiqué, la PEMEN (qui compte quelques 20 000 adhérents) fait état d'accusations de marins embarqués à bord du navire grec « Meslogi » selon lesquelles les armateurs de ce navire ont refusé de verser aux membres de l'équipage leurs salaires et ne leur ont pas permis d'envoyer de l'argent à leur famille, pour les obliger à naviguer dans le Golfe. La PEMEN ajoute que des faits similaires ont été signalés sur d'autres bateaux et qu'ils ont été dénoncés auprès du ministère grec de la marine marchande. – *(AFP.)*

● **L'URSS et le dumping maritime.** – Les accusations des pays occidentaux, selon lesquelles l'URSS pratique une politique de dumping en matière de transport maritime (*le Monde* du 15 mars 1984) *« sont basées sur l'ignorance et la volonté de donner une image déformée de notre politique »*, a déclaré, le 17 juillet à Moscou, le ministre soviétique de la marine marchande, M. Timofei Goujenko. Au cours d'une conférence de presse à l'occasion du soixantième anniversaire de la marine marchande soviétique, M. Goujenko a également mis en cause les organisations non communistes de transport maritime, affirmant qu'elles exercent *« un diktat en fixant les prix et en se partageant les marchés sur les grandes routes maritimes internationales »*. – *(AFP.)*

ÉTRANGER

Etats-Unis : une reprise dopée

II. – *La leçon oubliée*

par PAUL FABRA

Incontestablement, la vigoureuse reprise américaine (commencée fin 1982) s'appuie sur un appareil de production rénové, mais elle reçoit aussi un puissant stimulant des dépenses publiques (surtout militaires) et des très grandes facilités de crédit (*le Monde* du 18 juillet).

La hausse des taux à échéance rapprochée a pour effet de renchérir le coût des ressources des banques, lesquelles, pour se rattraper, pratiquent une politique particulièrement agressive de recherche de clients, c'est-à-dire de candidats-emprunteurs. Elles se montrent en conséquence de moins en moins regardantes sur la solvabilité des débiteurs, et ces derniers de plus en plus oublieux des dangers d'un endettement excessif, ce qui semble, à première vue, incroyable après les déboires essuyés par l'Amérique latine. Mais le comportement des uns et des autres confirme d'abord la psychologie grégaire qui règne sur les marchés. Elle met aussi en lumière le fait que, à partir d'un certain degré de désordre, les acteurs de la vie économique sont emportés par un mouvement qui leur échappe. Lorsque sa capacité de production est incapable de répondre à l'afflux des commandes, un industriel doit avoir le cœur très bien accroché pour renoncer à des investissements faute de pouvoir les financer de façon orthodoxe.

La dégradation des critères bancaires

La preuve que le crédit est dispensé généreusement à toutes les catégories d'emprunteurs est que l'écart entre les conditions faites aux débiteurs ayant la meilleure signature (prime rate) et celles qui sont consenties aux débiteurs classés au bas de l'échelle par les organismes spécialisés est historiquement l'un des plus faibles qu'on ait jamais constaté : *« A ma grande surprise,* nous dit Henry Kaufmann, *les Américains n'ont guère tiré la leçon des désordres auxquels on ne cesse d'assister depuis une dizaine d'années. »*

Ce qui frappe encore est l'éventail de plus en plus large des opérations qui sont financées à crédit, ce qui confirme la dégradation des critères bancaires. Les sociétés rachètent de cette façon leurs propres actions afin, après avoir limité le nombre des titres en circulation, de pouvoir augmenter le dividende servi à chaque actionnaire en particulier : de même, on achète à crédit les actifs d'entreprises en difficulté, en comptant rembourser les banques grâce aux profits escomptés d'une réorganisation. A supposer que les taux d'intérêt augmentent, ce qui paraît très probable, et que la rentabilité diminue par suite d'un ralentissement de l'expansion, ce procédé *(leverage buying out)* – illustré en France par les frères Willot – apparaît conçu sur mesure, malgré les ingénieux stratagèmes mis au point pour limiter les risques, pour susciter des faillites en chaîne. On voit encore des firmes spécialisées se constituer, à crédit, des portefeuilles de titres d'État, ce qui a déjà conduit plusieurs d'entre elles à des banqueroutes retentissantes, celle de Drysdale en 1982 et celle de Lion il y a seulement quelques semaines. Autre exemple de la confusion dans laquelle on est tombé du fait de l'abandon des règles traditionnelles présidant à l'octroi des crédits. A en croire les meilleurs analystes, une augmentation des impôts destinée à combler une partie du déficit budgétaire aurait, dans une première phase en tout cas, pour effet, sans doute, de pousser les taux d'intérêt non pas à la baisse, mais à la hausse, car entreprises et particuliers emprunteraient pour payer leurs charges fiscales accrues.

L'apparence d'un débat

Tout cela concourt à rendre les opérations de banque de plus en plus risquées. On pouvait lire, sous la plume d'un économiste travaillant pour une grande firme dans le *Wall Street Journal* du 15 juin dernier, le jugement suivant : *« Les plus grands abus commis par le système financier sont intérieurs et non pas extérieurs »* (latino-américains par exemple). Or, compte tenu de la politique budgétaire laxiste et de la suppression progressive de tous les garde-fous que constituait la réglementation bancaire héritée de la dépression des années 30, il ne reste plus aujourd'hui, nous dit M. Henry Kaufmann, qu'un seul instrument de discipline pour dissuader les emprunteurs et freiner une expansion indéfinie du crédit. Cet instrument, c'est la hausse des taux d'intérêt. L'argument est encore plus fort depuis l'affaire de la Continental Illinois, dont le renflouement a convaincu les milieux financiers que les autorités fédérales ne laisseraient pas tomber en faillite une grande banque, quelle que soit l'imprudence de ses engagements, et quel que soit le prix à payer pour en éviter les conséquences.

Si l'on en croit l'apparence du débat public entre d'une part M. Paul Volcker et l'administration Reagan, on est tenté de tirer la conclusion que les taux seraient plus bas si seulement l'inflexible président du système de réserve fédérale (Institut d'émission des Etats-Unis) consentait à se montrer plus souple et moins obsédé par les risques d'un retour de l'inflation. Mais la véritable question qui se pose est tout autre : elle n'est pas de savoir pourquoi les taux sont aujourd'hui si élevés, mais pourquoi ils ne sont pas encore plus hauts. C'est bien dans ces termes que le rapport économique préparé par M. Martin Feldstein, l'ex-conseiller économique de la Maison Blanche (qui vient de démissionner), et présenté au Congrès en février dernier posait le problème. Faisant allusion à l'afflux des capitaux étrangers sur la place de New-York, l'auteur du rapport ajoutait que cet apport *« avait d'importantes conséquences sur l'économie américaine. En faisant l'hypothèse vraisemblable que cet afflux extérieur n'est pas compensé par une diminution égale de l'épargne intérieure, il a pour conséquence d'abaisser les taux d'intérêts réels au-dessous du niveau qu'ils auraient normalement. Ce faisant, ils permettent aux éléments du produit national brut qui dépendent particulièrement du niveau des taux, à savoir la constrution de logements, les biens de consommation durables et les investissements industriels, d'être plus élevés qu'ils ne seraient en leur absence. »*

A cela, il convient encore d'ajouter une autre considération, les étrangers ont beau acheter massivement des actifs financiers américains et notamment des obligations et des bons émis par le Trésor, cela ne signifie nullement que le marché porte un jugement positif sur la valeur de ce papier : *« grève des investisseurs »*, *« les acheteurs refusent de soutenir la politique du gouvernement »*, tels sont, parmi beaucoup d'autres, quelques titres et phrases que l'on a pu lire au cours des dernières semaines dans les plus grands journaux des Etats-Unis, pour décrire telle ou telle séance du marché marquée par une nouvelle baisse des obligations, et autres titres de l'Etat fédéral. Quand les investisseurs institutionnels et les particuliers boudent les émissions publiques, l'Institut d'émission est amené à se substituer à eux, finançant ainsi le déficit budgétaire par la création monétaire pure et simple. Au cours des derniers mois, le système de réserve fédérale a, de la sorte, « monétisé » plusieurs milliards de dollars de la dette publique. *« Si le Fed n'avait pas de la sorte fourni d'amples réserves au système bancaire* [en lui rachetant des titres de la dette publique], *les taux auraient grimpé encore plus vite »*, déclarait, il y a quelques semaines un opérateur écouté (cité dans *Business Week* du 28 mai dernier).

La politique du dollar

Telle est la raison fondamentale pour laquelle, au cours des derniers mois, on a assisté à un durcissement de la politique gouvernementale à l'égard du dollar ; à l'automne dernier, l'administration américaine s'interrogeait encore sur les avantages et les inconvénients d'un dollar fort. Aujourd'hui, ces doutes ne sont plus de mise, tant on est convaincu à Washington qu'une baisse du dollar s'accompagnerait presque inévitablement dans les circonstances actuelles non pas d'une baisse, mais d'une hausse encore plus forte des taux d'intérêt, pour retenir les investisseurs étrangers et pour contrecarrer les effets inflationnistes d'une baisse de la monnaie nationale.

Le désir d'assurer la fermeté de la monnaie s'est matérialisé par la décision de supprimer la retenue à la source sur les obligations émises par le Trésor américain et souscrites par des investisseurs (privés) étrangers. Il devrait en résulter un afflux supplémentaire de capitaux privés pour financer le déficit budgétaire.

Ainsi se trouve renforcé le mécanisme qui assure, depuis la fin de la guerre, la suprématie du dollar. En cas de pression à la baisse sur la monnaie américaine, on compte sur les banques centrales étrangères pour s'opposer à une revalorisation trop forte de leur propre monnaie en rachetant des dollars sur le marché. Ces dollars, on le sait, les banques centrales étrangères les placent immédiatement en bons du Trésor et autres titres d'Etat américains. La dernière vague d'achats officiels de dollars date de l'époque Carter. Aujourd'hui, le dollar est à la hausse. Les banques centrales étrangères n'en rachètent donc plus, car ce serait pour elles jouer contre leur propre monnaie (si la Banque de France s'avisait d'acquérir dans les circonstances actuelles du dollar, celui-ci monterait encore un peu plus vite). Aussi faut-il que les achats officiels soient remplacés par des achats privés, ce qui est le cas depuis quelques années et ce qui devrait l'être encore davantage grâce à la réforme fiscale en cours qui permettra au Trésor américain de drainer les ressources du marché de l'eurodollar.

Ce qui caractérise le système monétaire mondial n'est pas la fixité ou le caractère flottant des monnaies, mais le privilège accordé au dollar, grâce auquel les Etats-Unis peuvent automatiquement faire financer leur déficit intérieur ou extérieur. En perpétuant et en aggravant le déficit, le président Reagan s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs. Non seulement il n'a, dans ce domaine essentiel, rien changé, mais il a aggravé le système. Reste à savoir si une nouvelle et forte hausse des taux d'intérêt ne créerait pas aux Etats-Unis même et dans le reste du monde une situation proprement explosive. Même si elle doit se prolonger encore pendant un certain temps, la reprise américaine n'est pas assise sur des bases suffisamment solides.

FIN

En Italie

Les syndicats signent un accord réglementant les grèves dans les transports

de notre correspondant

Rome. – Les trois principales confédérations syndicales italiennes (CGIL, CISL et UIL) ont signé, le 16 juillet, au ministère des transports, un accord réglementant les grèves dans ce secteur. Depuis plusieurs semaines, en particulier, depuis le début de la période des vacances, des grèves répétées paralysent presque quotidiennement une partie des transports (trains, avions ou bateaux).

« Il s'agit, a déclaré, le ministre concerné, M. Signorile, *d'instaurer un système de relations industrielles qui ne supprime assurément pas les conflits, mais cherche à les gérer. »*

L'accord, qui règle aussi les termes du renouvellement des contrats de travail, concerne l'ensemble des transports, qu'ils relèvent du secteur public ou privé.

Il a été décidé qu'il ne sera plus possible de faire grève pendant les fêtes de fin d'année (du 25 décembre au 5 janvier), au cours des semaines qui précèdent et suivent Pâques et Ferragosto (période du 15 août), durant les grands exodes de l'été ou pour les événements d'importance nationale. Les grèves devront désormais être annoncées avec un préavis de dix jours. En outre, les plates-formes de revendications des syndicats seront présentées quarante jours avant l'expiration du contrat de travail et les employeurs seront tenus de commencer la négociation dix jours avant cette expiration.

L'accord présente toutefois une faiblesse : aucune sanction réelle n'a été prévue en cas de violation de ce code de comportement, qui risque fort de rester lettre morte. Il n'a été retenu que l'annonce dans trois journaux à diffusion nationale d'un communiqué dénonçant la violation des accords. Les syndicats autonomes ne sont pas signataires de l'accord. Ils devraient prochainement présenter leur propre projet.

Malgré l'entrée en vigueur de ce code de comportement, les grèves continuent à provoquer retards, énervement et chaos dans les aéroports ou les ports, paralysant pour de longues heures le départ des vacanciers.

PHILIPPE PONS.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

17 juillet

Léger tassement

La Bourse de Paris est d'humeur changeante. Plus enjouée au début de la semaine. Elle est, mardi, apparue morose et à la reprise de la veille a succédé un bel effritement des cours. Un assez grand nombre de valeurs furent concernées par ce grignotement, de sorte que, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait un certain tassement (– 0,60 %).

Cette fois, l'effet Wall Street a été inopérant. Il est vrai que le sursaut observé là-bas en dernière minute lundi était aussi inattendu qu'inexplicable.

En outre, la hausse du dollar, un motif de préoccupation ici, a repris. Mais disons-le tout net, le marché a surtout pâti du manque d'affaires et l'effritement constaté en a pleinement résulté.

« Toujours les incertitudes », disait un professionnel en évoquant l'environnement international, dont le moins que l'on puisse en dire, est qu'il n'est guère sympathique.

Difficile à Paris de se désolidariser des autres places, la preuve vient encore d'en être administrée. Et, l'arme au pied, les investisseurs attendent une éclaircie, d'autant plus résolument que l'échéance mensuelle est désormais proche. La réponse des primes aura lieu vendredi prochain.

Signe de la désaffection dont les valeurs étrangères paraissent souffrir, la devise-titre a baissé et s'est échangée entre 9,64 F et 9,70 F, contre 9,735-9,83 F.

Repli de l'or à Londres : 347,30 dollars l'once contre 350,10 dollars.

A Paris, le lingot a reperdu 950 F à 97 750 F, le napoléon, en revanche, a progressé de 7 F, à 619 F.

Le volume des transactions a diminué : 10,15 millions de francs contre 14,28 millions.

NEW-YORK

Nouvelle avance

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont progressé mardi à Wall Street. Le mouvement s'est encore opéré dans le désordre mais, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait un nouveau gain de 6,07 points à 1 122,89.

Le bilan de la journée a été à l'image de la tendance. Sur 1 957 valeurs traitées, 867 ont monté, 628 ont baissé et 462 n'ont pas varié.

Les opérateurs ont décidé, semble-t-il, de faire abstraction des soucis que leur cause toujours la hausse des taux d'intérêt. Leur attention s'est concentrée sur les valeurs d'entreprises à propos desquelles circulent des rumeurs d'OPA, telles Saint-Régis ou Walt Disney, mais aussi celles dont les derniers résultats trimestriels seraient meilleurs que prévu. Salomon Brothers ayant révisé à la hausse ses prévisions de bénéfices pour TWA, l'action de la compagnie a monté.

Autour du « Big Board », le sentiment était plutôt à l'optimisme et beaucoup n'excluaient plus la possiblité d'une prochaine et franche reprise d'été maintenant que le marché avait administré la preuve de sa résistance au palier des 1 100 du Dow Jones. Autre élément de satisfaction : la fermeté du marché obligataire en dépit du renchérissement des taux interbancaires.

L'activité s'est un peu accélérée et 83,66 millions de titres ont changé de mains contre 74,04 millions.

VALEURS	Cours du 16 juillet	Cours du 17 juillet
Alcoa	32 1/2	32 5/8
A.T.T.	16 7/8	17 1/8
Boeing	44	44 7/8
Chase Manhattan Bank	37 3/4	39 1/4
Du Pont de Nemours	46 3/8	46 1/4
Eastman Kodak	71 1/4	71 3/4
Exxon	41	41 1/4
Ford	38	38 7/8
General Electric	50 3/4	50 3/8
General Foods	54 7/8	55 7/8
General Motors	67 3/4	68 1/4
Goodyear	24 5/8	24 3/4
I.B.M.	107 1/4	108
I.T.T.	22 3/8	22 3/8
Mobil Oil	26 1/8	28 5/8
Pfizer	30 5/8	31 5/8
Schlumberger	43 1/4	42 7/8
Texaco	33 3/4	34 1/8
U.A.L. Inc.	34 7/8	34 1/2
Union Carbide	50 3/8	50 3/4
U.S. Steel	23	23 5/8
Westinghouse	20 7/8	21 5/8
Xerox Corp.	37 1/4	37 3/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

POCLAIN. – La restructuration financière est terminée. Le capital vient d'être porté de 250 à 455 millions de francs. Ont souscrit à l'émission : l'actionnaire américain, le groupe Tenneco, dont la participation passe de 40 % à 44 %, et le pool bancaire (essentiellement le Crédit lyonnais et le Crédit du Nord), qui, propriétaire de 26 % des actions, possède désormais plus que la minorité de blocage (38 %). Les autres actionnaires sont des investisseurs institutionnels et privés (12 %), à savoir la Caisse des dépôts, la famille Bataille et l'émir saoudien, M. Zeid M. Sudairi (6,15 %), le public (6 %). Le déficit du groupe s'est élevé à 198 millions de francs en 1983 contre une perte de 283 millions l'année précédente. Le plan de redressement industriel est bien engagé mais le marché français des pelles hydrauliques reste déprimé (– 33 % en 1983, – 15 % prévus pour 1984). La conjoncture n'est pas brillante en Europe, sauf en Scandinavie. En revanche, elle s'améliore aux États-Unis et paraît prometteuse en Inde et en Corée. Pour l'exercice en cours, les pertes pourraient être contenues au niveau de celles enregistrées l'année dernière. Le retour à l'équilibre pourrait se produire en 1985.

PIERRE SYNTHÉTIQUE BAIKOWSKI. – La cotation de l'action à la Bourse de Lyon a été suspendue le 17 juillet (dernier cours : 142,6 F). La chambre syndicale a été informée d'un changement de contrôle en cours.

M. Jacques Entremont et diverses personnes physiques s'apprêtent à acheter 80 945 actions, soit 80,95 % du capital au prix unitaire de 200 F à M. et Mme R. Sissmann, M. et Mme Ugols, M. et Mme Baikowski.

Au rétablissement des cotations, le cours sera maintenu à 200 F durant quinze séances.

La société exerce son activité dans les poudres d'aluminium et magnésie ainsi que dans la fabrication de gaz comprimés.

AMERICAN EXPRESS. – Le bénéfice net pour le deuxième trimestre baisse de 28,8 % à 138,7 millions de dollars malgré une progression de 28 % du chiffre d'affaires (3,15 milliards de dollars). Pour le premier semestre, le résultat net atteint 255 millions de dollars (– 28,4 %). Au siège de la compagnie on impute ce recul au marasme boursier et aux difficultés rencontrées dans la branche assurances.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	16 juillet
Valeurs françaises	110,6
Valeurs étrangères	84

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	16 juillet	17 juillet
Indice général	166,7	166,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 18 juillet .... 11 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17 juillet	18 juillet
1 dollar (en yens)	241,60	242,85

BOURSE DE PARIS – Comptant – 17 JUILLET

SECOND MARCHÉ / Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1725	1700	Alser	195	....
C.D.M.E.	543	550	Cellulose du Pin	30 90	28 50 o
C. Equip. Elect.	232	231	C.G.M.	4 50	....
Dafsa	300	303	Cochery	39 60	36 50 o
Dauphin O.T.A.	1600	1608	C. Sabl. Seine	115	....
Guy Degrenne	740	743	Coparex	607	607
Merlin Immobilier	1567	1650	Dunlop	10	....
Métallurg. Minière	153	150	F.B.M. (LI)	70	3 50 o
M.M.B.	254	250	La Mure	58 10	....
Om. Gest. Fin.	261 70	261 70	Novotel S.I.E.H.	1650	....
Petit Bateau	415	416	Profils Tubes Est	4	1 80 o
Petrofigaz	542	540	Pronuptia	130	....
Poron	435 50	435 50	Ripolin	....	....
Salomon	1375	1370	Rorento N.V.	615	597
S.C.G.P.M.	274 50	275	Sabl. Morillon Corv.	129	....
Far East Hotels	0 85	0 85	S.K.F. (Applic. méc.)	60	44 o
Sofibus	221	221 c	S.P.R.	146	147
Sovac	518	516	Total C.F.N.	47	....
Zodiac	1230	1199	Ulinex	270	269

SICAV 17/7

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	224 40	214 22	Japacic	103 45	98 76
Actions-Investiss.	254 14	242 62	Laffitte-crt-terme	111821 37	111821 37
Actions sélectives	331 02	318 01	Laffitte-Expansion	605 20	577 76
Aedificandi	353 80	337 76	Laffitte-France	199 18	190 13

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/7	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 659	8 721	8 480	8 880
ECU	6 862	6 863	....	....
Allemagne (100 DM)	307 020	308 930	293	313
Belgique (100 F)	15 144	15 161	14 500	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	272 120	272	261	281
Danemark (100 krd)	84 010	84 030	79	87
Norvège (100 k)	106	106 180	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 472	11 547	11 100	12
Grèce (100 drachmes)	7 782	7 780	6 600	8 600
Italie (1 000 lires)	4 980	4 994	4 715	5 205
Suisse (100 fr.)	363 880	363	352	373
Suède (100 krs)	104 810	105 240	101	108
Autriche (100 sch)	43 770	43 780	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 405	5 415	5 350	5 900
Portugal (100 esc.)	5 780	5 780	5 600	6 100
Canada ($ can 1)	6 521	6 569	6 350	6 700
Japon (100 yens)	3 598	3 605	3 480	3 640

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/7
Or fin (kilo en barre)	98700	97750
Or fin (en lingot)	98900	97750
Pièce française (20 fr)	612	619
Pièce française (10 fr)	420	.....
Pièce suisse (20 fr)	593	598
Pièce latine (20 fr)	579	583
Souverain	725	724
Pièce de 20 dollars	4310	4360
Pièce de 10 dollars	2082 50	2110
Pièce de 5 dollars	1302 50	.....
Pièce de 50 pesos	3890	3845
Pièce de 10 florins	598	597

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

REPARUTION DE « L'IDIOT INTERNATIONAL »

L'hebdomadaire *l'Idiot international*, qu'avait créé et que dirigera de nouveau M. Jean-Edern Hallier, reparaîtra le mardi 24 juillet. Tiré à 200 000 exemplaires, comportant huit pages grand format, il sera vendu 7 francs. *« Ce sera le journal antipolitique*, explique J.-E. Hallier, *destiné aux déçus de la gauche comme de la droite, surtout de la gauche. Sa sortie marquera la fin du silence des intellectuels. »*

Le premier numéro de *l'Idiot international »*, en dehors de l'éditorial de J.-E. Hallier, comportera notamment une interview exclusive de Jean Baudrillard, des textes de Zinoviev et de Philippe Sollers, un extrait du « journal » de Pesquet, des articles de Gabriel Matzneff, de Pierre Bourgeade, de Muriel Cerf, de Caton, de Vergès, des dessins de Topor. En revanche, on ne trouvera aucun extrait de l'ouvrage inédit de J.-E. Hallier : *l'Honneur perdu de François Mitterrand.*

Le comité de rédaction comprend en particulier Pascal Fournier, rédacteur en chef, J. d'Aragon, P. de Larminat, T. Marco, P. Rostaing et D. de Négroni.

[*L'Idiot international* première formule était un mensuel que J.-E. Hallier avait lancé en décembre 1969 et qui s'était sabordé en février 1972.]

Le numéro du « Monde » daté 18 juillet 1984 a été tiré à 435 552 exemplaires

LA NOMINATION DE M. FABIUS ET LE BILAN DU GOUVERNEMENT MAUROY

Comment être de gauche...

C'est de deux points de vue bien distincts l'un de l'autre qu'il faudrait juger, en vue d'en tirer *quelques* leçons pour l'avenir (proche et plus lointain), l'action économique et sociale menée par les trois gouvernements Mauroy successifs.

Le premier est tout bonnement le point de vue national. Quelle politique suivre – ou ne pas suivre – pour atteindre les objectifs qui devraient continuer à inspirer toute équipe au pouvoir, à savoir le retour à l'expansion et le recul du chômage? La réduction de l'inflation – cela ne devrait plus souffrir de discussion – est une des conditions essentielles, *mais pas la seule, pour y parvenir.*

Dans quelle mesure la gauche *peut-elle se distinguer de la droite* pour définir et pour conduire une *telle politique? Tel est l'autre point* de vue à partir duquel il convient de faire le bilan de la riche expérience qui s'achève. Tout se passe comme si cette question avait, à *elle seule*, accaparé toute l'attention et l'énergie de l'ex-premier ministre, dès le moment où il a accédé au pouvoir et au moins jusqu'au moment où il a dû se rendre à l'évidence des faits. Cela, sous la pression d'un déficit commercial dont il était devenu impossible de masquer les effets malgré un recours de plus en plus massif à l'endettement extérieur et sous la pression d'une opposition probablement redevenue *majoritaire* dans l'opinion dès la seconde année du septennat.

Ce souci quasi exclusif de marquer fortement la conduite des affaires de la France d'une empreinte de gauche a ses racines dans la psychologie d'une bonne partie des militants et des sympathisants du principal parti au pouvoir. Il est rare qu'on élise en France (et ailleurs aussi) la gauche parce qu'on est convaincu de la supériorité de son programme et de ses arguments. On est d'abord de gauche par sensibilité, par tradition familiale (ou au contraire par opposition à cette même famille) ou, comme nous le disait un des principaux personnages de l'État – à propos du ralliement à *François Mitterrand après 1972* de pratiquement tous les jeunes du Conseil d'Etat *et de quelques autres* grands corps, – *« parce que c'est la mode ».* On essaye ensuite de s'expliquer les raisons de son choix. Les innombrables débats de la gauche intellectuelle pendant les années 60 et une bonne moitié des années 70 attestent que *tel est bien* le sens de la démarche.

Cela a eu la plus grande importance pour l'élaboration, puis l'application, de la politique économique de la gauche, dont la première préoccupation, probablement en partie inconsciente, aura été, comme l'a dit Alfred Sauvy à propos du Front populaire, d'être jugée sur ses intentions plutôt que sur ses résultats.

M. Pierre Mauroy a répété à satiété qu'il devait porter *le poids* d'un lourd héritage. C'était vrai, mais pas nécessairement dans *le* sens où il l'entendait. L'héritage à assumer n'était pas tant celui de son immédiat prédécesseur (avec son actif représenté par des finances publiques en bon état, et son passif représenté par l'inflation invaincue et le chômage grandissant) que celui du mythe d'une politique à tout prix originale de la gauche. De cette politique les militants attendaient deux choses indissociablement liées dans leur esprit et pour*tant contradictoires.* La première était qu'elle prépare une rupture avec *le capitalisme, comme si celui*-ci constituait une structure bien définie qu'on peut songer à remplacer par une autre sans en même temps affaiblir quelques-uns des ressorts les plus déterminants de l'activité, ressorts dont on a précisément le plus grand besoin pour satisfaire l'aspiration au « changement ». Le drame de Pierre Mauroy est qu'entre 1936 (et 1945) et 1981, la condition des Français a changé du tout au tout. L'essor économique des *« Trente Glorieuses » a élevé* considérablement le niveau de vie, et cela a rendu ces Français *plus exigeants* sur les résultats, et plus sceptiques sur les intentions. D'où le désenchantement qui a rapidement suivi l'état de grâce.

Le relais du mythe, c'était le programme commun, qui avait scellé en juin 1972 l'alliance des socialistes et des communistes. Il était bâti sur deux illusions. Premièrement qu'il était possible non seulement de maintenir l'*expansion, mais d'en* accélérer le rythme (la crise qui se préparait n'aura été annoncée que par quelques esprits isolés, et, il faut le dire, n'appartenait pas à la gauche). Ensuite que la meilleure façon de faire sauter les obstacles était de *procéder à des réformes de structure* propres à donner à l'Etat les moyens de sa politique. *Il aura fallu les* leçons d'une difficile expérience pour qu'on *s'aperçoive que* la « maîtrise du crédit » n'avait pas grand-chose à voir avec la *nationalisation* des banques, ni le dynamisme industriel avec *celle des grands groupes* dits « monopolistiques ».

Le risque est qu'aux échecs essuyés succède aujourd'hui une trop grande résignation. Ce serait, mais ce n'est pas là le plus important, pour la gauche la plus mauvaise façon de préparer son avenir, car il est fort à parier qu'une fois revenue dans l'opposition elle aura la tentation d'attribuer les déconvenues du gouvernement Mauroy au fait que celui-ci n'est pas allé assez loin, qu'il a eu tort par exemple de ne pas se donner les mains libres en quittant le système monétaire européen (alors que son tort aura été seulement de ne pas dévaluer dès le printemps 1981, tout en restant dans *le système*).

Pour progresser elle-même et permettre *à la France d'accéder à un* plus grand degré de conscience économique, *la gauche devrait* aujourd'hui porter sa réflexion sur une « loi » dont parlent certains politologues américains sous le nom de *« loi des intentions non voulues. »* Ainsi, on réduit la durée du travail, pour combattre le chômage que l'on aggrave à terme. On bloque les tarifs publics pour lutter contre l'inflation et on ne fait que la rendre plus virulente en aggravant les déficits.

M. Pierre Mauroy voulait administrer la preuve *que les « réformes* une fois faites, la gauche était capable de gérer. *Lui et son ministre de* l'économie et des finances, M. Jacques Delors, ont *facilité la tâche de* leurs successeurs en prenant quelques décisions courageuses, *telle la* désindexation des salaires sur les prix. Mais la gestion ne deviendra programme politique que si elle conduit aux chemins de l'expansion.

PAUL FABRA.

Le PCF face à la confirmation de l'austérité

L'initiative d'un changement de gouvernement répond-elle aux *« préoccupations des Français »*, auxquelles, selon M. Guy Hermier, celle du référendum, elle, ne répondait pas ?

La situation créée par la démission du gouvernement n'enlève rien aux positions rappelées, avant même l'annonce de la décision, par le bureau politique au cours de sa réunion hebdomadaire, mardi matin 17 juillet : inquiétude pour la suite *qui sera donnée au projet sur l'ensei*gnement privé (le retrait du texte est considéré comme un *« recul »* sous les *« coups de boutoir de la droite »*), inquiétude aussi pour le prochain budget.

C'est au regard de ces deux points que *le* Parti communiste *se doit* d'envisager sa participation au nouveau gouvernement. Le comité central, qui avait tiré la leçon des élections européennes, n'avait pas remis en cause la stratégie appliquée depuis 1981 et confirmée par le XXIV[e] *congrès de janvier 1982* : maintien des orientations développées pendant la campagne présidentielle de M. Georges Marchais, et de la participation du PCF à l'action gouvernementale dans la majorité. Ce *statu quo* devait permettre le *« processus de réflexion sur le parti lui-même »*, selon la formule du secrétaire général.

Éclairantes ont été alors les « confidences » de M. Marcel Rigout sur l'état du parti. Pour le ministre de la formation professionnelle, les discus*sions internes révélaient une lame de* fond. Plutôt que de réflexion, il avait préféré parler de *« révolution culturelle »*. Mais ces propos-là avaient été occultés par la formule selon laquelle, pour une partie de l'électorat communiste, M. Marchais est devenu *« l'homme de l'échec »*.

Trop brutale, l'expression? En tout cas, elle a eu pour effet de stopper *les mises en cause du secrétaire* général, qui s'était vu immédiatement défendu par M. Charles Fiterman (le ministre des transports avait dénoncé la « chasse à l'homme ») et par M. Anicet Le Pors, qui lui avait rendu hommage.

Parallèlement au débat interne, se sont multipliées les mises en garde des dirigeants communistes qui ne *se sont pas tus après le débat de cla*rification exigé par M. Pierre Mauroy devant l'Assemblée nationale, le 19 avril dernier. La justification de la pression maintenue sur le gouvernement était, selon le mot de M. Paul Laurent, le *« désaveu » infligé par le corps électoral à la* gauche le 17 juin.

La demande de nationalisation de Creusot-Loire, *formulée par* M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, est révélatrice de la priorité accordée par le PC à tout ce qui touche à l'emploi, et de l'interprétation qu'il donne de l'échec aux européennes. D'un côté, il reproche aux socialistes de *ne pas répondre* à l'attente de son électorat, de l'autre, il *rend responsable la droite.*

En liant son approbation du prochain budget à la perspective de résultats significatifs dans la lutte contre le chômage et dans la défense du pouvoir d'achat, le PC manifeste plus ouvertement que jamais son hostilité *à la pratique de la rigueur.* Certaines des mesures gouvernementales prises ou *envisagées depuis* le 17 juin vont même, estime le bureau politique, *« à l'encontre »* de l'avertissement adressé par les Français au pouvoir à l'occasion des élections européennes.

Etre le porte-parole et le défen*seur des mécontentements que pro*voque, au sein de la gauche, l'actuelle politique du pouvoir, se faire le gardien vigilant des promesses de 1981, n'oblige pas à la rupture. En revanche, les projets de M. Fabius et leur compatibilité avec les revendications des communistes sont de nature à nécessiter, une renégociation non pas *sur* la participation du PC au gouvernement, *mais au moins sur l'attribution* des ministères qui lui seraient réservés.

ANNE CHAUSSEBOURG.

AU RPR

« La diversion d'un manœuvrier »

Le bureau du groupe et le groupe RPR de l'Assemblée nationale lui-même se sont réunis mardi 17 juillet en présence de M. Jacques Chirac. Les députés RPR se sont montrés à la fois irrités, inquiets et embarrassés par la décision du président *de la République. Ils ont*, dans l'immédiat, convenu d'attendre le contenu du projet de loi référendaire et l'attitude que prendra le Sénat pour préciser leur comportement. Celui-ci sera naturellement différent selon que le Sénat et l'Assemblée nationale ne parviennent pas à voter le projet de loi « en termes identiques » *ou qu'un accord s'établisse* entre le gouvernement et le Parlement, permettant le déroulement du référendum constitutionnel.

Dans le premier cas, le problème de l'*enseignement privé redeviendra* très vite d'actualité avec les nouvelles dispositions législatives que le gouvernement présentera à la place de la loi Savary ; dans le second cas, c'est la campagne *référendaire* et l'attitude que devra prendre l'opposition qui méritera d'être mise d'urgence au point. Les spéculations sur ces hypothèses étaient en tout cas mardi encore prématurées.

M. Claude Labbé, président du groupe, a assuré qu'une des conséquence de la décision de M. Mitterrand était tout d'abord d'avoir poussé les deux groupes RPR et UDF à avoir une attitude commune dans cette affaire et ensuite d'avoir rapproché l'opposition de l'Assemblée nationale et la majorité du Sénat.

Mais M. Labbé a surtout déclaré avec force : *« L'opinion ne comprend pas que le président de la République se livre à une manœuvre de diversion sur le terrain constitutionnel alors que des problèmes importants se posent au pays auxquels il n'apporte pas de solutions, comme c'est le cas pour l'emploi, le niveau de vie et l'enseignement. Le pays a besoin d'un capitaine et non d'un manœuvrier. »*

Enfin M. Labbé a estimé : *« Si le président de la République voulait vraiment tenir compte de l'opinion publique, il pouvait soit simplement convoquer le congrès pour modifier l'article 11 de la Constitution, puis soumettre le projet Savary au référendum, soit, par une interprétation libérale de l'article 11, aller directement au référendum sur ce projet. »*

Les députés RPR, en décidant d'attendre pour en savoir plus sur les intentions référendaires du président de la République, ne se doutaient pas qu'une autre surprise les attendaient quelques heures après.

ANDRÉ PASSERON.

Sur le vif

Adieux

Ce qui est génial dans le suicide, ce n'est pas de se tuer, *non*, ça, c'est plutôt déplaisant ; c'est d'expliquer pourquoi on l'a fait. *C'est d'écrire des lettres* d'adieux – j'ai des brouillons plein mes tiroirs, – des lettres rageuses, attendrissantes ou vengeresses, des lettres destinées à tous les salopards qui vous ont poussé jusque-là.

Rien que d'imaginer la gueule qu'ils feront en ouvrant l'enveloppe... Vous me direz : *d'où* vous serez, vous, vous ne la verrez pas. Je la vois d'ici et ça me suffit : gonflée de remords, bouffie de honte, ravagée de regrets ! Oui, rien que d'y penser, ça me fait loucher du côté de la tour Eiffel.

Remarquez, ce plaisir-là, de nos jours, on n'est *plus obligé* de se donner la mort pour l'éprouver. Il suffit de l'attendre, la mort, bien tranquillement, en peaufinant son testament. Mais, attention, pas le testament à l'ancienne, minable bout de *papier manuscrit, inventaire* sordide de vos biens, meubles et immeubles. *Non, le testament* new-look enregistré par vous sur cassettes vidéo. Sous prétexte de leur signifier vos dernières volontés, c'est l'occasion rêvée de balancer leur quatre vérités à ces messieurs de la famille.

Ordre de brancher la cassette sur le magnétoscope au retour du cimetière. Avant de passer à table pour se taper la cloche à la santé du défunt. Un truc à leur couper *l'appétit. Vous me direz* : si vous les insultez, rien ne les empêche d'appuyer sur le bouton pour vous faire disparaître à jamais. Il vaut mieux les convoquer *chez le notaire* et les obliger à regarder la bande. Croyez-moi, ce n'est même *pas la peine.* Tel qu'on les connaît, rapaces et cancaniers, ils seront tellement curieux de savoir quelles bontés vous aurez *eues* pour eux et *quelles méchancetés* vous réservez aux autres, qu'ils vont se *bousculer devant* le poste.

Bien sûr, il faut éviter la volée de bois vert brutale et globale. Il faut s'efforcer de régler ses comptes avec une perfidie bien *sournoise* et bien vicelarde destinée à entretenir le suspense. *C'est tout un art.* Ça s'apprend. J'ai vu une petite annonce pour ça dans la presse. *Nous sommes* tous mortels. Surprenez vos proches. Faites-leur vos adieux sur écran télématique. Pour tous renseignements, téléphonez, etc.

Moi, ce n'est pas compliqué, maintenant que je sais comment prendre congé, je n'ai plus peur de la retraite. Je la souhaite, au contraire, j'aurai de quoi l'occuper. Mon dernier gala, je vais le préparer, je vais le répéter, je *vais le bichonner.* Pas question de rater ma sortie de cette fichue planète. *Ils s'en souviendront,* croyez-moi.

CLAUDE SARRAUTE.

En Pologne

L'amnistie pourrait inclure les dirigeants du KOR dont le procès a été ajourné sine die

De notre envoyé spécial

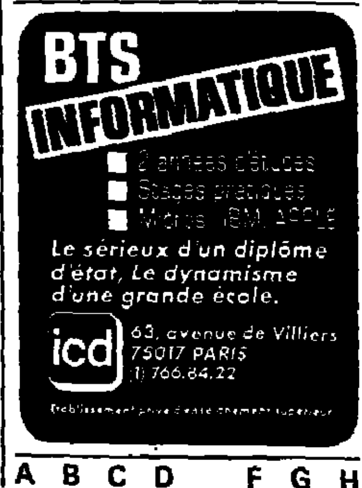
Le procès de quatre membres du KOR accusés d'avoir préparé un renversment du régime a été ajourné *à une date indéterminée*, ce mercredi matin 18 juillet. En ouvrant la séance, *le président du tribunal mili*taire de Varsovie a déclaré qu'à la suite de l'appel à une amnistie lancé deux jours plus tôt par le Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON), le procès était remis et que, *« en cas de nécessité »* la *date de la prochaine audience se*rait fixée ultérieurement. Aussitôt après, le tribunal s'est retiré, et les avocats de la défense n'ont pas eu le temps de demander la mise en liberté provisoire des accusés, MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Zbigniew Romaszewski et Henryk Wujec. Les quatre hommes ont ac*cueilli la nouvelle par des gestes* qui exprimaient clairement un sentiment de victoire.

Les abords du tribunal avaient été interdits à la prese et aux passants par de nombreuses forces de police, mais, contrairement à ce qui s'était *passé lors de la première journée* du procès, vendredi 13 juillet, deux anciens conseillers de Solidarité, MM. Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, et des écrivains très connus, Tadeusz Konwicki, Wiktor Woroszylski et Zbigniew Herbert, *ainsi que* M[me] Anka Kowalska, membre du KOR, ont pu pénétrer dans *le bâtiment.* En principe, cette journée devait être consacrée à la déposition de M. Jacek Kuron. Le report du procès et, plus encore, la référence explicite du *juge militaire* à l'appel du PRON (qui avait demandé une *« large amnistie »* pour les détenus politiques déjà condamnés ou inculpés) donnent toutes raisons de penser que les accusés du KOR seront concernés par cette amnistie.

En même temps, il est très probable que la mesure sera assortie de restrictions qui empêcheront ses bénéficiaires de mener une quelconque activité politique. Cependant, de l'avis de certains de leurs proches, il ne s'agirait pas de *« conditions »* que les détenus devraient accepter ou refuser, mais de mesures d'autorité. Les dirigeants du KOR ou de Solidarité n'auraient plus à négocier leur libération, qui est désormais très probable, estime-t-on à présent dans les milieux proches de Solidarité.

Juridiquement, l'ajournement du procès *peut sembler étrange*, puisqu'il est justifié par un simple *« appel »* d'un mouvement politique et que le Parlement doit encore se prononcer le 21 juillet. Ces imperfections de l'habillage juridique renforcent l'impression que les décisions politiques concernant l'amnistie ont été prises au tout dernier moment. En témoigne, par exemple, une étrangeté apparue lundi dans le quotidien *Zycie Warszawy* : l'appel du PRON publié en première page différait sur un point très important des citations faites de cet appel dans un commentaire de la rédaction. Le *texte cité dans* le commentaire indiquait que l'amnistie devrait concerner *« ceux qui donneront la garantie qu'ils ont tiré les leçons du passé et qu'ils se montreront dignes de la mansuétude des autorités »*. Cette référence à des *« garanties »* figurait donc très vraisemblablement dans une première version de l'appel modifiée à la dernière minute. Si le procès du KOR, spectaculaire et entouré d'un grand retentissement, a été interrompu dans la perspective de l'amnistie, *le reste de la machine judi*ciaire n'en a pas moins continué à tourner. Mardi encore, le tribunal de Varsovie a condamné à dix-huit mois de prison ferme M. Bogdan Bujak, frère du principal dirigeant de la clandestinité. Il avait été arrêté le 16 décembre dernier, alors qu'un petit cortège s'était formé à Ursus, près de Varsovie, à l'issue d'une messe à la mémoire des victimes des émeutes ouvrières de 1970. A peine les manifestants avaient-ils eu le temps de faire quelques mètres qu'*une vingtaine de policiers* s'étaient jetés sur M. Bogdan Bujak. Le porte-parole du gouvernement a d'ailleurs indiqué que le nombre de prisonniers politiques avait augmenté depuis la fin du mois de juin dernier.

JAN KRAUZE.



LA SEMAINE DE 38 HEURES POUR LES MÉTALLOS OUEST-ALLEMANDS

Krefeld (RFA). – Les syndicats et le patronat négociant la réduction de la durée du travail dans les grands centres sidérurgiques de RFA sont tombés d'accord, mardi 17 juillet, *pour diminuer de deux* heures l'actuelle semaine de 40 heures, sans perte de salaire.

Cet accord, qui s'applique à 170 000 sidérurgistes en Rhénanie et dans les régions de Brême et d'Osnabrück, suit d'autres accords intervenus dans les industries mécaniques, où la semaine de travail n'a été réduite que d'une heure et demie. Quant aux métallurgistes, adhérents de l'IG Metall, ils négocient leurs salaires séparément. Le nouvel accord doit prendre effet en octobre. – *(Reuter.)*